Année 1955. — N° 4. Le Numéro : 65 francs. 3 Mars 1955.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS ET RAPPORTS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

ABONNEMENTS : METROPOLE ET FRANCE D'OUTRE-MER : **250 fr.**; ETRANGER : **450 fr.**
(*Compte chèque postal:* **9063.13, Paris.**)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations | DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION **QUAI VOLTAIRE, N° 31, PARIS-7e** | POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 20 FRANCS

SESSION DE 1954

Séance du 21 Décembre 1954.

SOMMAIRE

La conjoncture économique au second semestre de l'année 1954 (1).

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE AU SECOND SEMESTRE 1954

1° Rapport présenté au nom du Conseil économique par M. J. Dumontier.

SOMMAIRE

I. — La vue d'ensemble est favorable.

I. — *Tendance générale à l'expansion.*

A. — La progression de l'activité.

B. — L'évolution favorable de certains éléments financiers.

II. — *Expansion dans un équilibre monétaire relatif.*

II. — La conjoncture internationale modère l'optimisme.

I. — *L'économie européenne.*

A. — Le progrès de la production industrielle.

II. — *L'économie américaine.*

A. — La récession américaine.

B. — Influence de l'économie américaine sur l'économie européenne.

III. — Limites, risques et avenir de l'expansion.

I. — *L'expansion économique se prolongera-t-elle ?*

A. — Possibilités techniques d'expansion.

B. — Conjoncture de plein emploi.

II. — *L'expansion se fera-t-elle dans l'équilibre ?*

A. — L'équilibre des prix et de la consommation.

B. — L'équilibre du marché des investissements.

C. — L'équilibre monétaire.

D. — L'équilibre de notre balance des comptes.

E. — Les autres équilibres.

Conclusion.

Annexes.

(1) Les délibérations du Conseil économique sur cette question figurent au *Bulletin du Conseil économique* n° 35 du 22 décembre 1954.

Ce rapport invite le Conseil économique à exercer, pour la septième fois, la mission que lui a impartie la loi, de donner un avis, deux fois l'an, sur l'évolution de la conjoncture économique.

Les précédents rapports ont été marqués par une présentation très détaillée des principaux éléments de cette conjoncture, sans négliger pour autant la recherche des orientations nécessaires de la politique économique. On retrouvera ici le point habituel de la situation économique, mais proposé sous une forme beaucoup plus résumée, afin de faciliter une connaissance rapide, mais suffisante des tendances générales.

Cette méthode permettra, en revanche, de souligner davantage la position de l'économie française dans le contexte international. A cet effet, un groupe de travail a été prendre contact avec les organismes internationaux amenés à faire le point de la conjoncture: commission économique pour l'Europe des Nations Unies, organisation européenne de coopération économique, Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Cet effort de synthèse permettra, en outre, d'attirer l'attention des membres du Conseil, des pouvoirs publics et de l'opinion sur une analyse plus approfondie des deux ou trois facteurs dominants de la conjoncture au moment considéré.

Enfin, les conclusions du rapport présenteront, comme à l'accoutumée, les suggestions habituelles de politique économique, pour répondre à la mission légale du Conseil de présenter « ... les mesures susceptibles d'élever le niveau de la production, de la consommation et de l'exportation ».

Ces observations conduisent à la présentation de ce septième rapport autour des observations suivantes:

1. La vue d'ensemble de la conjoncture est favorable.

2. La comparaison internationale modère l'optimisme, en situant plus exactement les progrès français.

3. L'analyse des traits dominants révèle les limites et les risques de l'expansion: réalité de la situation industrielle; hypothèque des finances publiques; risques financiers extérieurs; pouvoir d'achat des salaires.

Une brève conclusion replacera l'expansion de 1954 dans une perspective plus large.

— I —

LA VUE D'ENSEMBLE EST FAVORABLE

A la fin du second semestre 1954, l'examen de la conjoncture économique fait apparaître une tendance générale à l'expansion dans un relatif équilibre monétaire.

I. — TENDANCE GENERALE A L'EXPANSION

A. — **La progression de l'activité,** notée au premier semestre, s'est nettement affirmée au second:

1. *Les résultats agricoles* de la campagne 1953-1954 publiés au 1er novembre, confirment largement le *caractère technique des progrès déjà réalisés en* 1952-1953.

De tels résultats proviennent de l'amélioration de l'outillage (de 1949 à 1953, le parc des tracteurs est passé de 100.000 à 200.000) et surtout de celle des méthodes, car les conditions météorologiques n'ont pas paru très favorables cette année.

On se contentera de noter, dans cette vue d'ensemble rapide, qu'avec 105 millions de quintaux, la production de *blé dépasse de* 30 *p.* 100 la moyenne des années 1930-39, le rendement moyen de 23,5 quintaux à l'hectare l'emportant de moitié sur celui d'avant-guerre (1).

Pour le maïs et l'orge, l'avance des productions est respectivement de 62 p. 100 et de 121 p. 100 et l'amélioration des rendements de plus du tiers, toujours par rapport aux années 1930-39.

Les estimations de la *production animale* traduisent, en ordre de grandeur, une *progression du tiers*, environ, des productions de *lait* et de *viande*, si on les rapporte aux résultats d'avant-guerre.

(1) Il n'est pas sans intérêt de constater que ce résultat rejoint celui d'une année record, 1907, mais, en réalité, la décade 1901-1910 a connu une production (maximum avant la période récente) de 89 millions de quintaux, sans l'Alsace-Lorraine. Cette même décade a vu une production de céréales secondaires légèrement supérieure à celle de cette année.

Le seul secteur en régression légère par rapport à 1953 est celui des fruits et des légumes.

Si l'on considère que la production des betteraves industrielles, en 1953-1954, en réduction sur celle de la précédente année, reste, avec 114 millions de quintaux, sensiblement au-dessus des résultats moyens d'avant-guerre (91 millions de quintaux) et que la récolte de vin se révèle, au 1er novembre, quantitativement égale à celle de 1953, on ne pourra que souligner l'avertissement déjà donné par le Conseil économique dans le rapport de juin dernier:

« A un problème de pénurie succède maintenant le problème de l'écoulement des excédents, tout au moins pour un certain nombre de produits et cette abondance pose en des termes nouveaux le maintien de l'équilibre économique », ceci d'autant que le revenu professionnel agricole n'a pas connu une progression correspondante.

2. Appréciée à partir des indices, *l'expansion industrielle* constatée dans le précédent rapport du Conseil *paraît devoir se maintenir le second semestre* 1954.

a) *L'indice d'ensemble de l'I. N. S. E. E.*, bâtiment exclu, est évalué provisoirement, sur la base 100 en 1938, aux niveaux 152 *en septembre* et 160 *en octobre* dernier, contre 138 et 142 en 1953, soit une *progression* pour ces deux mois *de plus de* 11 *p.* 100. Mais on n'oubliera pas que l'avance réalisée cette année fait suite à une conjoncture de stagnation et même de recul, observée l'année précédente dans certains secteurs.

On connaît les insuffisances de l'indice I. N. S. E. E., qui est basé en partie sur la consommation apparente des métaux. Cette dernière s'étant fortement écartée de la consommation réelle ces derniers temps, par suite de l'ouverture des marchés communs, l'indice a été moins représentatif que précédemment. L'I. N. S. E. E. met au point un nouvel indice pour 1955. En attendant, il n'est pas mauvais de souligner les deux conclusions d'une étude de l'institut:

L'indice de la production, *bâtiment compris*, a atteint un palier en 1951, auquel il s'est maintenu (avec éventuellement une légère récession) en 1952 et 1953 et n'a pas subi de fluctuations importantes à l'échelon annuel au cours de ces trois années.

En ce qui concerne l'évolution récente, il semble que, jusqu'au mois de septembre, il sous-évaluait la production réelle. L'amélioration réelle du 1er semestre 1954, par rapport au premier semestre 1953, serait, sans le bâtiment, de 10 p. 100 au lieu de 6 p. 100. Au contraire, la remontée actuelle de l'indice semble être une mesure excessive du progrès accompli, lequel reste néanmoins du même ordre.

Cependant, le service des comptes et des budgets économiques a admis comme mesure de la progression de la production de biens industriels finaux de 1954 par rapport à 1953 la proportion de 6,5 p. 100. Légèrement moins optimiste, ce résultat traduit néanmoins mieux l'amélioration de ce dont a disposé l'économie française pour la consommation publique et privée, l'investissement et l'exportation.

b) La production d'énergie ne reflète cette croissance qu'avec des distorsions entre les progrès des diverses sources d'énergie.

Le progrès de près de 3 p. 100 de l'indice « *combustibles minéraux solides* » pour les dix premiers mois de l'année ne s'explique que par l'incidence sur la période correspondante de 1953 des grèves d'août 1953. Dans la réalité, on constate, après la stagnation du premier semestre, *un recul de* 2 *p.* 100 *en septembre et de* 3,5 *p.* 100 *en octobre*, toujours par rapport aux mois correspondants de 1953. Cette réduction s'accompagne d'un chômage important dans les autres bassins que ceux de Lorraine. La reprise et la reconstitution des stocks des utilisateurs devrait améliorer lentement cette situation.

En sens inverse, la production du pétrole continue son expansion.

Par contre, la production *d'électricité* maintient une avance de 10 *p.* 100 environ, par rapport à l'année précédente.

L'avance est différente suivant que l'on considère chacun des trois grands groupes de production: biens industriels de consommation, outillage et bâtiment.

c) Dans ce total annuel, le *progrès des industries de consommation est le plus ancien*. Sensible dès le deuxième trimestre 1953, il s'est néanmoins accentué dès les premiers mois de 1954. Pour les dix premiers mois de cette année, il est de 11 p. 100 environ pour les industries du cuir, du verre et du textile, 13 p. 100 pour l'industrie chimique, 17 p. 100 pour les papiers et cartons et 18 p. 100 pour la production des engrais.

Toutefois, la progression du textile n'est plus que de 3,5 p. 100 au troisième trimestre et celle des industries chimiques revient à 12 p. 100 en septembre et à seulement 6,5 p. 100 en octobre 1954, par suite de la reprise déjà amorcée à la période correspondante de 1953.

Au total, on peut estimer que la production de biens industriels de consommation est, d'après le service de la comptabilité nationale, en augmentation globale de 8 p. 100 pour l'année entière par rapport à 1953.

Cette avance a influé sur la transformation des métaux, qui connaît en octobre un vif progrès. La sidérurgie bénéficie en septembre et en octobre d'une reprise large et des commandes plus nombreuses. Cette reprise provient également d'une amélioration des débouchés extérieurs et d'une légère reconstitution des stocks, qui étaient descendus très bas.

d) La *production d'outillage* a été hésitante pendant la première moitié de l'année, sauf pour le matériel électrique. La demande interne reste faible, ce qui est anormal en période d'expansion. Les exportations restent, par ailleurs, peu nombreuses. Au total, l'indice 103 par rapport à l'année précédente mesure cette légère avance dans les comptes économiques.

L'activité de la branche *bâtiments et travaux publics* reste caractérisée par une avance du bâtiment et un recul des travaux publics. Le nombre de logements terminés en 1954 serait, d'après les dernières estimations, probablement optimistes, mais respectant l'ordre de grandeur, de 190.000, soit 60 p. 100 de plus qu'en 1953, ou l'on en a achevé 118.000 et est fort proche du maximum de 200.000 atteint en 1930.

Par ailleurs, le nombre de logements en construction qui était de 266.000 au 1er janvier (1) a augmenté pendant l'année. Mais cette indication n'est favorable que si la vitesse de construction ne diminue pas et si de nouveaux chantiers sont entrepris en nombre suffisant en 1955.

Cependant, les travaux publics ont ralenti leur activité et au total, la branche « bâtiment et travaux publics » a eu en 1954 une activité supérieure de 4 p. 100 à celle de l'année précédente, suivant l'estimation du service des comptes économiques de la nation.

e) Il est bien difficile de saisir l'activité des *services*. On se contentera de signaler comme vraisemblable l'augmentation de 3 p. 100 par rapport à 1953 que propose la commission des comptes de la nation.

3. Il y a enfin *amélioration de l'activité de la main-d'œuvre:*

Au niveau de 53.100 le 1er décembre dernier, le nombre des *chômeurs secourus* est de 7 p. 100 inférieur à celui observé il y a un an. Les *demandes d'emploi* étaient, d'autre part, en légère avance de 3 p. 100 à la même date par rapport à 1953, les offres progressant de moitié. Les activités les plus atteintes restent le spectacle et la manutention.

Mais l'on sait que ces données ne rendent pas compte du chômage réel qui serait, d'après les coefficients résultant d'enquêtes par sondage, de 4 à 5 fois supérieur au nombre des chômeurs secourus.

Les statistiques du *chômage partiel*, qui n'indiquent pas la totalité des effectifs occupés moins de quarante heures, expriment une diminution de 30 p. 100 du nombre des journées-ouvriers indemnisées, qui affecte surtout le textile et les industries annexes (58.000 sur un total de 96.000 en octobre).

Le niveau des effectifs constaté par le ministère du travail a peu varié: il est passé de 110 en octobre 1952 à 111,4 en octobre 1953.

La durée du travail pendant la même période s'est très légèrement accrue: elle est passée de 45,1 heures à 45,3.

Au total, l'augmentation de l'activité (indice des effectifs x indice de la durée du travail) ne semble pas devoir dépasser 2 p. 100 par rapport à l'année dernière, pour une production accrue de 6 à 7 p. 100.

Mesurée grossièrement par la comparaison de ces deux chiffres (2), l'augmentation globale de la productivité industrielle apparaît ainsi de 5 p. 100. Mais elle avait été pratiquement nulle l'année dernière et probablement en légère récession en 1952. Aussi est-il vraisemblable d'admettre que la hausse de production de 1954 a bénéficié des gains de productivité latents des années précédentes, sans les avoir d'ailleurs peut-être complètement épuisés.

Cet aperçu rapide des derniers résultats connus de l'activité apporte une évaluation imparfaite, mais acceptable de la tendance ascendante de la conjoncture à la fin de 1954, qui s'inscrit, par ailleurs, dans une amélioration des données financières.

B. — **L'évolution favorable de certains éléments financiers** se produit parallèlement à l'expansion observée.

1. Sur le plan des *finances publiques*, une double observation peut être faite:

a) *L'accroissement des recettes.*

Le *rendement des impôts indirects*, assez expressif des mouvements de l'activité, s'est nettement accru par rapport aux résultats de 1953:

D'un peu plus de 3 p. 100 au premier semestre, l'avance atteint 5 p. 100 pour les dix premiers mois de 1954 et dépasse de 3 p. 100 les prévisions budgétaires. Encore ces résultats d'ensemble tiennent-ils compte de l'évolution du rendement des contributions indirectes (droits sur les alcools, poudres, garanties, etc.), devenue nettement décroissante (— 15 p. 100), par la réduction de la part du Trésor public au profit de la caisse autonome d'amortissement et du fonds d'assainissement du marché de la viande. *Le progrès du produit des taxes sur le chiffre d'affaires et de* 6,5 *p.* 100 au regard des dix premiers mois de 1953 et de 4 p. 100 sur les prévisions du budget.

L'accroissement de l'aide américaine a également amélioré le poste recettes.

Dans le projet de loi de finances, la comparaison des recettes entre 1953 et 1954 donne une augmentation de 90 milliards, presque uniquement due aux impôts indirects.

b) *L'accroissement corrélatif des dépenses*, comprendrait notamment, pour l'année entière, 61 milliards pour la dette, 35 pour les assistances industrielles, 30 pour les subventions et 60 pour les Etats associés.

Par ailleurs, les dépenses de matériel et de personnel restent sensiblement équivalentes.

c) Si l'on considère les *résultats globaux de l'exercice en cours*, on constate qu'au 30 septembre 1954, le déficit strictement budgétaire est de 130 milliards contre un solde négatif de 386 milliards l'année précédente. Après les règlements de fin d'année, le solde total à la charge de la trésorerie ne dépassera pas celui de l'année précédente. Il sera couvert, pour l'essentiel, par l'accroissement de la dette à court terme. L'évaluation du solde déficitaire total à la charge de la trésorerie est, dans le projet de loi de finances, de 671 milliards. Ce total ne tient pas compte du financement des H. L. M., évalué à 95 milliards.

Cette amélioration des ressources budgétaires a permis les remboursements trimestriels à la Banque de France de 20 milliards, prévus par la convention du 11 juillet 1953 (le plafond étant fixé depuis le 16 décembre à 140 milliards), soit une restitution globale de 100 milliards en un an. En 1954, les avances du Trésor ne sont plus le facteur dominant du rétablissement de l'aisance monétaire.

Mais ces éléments favorables ne peuvent faire sous-estimer l'importance du déficit public subsistant et les conséquences qu'elle peut avoir sur le plan monétaire.

2. *Le mouvement du crédit et de l'épargne reste satisfaisant:*

a) Les avoirs dans les caisses d'épargne ont augmenté de 116 milliards pendant les neuf premiers mois de 1954, au lieu de 100 milliards pendant la période correspondante de 1953. La moyenne mensuelle des excédents des versements, sur les retraits, en francs 1949, a évolué de 1949 à 1954, de la façon suivante:

6,8 — 6,8 — 3,6 — 5,9 — 9 — 11.

L'ensemble de l'épargne liquide (dépôts dans les caisses d'épargne, valeurs du Trésor à court terme détenues par les particuliers et les entreprises (1) et dépôts à terme dans les

(1) On sait que l'estimation primitive de 351.000 a été rajustée à 266.000 par le ministère de la reconstruction et du logement.

(2) On sait qu'une telle comparaison ne peut être que fort approximative, surtout à l'échelle annuelle. Sur cinq ans, le calcul est beaucoup plus valable. M. Vincent, de l'I. N. S. E. E., a, dans un calcul fort intéressant, donné le résultat pour la moyenne annuelle de la période de cinq ans 1949-1954, des augmentations des quantités suivantes:

Production	5 p. 100 par an.
Activité	2 p. 100 par an.
Productivité du travail dans l'industrie	3 p. 100 par an.

« Productivité globale nationale », 2,5 p. 100.

(1) Encore que toutes les valeurs à court terme détenues par les entreprises puissent constituer, dans certains cas, une partie de leurs fonds de roulement.

banques, au augmenté, entre le 30 juin 1953 et le 30 juin 1954, de près de 300 milliards dont 200 milliards environ pendant le premier semestre 1954.

b) Sur le marché financier, on constate une forte augmentation des émissions de valeurs mobilières, qui ont atteint, à fin septembre 1954, un montant supérieur d'environ 40 p. 100 à celui qui avait été réalisé pendant les neuf premiers mois de 1953. L'amélioration est particulièrement nette en ce qui concerne les émissions d'obligations, les émissions d'actions restant à un niveau nettement insuffisant.

On connaît, d'autre part, la hausse constante dont ont bénéficié les valeurs mobilières à la Bourse de Paris. La spéculation a, sans doute, joué son rôle, en ce qui concerne les valeurs de pétrole, en particulier, mais la reprise économique intervenue depuis la fin de l'année dernière a été également un facteur important de hausse. L'indice quotidien du cours des valeurs mobilières a progressé de plus de 40 p. 100 de fin juin 1954 à fin septembre. Cette progression porte principalement sur les valeurs métropolitaines.

La progression de l'ensemble des formes de l'épargne recensée a été de 9 p. 100 de 1952 à 1953 et de 34 p. 100 de 1953 à 1954 (extrapolation d'après les neuf premiers mois de 1954).

c) La progression de la masse monétaire provient, cette année, principalement de l'expansion des crédits à l'économie et, dans une moindre mesure, de l'accroissement des réserves en devises, les créances sur le Trésor public n'ayant que faiblement augmenté. Au bilan de la Banque de France à fin octobre, les crédits à l'économie ont augmenté d'environ 14 pour 100 depuis fin octobre 1953, alors que les créances sur le Trésor ont fléchi d'environ 4 p. 100.

Le taux de l'escompte, qui avait déjà été ramené le 4 février à 3 1/4 p. 100, a été abaissé, le 2 décembre, à 3 p. 100. Une reprise sensible du volume de l'escompte avait précédé cette mesure, tant en raison de l'augmentation du volume du papier escompté que de celle du délai de tirage, en liaison avec le développement de l'activité et l'allongement des délais de livraison.

En ce qui concerne les crédits à moyen terme, leur développement est dû en majeure partie aux crédits à la construction, en progression de 80 milliards. Par contre, les crédits d'équipement aux industries privées sont en sensible réduction, les crédits nouveaux étant inférieurs aux annuités d'amortissement des crédits anciens. Une baisse du coût du crédit, tant à court terme qu'à moyen terme, a pu être enregistrée grâce à la diminution du taux d'escompte et à la réduction de certaines commissions perçues par les banques et les organismes spécialisés (Crédit national, Caisse des dépôts et consignations).

d) *Evolution des éléments de la masse monétaire.*

L'augmentation des disponibilités monétaires, entre le 31 décembre 1953 et le 30 septembre 1954, a porté de façon à peu près égale sur les billets et sur les dépôts. Les billets ont augmenté de 134 milliards (5,8 p. 100) et les dépôts de 145 milliards (6,3 p. 100). L'année dernière, l'accroissement avait été plus sensible pour les dépôts que pour les billets.

La masse monétaire s'est ainsi accrue de 279 milliards pendant les neuf premiers mois de l'année et son accroissement en valeur relative (+ 6,0 p. 100) est à peu près le même que celui qui avait été observé pendant la période correspondante de 1953 (5,8). En 1952, pendant la même période, une progression de 7,7 p. 100 avait été enregistrée. L'expansion du dernier trimestre de l'année est, en général, à peu près égale à celle des trois premiers trimestres. L'augmentation de la masse monétaire pourrait être ainsi de l'ordre de 520 milliards, soit 11 p. 100, proportion semblable à celle de 1953 et inférieure à celle de 1952.

Il est à noter que cet accroissement est inférieur de 200 milliards seulement au déficit du Trésor. Par ailleurs, si la progression de la masse monétaire a été la même en 1953 et 1954, le revenu national, en francs courants, a augmenté en 1954 de 5 p. 100 contre 1,6 p. 100 en 1953.

Les contreparties des disponibilités monétaires ont évolué de la façon suivante:

1° *Les crédits au Trésor public*, qui avaient augmenté de 213 milliards en 1952 et de 257 milliards en 1953, ne se sont accrus cette année, pendant les neuf premiers mois, que de 50 milliards. Mais il est à noter que, cette année, la Banque de France a pu réduire sensiblement son concours, alors que les banques ont augmenté le leur sous forme de souscriptions aux effets publics. On peut observer la décomposition suivante dans l'augmentation des crédits à l'Etat en 1952, 1953 et 1954:

	1952	1953	1954 (9 premiers mois.)
Concours total (Banque de France + banques + dépôts des particuliers et entreprises au Trésor et aux C. C. P.)	+ 213	+ 257	+ 50
Dont:			
Banque de France	(+ 113)	(+ 149)	(— 78)
Banques	(+ 60)	(+ 56)	(+ 77)
Particuliers	(+ 40)	(+ 52)	(+ 51)

Ainsi, le Trésor a pu se tourner plus facilement vers les banques et, sans recourir sensiblement à l'escompte des traites fiscales, supporter la réduction du plafond des « avances spéciales » de 20 milliards chaque trimestre, en vertu de la convention passée avec la Banque de France en juillet 1953. L'augmentation des concours à l'Etat pourrait atteindre à la fin de l'année environ 120 milliards, car les besoins du Trésor augmenteront sans doute pendant les derniers mois;

2° *Les crédits à l'économie*, qui ont augmenté en 1952 de 366 milliards et en 1953 de 247 milliards, s'élèveront d'environ 300 milliards cette année;

3° Enfin, les réserves de change ont sensiblement augmenté et se seront accrues, à la fin de l'année, d'environ 110 milliards. Cette augmentation, qui ne tient pas compte des remboursements anticipés à l'U. E. P., provient à la fois de l'excédent de la balance des comptes et des ventes d'or des particuliers.

⁂

Cette tendance ascendante de la conjoncture à la fin de 1954 ne paraît pas démentie par les données actuellement connues sur *l'évolution des chiffres d'affaires moyens du commerce de détail*. Partielles et tardives en cette matière, les statistiques indiquent néanmoins la *persistance* au début du second semestre, *des progrès déjà réalisés* dans la première partie de l'année, avec même une nette accentuation en faveur des grands magasins. On notera, sans l'analyser plus avant ici, l'augmentation parallèle du nombre des faillites et liquidations judiciaires. Mais, en définitive, il ne semble pas que les conclusions de l'étude sur la consommation réalisée par l'institut national de la statistique et des études économiques pour les six premiers mois de l'année, conclusions qui faisaient apparaître que « l'amélioration de la situation économique de la France depuis un an (était) perceptible aussi sur le plan de la consommation » soient en voie d'être inversées au second semestre.

II. — EXPANSION DANS UN EQUILIBRE MONETAIRE RELATIF

Les conditions dans lesquelles se réalise l'expansion ne sont pas moins importantes à connaître que son appréciation quantitative. Une vue d'ensemble, même rapide, serait notoirement insuffisante si elle concluait prématurément au caractère « favorable » de la conjoncture, sans estimer l'évolution des risques latents de déséquilibre que peut ranimer cette expansion.

On doit constater que jusqu'ici, ni la variation des prix intérieurs et des cours or-devises, ni l'évolution des échanges extérieurs, n'ont pu aggraver les conditions existantes .

a) *Le maintien des prix intérieurs et des cours or-devises.*

1. Depuis un an, *la variation des indices d'ensemble des prix de gros et de détail*, est presque *insignifiante:* — 2 p. 100 d'un côté, + 1,5 p. 100 de l'autre (détail. Le seul point notable est la reprise de la baisse des prix alimentaires depuis janvier, avec un décalage entre le stade du gros (— 4,5 p. 100) et celui du détail (— 0,5 p. 100). La légère hausse de l'indice du prix à la consommation familiale depuis le mois d'août provient des services et des denrées alimentaires, notamment la viande et le beurre. Pour ces derniers produits, la raison en est partie saisonnière et partie due à un effort d'exportation. Cependant les prix à la production sont généralement en baisse pour les grands secteurs tels que blé, lait et produits laitiers, viande, pommes de terre, vins.

Mais on sait que les indices d'ensemble laissent de côté *le coût des fruits et légumes frais*, dont le niveau est précisément *en pointe* depuis plusieurs mois: + 3,5 p. 100 en novembre

1954 par rapport à novembre 1953 pour les prix de gros, + 6,5 p. 100 à Paris et + 11,5 p. 100 en province (octobre) pour les prix de détail, avec des maxima encore plus élevés durant les mois d'été. Une partie de cette baisse est due aux fruits importés, notamment les fruits exotiques, les pommes et poires.

Néanmoins, l'indice des fruits et légumes frais n'entre que pour 7 1/2 p. 100 environ dans la pondération de l'indice global annuel des prix de détail que publie l'I. N. S. E. E. et l'on peut donc estimer que la stabilité relative de ces prix pendant l'année 1954 n'aura pas été gravement perturbée par l'évolution particulière des prix des fruits et légumes, dont le niveau se retrouve d'ailleurs, en novembre, nettement au-dessous de celui des indices d'ensemble: 117 (base 100 en 1949) au stade du gros, à Paris, contre 134,5 pour l'indice d'ensemble, et 132 au détail, au regard de 144 pour l'indice des prix à la consommation familiale.

Avec les fruits et les légumes, les denrées d'outre-mer (café, cacao) ont subi évidemment la hausse mondiale.

La variation des *budgets-types* publiés par des organisations syndicales, professionnelles ou familiales, rejoint, en moyenne, de novembre 1953 à novembre 1954, celle de l'indice des prix à la consommation familiale de l'I. N. S. E. E.

La stabilité assez remarquable des prix depuis deux ans ne saurait toutefois faire oublier la difficulté de notre position par rapport aux autres pays. Sous réserve de rapprochements produits par produits, les effets de l'inflation de l'année 1951 n'ont été qu'à peine atténués par l'amélioration acquise depuis 1952.

2. *Les faibles variations des cours or-devises* traduisent d'une certaine façon la persistance d'un état d'équilibre que l'on peut juger en partie précaire ou artificiel, mais que l'expansion actuelle n'a pas rendu plus instable.

Sur le marché libre de *l'or*, la hausse légère du lingot d'un kilo depuis juin (427.000 F le 16 décembre contre 416.000 en juin) ne maintient qu'une prime d'environ 8,5 p. 100 sur le prix d'achat officiel par l'institut d'émission. Elle s'accompagne d'une nouvelle baisse de la pièce de 20 F, dont le cours passe de 2.730 F à 2.640 F pour la même période, ce qui semble confirmer l'hypothèse de déthésaurisation avancée plus haut.

Les échanges « parallèles » de devises continuent à évoluer dans des limites assez étroites: 995 à 1.015 F pour la livre, soit entre 1,5 p. 100 et 3,5 p. 100 au dessus du cours officiel et 370-378 F pour le dollar, soit 6 à 7 p. 100 environ au delà du cours officiel, le franc suisse se maintenant autour de 87-88 F avec une prime un peu plus élevée (9 à 11 p. 100). Il faut toutefois noter que ces cours paraissent suivre une courbe légèrement ascendante ces dernières semaines.

Au total ces résultats indiquent sans conteste une amélioration de la confiance dans la stabilité intérieure et extérieure de la monnaie.

b) *Comparaison des mouvements de la production, des prix et des salaires.*

On sait les difficultés d'une telle comparaison. Toutefois, en raison de sa particulière importance, on trouvera en annexe à ce rapport des notes remises sur cette question par le groupe des travailleurs C. G.T., le groupe des chefs d'entreprises et celui de l'U. N. A. F.

On constatera ici que l'évolution de la situation salariale a été caractérisée en 1954:

1. Par une augmentation de 21,50 F de la rémunération sociale minimum, base Paris, en ce qui concerne les travailleurs du commerce et de l'industrie;

2. Par une augmentation moyenne des salaires effectifs qui, compte tenu de l'augmentation ci-dessus serait, selon le ministère du travail, de l'ordre de 6 p. 100;

3. Par la non-augmentation des prestations familiales.

Cette évolution s'est accompagnée de la stabilité des prix. Elle a contribué, malgré le déséquilibre ci-dessus constaté, au progrès observé de la production, dont les possibilités d'accroissement avaient été développées par suite des investissements réalisés au cours de ces dernières années.

c) *L'amélioration de nos relations extérieures* se poursuit:

1. En laissant de côté l'évolution favorable de la balance des payements et de nos réserves en devises, pour laquelle l'aide américaine a joué largement, on doit constater *l'amélioration certaine de notre balance commerciale* notamment les échanges avec *l'étranger.*

Globalement, la couverture de nos importations (or exclu) *atteint 98 p. 100 les onze premiers mois de l'année, avec un déficit moyen réduit à 2,5 milliards mensuellement.* Ce résultat est obtenu malgré une reprise des importations. En octobre, un recul très sensible de celles-ci et un nouveau progrès des exportations donne une couverture de 112 p. 100, avec un solde excédentaire de 14 milliards. En novembre, la couverture est de 110 p. 100 environ. Ce mouvement s'accompagne d'une dégradation lente des termes de l'échange, qui passent sur la base 100 en 1949, de 91 au premier trimestre, à 90 au second et 89 au troisième.

Les variations en volume, c'est-à-dire à prix constants, *ne contredisent pas cette évolution:* l'indice moyen des exportations des dix premiers mois de l'année traduit (159 sur la base 1949 = 100, or exclu) une avance de 12 p. 100 sur 1953 (indice 142) sans réduction des importations dont le volume augmente au contraire de 10 p. 100 (129 contre 117). En octobre, l'indice des exportations monte à 175, et celui des importations recule à 126.

L'intérêt notable de cette évolution, sur le plan financier, est son explication par *la réduction du déséquilibre de nos échanges avec l'étranger*, la balance de notre commerce avec les pays d'outre-mer nous laissant au contraire un solde positif moins élevé qu'en 1953.

Les onze premiers mois de 1954, *la couverture* (or exclu) *de notre balance étrangère atteint* 85 p. 100, en nette avance sur le résultat de 1953 (80 p. 100). Parallèlement, le solde déficitaire tombe mensuellement de 17,6 à 13,5 milliards. En octobre, le solde est légèrement négatif avec — 0,5 milliard et l'équilibre est à peu près réalisé. En novembre, le déficit est très faible.

Les indices du volume indiquent, pour les 10 premiers mois de l'année, toujours sur la base 100 en 1949 (or exclu), le niveau 120 pour les importations (114 en 1953) et 175 pour les *exportations*, soit une *progression* de celles-ci d'environ 17 p. 100 par rapport à 1953 (indice 149). Au regard de ce progrès, les termes de l'échange passent sur la base 100, en 1949, de 87 du 1er trimestre à 84 au troisième.

2. *L'analyse des éléments les plus sensibles de notre balance commerciale étrangère confirme l'amélioration globale.*

Avec la *zone sterling*, où le déficit est traditionnellement élevé, la couverture de nos échanges atteint 43,5 p. 100 les 10 premiers mois de cette année et 62 p. 100 en octobre où le solde négatif est de 8 milliards de francs.

Avec l'*Union européenne des payements*, le mois d'octobre ramène pour la première fois depuis de longs mois, un solde positif de 6 millions de dollars (unité de compte) avec une avance de 12 millions de dollars en novembre et la probabilité d'un léger déficit en décembre. Toutefois, le déficit cumulatif de la France demeure considérable.

Point faible de nos échanges étrangers les années antérieures, la *balance de nos achats et ventes de produits d'alimentation* tend à *devenir un facteur d'équilibre.*

Les dix premiers mois de l'année, *la couverture* des importations par les exportations atteint 101 p. 100, 115 p. 100 au troisième trimestre et 150 p. 100 en octobre. Elle était à 60 p. 100 en 1953 et 47 p. 100 en 1952.

Enfin, *l'indice du volume des exportations de produits fabriqués* progresse plus fortement les dix premiers mois de 1954, que celui des importations: 11 p. 100 contre 2 p. 100 par rapport à 1953.

On observera cependant que ces progrès s'expliquent, en partie, par le recours à des artifices, tels que l'aide à l'exportation, les taxes de transfert et par l'amélioration de la conjoncture européenne.

* * *

S'il est exact, après cette vue d'ensemble de la conjoncture actuelle, de la caractériser par une tendance à l'expansion dans un équilibre monétaire relatif, encore convient-il de considérer la valeur réelle de cette évolution, au regard des résultats obtenus à l'étranger et de l'influence qu'ils ont pu exercer sur notre économie.

— II —

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE MODERE L'OPTIMISME

Les résultats obtenus en 1954 par l'économie française ne peuvent guère être analysés isolément. Replacés dans le contexte de l'évolution mondiale, ils prennent toute leur valeur.

Tous les pays n'ont pas la même importance et il suffira de deux brèves études pour situer les résultats:

L'évolution de l'économie de l'Europe occidentale doit nous rendre réservés dans l'appréciation de notre reprise;

Celle de l'économie américaine doit nous rendre prudents dans nos prévisions.

I. — L'ECONOMIE EUROPEENNE

L'économie de l'Europe occidentale connaît, depuis la guerre, une assez grande homogénéité. Certes, il existe des différences entre les divers pays: l'Angleterre est rattachée à ses dominions et n'a pas connu d'occupation. L'Allemagne a trois ans de retard dans son relèvement. La France, isolée par des protections douanières et intérieures, et caractérisée par une population active sans augmentation, réagit moins rapidement par suite, notamment, des retards mis en France à prendre les mesures propres à juguler l'inflation. Mais dans l'ensemble, on peut parler d'évolution commune sans trop d'arbitraire.

Le progrès de la production industrielle.

1. Les niveaux élevés de la production atteints pendant l'hiver 1953-1954 se sont maintenus et consolidés au cours du 2e semestre 1954. Par rapport au second trimestre de 1953, l'augmentation est de 9 p. 100 — d'après le rapport de la commission économique des Nations Unies pour l'Europe — qui donne précisément ce même chiffre pour la France seule, mais la reprise française est intervenue postérieurement à celle de la conjoncture européenne.

Par rapport à la période précédant immédiatement la guerre, la France est également dans la moyenne, si l'on considère le tableau ci-dessous établi par l'O. E. C. E. (1), où l'on a classé les pays par ordre décroissant de production, par habitant en 1952, la moyenne étant 1936-1938:

Etats-Unis	179	Norvège	134
Suède	149	Pays-Bas	126
France	136	Royaume-Uni	121
Italie	135	Belgique	118

Certes, la France a connu, de 1930 à 1938, une décade terrible, mais notre situation en 1952, de même qu'elle fut apparue hors d'espérance à un démographe, eut semblé enviable à un économiste en 1936-1938, car les conséquences de la mauvaise décade étaient acquises; l'outillage était vieux et surtout l'industrie de la construction était atteinte dans son potentiel.

Il ne faut donc pas mésestimer l'effort de relèvement qui a suivi la guerre. S'il se heurte à des structures insuffisantes, ce n'est pas en matière industrielle. En tout état de cause, il se compare favorablement avec celui de certains de nos voisins qui passent pour avoir fait un redressement économique très marqué.

Même sur la base 1913, les indices de la production industrielle des différents voisins de la France, à l'exception de l'Allemagne, sont beaucoup plus voisins des nôtres qu'on ne le croit habituellement, si on les reporte à la population active.

Seule la décroissance de l'activité du bâtiment à un degré extrême caractérise notre pays. Encore les chiffres avancés dans les statistiques internationales sont-ils trop sévères, car notre ancien indice, basé sur l'activité de la main-d'œuvre, laissait de côté le progrès technique.

2. Une vue schématisée, mais non à l'excès, permet de décrire l'évolution de l'économie européenne depuis la guerre comme celle d'une reprise après une époque de pénurie, troublée par des phénomènes extérieurs ou institutionnels.

L'existence d'une demande accumulée insatisfaite est l'encouragement classique, à l'expansion, mais les années d'isolement des économies européennes lui ont donné un effet saccadé, comme l'a analyse parfaitement M. Alfred Marc, de l'I. N. S. E. E.

Une première tendance des pays, à l'issue de la pénurie, fut de reconstruire à l'équivalent. L'effort pour résorber des pénuries fut naturellement fait en extrapolant les proportions de l'économie d'avant guerre à quelques exceptions près, notamment pour l'énergie. Jusqu'en 1949, cet objectif fut poursuivi sans relâche. A part le bâtiment, qui conserve cet arriéré de besoins, mais dont le mode de commercialisation du « produit » ne permet pas de suivre la reprise générale, un tel objectif fut atteint en 1949-50, en matière industrielle du moins.

Mais alors, la demande se révéla être différente de celle que le Gouvernement et les entrepreneurs estimaient normale et une deuxième période de réadaptation devait commencer.

En premier lieu, les débouchés extérieurs s'étaient modifiés, les clients d'outre-mer ayant cherché ailleurs des fournisseurs nouveaux.

Par ailleurs, les progrès techniques stimulés pendant la guerre changeaient la structure de l'industrie et offraient de nouveaux produits à une consommation changeant rapidement de désir.

Enfin, la reconstitution des investissements industriels détruits et de l'équipement usé des consommateurs, avait nécessairement ramené la production de certains outillages et de certains biens industriels de consommation à des niveaux relativement plus modestes.

Dans cette reconversion, s'inscrivent tout naturellement la crise des industries textiles du milieu de 1950 au milieu de 1952 et celle des industries mécaniques, perdant un terrain relatif au profit des industries chimiques et de la construction électrique, du milieu de 1952 au milieu de 1953. Cette deuxième vague ne peut, malheureusement pour les observateurs, être analysée, en raison de perturbations plus graves.

Sur cette évolution se détachent, en effet, des événements sinon extérieurs, du moins plus indépendants de la reprise. Le boom consécutif à l'invasion de la Corée du milieu de 1950 au milieu de 1952, se présente à l'économie européenne sous la forme double d'une expansion des commandes de l'étranger modifiant la structure des exportations et d'une hausse du prix des matières premières entraînant une détérioration des termes de l'échange.

L'ouverture du marché commun du charbon et de l'acier provoque la production supérieure à la demande de ce métal et d'industries qui lui sont liées jusqu'au milieu de 1953, puis entraîne, au contraire, une production inférieure à la demande jusqu'au milieu de 1954. Le mouvement des stocks de charbon et d'acier abandonne alors la corrélation qu'il a d'habitude avec l'activité économique (1).

La stagnation de l'économie américaine n'a exercé jusqu'ici à l'extérieur, comme on le verra plus loin, qu'un effet réduit, mais le retour de l'Allemagne occidentale dans le rang des gros producteurs donne à la période actuelle ses traits caractéristiques, que révèle, d'autre part, l'accroissement projeté ou réalisé de la libération des échanges.

3. Les récoltes ont été nettement moins bonnes qu'en 1953. Elles ont été, en général, mauvaises dans l'ensemble de l'Europe, sauf dans le Sud-Ouest, c'est-à-dire la France, l'Espagne et le Portugal, mais les stocks des années précédentes permettent de faire l'appoint.

Il était particulièrement intéressant de faire, en ce domaine capital pour notre pays, le point des perspectives d'avenir. Malheureusement, les experts consultés ne se sont pas révélés unanimes. Suivant les plus optimistes, les pays européens ont un grand arriéré de productivité agricole à rattraper. Aussi la demande accrue entraînée par une production industrielle plus élevée, sera facilement fournie par l'agriculture des pays européens, qui deviendront de plus en plus indépendants des importations de produits alimentaires. L'Angleterre elle-même produit tout son lait. Suivant cette opinion extrême, les seules possibilités d'exportations alimentaires accrues entre les pays de l'Europe occidentale résideraient dans les achats de viande de bœuf de l'Angleterre au détriment des sources de ravitaillement lointaines.

Cette question est de trop d'importance pour ne pas être approfondie. Il faudrait confronter les vues trop divergentes des diverses organisations internationales.

4. Cependant, des contrastes apparaissent dans les progrès réalisés. Alors que l'augmentation de la production française a été entraînée par une demande accrue de biens industriels de consommation, c'est l'industrie d'équipement — travaillant tant

(1) *Progrès et problèmes de l'économie européenne*, janvier 1954, page 63.

(1) En outre, il détériore plus ou moins, suivant les pays, les instruments de mesure de la production industrielle.

pour l'économie nationale que pour l'exportation — qui a causé l'expansion rapide de l'économie allemande: pour un gain total de 10 p. 100 en un an, la consommation n'a augmenté que de 3 p. 100.

Aussi, l'avenir de l'économie de l'Europe occidentale apparaît-il lié aux réponses que l'on peut donner à trois questions:

La demande interne continuera-t-elle à se maintenir ?

Les Etats-Unis n'auraient-ils pas tendance à « exporter » leur stagnation ?

Enfin, dans le cadre de l'évolution ainsi déterminée, le développement économique de l'Allemagne ne risque-t-il pas de se faire au détriment de ses voisins ?

5. En général, les observateurs internationaux sont optimistes sur la persistance d'une demande intérieure accrue. Les carnets de commande garnis de la sidérurgie leur semblent assurer un développement de la production pendant au moins un an.

Par ailleurs, la demande des biens industriels de consommation est loin d'être saturée. A l'inverse des Etats-Unis, où l'équipement ménager a fait son plein, en l'état actuel des techniques, bien des appareils dont la fabrication est mise au point peuvent facilement trouver un marché en Europe.

Il en est de même de la construction où un effort prolongé peut trouver place.

Par ailleurs, le rythme d'accroissement de la productivité, nettement supérieur à celui d'avant guerre, peut continuer à se maintenir, le retard de normalisation des entreprises n'étant pas comblé entièrement. Aussi, semble-t-il dépendre des politiques économiques que la demande intérieure se maintienne dans le proche avenir en Europe.

6. Le rôle de l'Allemagne dans cette croissance commune est difficile à préciser. Nos voisins de l'Est se sont donné des objectifs ambitieux sur trois terrains différents: développement de la consommation intérieure, exportation, réarmement.

L'augmentation de productivité par rapport à l'avant-guerre n'est pas considérable et l'accroissement de production allemande vient d'une utilisation plus complète et plus rationnelle de sa main-d'œuvre.

Sur les 800.000 chômeurs qui lui restent, la moitié est irrécupérable pour le travail et l'autre moitié est localisée dans des endroits où ne se présente pas une offre intéressante. C'est pour cette raison que l'on commence à parler de pénurie de main-d'œuvre en Allemagne et, pour faire face à l'effort d'armement sans porter préjudice aux autres activités, on projette d'importer 200.000 travailleurs italiens.

Par ailleurs, les taux d'intérêts à moyen terme paraissent aussi chers d'un côté du Rhin que de l'autre: seuls, en Europe, les pays du Bénélux et la Grande-Bretagne sont favorisés à cet égard. Le problème du moyen terme a été en partie résolu par l'utilisation des fonds des caisses d'épargne, notamment pour la construction, ce qui, sous une autre forme, ne serait pas très différent de la solution adoptée en France, si le déficit budgétaire français et l'excédent allemand ne faussaient pas la comparaison.

L'effort de l'Allemagne paraît caractérisé par un dirigisme intérieur s'adaptant à une libération extérieure. Le premier n'est pas avoué, mais il résulte d'une politique économique ferme, mais simple, d'ententes de producteurs, notamment pour l'énergie et la métallurgie et d'une discipline assez grande de la main-d'œuvre constituant, par la force des choses, un marché assez mobile.

Le second est basé sur une monnaie forte et non surévaluée, l'existence d'un réseau commercial moins détruit qu'on ne le croyait et d'une pratique des marchés étrangers.

L'influence de ce développement sur l'économie européenne doit être, dans l'immédiat, plutôt stimulante. L'Allemagne est cependant en train de conquérir les marchés sud-américains.

On peut se demander si cette expansion ne présente pas un risque en elle-même, car son ralentissement aurait alors de fortes conséquences sur l'économie de ses voisins.

II. — L'ECONOMIE AMERICAINE

La ressource en dollars des pays européens n'est d'ailleurs qu'un des aspects des liens qui les unissent aux Etats-Unis d'Amérique. Cependant, l'année qui vient de s'écouler a apporté aux prévisions pessimistes une infirmation nette, que beaucoup ne s'expliquent pas. Malgré la domination incontestée que l'économie américaine exerce sur les économies européennes, elle n'a pas entraîné celles-ci dans sa récession. Cet heureux manquement à la théorie peut mieux se comprendre si l'on précise à la fois le caractère de la récession aux Etats-Unis et les liens qui unissent ces derniers aux pays européens.

A. — La récession américaine.

Le fait brutal est la diminution de la production américaine. L'indice de la production industrielle, corrigé par des variations saisonnières, qui était passé de 127 en 1952 à 134 en 1953, était assez brusquement redescendu à 121 en janvier 1954; il est resté à ce niveau depuis cette époque, accusant ainsi une baisse de près de 10 p. 100. Le chômage a, en conséquence, atteint des chiffres importants représentant 5,8 p. 100 de la population active. En outre, les stocks excédentaires s'accumulent à la Commodity Credit Corporation, où le total des achats et des gages dépassait 7 milliards de dollars fin octobre.

Cependant, le niveau de la production industrielle atteint en janvier ne s'est pas aggravé. En outre, l'évolution de septembre, puis d'octobre a, selon les termes du rapport de la « National City Bank », apporté la perspective d'un regain des affaires et d'une « confiance raffermie avec la productivité en légère augmentation et les achats industriels plus actifs ».

La confiance des milieux américains — qui s'oppose au pessimisme passé des anglo-saxons et notamment de Colin Clark — s'explique par les faits suivants:

En premier lieu, la baisse de la production a eu lieu à prix constants, ce qui s'explique entre autres par la mise en œuvre d'une politique du crédit, qui a notamment descendu l'intérêt des bons du Trésor à 90 jours, de plus de 2 p. 100 en juillet 1953 à 0,616 p. 100 en juin 1954, remontant il est vrai à 7 p. 100 en septembre. Pendant ce temps, le taux d'escompte était abaissé à 1,5 p. 100.

En outre, la baisse d'activité provenait essentiellement de la baisse des stocks et non d'une diminution des activités d'équipement. Or les stocks sont tombés à un point d'où ils ne peuvent guère que remonter.

Enfin, la construction et la demande de logements continuent à se maintenir à un niveau important. Depuis la signature de la loi sur les logements, les contrats signés pour les constructions nouvelles ont dépassé de 40 p. 100 en moyenne ceux des mois correspondants de l'année dernière.

En sens inverse, il est vrai, certains arguments ne sont pas sans valeur. La jeunesse de l'équipement américain retarde son remplacement et le marché de l'équipement ménager, malgré un assainissement sérieux en été, n'a pas de nouveauté importante à offrir au consommateur, exception faite du développement de « l'air-condition ».

Au total, il serait vain de se montrer plus pessismiste que les intéressés; les perspectives sont meilleures que l'an passé. En outre, l'expérience a montré que l'on pouvait se servir d'une politique économique globale par l'inflexion des variations de la conjoncture avec un certain succès; la rapidité et l'efficacité de l'intervention, notamment par la détaxation et la baisse du taux de l'intérêt a accru la confiance dans la possibilité d'éviter les excès cycliques.

Il n'est pas inutile cependant d'analyser les conséquences d'une récession éventuelle ou même d'une continuation de la stagnation sur l'économie européenne.

B. — Influence de l'économie américaine sur l'économie européenne.

La stagnation américaine a eu comme contre-partie, on l'a vu, une activité intense en Europe. Comment expliquer l'immunité de notre continent ? Un argument fréquemment rappelé est la fixité des prix. A la différence de ce qui s'était passé en 1949, la baisse de la production ne s'est pas accompagnée d'une baisse des prix et les prix des marchandises importées ou exportées ont peu varié, affectant peu les économies des pays acheteurs ou vendeurs.

Par ailleurs, M. Uri signale que les importations américaines seraient moins marginales qu'en 1949 et par là même constitueraient un facteur de stabilité: si la Grande-Bretagne, en effet, fut au dix-neuvième siècle, un élément d'équilibre, c'est que les grandes importations représentaient une grande part des ressources britanniques pour les produits considérés. Au contraire, les Américains, n'important que du complément dans chaque produit, arrêtaient ces importations en temps de crise. La politique américaine d'économie des ressources naturelles a altéré ce caractère en créant des courants permanents d'importation.

La plus sérieuse raison reste toutefois l'appoint de dollars et la poursuite des commandes *off shore*.

En effet, si l'on exclut l'aide américaine, l'Europe reste encore déficitaire en dollars. Ce commerce déséquilibré est à la merci d'un développement des exportations américaines et surtout d'une réduction des importations dans ce pays. De 1951 à 1953

se sont développés les envois de métaux (notamment la Belgique), de produits chimiques (Allemagne), d'outillages spécialisés et de nourriture (fruits).

En 1954, le fléchissement fut de 20 p. 100 et n'épargna que les machines-outils et les fruits.

Par contre, les exportations vers l'Europe ne subirent aucune contraction, si elles ne s'augmentèrent pas.

Enfin, si les mouvements de capitaux à long terme ont été assez faibles, il y eu pendant toute l'année un fort courant de fonds à court terme de New-York vers Londres, qui atteint près de 60 milliards de dollars pendant le premier semestre.

Cependant, sur le marché des pays tiers, ou même dans les zones sous-développées dépendant des pays européens, les autorités américaines ont pris des décisions qui, au dire de « l'Economist », reflètent un « changement majeur dans le marché mondial par la vente des produits américains ». En particulier, le nouveau programme de l'Export-Import Bank doit « permettre aux exportateurs américains de prendre des risques et d'adopter des vues à long terme ». Des banques privées ont pris des mesures analogues.

Si les choses ne s'aggravent pas sur le plan de la conjoncture, tous ces développements sont à long terme. Cependant, les mesures de libération des échanges et surtout les projets de convertibilité en dollars, pour être prudents et échelonnés, n'accroîtront pas moins l'effet de domination économique — au sens de François Perroux — de l'Amérique sur l'Europe.

C. — Conclusion.

L'évolution des économies européennes et américaines ont trop surpris les augures depuis la fin de la guerre pour être prédites, même grossièrement.

Le président de la commission de la conjoncture a insisté avec raison sur l'étendue de notre ignorance, à propos d'économies dans lesquelles nous ne vivons pas et, véritable « préposé à l'humilité » d'un art nouveau prêt à dépasser ses limites, il a rappelé les erreurs commises.

Cependant, il ne faudrait pas tomber dans l'erreur inverse, qui serait de minimiser l'importance de l'analyse de la conjoncture étrangère. Entraîné dans une évolution dont il n'est qu'une partie, notre pays ne peut que très faiblement améliorer sa position relative. Par contre, en gaspillant ses ressources, il peut l'aggraver dans une proportion plus importante.

Or, des différences annuelles de progression de l'ordre de 1 ou 2 p. 100, si elles paraissent insensibles à ceux qui les vivent, n'en constituent pas moins, à intérêts composés, des différences notables, si l'on compte par génération.

— III —

LIMITES, RISQUES ET AVENIR DE L'EXPANSION

I. — L'EXPANSION ECONOMIQUE SE PROLONGERA-T-ELLE ?

L'expansion économique de 1954 a surpris par son intensité les économistes et les hommes d'Etat. Certes, le plan de dix-huit mois proposé et mis en œuvre par le ministre des finances, tendait à obtenir un tel résultat d'ensemble; cependant, toutes les composantes de l'expansion n'ont pas évolué comme prévu. Le niveau de la production agricole a coïncidé avec les chiffres inscrits au budget économique et le taux des salaires a bien augmenté de 5 à 6 p. 100; mais l'activité n'a augmenté que de 2 p. 100 pour une production industrielle en hausse de 6 p. 100. Nul n'avait osé espérer un tel bond de la productivité globale.

Il ne faudrait pas commettre l'erreur inverse et attendre des circonstances la continuation d'une expansion rapide (1). La loi de finances pour 1955 insère le budget de l'Etat dans l'ensemble du budget économique de la nation. Il faut se réjouir de cette largeur de vues et de cette présentation, qu'avait réclamée le Conseil économique. Elle permet de porter un jugement sur l'expansion prévue de 7 p. 100 de la production industrielle et de 4 à 5 p. 100 de la production alimentaire finale.

Il y a peu à dire sur les prévisions agricoles. Le pourcentage s'applique d'ailleurs à l'année entière et non à la récolte seule et inclut non seulement la production animale mais aussi les industries alimentaires. C'est dire qu'une partie importante de cette augmentation est sinon acquise, du moins en puissance. Bien entendu, les conditions atmosphériques auront une répercussion sur le montant de la progression, mais la propagation des techniques et la mécanisation permettent d'espérer en moyenne l'amélioration indiquée.

Les caractères d'une expansion sont beaucoup plus sujets à discussion en matière industrielle. Elle peut être analysée en deux étapes au regard des possibilités techniques d'abord et ensuite suivant la possibilité conjoncturelle de réalisation.

A. — Possibilités techniques d'expansion.

Une augmentation de 7 p. 100 de la production industrielle dépasse incontestablement la croissance annuelle moyenne qu'a connue jusqu'ici l'économie française. Elle ne pourrait être obtenue que par deux facteurs: par une augmentation du nombre d'heures travaillées ou par une amélioration de la productivité.

1. L'amélioration de l'emploi n'est pas, en soi, impossible, mais ne saurait porter que sur des quantités faibles au regard de l'ensemble des travailleurs. En outre, la population active de la France ne s'accroîtra pas sensiblement en 1954; les classes arrivant en âge de travailler sont encore des classes creuses (1) et une immigration importante n'est pas prévue.

Certes, la durée hebdomadaire du travail dans l'industrie pourrait être accrue (2). En outre, le nombre de jours fériés ou chômés est particulièrement important dans notre pays. Mais une forte augmentation de cette durée moyenne semble peu probable dans l'état actuel des relations sociales en France. Au total, un accroissement de 2 p. 100 de l'activité semble le maximum de ce qui pourrait être procuré par l'augmentation du nombre d'heures travaillées et il n'est pas sûr que l'on arrive à un tel résultat.

2. L'expansion devrait donc avoir sa source essentielle dans une augmentation de la productivité de l'industrie. Mais le pourcentage attendu de ce dernier facteur: 5 p. 100 est nettement supérieur à l'accroissement normal annuel de celle-ci, il en est presque le double. Il faudrait supposer qu'il existe des réserves non utilisées entièrement par l'expansion de 1954 faisant suite à deux années où la productivité n'a pas augmenté et où la production est demeurée constante.

Certes, les efforts pour améliorer la productivité peuvent permettre de dépasser le taux d'avant-guerre de 1,5 à 2 p. 100 par an. Malheureusement, ils ne peuvent porter entièrement leurs fruits dans tous les secteurs, par suite de l'insuffisance des investissements. Si la modération des investissements des années précédentes, en ne pesant pas sur la monnaie, a contribué à l'équilibre, un tel comportement, poursuivi année par année, ne permet pas de suivre les efforts de nos voisins. La concurrence internationale, selon la comparaison de M. Marjolin, est comme le pays d'au delà du miroir dont la Reine Rouge disait à Alice : « Ici, cela demande toute la peine que vous prenez à courir rien que pour rester sur place. Si vous désirez aller quelque part ailleurs, vous devez courir au moins deux fois plus vite que vous ne faites ». Or, la France, qui avait réalisé un fort pourcentage des investissements par rapport à son revenu national, dès la Libération, est à l'heure actuelle fort en retard sur l'Allemagne et l'Angleterre en ce qui concerne les investissements par tête. En outre, n'étant ni dirigés par l'Etat, ni choisis en fonction d'un système équilibré (et sans subvention des prix), la plupart des investissements n'augmentent pas le potentiel du pays dans la mesure où devrait le permettre le sacrifice qu'ils comportent sur le plan national.

Il faudrait donc, pour arriver au compte, ajouter à une augmentation d'activité de 2 p. 100 et à une amélioration technique des rendements industriels de 2 à 3 p. 100, récupérer un arriéré de production inemployé de 2 p. 100. Si l'on songe qu'il s'agit de la moyenne de 1955 rapportée à la moyenne de 1954, abaissée par le niveau du premier trimestre, une telle augmentation n'est pas possible. Mais ce n'est pas la seule manière par laquelle l'objectif proposé pourrait être obtenu. En outre, une augmentation d'activité supérieure à 2 p. 100, si elle était réalisée, permettrait de dépasser les objectifs prévus.

3. Encore faudrait-il que l'expansion ne rencontre pas de goulots d'étranglement, soit dans sa structure, soit dans ses importations.

(1) La commission des budgets et des comptes économiques de la nation, avait prévu une hypothèse forte (compte A) avec une augmentation de 7,3 p. 100 de la production et une hypothèse faible. Après les mesures du plan de dix-huit mois, l'on estimait l'amélioration à 4,5 p. 100. Elle est en réalité de 6,5 p. 100.

(1) Il est vrai que les classes arrivant à l'âge de la retraite entre 60 et 65 ans sont celles qui ont subi à la fois les pertes de la guerre et l'effet d'une forte surmortalité adulte. Mais ce n'est pas vrai pour les femmes dont l'effectif doit diminuer.

(2) En 1951, lors du plein emploi, elle était de 44,8 h en France contre 45,6 en Angleterre et 47,5 en Allemagne. Elle a depuis augmenté dans ce dernier pays. (Rapport de l'O. E. C. E. pour 1953.)

L'électricité disponible et la main-d'œuvre du bâtiment pourraient constituer une pénurie de la première catégorie. La marge d'environ 8 p. 100 de la puissance électrique installée sur la consommation par mauvaise hydraulicité écarte tout danger en 1954. Elle assure contre toute surprise pendant l'hiver 1954-1955, mais atteindra un minimum de 2 p. 100 en décembre 1955. La conjoncture immédiate n'a cependant rien à craindre. il n'en est pas de même en 1956 et 1957, à moins que l'on intensifie la cadence des installations.

La main-d'œuvre nécessaire au programme de construction semble, par contre, plus difficile à assurer. Le budget de 1955 augmente le programme des H. L. M. au détriment de la reconstruction, mais, au total, un développement de l'activité du bâtiment est certain. L'amélioration projetée est de 6 p. 100. A supposer que les obstacles d'ordre administratif ne s'opposent pas à un tel accroissement et compte tenu d'une industrialisation possible de certains travaux, l'activité réelle doit augmenter au moins de 4 p. 100. Elle doit pouvoir être obtenue au moyen d'un accroissement des effectifs par la formation professionnelle accélérée et par un aménagement dans l'ordre du lancement des grands ensembles qui ont trop entraîné jusqu'ici d'irrégularités dans la cadence d'exécution. Cependant, le point de plein emploi de celui de la confrontation des prix par excès de demande n'est pas loin et ce secteur nécessitera une surveillance constante.

Les pénuries de matières premières importées peuvent résulter de l'expansion dans les pays voisins; le coke commence à se faire rare en Allemagne et les expéditions connaissent des retards.

Au total, les pénuries ne seraient, si elles existaient, que partielles et localisées, mais on ne doit négliger aucune possibilité d'amélioration locale, si l'on veut atteindre le taux optimiste d'expansion que l'on s'est assigné.

L'augmentation de 7 p. 100 de la production industrielle en 1955, prévue dans le projet de loi de finances, par rapport au niveau moyen de 1954 (et non par rapport au niveau actuel du dernier trimestre) n'est donc pas techniquement impossible, mais à la limite du réalisable et surtout de ce qui peut être fait dans l'équilibre monétaire; elle suppose réalisé un véritable plein emploi des ressources nationales.

B. — Conjoncture de plein emploi.

Il ne suffit pas que l'expansion prévue de 7 p. 100 de la productivité industrielle soit techniquement possible: il faut encore, on l'a vu, que la conjoncture soit au plein emploi.

Mais une telle étude n'est pas différente de celle des conditions d'un équilibre monétaire.

Entre l'offre et la demande, doit s'établir une correspondance dont le défaut entraînerait, selon que l'une ou l'autre sont défaillantes, l'abandon du plein emploi et, partant, des objectifs économiques du Gouvernement ou inversement le fléchissement de la monnaie.

C'est à définir cette bande étroite que l'on doit maintenant s'attacher.

II. — L'EXPANSION SE FERA-T-ELLE DANS L'EQUILIBRE ?

A. — L'équilibre des prix et de la consommation.

La progression de la production s'est faite en 1954 sans augmentation de prix. Ce phénomène, commun à toutes les économies européennes (et symétrique à la baisse de l'activité américaine à prix constants), est contraire à la fois à l'expansion classique et au processus de développement de l'économie française. Il s'explique par l'abondance de la récolte, l'augmentation de la productivité et, en ce qui concerne la France, la fixité relative des prix des importations (malgré une légère détérioration des termes de l'échange).

La période récente indique une très légère tension sur les prix de détail qui a suscité certaines inquiétudes. Celles-ci toutefois ne se confirmeraient que si les prix subissaient une forte pression soit du côté de l'offre, soit de celui de la demande.

Du côté de l'offre, on a vu que la tension sur le marché des denrées alimentaires aurait pu être créée par des exportations de beurre et de viande. Il y a certes là un danger permanent, les prix alimentaires étant très sensibles à une légère variation des quantités offertes ou vendues, mais il n'en faut pas moins continuer à exporter au maximum nos produits alimentaires. Seulement, il faut, pour l'avenir même de ces exportations, un appareil très précis de détection des hausses et d'intervention. C'est au prix de quelques mesures d'urgence ou même de leur possibilité que l'on pourra augmenter les quantités exportées sans danger.

Sur ce marché des biens de consommation, l'acheteur peut disposer d'un plus grand pouvoir d'achat et utiliser ce dernier plus ou moins complètement suivant son épargne. Cette notion globale doit en outre être précisée par l'indication des marchés où cette demande accrue serait principalement portée.

D'octobre 1953 à octobre 1954, dans le secteur privé, le niveau des salaires horaires a augmenté de 5 p. 100 et celui de l'activité de 2 p. 100. La récente augmentation des bas salaires a amplifié ce mouvement, mais l'épargne s'est accrue et les achats supplémentaires se sont portés sur les biens de consommation durables qui, en l'absence de la concurrence de l'équipement, ont pu facilement absorber cette demande.

Le mouvement de hausse des salaires et de l'activité se poursuivant en 1955, des demandes supplémentaires en résulteront. Mais il faut également tenir compte de l'accroissement des revenus non salariaux. Les dégrèvements fiscaux réalisés cette année ont eu pour effet d'accroître un certain nombre de revenus non salariaux. Dans les projets gouvernementaux, l'augmentation de la production totale de 6 p. 100 correspond à une progression légèrement plus faible de la consommation (environ 5 1/2 p. 100), cela suppose des revenus accrus d'autant. Mais là encore, le point de référence est la moyenne de l'année 1954 et non le niveau actuellement obtenu. L'équilibre prévu est donc à un niveau de consommation supérieur de 3 à 4 p. 100 au niveau actuel. Si l'épargne individuelle augmente, les revenus correspondants pourront être augmentés dans une proportion plus importante.

Du côté du vendeur, la hausse des salaires ne doit entraîner de hausse de prix que dans deux cas: ou bien la part de main-d'œuvre directe est particulièrement forte, comme dans les mines; ou bien l'industrie considérée ne participe pas à la reprise générale et ne peut améliorer sa productivité. Il est difficile de distinguer parmi les causes de la reprise industrielle française de 1954. L'évolution favorable de l'économie européenne y a sa part, comme les mesures constituant le plan de dix-huit mois. Parmi ces dernières, l'augmentation des bas salaires n'a pas été sans jouer un rôle important, ainsi que le reconnaît le rapport de la commission économique pour l'Europe, dans les termes suivants: « ... il semblerait que l'amélioration récente de la production française tient surtout au relèvement de la demande de biens de consommation, rendu possible par les majorations de salaires intervenues pendant l'hiver et par la stabilité du prix des denrées alimentaires ». Certes, à la différence de ce qui s'est passé en 1954, l'expansion de l'économie française paraît, dans les projets gouvernementaux, devoir être assurée, dans une proportion plus importante, par une augmentation de l'investissement et, en particulier, de l'investissement privé.

Néanmoins, le progrès de la production non seulement doit permettre mais exige une amélioration du pouvoir d'achat réel qui, pendant l'année, permettrait d'absorber les progrès de la production industrielle, et l'amélioration de la production agricole. L'augmentation du pouvoir d'achat ainsi nécessaire peut d'abord être trouvée dans l'amélioration des prestations familiales qui n'ont pas été augmentées depuis un an. Elle peut également trouver sa source dans l'amélioration des revenus non salariaux, notamment des revenus agricoles qui restent dangereusement insuffisants compte tenu de l'importance de la population active agricole, ce qui compromet l'existence des exploitations familiales nécessaires à l'équilibre économique et social du pays.

Enfin, le progrès des salaires doit y contribuer. Il semble que la conclusion d'accords de salaires et de conventions collectives pour l'industrie et l'agriculture sur le plan national, régional et local, et l'application progressive des statuts de personnel, soient une excellente manière de faire coïncider les augmentations effectuées avec ce qui est possible sans danger pour la monnaie.

Une politique tendant à une redistribution du revenu national par les transferts de pouvoir d'achat et par la réduction des charges improductives et notamment des charges militaires, si les circonstances politiques le permettent, permettrait d'aller plus loin dans l'amélioration des conditions de vie des groupes les plus défavorisés.

Ce processus suppose, bien entendu, que le prix des matières premières n'augmente pas et cette condition se divise en deux: la stabilité des prix mondiaux des matières premières et le maintien de la valeur du franc. Un changement dans l'un ou l'autre de ces domaines nécessiterait une prudence plus grande dans la politique des salaires.

B. — L'équilibre du marché des investissements.

Les investissements prévus dans le budget économique sont en augmentation sur le niveau de 1954 de 8 p. 100 pour l'outillage et 6 p. 100 pour la construction.

Le projet de loi de finances, dans l'annexe consacrée aux investissements comprend un financement par l'Etat de 1.100 milliards contre 1.040 l'année précédente, soit un progrès très

limité de 2,5 p. 100, en comprenant dans ce total les moyens de financement garantis hors budget. Les seules dépenses à la charge de l'Etat sont de 690 milliards contre 650 en 1954. Au total, l'évolution de la part des fonds publics métropolitains dans le financement des investissements réalisés dans la zone franc passe de 860 milliards en 1953 à un peu plus de 900 en 1954. La plus grande partie de l'amélioration va en fait au bâtiment et l'on peut estimer que l'expansion de l'outillage doit provenir, pour la plus grande partie, du secteur privé.

Si l'on se réfère aux prévisions officielles, l'équipement brut doit atteindre 3.015 milliards et être en augmentation de 200 milliards sur l'année dernière, l'outillage entrant dans cet accroissement pour plus de moitié.

La détaxation des investissements n'a pas eu jusqu'ici l'effet escompté, mais on peut admettre que devant un changement d'assiette, les réflexes ainsi que les délais de commande ont été longs. L'expansion actuelle devrait permettre à cette mesure de prendre son plein effet. Il faut reconnaître dans cette expérience une part d'aléa assez grande.

Pour réaliser l'objectif prévu, le Conseil économique estime que les entreprises doivent en outre trouver un encouragement dans l'augmentation de la demande de consommation, par suite des élévations modérées des salaires et des allocations familiales et dans l'amélioration des conditions de crédit.

La baisse du taux de l'intérêt augmentera les décisions d'investir, mais elle n'est pas accompagnée d'une prolongation du terme qui aurait un effet plus énergique. Le marché de moyen terme, créé par les autorités monétaires et élargi au lendemain du dernier conflit, doit être amélioré par un accès plus large des entreprises aux prêts directs du Crédit national, soit en augmentant les ressources dévolues à cet établissement, soit par une garantie de l'Etat lui permettant de réduire ses propres exigences.

Les bonifications d'intérêts ne sont grandement utilisées que pour les constructions où elles donnent vraisemblablement les résultats escomptés.

Enfin, les prévisions supposent peu de changement dans les stocks. Le jugement que l'on peut porter sur ces prévisions est délicat. Si on compare le marché de la consommation à celui de l'investissement, on s'aperçoit que ce dernier doit être en tête de la croissance économique de 1955. C'est une rectification de la répartition de la production qui, pour légère qu'elle soit, ne sera peut-être pas acceptée facilement par un pays très sensible à de tels changements. En outre, donnant le rôle moteur au développement de l'investissement privé, rôle qu'il n'avait pas assuré en 1954, il suppose un réglage très précis et surtout rapide du mécanisme économique.

Le Conseil économique se doit d'insister à cet égard sur la mise en œuvre effective de la politique sélective de l'autofinancement prévue par la loi du 14 août 1954, en vue d'assurer par des moyens extrabudgétaires, un financement plus large des investissements reconnus d'intérêt général. Il souhaite que des crédits plus substantiels que les cinq milliards prévus soient accordés au fonds de reclassement de la main-d'œuvre.

C. — L'équilibre monétaire.

Depuis plusieurs années, le déficit des finances publiques entraîne un accroissement important de l'endettement. Au 31 août, la dette publique atteignant 4.431 milliards de francs, dont 2.300 à court et moyen terme et 855 avancés par l'institut d'émission. On peut se demander si la charge de la dette accumulée et surtout son caractère liquide ne créent pas un danger sérieux pour l'équilibre monétaire au cours de l'expansion espérée pour 1955. L'endettement privé s'est également accru dans les mêmes proportions. Il est particulièrement important dans le domaine immobilier, où il atteignait 220 milliards fin septembre. En outre, l'alourdissement de la situation financière d'ensemble des entreprises industrielles et commerciales est très net: de 1950 à 1953, l'endettement s'était accru plus vite que les chiffres d'affaires et, malgré un ralentissement de sa croissance en 1954, il reste encore très important.

De telles craintes, en réalité, recouvrent deux idées différentes. Certains se demandent si, par elles-mêmes, ces dettes et notamment la dette publique, ne viennent pas s'ajouter aux autres tendances inflationnistes; d'autres ayant répondu à cette question par la négative, estiment cependant que si l'équilibre était rompu pour d'autres causes, le montant important de la dette flottante peut précipiter l'allure d'un mouvement inflationniste.

Cette dernière manière de voir semble plus proche de la réalité. Le marché de l'argent est soumis à la loi de l'offre et de la demande. L'offre provient des épargnants (particuliers et entreprises) et de ceux qui rapatrient des capitaux.

La demande est constituée par les investissements, le déficit public et l'excédent de la balance des comptes, dont il faut financer la contrepartie.

En 1954, l'épargne s'est accrue et des capitaux ont été rapatriés d'Indochine, constituant ainsi une offre de capitaux d'une importance nouvelle.

Pour 1955, l'épargne des particuliers doit s'accroître, mais la reconstitution des trésoreries des entreprises, amorcée depuis deux ans, doit se ralentir; l'augmentation des salaires, celle de la production et les avantages fiscaux devraient équilibrer leurs effets et constituer ainsi des épargnes légèrement accrues; en outre, les mouvements de capitaux seront vraisemblablement moins importants.

En face de cette offre accrue, le déficit budgétaire et l'excédent de la balance des comptes ne créent pas de différences sensibles. C'est donc l'investissement accru des entreprises qui doit utiliser cet excédent d'épargne. L'équilibre monétaire sera donc « bouclé » au même endroit que celui du marché des équipements et sa réalisation appelle les mêmes remarques qu'au paragraphe précédent.

L'on doit se rappeler que l'épargne est aussi fonction d'un certain climat politique et psychologique international dont la dégradation affecterait l'équilibre monétaire sûrement.

D. — L'équilibre de notre balance des comptes.

En 1954, les ressources en devises de la France se sont accrues pour la première fois depuis 1950.

a) L'ampleur de l'aide américaine nous est inconnue: pour la deuxième partie de l'année, elle dépend de facteurs politiques qui échappent à notre analyse;

b) Même en faisant abstraction de l'aide américaine directe et des commandes *off shore*, notre commerce extérieur s'est amélioré pendant l'année.

Cependant, des jugements sévères ont été portés sur ce redressement par des autorités ou des experts internationaux. La France aurait, selon eux, profité de la libération des échanges des autres pays sans aller aussi loin dans la même voie. De même, de nombreuses délégations au G. A. T. T. ont souligné les causes artificielles de notre équilibre.

En réalité, on devrait aussi souligner les causes artificielles de notre déséquilibre, qui tiennent à la valeur du franc sur le marché des changes. En cette matière, comme en d'autres, il est fort dommageable de condamner en bloc tout le passé, ce qui obscurcit un diagnostic par ailleur facile. Au printemps 1951, époque où le boom consécutif à la guerre de Corée était liquidé par les économies mondiales, les prix français ayant augmenté plus rapidement, mais néanmoins d'une manière à peu près semblable à ceux de nos voisins, nous avions atteint un nouvel équilibre. A contre-temps, au milieu d'une baisse mondiale, une hausse de 15 à 20 p. 100 survint à l'automne 1951, qui ne fut pas suivie d'un rajustement officiel sur le marché des changes. Postérieurement, des barrières furent imposées à l'importation et des aides aménagées à l'exportation, ce qui revint, en fait, à modifier le taux de change, en subventionnant les matières premières importées. Aussi, la querelle que l'on nous cherche est plutôt juridique à l'extérieur et morale à l'intérieur. En effet, nos voisins s'attachent à des taxes, en feignant d'oublier qu'il existe une disparité de taux de change. Par ailleurs, l'effet moral intérieur d'une concrétisation des mesures d'encouragement à l'exportation ou de protection contre les importations par un changement de taux de change pourrait être grave: l'opinion publique préfère subir un état de fait que l'apprendre;

c) D'autres conditions purement économiques conditionnent notre équilibre extérieur. L'expansion économique européenne semble se faire au prix d'une faible augmentation des relations intercontinentales et d'une concurrence accrue sur les marchés d'outre-mer. Si cette évolution continuait, notre commerce extérieur se sentirait soulagé dans les territoires européens des pays de l'Union des payements, sauf pour certaines productions excédentaires, mais nous perdrions outre-mer. La concurrence de pays tels que l'Allemagne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne peut incontestablement causer des difficultés sérieuses sur les marchés extra-européens.

En outre, si la demande intérieure s'accroît, certaines branches d'activité risquent d'être absorbées par notre propre marché, soit parce qu'elles sont arrivées à leur capacité maximum de production, comme la fabrication d'engrais, soit parce que l'augmentation du marché intérieur délivrera certaines activités de l'obligation où elles étaient pour vivre, de chercher un débouché extérieur.

Par ailleurs, l'augmentation de production nécessitera des importations de matières premières en proportion plus importantes que l'accroissement de la production, celle-ci absorbant déjà les ressources métropolitaines.

Sur ce fond de tableau doit jouer l'effet d'une libération accrue des échanges. Dans le climat d'expansion, celle-ci ne doit pas entraîner de très graves conséquences, sauf dans certains domaines, comme les textiles, par exemple. Elle perturbera néanmoins temporairement notre équilibre, même si des mesures rapides sont prises contre les importations excessives « massives et dommageables ».

E. — Les autres équilibres.

Les équilibres des prix, de la monaie, des échanges extérieurs attirent l'attention. D'autres, moins connus, sont aussi importants pour l'avenir de notre pays.

L'équilibre régional de la France est un vieux sujet de plaintes, mais il ne suffit pas de regretter l'exode rural ou le dépeuplement de certaines régions de la France.

Ce phénomène confirme, s'il en était besoin, que le libre jeu des activités économiques, à l'intérieur d'un territoire sous une même réglementation, ne suffit pas à assurer un équilibre économique démographique et social satisfaisant.

De même, l'équilibre entre les différentes activités est fort loin d'être assuré à l'heure actuelle. D'évidence, les structures de l'industrie et de l'agriculture françaises ne sont pas parfaitement adaptées aux besoins de la consommation.

Enfin, il existe un troisième élément du problème de l'équilibre régional: c'est le coût du transfert et de l'installation d'un travailleur et de son foyer de la campagne à la ville. Toute politique de reconversion qui laisserait de côté l'un ou plusieurs des éléments de ce problème aboutirait à de nouveaux mécomptes.

Ceci conduit à penser qu'une politique de reconversion ne peut être analysée en quelques phrases.

Elle devrait d'abord s'appuyer sur la connaissance économique des débouchés extérieurs et intérieurs prévisibles non seulement dans l'immédiat, mais également à plus long terme. Elle devrait en outre s'inspirer de la notion des ensembles économiques, c'est-à-dire tenant compte, par exemple, de la possibilité d'un approvisionnement national en équipement ainsi que de la formation nécessairement locale d'une main-d'œuvre technique.

Pour toutes ces raisons, une reconversion ne peut se réaliser spontanément. Elle doit être l'objet d'un ensemble de mesures coordonnées tendant les unes à modifier la structure de la production et les autres à amortir les effets de ces premières mesures, notamment sur la main-d'œuvre, dans un but social et en vue d'une plus grande efficacité économique.

C'est pourquoi une politique de reconversion nécessitant une coordination précise des efforts, demande l'adhésion des forces nationales.

CONCLUSION

« Après avoir surmonté dans les derniers mois de 1953 la dépression consécutive à l'arrêt de l'inflation, notre pays réalise présentement ce que depuis longtemps il avait cessé de connaître: l'expansion économique dans la stabilité monétaire. »

Cette phrase initiale du rapport annuel du commissariat général au plan reflète bien l'opinion générale qui lui a d'ailleurs donné une large résonance. Elle risque cependant d'engendrer un jugement excessif sur le passé et une quiétude trop grande pour l'avenir.

a) Depuis 1946, un relèvement sans précédent est effectué dans notre pays. Deux guerres ont fait moins de mal à la France que la période 1930-1939, pendant laquelle arrivait à l'âge d'homme la génération née pendant la guerre. La France a alors connu, au milieu d'une expansion démographique mondiale, la diminution de sa population active, ce qui, sous le voile d'un chômage réduit, lui a ôté tout dynamisme.

Depuis 1946, elle refait non seulement son capital matériel, mais également son capital humain. Cet effort même lui a coûté des divisions internes par les redistributions et les non-distributions de revenus auxquels il a donné lieu sous forme de prestations sociales ou de tolérance d'un large autofinancement. Si la reconstitution de matériel a des effets immédiats, le renouveau de la population ne peut, avant huit ans, commencer à toucher la population active et encore ne le fera-t-il que lentement. C'est la raison pour laquelle cet effort lent et obscur n'a pas été mentionné avec l'importance qu'il mérite dans l'exposé des motifs de la loi accordant pleins pouvoirs au gouvernement de M. Mendès-France. Or, si elle s'est malheureusement arrêtée dans l'effort matériel, elle a persisté dans l'effort humain.

b) L'expansion de 1954 a dû son intensité au mouvement ascendant des économies européennes, mais il n'a été rendu possible que par l'augmentation des revenus salariaux ou non. L'expansion envisagée pour 1955 est demandée à un investissement prévu. Malgré les similitudes de taux dans le gain attendu, les processus des deux expansions sont fort différents.

c) Cependant, l'expansion de 1954 a surtout profité à la consommation et la France ne poursuit plus l'effort d'investissement qui lui a permis d'avoir repris après la guerre un rang honorable.

Une stabilité monétaire se défend plus facilement en tolérant une augmentation de la consommation au détriment de l'investissement. Cela peut réjouir qui a la charge de l'équilibre monétaire; cela doit chagriner qui s'intéresse à l'expansion ultérieure. L'expansion de 1954 a, sur le plan conjoncture été nécessaire dans ses modalités et heureuse dans ses résultats, mais, en matière d'équipement, elle a récolté les efforts des années précédentes plus qu'elle n'a semé. Cependant, redonner à l'équipement sa place suppose un effort national que notre pays est peut-être incapable de faire dans les structures actuelles et dans le contexte d'une monnaie saine. Peut-être, faut-il faire une pause relative dans ce domaine et porter tout l'effort politique et financier sur la réforme des structures.

d) En effet, l'investissement n'est pas la seule amélioration à long terme. Il reste encore de nombreuses protections à supprimer.

Il y a six mois, le Conseil économique avait signalé que l'expansion était freinée à sa source par de nombreux obstacles: excès des régimes de protection; insuffisance de la spécialisation de nombreuses entreprises, sélection à rebours de la fraude fiscale. Il avait indiqué que l'expansion était bloquée à son aboutissement par un économie de « rentes économiques ». Il avait réclamé une plus grande mobilité pour les facteurs de l'économie et stigmatisé la proportion trop grande de dépenses improductives. Des réformes ont été incontestablement ébauchées dans ce secteur, mais elles doivent être suivies rapidement d'application.

e) L'expansion dans la stabilité monétaire a rencontré deux circonstances favorables en 1954: un arriéré de capacité de production à remplir, une stabilité relative des prix internationaux. L'économie française peut ne pas continuer à bénéficier de circonstances favorables; en tout cas, elle en bénéficiera dans une proportion moins importante.

L'inconvénient des records dans l'opinion publique est qu'il faut sans cesse les dépasser. Cependant, l'expansion prévue par le Gouvernement, si elle s'accompagnait d'une réforme substantielle de structure des échanges internes et internationaux et la continuation de l'effort démographique est loin d'être pour l'économie française en 1955 un idéal méprisable.

La politique gouvernementale est placée entre les risques d'un effort trop violent qui se traduirait dans l'indice des prix ou dans le nombre de ses opposants et ceux d'une timidité qui ne se remarquait pas précédemment mais que les budgets économiques révéleraient. Le manque à gagner, dans le dernier cas, n'en est pas moins réel pour le pays.

Si les conditions extérieures le permettent l'accroissement de la production nationale de 6 p. 100 doit être tenté, mais étant à la limite de l'effort, il nécessitera une action nuancée et persévérante.

En outre, entre tous les moyens nécessaires pour arriver à un tel objectif, et surtout pour en répartir le bénéfice, des choix différents sont possibles, de peu d'importance dans les changements effectifs de répartition, mais indicatifs sur la voie dans laquelle s'orientera l'expansion de l'économie française.

ANNEXES

EVOLUTION DES PRIX, DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES SALAIRES

I. — Note présentée par le groupe des travailleurs C. G. T.

II. — Note présentée par le groupe des chefs d'entreprise.

III. — Note présentée par le groupe des associations familiales.

I. — Note présentée par le groupe des travailleurs C .G. T.

Le meilleur indice des taux de salaires *moyens* est celui adopté par les Comptes économiques de la Nation; il est, en effet, corrigé par rapport à ceux de l'enquête du ministère du travail.

Il s'établit comme suit (base 100 en 1949):

1950	106	1953	164 (provisoire)
1951	137	1954	174 (provisoire)
1952	151		

Si nous prenons comme estimation du coût de la vie — malgré toutes les réserves qu'il y a lieu de faire à son sujet — l'indice des 213 articles, le taux de salaire moyen *réel* aurait donc évolué comme suit:

1950	95	1953	114
1951	105	1954	121
1952	112		

De son côté, le salaire minimum légalement payé dans la région parisienne, en valeur réelle, toujours mesuré selon l'indice des 213 articles, a évolué ainsi:

1950	99	1953	116,6
1951	114,4	1954	135 (provisoire)
1952	115,3		

chiffres calculés sur les moyennes mensuelles.

On constate très nettement, par comparaison de ce tableau et du précédent, l'écrasement de la hiérarchie, particulièrement net en 1954.

Si nous voulons, maintenant, comparer l'évolution du salaire réel ainsi défini à celle de la production industrielle, nous ne pouvons faire abstraction des rectifications officiellement proposées par l'I. N. S. E. E. concernant l'indice de la production industrielle.

En effet, et pour nous limiter aux deux principales rectifications à envisager:

1° L'imperfection de l'indice des industries mécaniques (d'une « faiblesse notoire » comme l'écrit le *Bulletin économique pour l'Europe de l'O. N. U.* dans son numéro d'octobre 1954, page 4) a conduit l'I. N. S. E. E. (*Bulletin mensuel de statistique*, octobre 1954, page 2) à estimer à 10 p. 100 au lieu de 6 p. 100 l'augmentation réelle de l'indice de production sans bâtiment du 1er semestre 1953 au 1er semestre 1954, ce qui donne l'indice moyen 160,3 base 100 en 1938 ou 131 base 100 en 1949.

2° L'I. N. S. E. E. estime que l'adoption d'une pondération 1951 au lieu de la pondération 1938, beaucoup trop ancienne, relèverait de 4 points l'indice (*Bulletin mensuel de statistique*, septembre 1954, page 2).

Pour les deux premiers trimestres 1954, l'indice passerait donc à 164,3, base 100 en 1938, soit 135 base 100 en 1949.

On notera également qu'avec cette correction de 4 points, l'indice d'octobre s'établit à 164, soit également 135 sur la base 100 1949 et que le coefficient de désaisonnalisation pour octobre (voir *L'Industrie française*, pages 129 et 134) est précisément égal à 100.

Ceci dit, rappelons l'évolution de l'indice officiel non rectifié (base 100 = moyenne 1949):

1950	101	1952	119
1951	114	1953	115,5

Il est légitime de penser que la diminution de production entre 1952 et 1953 a été surestimée par l'indice: c'est d'ailleurs la conclusion qui ressort de l'étude de M. L.-A. Vincent dans la *Revue économique* de septembre 1954, page 783.

D'autre part, l'augmentation à apporter à l'indice du fait du vieillissement croissant de la population n'est pas, évidemment, à affecter uniquement à l'année 1954: il a certainement joué depuis plusieurs années, et tout particulièrement depuis 1951, première année d'essor après la reconstitution de l'appareil de production, mais nous n'avons pas d'éléments qui nous permettent d'estimer la correction à apporter de ce fait pour chaque année prise à part.

Quoi qu'il en soit, on constate que, même d'après les indices officiels non rectifiés, le salaire réel a constamment retardé sur la production depuis 1950 et qu'en rectifiant l'indice de la production industrielle sans bâtiment *d'après les données fournies par l'I. N. S. E. E. lui-même*, ce retard du salaire horaire réel sur la production s'est accentué en 1954.

Sur courte période, de 1953 à 1954, il est possible de comparer directement l'évolution des salaires, des prix et de la production, non plus d'après les données de salaires de la comptabilité nationale, mais d'après l'enquête trimestrielle du ministère du travail — sous les réserves qui ont déjà été faites à plusieurs reprises pour nous quant à la valeur de cette enquête, qui surestime les taux par rapport aux taux effectifs, d'une manière générale, et, en particulier, surestime leur augmentation en 1953-1954.

Voici les résultats:

Taux de salaire réel, base 100, mois correspondant de 1953:		Production, base 100, mois correspondant de 1953:	
Janvier 1954	105,2	Janvier 1954	110
Avril 1954	107,8	Avril 1954	
Juillet 1954	108,0	Juillet 1954	113,7
Octobre 1954	104,5	Octobre 1954	112,7

On constate une frappante avance de l'évolution des bénéfices sur celle des taux de salaires.

Enfin, nous voudrions attirer l'attention sur les inconvénients de la base 100 en 1949, sur lesquels nous avons opéré pour tenir compte de l'opinion d'une partie des membres de la commission.

En effet:

1° En 1949, le salaire réel était très profondément abaissé par rapport à 1938;

2° Entre 1950 et 1951, certaines améliorations de salaires réels avaient pu être obtenues par l'action revendicative des organisations syndicales et des travailleurs et la base 100 en 1949 aboutit à les considérer comme à négliger.

Nous rappellerons, à cet égard, que — d'après les indices officiels — en octobre 1951, le taux de salaire réel (à l'indice 116, base 100, en 1949) avait rejoint l'indice de la production (117) et que le salaire minimum interprofessionnel garanti était à ce moment à l'indice 124 en valeur réelle (toujours base 100 en 1949). Mais cette amélioration de la condition des salariés en général, et des plus favorisés d'entre eux en particulier, avait été assez promptement annulée par une hausse désordonnée des prix.

Il convient, pour terminer, d'indiquer que nous nous sommes basés uniquement, pour l'estimation de cette hausse des prix, sur l'indice des 213 articles. Pourtant, cet indice a été l'objet de sérieuses réserves, tant de la part de l'I. N. S. E. E. lui-même dans son récent *Livre blanc* que du président de la commission de la conjoncture dans des articles du *Monde* naguère fort remarqués.

Si nous avions pris les indices syndicaux, C. G. T. ou F. O. (l'indice C. F. T. C. n'étant malheureusement plus calculé), ou leur moyenne, nous aurions abouti à déceler, non pas une hausse des salaires réels, mais bien une baisse.

II. — Note présentée par le groupe des chefs d'entreprise (1).

Les indications fournies par les représentants de la C. G. T. à la réunion de la commission de la conjoncture et du revenu national du 9 décembre 1954 appellent les observations suivantes:

1° Le taux nominal des salaires horaires réels pour 1954, d'après les statistiques du ministère du travail, est très légèrement plus élevé (176) que celui indiqué par la C. G. T. d'après les travaux de la comptabilité nationale (174);

2° L'indice du taux d'achat des salaires horaires réels (calculés d'après les statistiques du ministère du travail) est, pour 1954, si on retient l'indice des 213 articles (sauf les fruits et légumes), de 123,1 et non de 121.

Les indices des prix de détail et de la production industrielle indiqués par les représentants de la C. G. T. sont exacts, réserve faite de l'indice de la production industrielle pour 1954. Ce dernier indice est, en effet, de 123,7, d'après les statistiques de l'I. N. S. E. E. pour les dix premiers mois de 1954 et il paraît improbable qu'il puisse passer à 135 pour l'année entière;

3° En supposant que les salaires et la production puissent être valablement comparés, on constate que l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires réels est sensiblement identique à celle de la production industrielle: le pouvoir d'achat du salaire horaire réel a augmenté de 1949 à 1954 de 23,1 p. 100, alors que la production industrielle augmentait de 23,7 p. 100.

Il n'est donc pas exact, croyons-nous, de soutenir que, pour que l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires réels soit du même ordre que l'augmentation de la production, l'indice du taux nominal devrait passer à 193. En effet, à l'in-

(1) Tous les chiffres indiqués dans la présente note ont pour base l'année 1949 (indice 100).

dice actuel 176, le taux nominal des salaires correspond presque exactement à l'indice de la production (l'exactitude complète serait à l'indice 175,6) ;

4° Nous n'avons pas voulu borner notre examen au taux du salaire horaire réel et nous avons également étudié l'augmentation de la masse salariale, d'une part, en multipliant le taux représentant le pouvoir d'achat, d'autre part, en analysant l'évolution des recouvrements du versement forfaitaire sur les salaires (1).

La masse salariale, calculée d'après l'activité et le taux des salaires horaires réels est, pour 1954, à l'indice 128,1 alors que la production n'est qu'à l'indice 123,7.

Si on examine les recouvrements du versement forfaitaire sur les salaires, corrigés par l'indice des prix de détail, on constate que l'augmentation du pouvoir d'achat de la masse salariale que traduisent ces recouvrements est encore plus forte. L'indice de ces recouvrements est, en effet, à 146,1.

En définitive, les statistiques — qu'il s'agisse du taux du salaire horaire ou de la masse salariale — ne permettent pas de soutenir sérieusement que le pouvoir d'achat des salariés est actuellement en retard sur la production.

Cette constatation faite, nous estimons nécessaire de rappeler ici qu'aucune relation obligatoire ne peut valablement être établie entre l'évolution de la production et le pouvoir d'achat des salaires.

EVOLUTION DES PRIX, DE LA PRODUCTION, DE L'ACTIVITÉ ET DES SALAIRES DEPUIS 1949

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Salaires:						
Taux des salaires horaires d'après la C. G. T.	100	106	137	161	164	174
Taux des salaires horaires d'après le ministère du travail	100	109,9	140,4	163,7	167,4	176,0
Masse salariale (Pouvoir d'achat de la) d'après:						
Le prélèvement sur les salaires et les prix de détail	100	113,2	117,6	132,4	136,8	146,1
L'activité et le taux des salaires	100	100.3	112,6	117,5	120,2	128,1
Prix:						
De détail	100	111,2	130,1	145,2	143,7	(2) 143
De gros	100	108,3	138,3	144,9	138,3	(2) 136,1
Activité:						
Indice d'ensemble	100	101,5	104,4	104,3	103,2	104,1
Durée hebdomadaire du travail	100	100,9	101,4	100,7	100,5	101,2
Niveau des effectifs	100	100,5	102,7	103,6	102,3	103,3
Chiffre d'affaires:						
D'après la taxe sur les transactions	100	115,9	148	156,8	156,8	(1) 162,2
Volume des opérations soumises à la taxe sur les transactions	100	106,3	108,6	108,1	112,3	117,7
Production:						
Production industrielle sans bâtiment	100	100,8	113,9	118,8	115,5	(2) 123,7

(1) Neuf premiers mois.
(2) Dix premiers mois.

(1) En cette matière, la fraude fiscale ne joue guère (elle serait, d'ailleurs, à l'avantage des salariés), puisque les salaires ne peuvent entrer dans les charges déductibles des entreprises que s'ils sont déclarés pour le versement forfaitaire.

SOURCE ET MODE DE CALCUL DES DIFFÉRENTS INDICES du tableau montrant l'évolution des prix, de la production, de l'activité et des salaires depuis 1949.

Salaires:	
Taux des salaires horaires d'après la C. G. T.	Statistiques trimestrielles du ministère du travail (source I. N. S. E. E.).
Taux des salaires horaires d'après le ministère du travail.	
Taux d'achat des salaires horaires réels.	Ce taux a été obtenu en divisant le taux des salaires horaires (ministère du travail) par l'indice des prix de détail (213 articles).
Masse salariale (Pouvoir d'achat de la) d'après:	
Le prélèvement sur les salaires et les prix de détail.	Cet indice a été obtenu en divisant l'indice du prélèvement sur les salaires (ministère des finances, source I. N. S. E. E.) par l'indice des prix de détail (213 articles).
L'activité et le taux des salaires.	Cet indice a été obtenu en multipliant le taux d'achat des salaires horaires réels (ministère du travail) par l'indice d'ensemble de l'activité (ministère du travail).
Le rapport sur le revenu national de M. Sauvy.	Cet indice a été calculé en partant des chiffres donnés dans le rapport sur le revenu national présenté par M. Sauvy au nom du Conseil économique (*Journal officiel*, avis et rapports du Conseil économique du 7 avril 1954, p. 385).
Prix:	
De détail	Indice d'ensemble des prix à la consommation familiale à Paris (213 articles, sans fruits et légumes, source I. N. S. E. E.).
De gros	Indice général des prix de gros (source I. N. S. E. E.).
Activité	Statistiques trimestrielles du ministère du travail (source I. N. S. E. E.).
Chiffres d'affaires:	
D'après la taxe sur les transactions.	Ministère des finances (source I. N. S. E. E.).
Volume des opérations soumises à la taxe sur les transactions.	Cet indice a été obtenu en divisant l'indice du chiffre d'affaires d'après la taxe sur les transactions par l'indice pondéré des prix de gros et des prix de détail (pondération: gros 75 p. 100, détail 25 p. 100).
Production	Source I. N. S. E. E.

III. — Note présentée par le groupe des associations familiales.

Au cours de l'année 1954, le retard des prestations familiales s'est accusé considérablement. La rémunération sociale minima est passée, entre février et octobre, de 100 à 121,5, sans que les prestations familiales suivent le mouvement. Pourtant le Conseil économique avait affirmé, à de nombreuses reprises, dans ses avis, le principe d'une évolution nécessaire et parallèle des prestations familiales et des salaires les plus bas.

Si l'on considère l'évolution des prestations familiales à partir d'une base 100 en 1949, on constatera leur dégradation relative par rapport aux salaires et à la production d'année en année. Les diverses majorations des prestations depuis 1949 ont permis de suivre plus ou moins fidèlement la courbe des prix, cependant que les salaires précédaient assez largement cette courbe et que la production industrielle sans le bâtiment augmentait d'après l'indice officiel de 24 p. 100.

Evolution des salaires et des prestations familiales de 1949 à 1954.

ANNÉES	TAUX HORAIRE DES SALAIRES du service des études économiques et financières (1).	PRESTATIONS FAMILIALES	
		Salaire unique.	Allocations familiales.
1949....	100	100	100
1953....	164 (provisoire)	143,75	143,75
1954....	174 (provisoire)	143,75	158

(1) Taux horaire moyen, toutes primes comprises, servant de base au calcul de la masse des salaires dans la comptabilité nationale.

Si l'on remonte à plus loin dans le passé, l'U. N. A. F. fait remarquer que la loi du 22 août 1946 fixait comme salaire de base aux prestations familiales 225 fois le salaire du manœuvre de la métallurgie de la région parisienne. Ainsi, les prestations familiales, salaire unique et allocations, se seraient dégradées depuis cette date d'un tiers environ.

CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SECOND SEMESTRE 1954

2e Avis formulé par le Conseil économique au cours de sa séance du 21 décembre 1954.

Le Conseil économique,

Vu l'article 4, 2e alinéa, de la loi du 20 mars 1951, l'invitant à donner son avis sur l'évolution semestrielle de la conjoncture économique et sur les « mesures susceptibles d'élever le niveau de la production, de la consommation et de l'exportation »,

Après avoir entendu le rapport présenté par M. Jacques Dumontier, au nom de sa commission de la conjoncture économique et du revenu national,

Emet l'avis suivant: (1)

I. — CONJONCTURE ÉCONOMIQUE A LA FIN DE 1954

1. — L'examen de la conjoncture économique à la fin de 1954 fait apparaître une *tendance générale à l'expansion:*

a) *Les résultats agricoles* de la campagne 1953-1954 confirment largement le caractère technique des progrès déjà réalisés en 1952-1953. Cependant, ces progrès dans les rendements, dûs également à des circonstances atmosphériques favorables, ne s'accompagnent pas d'une progression correspondante du revenu professionnel. Ainsi, l'effort d'investissement de l'agriculture et la structure de ses institutions de solidarité sociale s'en trouvent compromis (2);

b) *L'expansion industrielle*, constatée dans le précédent rapport du Conseil, se précise au second semestre 1954 et le progrès de la production atteindra vraisemblablement, pour l'année, un niveau supérieur de 6 à 7 p. 100 à celui de 1953. Dans cette moyenne, le progrès des industries de consommation est double de celui des industries d'équipement et du bâtiment;

c) Cette amélioration, qui fait suite à une période de stagnation et même de recul dans certains secteurs, a été obtenue avec une augmentation d'environ 2 p. 100 de l'activité de la main-d'œuvre et, pour le restant, par un progrès de la productivité apparente (3).

(1) Le vote a été acquis au scrutin public par 121 voix contre 3 et 33 abstentions (voir le résultat en annexe, scrutin n° 4).

(2) Les deux dernières phrases de cet alinéa ont été ajoutées à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des associations familiales.

(3) Un amendement présenté par M. Malterre, au nom du groupe des travailleurs C. G. C., demandant la suppression du mot « apparente », a été rejeté par un vote à main levée.

2. — *L'évolution favorable de certaines données financières* se produit parallèlement à l'expansion observée:

a) Les *finances publiques* ont bénéficié d'un accroissement sensible des recettes, dû surtout à la reprise économique.

Néanmoins, le déficit total à la charge de la trésorerie sera encore de l'ordre de 700 milliards en 1954, couvert en majorité par un accroissement de la dette à court terme;

b) L'épargne a continué le développement observé en 1953;

c) Les crédits aux entreprises ont bénéficié de conditions meilleures. Cependant, ils ne se sont développés largement que dans les secteurs de la construction.

3. — *L'expansion s'est réalisée dans un équilibre monétaire relatif:*

a) A l'exception des fruits et légumes frais, les prix de gros et de détail sont restés à peu près stables, bien que les prix à la production soient généralement en baisse pour les grands secteurs tels que blé, lait et produits laitiers, viande, pommes de terre, vin (1). Cependant, une légère tendance à la hausse s'est dessinée depuis le mois d'août sur les produits alimentaires;

b) Sur le marché de l'or et des devises, les cours ont varié dans des limites assez étroites;

c) Les échanges extérieurs sont marqués par un progrès sensible de nos exportations qui, malgré une légère détérioration des termes de l'échange, améliore notablement notre balance commerciale. Cependant, cette amélioration est due en partie à des artifices, tels que l'aide à l'exportation, les taxes de transfert et a été favorisée, d'autre part, par le progrès de la conjoncture européenne;

d) L'amélioration de nos échanges extérieurs, jointe à l'aide américaine, se traduit par une augmentation de nos ressources en devises, qui a permis un remboursement partiel à l'Union européenne des payements, envers laquelle notre déficit mensuel a diminué jusqu'à devoir être à peu près nul au dernier trimestre 1954. Toutefois, le déficit cumulatif de la France à l'U. E. P. demeure considérable (2) et le caractère provisoire de l'aide américaine doit être souligné.

4. — *L'évolution de l'économie de l'Europe occidentale doit nous rendre réservés dans l'application de notre reprise:*

a) Par rapport au deuxième semestre 1953, le progrès de la production industrielle française est égal à la moyenne des progrès réalisés en Europe occidentale;

b) La reprise française est cependant intervenue après celle de la conjoncture européenne, notamment par suite du retard mis en France à prendre les mesures propres à juguler l'inflation (3).

Les récoltes ont été moins bonnes, en moyenne, dans l'Europe occidentale qu'en France;

c) L'expansion allemande est plus importante (4) et plus rapide que celle de ses voisins. A l'inverse de l'économie française, elle porte principalement sur le développement des exportations et la production de biens d'équipement.

5. — *La situation économique des Etats-Unis doit vous rendre prudents dans nos prévisions:*

a) La récession de la production industrielle enregistrée en 1953 s'est transformée, dès le début de 1954, en stagnation.

(1) Le membre de phrase « ... bien que les prix à la production soient généralement en baisse pour les grands secteurs tels que blé, lait et produits laitiers, viande, pommes de terre, vin... » a été ajouté à la suite de l'adoption d'un amendement présenté par le groupe de l'agriculture.

(2) Le membre de phrase « Toutefois, le déficit cumulatif de la France à l'U. E. P. demeure considérable... » a été ajouté à la suite de l'adoption par un vote à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.

(3) Le membre de phrase « notamment par suite du retard mis en France à prendre les mesures propres à juguler l'inflation » a été ajouté à la suite de l'adoption par un vote à main levée d'un amendement présenté par M. Malterre, au nom du groupe des travailleurs C. G. C.

(4) Le terme « importante » a été substitué au terme « profonde », à la suite de l'adoption par un vote à main levée d'un amendement présenté par M. Malterre, au nom du groupe des travailleurs C. G. C.

Des signes de reprise paraissent se manifester, qui semblent dus en partie à des anticipations relatives à une reprise de la course aux armements (1);

b) L'influence de cette conjoncture n'a pas été dominante sur l'économie européenne qui, pour diverses raisons, se trouvait en position favorable et, en outre, bénéficiait d'une substantielle aide en dollars;

c) Cependant, une convertibilité monétaire et une réduction de cet apport en devises, de même que l'affaiblissement des moyens de protection à l'égard des importations provenant de la zone dollar, augmenteraient la solidarité des mouvements économiques (2).

II. — Evolution probable en 1955

1. — *L'expansion économique peut atteindre techniquement un niveau nettement plus élevé en* 1955 et, notamment, rejoindre les objectifs prévus dans le projet de loi de finances, à savoir:

a) Une amélioration de 4,5 p. 100 de la production de biens alimentaires paraît réalisable dans des conditions météorologiques normales;

b) Le progrès de 7 p. 100 de la production industrielle, prévu par rapport à 1954 dans le projet de loi de finances et qui représente une avance de 5 à 6 p. 100 au delà du niveau actuel, compte tenu des corrections saisonnières, pourrait être obtenu par un accroissement de l'activité de la main-d'œuvre et une amélioration de la productivité;

c) Ce progrès de 7 p. 100 peut être atteint sans rencontrer de goulot technique majeur; seule, l'activité du bâtiment nécessiterait un aménagement qui assurât une continuité dans les travaux.

2. — *Une expansion notable peut se réaliser dans l'équilibre monétaire par une politique de salaires et d'investissements.*

a) L'évolution de la situation salariale a été caractérisée en 1954:

1° Par une augmentation de 21,50 F de la rémunération sociale minimum, base Paris, en ce qui concerne les travailleurs du commerce et de l'industrie;

2° Par une augmentation moyenne des salaires effectifs qui, compte tenu de l'augmentation ci-dessus serait, selon le ministère du travail, de l'ordre de 6 p. 100;

3° Par la non augmentation des prestations familiales.

Cette évolution s'est accompagnée de la stabilité des prix. Elle a contribué, malgré le déséquilibre ci-dessus constaté, à l'augmentation de la production, dont les possibilités d'accroissement avaient été considérablement développées, par suite des investissements réalisés au cours de ces dernières années (3) (4).

(1) Le membre de phrase « qui semblent dus en partie à des anticipations relatives à une reprise de la course aux armements » a été ajouté à la suite de l'adoption par un vote à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.

(2) Cet alinéa a été complété à la suite de l'adoption par un vote à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. Le texte proposé par la commission était le suivant: « Cependant, une convertibilité monétaire et une réduction de cet apport en devises augmenteraient la solidarité des mouvements économiques. »

(3) Cet alinéa a été modifié, à la suite de l'adoption par un vote à main levée de deux amendements présentés respectivement par le groupe des associations familiales et par M. Malterre, au nom du groupe des travailleurs C. G. C.

Le texte proposé par la commission était le suivant:

« Cette évolution s'est accompagnée de la stabilité des prix. Elle a contribué à l'augmentation constatée de la production. »

(4) Un alinéa supplémentaire proposé par la commission a été supprimé, à la suite d'un vote au scrutin public, par 74 voix contre 73 et 12 abstentions (voir le résultat du vote en annexe, scrutin n° 1).

Cet alinéa était rédigé comme suit:

« Selon les données de l'exposé des motifs du projet de loi de finances, l'augmentation moyenne du pouvoir d'achat des salaires et aussi celle des revenus salariaux a été nettement inférieure à celle de la production industrielle depuis un an. »

L'augmentation des salaires effectifs devrait être développée par la conclusion d'accords de salaires et de conventions collectives pour l'industrie et pour l'agriculture sur le plan national, régional et local et par l'application progressive des statuts de personnel (1).

En outre (1), les prestations familiales devraient être augmentées, compte tenu des augmentations de la rémunération sociale minimum.

Le revenu global de l'agriculture reste dangereusement insuffisant, compte tenu de l'importance de la population active agricole. La permanence de cette situation compromet l'existence des exploitations familiales, nécessaires à l'équilibre social et économique du pays (2).

Ces mesures doivent s'inscrire dans une politique tendant, dans la stabilité des prix, à une redistribution du revenu national par des transferts de pouvoir d'achat et par la réduction des charges improductives et, notamment, des charges militaires, si les circonstances politiques le permettent (3), conformément aux premiers avis émis par la commission des comptes et des budgets économiques de la nation.

b) A la différence de ce qui s'est passé en 1954, l'équilibre global paraît devoir être assuré dans les projets gouvernementaux par une légère progression relative des investissements.

L'expansion prévue pour 1955 ne se réalisera que si l'investissement public et privé se poursuit et s'accentue. Cependant, le développement des investissements privés est fonction de deux facteurs: le désir d'investir et les possibilités de le faire. L'augmentation de la demande de consommation par suite des élévations modérées des salaires et des allocations familiales stimulera la volonté de s'équiper. Une politique de crédit et de développement de l'épargne devra contribuer à en donner la possibilité aux entreprises. Si toutefois les investissements étaient insuffisants, ils pourraient être complétés par une action directe des pouvoirs publics pour assurer un investissement global convenable (4).

En particulier, le Conseil économique demande que la politique sélective de l'autofinancement prévue par la loi du 14 août 1954 soit mise en œuvre en vue d'assurer par des moyens extrabudgétaires un financement plus large des investissements reconnus d'intérêt général.

(1) Cet alinéa a été complété, à la suite de l'adoption par un vote à main levée de deux amendements présentés par le groupe des travailleurs C. F. T. C. et par M. Malterre, au nom du groupe des travailleurs C. G. C.

La rédaction primitive était la suivante:

« L'augmentation des salaires effectifs devrait être développée par la conclusion d'accords de salaires et de conventions collectives, par industrie et par région. »

Ce texte avait été maintenu, à la suite d'un vote au scrutin public, par 80 voix contre 61 et 18 abstentions (voir le résultat du vote en annexe, scrutin n° 2).

Un amendement, proposant une autre rédaction, présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. a été rejeté par un vote au scrutin public, par 80 voix contre 66 et 15 abstentions. Le texte proposé était le suivant:

« Sans attendre le « rendez-vous d'avril », l'augmentation des salaires effectifs devrait être développée, ce qui, dans le secteur privé, exige la conclusion d'accords de salaires et de conventions collectives par industrie et par région. »

Ce même amendement demandait de plus la substitution du terme « simultanément » au terme « en outre », placé au début de l'alinéa suivant.

(2) Cet alinéa résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe de l'agriculture.

(3) Le membre de phrase « et notamment des charges militaires, si les circonstances politiques le permettent », a été ajouté à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par M. Malterre, au nom du groupe des travailleurs C. G. C.

(4) La rédaction de cet alinéa a été modifiée à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par M. Malterre, au nom du groupe des travailleurs C. G. C. Le texte proposé par la commission était le suivant:

« L'expansion prévue pour 1955 ne se réalisera que si l'investissement se poursuit et s'accentue. Cependant, les investissements publics prévus au budget n'accusent qu'une augmentation très légère par rapport à l'année précédente. Devant cette insuffisance, il faudra que l'investissement privé connaisse une expansion notable. L'amélioration des conditions de crédit enregistrée en 1954 doit se poursuivre en 1955, mais il n'est pas sûr qu'elle soit suffisante. »

« Des mesures devraient être alors prises en cours d'année pour assurer un investissement global convenable. »

Le Conseil économique souhaite que des crédits plus substantiels que les cinq milliards prévus, soient accordés au fonds de reclassement de la main-d'œuvre (1).

3. — *La balance des comptes* peut ne pas poser de problèmes graves, mais les données de son équilibre demeurent incertaines:

a) L'aide américaine semble devoir se prolonger en 1955, mais il est impossible d'en évaluer l'importance, qui dépend d'autres facteurs;

b) L'économie européenne continuera vraisemblablement son expansion, au moins pendant la première partie de l'année. Dans ce cas, sauf pour certaines industries dont la production est excédentaire dans les principaux pays européens (2), la concurrence ne devrait pas être trop grande entre les diverses nations de l'Europe occidentale.

La concurrence étrangère, notamment allemande, américaine et britannique, paraît cependant devoir causer des difficultés sur les marchés extraeuropéens (3);

c) La conjoncture américaine doit poursuivre son amélioration dans les mois qui viennent, mais rien ne permet de prévoir au delà. Dans cette hypothèse, le courant d'exportation européen et notamment français, vers les Etats-Unis, ne semble pas devoir connaître de changement notable;

d) La libération des échanges entraînera des fluctuations dans l'équilibre de notre balance commerciale, d'autant plus fortement que la conjoncture étrangère sera moins bonne.

4. — Il convient enfin de rappeler, au delà des phénomènes conjoncturels proprement dits, *les nombreux obstacles à l'expansion* déjà signalés par le Conseil économique dans le précédent rapport et notamment les excès du régime de protection, l'insuffisance de la spécialisation de nombreuses entreprises et la sélection à rebours de la fraude fiscale.

5. — *L'équilibre régional* entre les différentes parties de la France et l'harmonie des activités entre elles, ne pourrait être obtenu qu'au moyen d'efforts tendant à faciliter les reconversions opportunes et l'installation d'activités nouvelles dans les régions peu développées (4).

(1) Cet alinéa résulte de l'adoption par un vote à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.-F. O.

(2) Le membre de phrase: « sauf pour certaines industries dont la production est excédentaire dans les principaux pays européens » a été ajouté à la suite de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. F. T. C.

(3) Cet alinéa résulte de l'adoption à main levée d'un amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T.

(4) Un amendement présenté par M. Malterre, au nom du groupe des travailleurs C. G. C., proposant la suppression de cet alinéa, a été rejeté à la suite d'un vote à main levée.

ANNEXE

SCRUTIN N° 1

Sur le maintien dans le paragraphe a) du point 2 de la deuxième partie du projet d'avis, de l'alinéa suivant: « Selon les données de l'exposé des motifs du projet de loi de finances, l'augmentation moyenne du pouvoir d'achat des salaires et aussi celle des revenus salariaux a été nettement inférieure à celle de la production industrielle depuis un an ».

Nombre de votants..... 159

Ont voté pour..... 73
Ont voté contre..... 74
Se sont abstenus..... 12

Le Conseil économique n'a pas maintenu le texte.

Ont voté pour (73).

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (C. G. T.-F. O.), Haniquaut (C. F. T. C.), Léonet, Lequertier, Rius (C. G. T.).

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Brot, Harasse, Gaussel.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Héreil, Le Hénaff, Verret.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Gondouin, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T. — MM. Bouchaud, Duret, Frischmann, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville, Tanty.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Djibo (C. G. T.), Monthé, N' Diaye (C. G. T.-F. O.), Rakotobé (C. F. T. C.).

Ont voté contre (74).

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — MM. Barré, Bidau, Blondelle, Bohuon, Bonjean, Chatras, Chauvin, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lepicard, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Berlaux, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bellanger, Bernard, Bouruet-Aubertot, Carré, Graève, Jourdain, Poilay.

Se sont abstenus (12).

Groupe des activités diverses. — M. Colleville.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Bouchard, Chégut.

Groupe des classes moyennes. — MM. Millot, Tisserand.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, May, Sauvy, Soula.

Groupe de l'Union française. — MM. Delavignette, Lawrence.

SCRUTIN N° 2

Sur le maintien, dans le paragraphe a, point 2, de la deuxième partie du projet d'avis, de l'alinéa suivant: « L'augmentation des salaires effectifs devrait être développée par la conclusion d'accords de salaires et de conventions collectives par industrie et par région ».

Nombre de votants..... 159

Ont voté pour..... 80
Ont voté contre..... 61
Se sont abstenus..... 18

Le Conseil économique a maintenu le texte.

Ont voté pour (80).

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (F.-O.), Bonjean, Bouchard, Haniquaut (C. F. T. C.), Léonet, Lequertier, Rius (C. G. T.).

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Brot, Harasse, Gaussel.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Héreil, Le Hénaff, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Caujolle, May, Sauvy, Soula.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Gondouin, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T. — MM. Bouchaud, Duret, Frischmann, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville, Tanty.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bonal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Djibo, Lawrence, Monthé, N'Diaye (C. G. T.-F. O.), Rakotobé (C. F. T. C.).

Ont voté contre (61).

Groupe de l'agriculture. — MM. Barré, Bidau, Blondelle, Bohuon, Chatras, Chauvin, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charron, Hadengue, Havard, Lepicard, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe des coopératives. — MM. de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Bertaux, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bellanger, Bernard, Bouruet-Aubertot, Carré, Delavignette, Graeve, Jourdain, Poilay.

Se sont abstenus (18).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Compeyrot, Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Chégut, du Douet de Graville, Milhau.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des classes moyennes. — M. Tisserand.

SCRUTIN N° 3

Sur l'amendement présenté par le groupe des travailleurs C. G. T. proposant une rédaction nouvelle à l'alinéa maintenu par le Conseil économique dans le a du point 2 (2e partie du projet d'avis) (cf. scrutin n° 2).

Nombre de votants..... 161

Ont voté pour..... 66
Ont voté contre..... 80
Se sont abstenus..... 15

Le Conseil économique n'a pas adopté.

Ont voté pour (66).

Groupe de l'agriculture. — MM. Blaise (C. G. T.-F. O.), Haniquaut (C. F. T. C.), Rius (C. G. T.).

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Brot, Harasse, Gaussel.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Héreil, Le Hénaff, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Caujolle, May, Soula.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Gondouin, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Cade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T. — MM. Bouchaud, Duret, Frischmann, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville, Tanty.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bonal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Djibo (C. G. T.), Lawrence, Monthé, N'Diaye (C. G. T.-F. O.), Rakotobé (C. F. T. C.).

Ont voté contre (80).

Groupe des activités diverses. — M. Colleville.

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Blondelle, Bohuon, Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Havard, Lepicard, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe.

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des classes moyennes. — M. Tisserand.

Groupe des coopératives. — MM. Benoist, de Laulanié, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Bertaux, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Desse, Defont, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe des sinistrés. — M. Barat.

Groupe de l'Union française. — MM. Bellanger, Bernard, Bouruet-Aubertot, Carré, Delavignette, Graeve, Jourdain, Poilay.

Se sont abstenus (15).

Groupe des activités diverses. — MM. Compeyrot, Montfajon.

Groupe de l'agriculture. — MM. Léonet, Lequertier.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des classes moyennes. — M. Millot.

Groupe de la pensée française. — MM. Dumontier, Sauvy.

SCRUTIN N° 4

Sur l'ensemble du projet d'avis.

Nombre de votants..... 161

Ont voté pour..... 124
Ont voté contre..... 3
Se sont abstenus..... 33

Le Conseil économique a adopté.

Ont voté pour (124).

Groupe de l'agriculture. — MM. d'Andlau, Barré, Bidau, Blondelle, Bohuon, Blaise (F. O.), Bonjean, Bouchard, Chatras, Chauvin, Chégut, Collet, Deleau (Jean), Desbarats, Du Douet de Graville, Ferré, Forget, Gauthier, Génin, Guellati, Guy-Charon, Hadengue, Haniquaut (C. F. T. C.), Havard, Léonet, Lepicard, Lequertier, Milhau, Nové-Josserand, Prault, Rius (C. G. T.), Robin, Tardy, Uchard, Van Graefschepe

Groupe de l'artisanat. — MM. André, Boulland, Canonville, Chopin, Dallant, Lecœur, Levieux, Ouvière, Ressicaud, Séné.

Groupe des associations familiales. — MM. Dary, Houist, Leroy (Louis), de Loynes, Mabit, Noddings, Mme Picard, M. Vinot.

Groupe des coopératives. — MM. Antoni, Benoist, Brot, de Laulanié, Harasse, Gaussel, Martin, Schatz, Viaux-Cambuzat.

Groupe des entreprises nationalisées. — MM. Bour, Ferlet, Héreil, Le Hénaff, Verret.

Groupe de la pensée française. — MM. Byé, Caujolle, Dumontier, May, Sauvy, Soula.

Groupe des sinistrés — M. Barat.

Groupe des travailleurs:

C. G. C. — MM. Ducros, Gondouin, Le Ferme, Malterre.

C. F. T. C. — MM. Bouladoux, Braun, Gade, Espéret, Levard, Liénart, Mayoud, Paillieux, Reynaud, Mlle Tribolati, MM. Vandenbussche, Vansieleghem, Willame.

C. G. T. — MM. Bouchaud, Duret, Frischmann, Furst, Mme Joannès, MM. Le Brun, Leroy (André), Marion, Monjauvis, Racamond, Ruiz, Subreville, Tanty.

C. G. T.-F. O. — MM. Babau, Beyaert, Bomal, Bothereau, Charlot, Cucuel, Degris, Delamarre, Goudy, Lafond, Neumeyer, Peeters, Richard.

C. T. intellectuels. — M. Wolff.

Groupe de l'Union française. — MM. Bicheron (C. G. C.), Djibo (C. G. T.), Lawrence, Monthé, N'Diaye (C. G. T.-F. O.), Rakotobé (C. F. T. C.).

Ont voté contre (3).

Groupe des activités diverses. — MM. Colleville, Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — M. Tisserand.

Se sont abstenus (33).

Groupe des activités diverses. — M. Compeyrot.

Groupe des classes moyennes. — M. Millot.

Groupe des entreprises privées:

Entreprises commerciales. — MM. Bamberger, Berlaux, Cauchois, Deleau (Gustave), Demmerlé, Goudaert, Laguionie, Lemaire-Audoire, Paquette, Stoll.

Entreprises industrielles. — MM. Auberger, Cagniard, Charvet, Defond, Desse, Dumont, Garnier, Gingembre, Kruger, Mayolle, Meunier, Pisson, Rogliano, Trocmé.

Groupe de l'Union française. — MM. Bellanger, Bernard, Bouruet-Aubertot, Carré, Graëve, Jourdain, Poilay.

Rectifications de votes.

Groupe des activité diverses. — MM. Colleville et Montfajon.

Groupe des classes moyennes. — M. Tisserand,

portés comme ayant voulu voter « contre » le projet d'avis, ont déclaré avoir voulu « s'abstenir ».

ANNEXES

NOTE DE PRÉSENTATION

En vue de suivre régulièrement l'évolution de la situation économique selon la mission qui leur a été confiée, les membres de la commission de la conjoncture économique et du revenu national du Conseil économique ont désiré recevoir une double information:

1. — Un *point mensuel de la situation économique* établi sur un mode schématique, et permettant, chaque mois, une *connaissance rapide* des données les plus récentes:

Niveau de l'activité et chômage.

Variation des prix et salaires.

Evolution des échanges extérieurs.

Données financières significatives.

Eléments de comparaison internationale.

2. — A la fin de chaque semestre, au moment de l'élaboration du rapport de conjoncture du Conseil, une *somme d'observations de base* détaillées, relatives aux derniers mois connus, et portant référence aux résultats des années antérieures. Le plan adopté est le suivant:

Présentation des observations de base *par* grande *division économique* classique (production, activité, transports, échanges extérieurs, prix, salaires, etc.). (Partie A.)

Données étrangères comparatives, permettant de situer la conjoncture française par rapport à celle d'autres pays (Partie B.)

L'existence de tables analytiques en tête de chaque partie permet de se référer très rapidement aux seules observations recherchées.

Dans le cadre de cette double série d'information, on trouvera ci-après:

Le *point mensuel de la situation économique* de décembre 1954.

Un *dossier d'observation de base*, portant sur la plus grande partie de l'année 1954, avec référence aux années antérieures.

Ces documents comportent un caractère essentiellement descriptif et s'interdisent toute analyse des causes ou tout énoncé de solutions.

ANNEXE I

POINT MENSUEL DE LA SITUATION ECONOMIQUE EN DECEMBRE 1954

N. B. — Cette note tend à répondre au désir exprimé par les membres de la commission de la conjoncture et du revenu national du Conseil économique, d'avoir chaque mois une connaissance rapide des observations économiques les plus importantes.

Sa présentation découle de cet objet:

Choix objectif des données les plus significatives ou de celles nouvellement publiées, étant exclus toute analyse des causes ou tout énoncé de solution, dont la recherche relève des travaux en commission.

Mode schématique et minimum de texte, permettant une vue immédiate de l'ensemble des observations retenues, groupées sur des rectos.

Au bénéfice de ces remarques, quatre groupes d'observations sont apportés ci-dessous sur la conjoncture française, une dernière série permettant de la situer approximativement dans son contexte international:

I. — Niveau de l'activité et chômage.
II. — Variation des prix et salaires.
III. — Evolution des échanges extérieurs.
IV. — Données financières significatives.
V. — Eléments de comparaison internationale.

Un résumé préliminaire donne une vue d'ensemble très rapide des observations présentées sous chacune de ces rubriques.

Les données placées entre parenthèses sont provisoires.

Résumé des observations présentes.

I. — Niveau de l'activité et chômage.

Situation agricole:

Rendement record du maïs.

Production animale abondante.

Activité industrielle:

Chômage: situation améliorée sur l'année dernière au 1er décembre.

Transports: trafic S. N. C. F. en légère reprise.

Consommation d'électricité: avance moyenne de 10 p. 100.

Stock houille-lignite aux mines: de 40 p. 100 supérieur à la moyenne de 1953.

Ensemble de la production: + 8 p. 100 (dix premiers mois 1954/1953).

Energie: en progrès (sauf charbon).

Industries d'équipement: + 8 p. 100 les huit premiers mois. — Sidérurgie et aéronautique en nette reprise.

Industries de consommation: + 14 p. 100 les huits premiers mois.

Activité du commerce intérieur:

Chiffre d'affaires, faillites et liquidations judiciaires en augmentation parallèle (celles-ci d'un tiers en octobre).

Activité de la main-d'œuvre:

Progrès de 2 p. 100 depuis un an (effectifs surtout).

II. — Variation des prix et salaires.

Prix:

Léger recul des prix de gros, légère augmentation des prix de détail (— 2 p. 100 et + 2 p. 100 depuis un an).

Avance du prix des fruits et légumes, surtout au détail.

Salaires:

Salaires horaires bruts: progrès de 6 p. 100 depuis un an (octobre).

Salaires mensuels nets: progrès moyen de 5 p. 100 depuis un an (octobre).

III. — Evolution des échanges extérieurs.

Balance globale:

Solde global légèrement négatif (couverture à 98 p. 100 les onze premiers mois et 112 p. 100 en octobre-novembre), progrès général en volume.

Echanges avec l'étranger:

Couverture à 87 p. 100 (onze premiers mois) et 98 p. 100 en octobre-novembre, avance sensible des exportations.

Balance des échanges alimentaires couverte à 105 p. 100 les onze premiers mois et 118 p. 100 en octobre-novembre.

Prix des matières premières importées:

Marchés irréguliers.

IV. — Données financières significatives.

Finances publiques:

Rendement des impôts indirects: progression de 5 p. 100. (Dix premiers mois et avance sur les prévisions: + 3 p. 100.)

Résultats de l'exercice en cours: déficit des neuf premiers mois de 1954 = 40 p. 100 de celui correspondant de 1953.

Masse monétaire et crédit:

Expansion au profit de l'économie et des réserves or-devises.

Epargne et marché financier:

Valeurs en progrès.

Or et devises:

Devises en légère hausse (dollar parallèle à 375 F le 16 décembre, soit 7 p. 100 au-dessus du cours officiel et livre à 1.015 F).

V. — Eléments de comparaison internationale.

Situation agricole: avance plus accentuée à l'étranger par rapport à l'avant-guerre.

Chômage: autour de 1 p. 100 de la population active en France et au Royaume-Uni (5 p. 100 aux Etats-Unis).

Production industrielle: avance générale en Europe, surtout en Allemagne, Italie, Pays-Bas, France et Royaume-Uni.

Prix: évolution récente favorable à la France, mais avance très nette par rapport à 1948.

Echanges extérieurs: progrès moins rapides de la France par rapport à l'Allemagne et aux Pays-Bas.

Finances publiques: couvertures des dépenses par les recettes fiscales: 90 p. 100 au Royaume-Uni, 82 p. 100 en Allemagne occidentale, 70 p. 100 en France.

I. — NIVEAU DE L'ACTIVITE ET CHOMAGE

1° Situation agricole (1er décembre).

Végétaux: rendement record du maïs.
Production animale: abondante.

a) Végétaux

Blé: superficies sans changement.

Orge: progrès des ensemencements.

Maïs: bonne récolte. Rendement record (21,5 quintaux à l'hectare) mais grains parfois très humides.

Riz: récolte inférieure à 1953. Rendement diminué (26 quintaux contre 32 en 1953).

Pommes de terre: 160 millions de quintaux avec rendement de 170 quintaux à l'hectare (contre: 136 et 148 en 1953).

Betteraves industrielles: récolte assez bonne.

Cultures fourragères: abondantes, mais de qualité incertaine.

Cultures fruitières: fruits à pépins, bonne récolte. Fruits à noyaux, récolte mauvaise (sauf celles des prunes).

Oléagineux: progrès du colza et de la navette.

b) Production animale

Cheptel: alimentation abondante au pâturage.

Lait: augmentation sensible sur 1953 (surtout dans l'Ouest).

2° Activité industrielle.

Chômage: situation améliorée sur l'année dernière.

Transports: trafic S. N. C. F. légère reprise.

Electricité: avance moyenne de 10 p. 100.

Production: progrès accentué (plus 7 p. 100 au minimum) surtout pour les industries de consommation.

a) Chômage

1er décembre: situation améliorée sur l'année dernière.

		1er décembre 1954 / 1er décembre 1953
1. *Chômeurs secourus*	53.100	— 7 p. 100.
Fonds de chômage	735	»
Placement:		
Demandes non satisfaites	187.700	+ 3 —
Offres non satisfaites	11.870	+ 48 —

Rapport demandes/offres: 1 offre pour 15,5 demandes contre 1 pour 22 au 1er décembre 1953.
Chômage réel estimé: entre 200.000 et 250.000.

Variation :	Octobre 1954 / Octobre 1953
2. *Chômage partiel.*	
Chômage partiel indemnisé (journées-ouvriers)	— 30 p. 100.
Nombre de salariés ayant travaillé moins de 40 heures	— 12 —

3. *Activités les plus atteintes.*

Chômeurs secourus.

En pourcentage de la population active salariée.

Dans chaque activité (1er octobre 1954).

Spectacles	3	p. 100.
Manutention	1,7	—
Cuirs et peaux	1,2	—
Textiles, tissus	1,2	—
Construction et bâtiment	0,6	—
Métaux (prod. util.)	0,5	—
Ensemble	0,45	—

Demandes d'emploi.

En pourcentage de la population active salariée.

Dans chaque activité (1er octobre 1954).

Spectacles	19	p. 100.
Manutention	5,1	—
Cuirs et peaux	2,3	—
Textiles, tissus	4	—
Construction et bâtiment	1,5	—
Serv. dom.	1,6	—
Ensemble	1,4	—

Chômage partiel indemnisé.

(Journées-ouvriers = 1.000.)

	Octobre 1954	Octobre 1953	
Total	96	138	(— 30 %)
Textiles et annexes	58	57	(+ 1 %)
Chaussures	8	21	(— 62 %)
Habillement et étoffes	9	19,5	(— 54 %)

b) Transports

1. *Trafic S. N. C. F.:* légère reprise.

	1953 / 1952	11 mois 1954. / 11 mois 1953.	Nov. 1954. / Nov 1953.	Déc. 1954. / Déc 1953.
Tonnage chargé	— 6 %	+ 7 % (grèves en août 1953.)	+ 1,5 %	+ 5 % (10 jours.)
Recettes au tarif actuel	»	+ 4,5 % (grèves en août 1953.)	+ 2 %	+ 4,5 % (3 jours.)
Recettes brutes	— 4 %	1954-1953, du 1er janvier au 12 novembre: + 4,5 %.		

2. *Transports fluviaux:*

	1953 (moy. hebd.)	11 mois 1954. (moy. hebd.)	Nov. 1954. (moy. hebd.)	Déc. 1954 (10 jours.)
Nombre de bateaux affrétés	1.758	1.808	2.277	2.220

c) Consommation d'électricité

(Avance d'environ 10 p. 100 par rapport à 1953.)

1952 / 1951	1953 / 1952	11 mois 1954. / 11 mois 1953.	Décembre 1954. / Décembre 1953.
+ 7 %	+ 1 %	+ 9,5 %	+ 9 % (16 jours.)

d) Stock marchand de houille et lignite sur le carreau des mines

(1.000 tonnes.)

1953 (moyenne hebdomadaire)	2.194
12 décembre 1954	3.051

e) Evolution de la production industrielle
(Indices 1938 = 100.)

Ensemble: en progrès accentué (8 p. 100 de janvier à octobre).
Energie: avance (sauf charbon).
Industries d'équipement: en progrès.
Industries de consommation: avance générale.

1. *Ensemble:* avance de 8 p. 100 de janvier à octobre 1954 sur 1953 (sous estimée par l'indice).
(Bâtiment exclu.)

Niveau atteint en 1953.		Evolution récente.			
		10 mois.		Octobre.	
1929	1953	1953	1954	1953	1954
125	141 (+ 13 %)	140	151 (+ 8 %)	112	100 (+ 12,5 %)

2. *Energie:* progrès (mais grèves en août 1953).

Niveau atteint en 1953.

	1929	1953
Ensemble	95	155 (+ 63 %)
Charbon	119	1[illegible]2 (+ 2 %)
Electricité	76	1[illegible]8 (+ 16[illegible] %)
Pétrole	10	318 (+ 35 %)

Evolution récente.

	9 mois 1954. / 9 mois 1953.	3e trimestre 1954. / 3e trimestre 1953.
Ensemble	+ 9,5 %	+ 12 % (grèves en août 1953)

	10 mois 1954. / 10 mois 1953.	Octobre 1954. / Octobre 1953.
Charbon	+ 3 %	(— 3,5 %)
Electricité	+ 10,5 %	(+ 9 %)
Pétrole	+ 9 %	»

3. *Equipement* (avance d'ensemble de 4 p. 100 les huit premiers mois. Reprise de la sidérurgie et de l'aéronautique).

Niveau atteint en 1953.

	1929	1953
Ensemble	157	153 (—2,5 %)
Automobile	»	191
Caoutchouc	90	200 (+122 %)
Sidérurgie	»	159
Ciments	»	254
Extraction de minerais métalliques	147	132 (— 10 %)
Bâtiment	190	135 (— 29 %)
Extraction de matériaux de construction	134	154 (+ 15 %)
Aéronautique	»	80

Evolution récente.

	8 mois 1954. / 8 mois 1953. P. 100	Juil.-août 1954. / Juil.-août 1953. P. 100.
Ensemble	+ 4	+ 13

	10 mois 1954. / 10 mois 1953. P. 100.	(Octobre 1954.) / (Octobre 1953.) P. 100.
Automobile	+ 22	+ 24
Caoutchouc	+ 14	+ 12
Sidérurgie	+ 2,5	+ 18
Ciments	+ 2,5	+ 3
Extraction de minerais métalliques	+ 2	+ 3
Bâtiment	+ 1 (8 mois)	»
Extraction de matériaux de construction	— 3,5 (9 mois)	+ 3,2 (sept.)
Aéronautique	— 19	+ 18

4. *Industries de consommation:* progrès sensible (14 p. 100 les huit premiers mois de 1954).

Niveau atteint en 1953.

	1929	1953
Ensemble	105	114 (+ 8,5 %)
Engrais	»	143
Papiers-cartons	63	124 (+ 97 %)
Industrie chimique	113	154 (+ 36 %)
Cuirs	117	59 (— 50 %)
Verre	161	156 (— 3 %)
Textile	120	107 (— 11 %)

Evolution récente.

	10 mois 1954. / 10 mois 1953. P. 100.	(Octobre 1954.) / (Octobre 1953.) P. 100.
Ensemble	+ 14 (8 mois) (+ 15,5% en juil.-août)	»
Engrais	+ 18	+ 10
Papiers-cartons	+ 17	+ 17
Industrie chimique	+ 13,5	+ 6,5
Cuirs	+ 11,5	+ 17 (sept.)
Verre	+ 10,5	+ 14,5
Textile	+ 9	+ 3,5 (sept.)

3° Activité du commerce intérieur.

Chiffres d'affaires en progrès accru (sauf ameublement, droguerie, quincailleries).

Augmentation très sensible des faillites et liquidations judiciaires (d'un tiers en octobre).

a) Variation des chiffres d'affaires moyens quotidiens du commerce de détail

1. *Commerces alimentaires.*

	1953 / 1952
Coopératives de consommation	+ 7,5 %
Sociétés à succursales multiples	+ 7 %
Autres détaillants	+ 4 %
Ensemble	+ 5 %

Evolution récente.

	1er trimestre 1953. / 1er trimestre 1954.
Coopératives de consommation	+ 6 %
Sociétés à succursales multiples	+ 7 %
Autres détaillants	+ 5 %

	2e trimestre 1954 / 2e trimestre 1953
Coopératives de consommation	+ 7,5 %
Sociétés à succursales multiples	+ 10 %
Autres détaillants	+ 8 %

	Juillet-août 1954. / Juillet-août 1953.
Coopératives de consommation	(+ 9 %)
Sociétés à succursales multiples	(+ 9 %) (juil.)
Autres détaillants	(+ 10 %)

	1953/1952
2. *Commerces non alimentaires.*	
Grands magasins de Paris	+ 4 %
Textiles (habillement)	— 1 %
Chaussures	=
Ameublement	— 1,5 %
Drogueries, quincailleries	=

	1er trimestre 1954/1er trimestre 1953
Grands magasins de Paris	+ 2 %
Textiles (habillement)	— 6,5 %
Chaussures	+ 8 %
Ameublement	+ 15 %
Drogueries, quincailleries	+ 6,5 %

	2e trimestre 1954/2e trimestre 1954
Grands magasins de Paris	+ 7 %
Textiles (habillement)	+ 13 %
Chaussures	+ 13 %
Ameublement	+ 12 %
Drogueries, quincailleries	+ 5 %

	Juillet-août 1954/Juillet-août 1954
Grands magasins de Paris	(+ 20 %)
Textiles (habillement)	(+ 10 %)
Chaussures	(=)
Ameublement	(— 3 %)
Drogueries, quincailleries	(+ 3,5 %)

b) Coiffeurs

1953/1952	+ 7,5 %
Evolution récente:	
1er semestre 1954/1er semestre 1953	+ 5 %
Juillet-août 1954/juillet/août 1953	(+ 13 %)
	(+ 11,5 % au 3e trim.)
	(+ 4,5 % en octobre)

c) Tirage des quotidiens parisiens

1953/1952	+ 3 %
Evolution récente:	
1er semestre 1954/1er semestre 1953	+ 2 %
Juillet-août 1954/juillet-août 1953	+ 2 %

d) Recettes des spectacles a Paris

1953/1952	+ 3,5 %
Evolution récente:	
1er semestre 1954/1er semestre 1953	+ 9 %
3e trimestre 1954/1953	(+ 13 %)
Octobre 1954/octobre 1953	+ 4,5 %

e) Faillites

1953/1952	+ 12 %
Evolution récente:	
1er semestre 1954/1er semestre 1953	+ 5,5 %
3e trimestre 1954/1953	+ 11,5 %
Octobre 1954/octobre 1953	+ 34 %

Liquidations judiciaires.

1953/1952	+ 9,5 %
Evolution récente:	
1er semestre 1954/1er semestre 1953	+ 9 %
3e trimestre 1954/1953	+ 24 %
Octobre 1954/octobre 1953	+ 37 %

4. Activité de la main-d'œuvre.

Progrès de 2 p 100 depuis un an (effectifs surtout).

	Octobre 1954	Octobre 1954/Octobre 1953
a) Durée du travail	45 h. 3	+ 0,5 %
(1938 = 100.)		
b) Effectifs	111,5	+ 1,5 %
c) Activité (nombre d'heures-ouvrier effectuées)	128,5	+ 2 %
Activité:		
Industries de transformation	141,5	(+ 2 %)
Transports	93	(— 2,5 %)
Activités commerciales et libérales	110	(+ 2 %)
Bâtiment et travaux publics	205	(+ 8 %)

II. — VARIATION DES PRIX ET DES SALAIRES

1° Variation des prix.

Léger recul des prix de gros.

Légère avance des prix de détail (— 2 p. 100 et + 2 p. 100 depuis un an).

Avance du prix des fruits et légumes, surtout au détail.

DÉSIGNATION	DERNIER indice (nov. 1954) (1949 = 100) (provisoire).	ÉVOLUTION par rapport à 1952. 1953 / 1952	ÉVOLUTION par rapport à 1952. Depuis le max 1952.	ÉVOLUTION récente. Depuis un an	ÉVOLUTION récente. Depuis janv. 1954.
		P. 100.	P. 100	P. 100.	P. 100.
a) *Prix de gros.*					
1. Alimentation	122,5	— 4,5	— 9,5	— 0,5	— 4,5
2. Combustibles, énergie	140	— 2,5	— 4	+ 1	+ 1
3. Produits industriels.	143,5	— 5,5	— 16	— 4	— 2,5
4. Matières premières industrielles importées	139,5	— 8,5	— 25	— 4	— 4
Indice général.....	134,5	— 4,5	— 11,5	— 2	— 2,5
Fruits et légumes frais (Paris)	117	— 4	— 10,5	+ 3,5	+ 14,5

	DERNIER indice (1949 = 100) (provisoire).	ÉVOLUTION par rapport à 1952. 1953 / 1952	ÉVOLUTION par rapport à 1952. Depuis le max 1952.	ÉVOLUTION récente. Depuis un an.	ÉVOLUTION récente. Depuis janv. 1954.
		P. 100	P. 100.	P. 100	P. 100.
b) *Prix de détail.*					
1. Alimentation:					
Paris	135,5 (nov.)	— 2,5	— 6,5	+ 2,5	»
Province	134 (oct.)	— 1,5	— 5,5	+ 1,5	— 0,5
2. Chauffage, éclairage:					
Paris	173 (nov.)	— 0,5	— 1	— 0,5	»
Province	174,5 (oct.)	— 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,5
3. Objets manufacturés:					
Paris	126,5 (nov.)	— 3,5	— 6	+ 0,5	+ 0,5
Province	128,5 (sept.)	— 5	— 9	— 0,5	»
4. Services:					
Paris	195 (nov.)	+ 4,5	+ 10,5	+ 4,5	+ 4
Province	190,5 (sept.)	+ 3	+ 8,5	+ 5	+ 4
Indice d'ensemble:					
Paris	144 (nov.)	— 1	— 3	+ 2	+ 0,5
Province	143 (sept.)	— 1,5	— 2,5	+ 1,5	+ 0,5
Fruits et légumes frais.					
Paris	132 (nov.)	— 5	— 10	+ 6,5	+ 12
Province	136,5 (oct.)	— 4	»	+ 11,5	+ 13,5

DÉSIGNATION	DERNIER indice (1949 = 100) (sept. 1954).	ÉVOLUTION par rapport à 1952. 1953 / 1952	ÉVOLUTION par rapport à 1952. Depuis le max 1952.	ÉVOLUTION récente. Depuis un an.	ÉVOLUTION récente. Depuis déc. 1953.
		P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
c) *Prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles*	131,1	— 4,5	— 15	— 10	— 5,5
Prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager...	147	— 2	— 4	— 2	— 1,5
Prix client, départ usine des véhicules à moteur...	145,7	— 1,5	— 3,5	— 1	— 0,5

d) *Variation des budgets-types* (nov. 1953 à nov. 1954):	En hausse.	En baisse.
C. G. T.....		=
C. G. T.-F. O.....	+ 1 %	C. F. T. C. non calculé.
M. L. P.....		
I. O. E. (1).....	+ 3 %	
U. N. A. F.....	+ 0,5 %	
(Indice I. N. S. E. E.).....	+ 1,5 %	

(1) Institut d'observation économique (budget du manœuvre).

2° Evolution des salaires.

Salaires horaires bruts: progrès de 6 p. 100 depuis un an (octobre).

Salaires mensuels nets: progrès moyen de 5 p. 100 depuis un an.

DÉSIGNATION	1953 Octobre.	1954 Octobre. (1949 = 100)	VARIATION depuis un an. Octobre 1954. / Octobre 1953.
			P. 100.
a) *Salaires horaires.*			
Salaires horaires bruts (ministère du travail).....	169	179	+ 6
Salaire horaire plus charges sociales:			
Construction électrique et mécanique.....	178	188	+ 5,5
Fonderie.....	166,5	174,5	+ 5
Grosse forge.....	181	188	+ 4
b) *Salaires mensuels nets.*			
(Zone O, ministère du travail, I. N. S. E. E.) (1):			
Célibataires.....	182	191	+ 5
Père de deux enfants...	169	177	+ 4,5
Père de trois enfants.....	160	169	+ 5,5

(1) D'après salaire horaire, durée du travail, prestations familiales, prime de transport, retenues de sécurité sociale, et surtaxe progressive (manœuvre et professionnel).

III. — EVOLUTION DES ECHANGES EXTERIEURS

1° Balance globale.

Solde global très légèrement négatif (couverture à 98 p. 100: les onze premiers mois; 112 p. 100 en octobre novembre).
Progrès général en volume.

a) *Solde négatif très faible* (couverture à 98 p. 100).

(Milliards de francs.)

	TENDANCE ANNUELLE		ÉVOLUTION RÉCENTE		
	1952	1953	1954		
			11 mois	Octobre.	Novemb
	(Moyenne mensuelle.)		(Moyenne mensuelle.)		
Importations	133	121,5 (— 8,5 %)	126,5	114,5	125
Exportations	118	117 (— 1 %)	124	129,5	138,5
Solde	— 15	— 4,5	— 2,5	+ 15	+ 13,5
Couverture en pourcentage	89	96	98	113	111
			(1949 = 100.)		
			1er sem.	3e trim.	
Termes de l'échange (1949 = 100)	93	96	92,5	90	

b) *En volume*, sur la base 1949 = 100, *progrès sensible des exportations.*

	1951	1952	1953	1954		
				10 mois	3e trim.	Octobre.
Importations	123	125	126	133	123	120
Exportations	161	112	150	165	157	179

2° Echanges avec l'etranger.

Couverture à 87 p. 100 (11 mois).
Exportations supérieures, en volume, à 1951, année maxima.

a) *Déficit en réduction sensible.*

(Milliards de francs.)

	TENDANCE ANNUELLE		ÉVOLUTION RÉCENTE		
	1952	1953	11 mois	Octobre.	Novemb.
	(Moyenne mensuelle.)		(Moyenne mensuelle.)		
Importations	102,5	91 (— 11 %)	92	83	91
Exportations	68	71 (+ 9 %)	79	83,5	87,5
Solde	— 34,5	— 17	— 13	+ 0,5	— 3,5
Couverture en pourcentage	66,5	81,5	87	100	96

b) *Déficit permanent avec la zone sterling et position difficile de la zone franc à l'U. E. P.*

	1950	1951	1952	1953	1954		
					10 mois	3e trim.	Octobre
	(Moyenne mensuelle.)						
Solde sterling (milliards de francs)	— 5,8	— 16,4	— 18,3	— 18,8	— 17	— 18	— 9,7
Couverture en pourcentage (or inclus)	67	52	41	35	42	39	57
						Octobre-nov.	
U. E. P. (zone franc) (millions de dollars)	»	»	»	— 29	— 6,5	+ 6	+ 12

En volume, sur la base 1949 = 100, progrès léger des importations et avance sensible des exportations (11 p. 100 par rapport à 1953).

	1951	1952	1953	1954		
				10 mois.	3e trim.	Octobre.
Importations	128	128	127	130	122	117
Exportations	178	112	162	185	182	201

c) *Evolutions significatives* (échanges avec l'étranger).

Progrès considérable de la balance des échanges alimentaires.

	TENDANCE ANNUELLE		ÉVOLUTION RÉCENTE			
	1952	1953	1954			
			11 mois	3e trim.	Octobre	Novemb.
Balance commerciale alimentaire, pourcentage couverture	47	60	105	115	150	116
Produits fabriqués (1949 = 100)			(10 mois)			
Importations	117	136 (— 7,5 %)	139	135	136	»
Exportations	118	120 (+ 1,5 %)	133	128	138	»
Termes de l'échange	89	95	(1er sem.) 90	87	»	»

3° Evolution du prix des matières premières importées.

	1951	1952	1953	1954		
				11 mois	Novemb.	Décemb. 13 jours.
a) Prix, en France, des matières premières industrielles importées, indice I.N.S.E.E. (1949=100)	212	158	145	143	139,5	»
b) Indice Moody's des prix de gros à New-York (31 décembre 1931 = 100)	489	431	412	424	410,5	406,5
c) Indice Reuter des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne (18 septembre 1931 = 100)	606	546	494	487	492,5	496

IV. — DONNEES FINANCIERES SIGNIFICATIVES

1° Finances publiques.

Rendement accru des impôts indirects.
Résultats budgétaires améliorés sur 1953.

a) *Rendement des impôts indirects.*

	1953	ÉVOLUTION RÉCENTE	
	Réalisations.	10 mois 1954.	Réalisations.
	Prévisions.	10 mois 1953.	Prévisions.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
1. Contributions indirectes (alcool, garanties, etc.)	+ 1,5	— 15	— 12
2. Taxes sur le chiffre d'affaires:			
Taxe à la production	— 0,2	+ 6,5	+ 4,5
Taxe sur les transactions	— 1,5	+ 5	+ 1
	— 0,5	+ 6,5	+ 4
3. Taxes uniques (vins, viande, etc.)	— 2	+ 0,5	+ 7
Ensemble	— 0,3	+ 5	+ 3

b) *Résultats de l'exercice budgétaire en cours.*

	30 OCTOBRE 1953	30 OCTOBRE 1954
	(En milliards de francs.)	
1. Recettes	2.464	2.684 (+ 9 %)
2. Dépenses	2.870	2.842 (— 1 %)
Solde	— 407	—158 (— 61)

c) *Situation du Trésor.*

	30 SEPTEMBRE 1953	30 SEPTEMBRE 1954
1. Charges totales	3.050	3.135
2. Ressources du budget des comptes spéciaux	2.300	2.519
Solde	— 750	— 616
Correspondants du Trésor	130	105
Emprunts et moyens de trésorerie	620	511
Dont: bons du Trésor	(285)	(281)

2° Masse monétaire et crédit.

Expansion au profit de l'économie et progrès des réserves en or et devises.

a) *Evolution globale* (Banque de France et banques).

(En milliards de francs.)

	30 SEPT. 1953.	(30 SEPTEMBRE 1954)	VARIATIONS — 9 mois 1954. / 9 mois 1953.
1. Disponibilités:			
Billets en circulation	2.227	2.444 (+ 10 %)	Masse monétaire + 11 %.
Comptes créditeurs	2.172	2.453 (+ 13 %)	Rotation monétaire (comptes créditeurs): =
Masse monétaire	4.399	4.897 (+ 11 %)	
2. Contrepartie:			
Or et devises	206	308 (+ 49 %)	Produits industriels: + 7 %.
Créances sur le Trésor	1.974	2.074 (+ 4,5 %)	Prix (moyen, gros, détail): — 1 %.
Crédit à l'économie (ajustement)	(— 100)	(— 119)	

b) *Indices du crédit* (fin 1949 = 100).

	1951	1952	30 SEPTEMBRE 1953	30 SEPTEMBRE 1954
	(Moyenne.)			
Créances sur le Trésor	109	128	146	153
Crédits à l'économie	166	213	245	273
Dont: Banque de France.	(185)	(299)	(333)	(345)
Ensemble	138	171	191	208

c) *Variation des principaux postes du bilan de la Banque de France* (fin de mois).

	11 MOIS 1953 / 11 MOIS 1954	NOVEMBRE 1954 / NOVEMBRE 1953
	P. 100.	P. 100.
1. Actif:		
Réserves or change	+ 36	+ 58
Créances sur l'Etat	— 2	— 2
Crédits à l'économie	+ 12,5	+ 15
2. Passif:		
Billets en circulation	+ 10	+ 10,5
Comptes créditeurs	+ 18,5	— 5,5
Total engagements à vue	(+ 9,5)	(+ 10)

d) *Crédit agricole* (solde fin de mois).

	10 MOIS 1954 / 10 MOIS 1953	OCTOBRE 1954 / OCTOBRE 1953
	P. 100.	P. 100.
1. Dépôts	+ 16	+ 18
2. Prêts	+ 16	+ 14

3° Epargne et marché financier.

Valeurs en progrès.

a) *Epargne liquide.* (En milliards de francs.)

	1953	1954	
	(Moyenne mensuelle.)	Janvier.	Septembre (fin de mois)
1. Evolution des dépôts dans les caisses d'épargne	930	1.014	1.160
Solde versements-remboursements	(+ 13)	(+ 30)	(+ 12)
	Juin 1953.	Juin 1954.	
2. Bons du Trésor sur formule et bons défense nationale	539	608 (+ 13 %)	
3. Dépôts à échéance dans les banques	119	149 (+ 25 %)	

b) *Indices boursiers* (1949 = 100).

	1952	1953	1954
	(Moyenne hebdomadaire.)		17 décembre.
1. Valeurs françaises à revenu variable (295)	143	159	265
Métropolitaines (185)	155	175	316
Outre-mer (90)	129	142	158
Sociétés françaises à l'étranger (20)	105	97	115
2. Valeurs étrangères à revenu variable (25)	156	150	213
3. Valeurs à revenu indexé (secteur industriel public)	137	142	166

4° Or et devises.

En légère hausse.

DÉSIGNATION	Maximum. 1952	16 DÉC. 1954. Cours le plus haut.	VARIATIONS depuis maximum 1952.	VARIATIONS Cours parallèle / Cours libre ou offic.
	Francs.	Francs.	P. 100.	P. 100.
Gramme d'or (lingot marché libre)	631	427	— 32	+ 8,5
Napoléon (marché libre)	5.040	2.640	— 48	+ 17
Dollar U. S. A. (cours parallèle)	486	375	— 23	+ 7
Livre sterling (cours parallèle)	1.110	1.015	— 8,5	+ 3,5
Franc suisse (cours parallèle)	111	88,60	— 20	+ 11

V. — ELEMENTS DE COMPARAISON INTERNATIONALE

(Evolutions en ordre de grandeur, les indices ou données n'étant pas exactement comparables.)

Les chiffres entre parenthèses sont provisoires.

1° Niveau de l'activité et chômage.

a) SITUATION AGRICOLE

Indices de la production agricole totale (F. A. O.) pour quelques pays en 1953 (campagne 1952-1953).

(1934-1938 = 100.)

1. Canada	170	6. Italie	116
2. Etats-Unis	138	7. Suède	113
3. Pays-Bas	130	8. France	107
4. Royaume-Uni	129	9. Espagne	104
5. Belgique-Luxembourg	123		

Production de blé.

(En millions de quintaux.)

	1934-1938	(1953-1954)		1934-1938	(1953-1954)
1. Etats-Unis.	195	269 (+ 38 %)	4. Italie	72	85 (+ 18 %)
2. Canada	72	130 (+ 80 %)	5. Allemagne occident.	25	29 (+ 16 %)
3. France	81	105 (+ 23 %)			

b) ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Chômage.

	Nombre moyen (3e trimestre 1954)	Pourcentage approximatif de la population active.
Etats-Unis	3.200.000	5 %
Allemagne occidentale	877.000	3,5 %
Royaume-Uni	230.000	1 %
France	entre 200 et 250.000 (?)	1 à 1,2 %

Production (évolution très approximative des indices).

Niveau atteint en 1953.

1929 = 100.		1938 = 100.	
Canada	205	Etats-Unis	280
Etats-Unis	190	Canada	244
Allemagne occidentale	160	Suède	165
Italie	150	Italie	160
Royaume-Uni	148	Allemagne occidentale	157
France	105-109	(1936 = 100.)	
Belgique	97	France	141
		Royaume-Uni	140

Evolution récente.

	10 mois 1954. / 10 mois 1953.
1. Allemagne occidentale	+ 11 %
2. Italie	+ 10 %
3. Pays-Bas	+ 7,5 % (8 mois)
4. France	+ 8 %
5. Royaume-Uni	+ 5,5 %
6. Belgique	+ 5,5 % (1er sem.)
7. Suède	+ 4,5 % (8 mois)
8. Etats-Unis	— 8 %

2° Variation des prix.

Hausse en août 1954 par rapport à 1948.

Prix de gros.		*Coût de la vie.*	
1. France	+ 52 %	1. France	+ 65 %
2. Royaume-Uni	+ 50 %	2. Royaume-Uni	+ 34 %
3. Allemagne occidentale	+ 18 %	3. Canada	+ 21 %
4. Canada	+ 12 %	4. Italie	+ 21 %
5. U. S. A.	+ 6 %	5. U. S. A.	+ 12 %
6. Belgique	+ 5 %	6. Allemagne occidentale	+ 8 %
7. Italie	— 3 %	7. Belgique	+ 8 %
		8. Suisse	+ 5 %

Variation d'août 1953 à août 1954.

Prix de gros.		*Coût de la vie.*	
1. France	— 1 %	1. France	— 0,5 %
2. Belgique	— 1 %	2. Allemagne occidentale	=
3. Italie	— 0,5 %	3. Etats-Unis	=
4. Etats-Unis	=	4. Canada	+ 0,5 %
5. Suisse	+ 1 %	5. Suisse	+ 1 %
6. Royaume-Uni	+ 0,5 %	6. Belgique	+ 2 %
7. Allemagne occidentale	+ 2 %	7. Royaume-Uni	+ 3 %
		8. Italie	+ 4 %

3° Echanges extérieurs.

Pourcentage de couverture.

9 mois 1954.

1. Etats-Unis	147 %	5. Belgique	88 %
2. Allemagne occidentale.	116 %	6. Pays-Bas	85 %
3. France	95 %	7. Royaume-Uni	83 %
4. Suisse	93 %	8. Italie	67 % (8 mois)

Volume des exportations.

7 mois 1954.

7 mois 1953.

1. Allemagne occidentale	+ 25,5 %	4. Italie	+ 9 %
2. Pays-Bas	+ 24 %	5. Royaume-Uni	+ 8 %
3. France	+ 11,5 %	6. Suisse	— 2 %
		7. Etats-Unis	— 6 %

4° Données financières.

Pourcentage approximatif des dépenses publiques totales des Etats couvertes par les recettes fiscales en 1954 (commission économique pour l'Europe).

1. Royaume-Uni	90 %	6. Italie	81 %
2. Norvège	88 %	7. Pays-Bas	79 %
3. Suisse	87 %	8. Belgique	75 %
4. Allemagne occidentale	82 %	9. France	70 %
5. Suède	82 %		

ANNEXE II

Observations de base.

A. — PRESENTATION PAR DIVISIONS ECONOMIQUES

CADRE DE PRESENTATION

Pages.

I. — Population.

1° Données démographiques

a) Nuptialité 76
b) Natalité 76
c) Mortalité 76
d) Population totale 76

2° Observations générales 76

3° Population active

a) Population active et non active 76
b) Population active occupée 77
c) Immigration 77

II. — Activité et production.

1° Résultats agricoles

a) *Production végétale:*

1. Blé 78
2. Céréales secondaires 78
3. Sarclées 78
   Pommes de terre 78
   Betteraves industrielles 78
4. Oléagineux 78
5. Légumes secs 78
6. Plantes industrielles 78
7. Production fourragère 78
8. Cultures maraîchères 78
9. Cultures fruitières 78
10. Vin 78

b) *Production animale:*

1. Lait 79
2. Viande 79

c) *Observations générales:*

Indices d'ensemble de la production agricole 79

2° Pêches maritimes 79

3° Production industrielle

a) *Evolution d'ensemble annuelle* 79

b) *Energie* 80

1. Présentation d'ensemble 80
2. Charbon 80
3. Electricité 80
4. Gaz 80
5. Pétrole 81

c) *Matières premières:*

1. Ensemble 81
2. Extraction des minerais métalliques 81
3. Extraction des minerais de construction 81

d) *Produits industriels d'équipement:*

Ensemble 81

Production des métaux:

1. Sidérurgie 82
2. Métallurgie des métaux non ferreux 82

Transformation des métaux:

1. Première transformation 82
2. Fonderie 83
3. Machines agricoles 83
4. Automobiles 83

Industrie du verre 83
Bâtiments et travaux publics 83
Caoutchouc 83

e) *Produits industriels de consommation:*

Ensemble 83
Extraction et préparation de minéraux divers 83

Industries chimiques et assimilés:

1. Industries chimiques 84
2. Engrais 84
3. Tabacs et allumettes 84

Industrie textile:

1. Laine 84
2. Coton 84
3. Autres textiles 84

Corps gras 85
Papiers et cartons 85
Cuirs et peaux 85

f) *Indications sur l'industrie cinématographique* 86

g) *Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle* 86

h) *Indice du secteur public:*

1. Composition 87
2. Evolution 87

4° Activité

a) *Activité de la main-d'œuvre:*

1. Effectifs 87
2. Durée du travail 87
3. Niveau de l'activité 87

b) *Evolution par secteur ou branche d'activité:*

1. Energie 88
2. Industrie d'équipement 88
3. Industrie de consommation 89
4. Industrie de transformation 90
5. Transports 90
6. Activités commerciales et libérales 90

c) *Emploi et chômage:*

1. Chômeurs secourus 90
2. Fonds de chômage ouverts 90
3. Demandes d'emploi non satisfaites 90
4. Chômage partiel 91
5. Conflits de travail 91

d) *Activité générale* 91

5° Productivité — Pages.

a) *Evolution de la productivité de 1949 à 1953* 92
1. Productivité globale dans l'industrie française.. 92
2. Productivité globale à l'échelle nationale..... 92

b) *Indices* 93

6° Echanges extérieurs en nature

a) *Résultats globaux:*
1. Evolution d'ensemble des importations et des exportations 93
Quantités 93
Valeurs 93
Indice des volumes..... 93
2. Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913..... 94
3. Répartition du volume global des échanges selon l'origine et la destination..... 94
4. Evolution du volume des échanges par groupements d'utilisation..... 94

b) *Echanges agricoles en nature.*
Echange de produits végétaux:
1. Blé 95
2. Céréales secondaires..... 95
3. Sarclées 96
4. Oléagineux 96
5. Légumes secs..... 96
6. Légumes frais..... 96
7. Fruits 97
8. Plantes industrielles..... 97
9. Vin 97
Echanges de produits animaux.
1. Lait et produits laitiers..... 97
2. Viande 98

c) *Echanges industriels:*
Energie
1. Charbon 98
2. Electricité 98
3. Pétrole et produits pétroliers..... 98
Matières premières.
1. Minerai de fer..... 99
2. Bauxite 99
Produits industriels d'équipement.
1. Métaux (production)..... 99
2. Métaux (transformation)..... 100
3. Verres 101
4. Caoutchouc 101
Produits industriels de consommation.
1. Produits chimiques..... 101
2. Corps gras..... 101
3. Textiles 101
4. Cuirs et peaux..... 102
5. Papiers - cartons..... 103

7° Possibilités techniques d'accroissement de la production

a) *Résumé des prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise sur l'économie française au deuxième semestre 1954*..... 103

b) *Perspectives des divers secteurs de l'industrie pour le deuxième semestre 1954*..... 103

8° Distribution

a) *Importance et répartition des entreprises commerciales:*
1. Nombre des établissements..... 103
2. Forme juridique..... 105
3. Nombre d'employés..... 105

b) *Indice du chiffre d'affaires:*
1. Commerces alimentaires..... 105
2. Commerces non alimentaires..... 106
3. Services et divers..... 106
4. Journaux 106

c) *Evolution du commerce intérieur:*
1. Créat'on de fonds..... 106
2. Dissolution et radiation..... 106
3. Liquidations judiciaires..... 106
4. Faillites 106

d) *Tourisme:*
Mouvement des affaires dans l'hôtellerie..... 106

9° Transports — Pages.

a) *Trafic* (tous transports):
1. Fer (S. N. C. F.)..... 107
2. Voies navigables..... 107
3. Mer 107
4. Air 107

b) *Route* 108
c) *Flotte marchande*..... 108

III. — **Finances. — Crédit. — Monnaie.**

1° Finances publiques

a) *Budget de l'Etat et trésorerie:*
1. Budget 109
2. Trésorerie 109
3. Analyse des dépenses et recettes budgétaires... 109
4. Dépenses des services civils..... 110
5. Dépenses militaires totales et financement..... 110
6. Dette publique..... 110
7. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs 110
8. Produit du prélèvement sur les salaires..... 111
9. Budget et revenu national..... 111

b) *Collectivités locales:*
1. Départements 112
2. Communes 112

2° Services publics

a) *Société nationale des chemins de fer français:*
1. Recettes 112
2. Déficits annuels..... 112

b) *Postes, télégraphes et téléphones*..... 112

3° Services sociaux

a) *Sécurité sociale:*
1. Assurances sociales..... 112
2. Accidents du travail..... 112
3. Prestations familiales..... 112

b) *Etablissements hospitaliers:*
1. Recettes et dépenses..... 112
2. Situation 112

4° Crédit. — Banque. — Monnaie

a) *Evolution d'ensemble:*
1. Disponibilités monétaires..... 113
2. Contrepartie 113

b) *Epargne:*
1. Epargne monétaire apparente..... 114
2. Epargne apparente investie sur le marché financier 115
3. Evolution annuelle..... 116
4. Epargne totale recensable..... 116

c) *Crédit* 117
d) *Banque de France*..... 119
e) *Crédit agricole*..... 120
f) *Franc* 121

5° Investissements et reconstruction

a) *Evolution* 1952-1954:
1. Montant global..... 121
2. Volume réel..... 122
3. Répartition 122
4. Moyens de financement..... 122
5. Evolutions particulières..... 124

b) *Investissements publics en 1953 et 1954*..... 124

c) *Investissements des entreprises nationales réalisés en 1952, 1953 et 1954. — Prévisions pour 1955*..... 125

d) *Investissements dans l'hôtellerie*..... 125

e) *Construction de logements*..... 125

6° Marché monétaire. — Or. — Devises

a) *Marché monétaire*..... 126

b) *Or fin* (francs)..... 126

c) *Devises* 1

d) *Valeurs mobilières*..... 127

e) *Marché financier*..... 127

5° Finances extérieures — Pages.

a) *Balance commerciale:*
1. Résultats globaux 128
Pourcentages de couverture 128
Part de l'étranger et des U. F. O. M. 128
Importance de chaque zone 128
Evolution annuelle 128
2. Balance commerciale par monnaie 129
3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation 130

b) *Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française* 130

c) *Indices des valeurs moyennes et taux d'échange* 135

d) *Balance des payements* (zone franc):
1. Situation 1953 136
2. Evolution de 1945 à 1953 136
3. Evolution de la balance des payements courants depuis 1910 137
4. Position de la zone franc à l'U. E. P. 138
5. Balance du tourisme 138

IV. — **Prix. — Coût de la vie.**

1° Prix

a) *Prix de gros:*
1. Indice général 139
2. Indices partiels par branches de production 139
3. Indices des matières premières industrielles 139
4. Indices des produits importés 140
5. Indices des fruits et légumes frais à Paris 140
6. Indice des prix de gros, des salaisons et de la charcuterie 140

b) *Indices des prix de détail:*
1. Indice général 140
2. Indice du prix des denrées alimentaires 140
3. Indice du prix des objets manufacturés 140
4. Indice du prix de chauffage et éclairage 140
5. Indice du prix des services 141
6. Indice fruits et légumes frais 141
7. Indices annuels d'ensemble des prix de détail 141

c) *Evolution des indices de prix sur la base 100 en 1938.* 141

d) *Indice des prix des véhicules à moteur* 142

e) *Indice des prix de détail à Paris des appareils ménagers* 142

f) *Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles* 143

g) *Indice des recettes des spectacles à Paris* 143

h) *Indice des prix de vente détail spécialités pharmaceutiques* 143

i) *Comparaison des indices de prix de gros et des indices des prix de détail* 143

j) *Indices des prix de détail des objets manufacturés* 143

k) *Etude des prix de revient des principales industries* 144

l) *Indices du coût de la construction* 144

2° Cout de la vie — Pages

a) *Indices de l'I. N. S. E. E.* (rappel) 144

b) *Coût absolu d'un budget type:*
1. Budget type d'un célibataire à Paris 144
2. Budget type d'une famille 145

c) *Indices des variations des budgets types* 145

3° Comparaison des variations dans le temps des salaires et du cout de la vie

a) *Pouvoir d'achat des salaires horaires depuis 1949* 146

b) *Variation des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951* 146

c) *Evolution des salaires horaires* 146

V. — **Salaires. — Profits. — Revenus.**

1° Salaires

a) *Indice des taux des salaires horaires:*
1. Indice d'ensemble 147
2. Indice par secteurs 147
3. Indice suivant le sexe et la qualification 147

b) *Indices professionnels des salaires horaires* 147

c) *Indice total des salaires* (France entière) 149

d) *Indice des salaires mensuels nets* 149

e) *Masses des salaires bruts déclarés en 1951 et 1952* 151

f) *Salaires agricoles en 1953-1954* 153

2° Autres revenus

a) *Evolution du revenu de l'agriculture* 154

b) *Chiffres d'affaires déclarés aux administrations fiscales* 156

c) *Données sur les comptes des entreprises d'après leur forme juridique* 157

VI. — **Consommation.**

1° Indice du volume de la consommation 158

2° Dépenses de consommation des ménages 159

VII. — **Comptabilité nationale.**

Grandeurs caractéristiques du revenu national:

1° Revenu national (définition O. E. C. E.) 160
2° Evolution du revenu national de 1901 à 1953 160
3° Grandeurs caractéristiques de 1949 à 1953 160

I. — POPULATION

1° DONNEES DEMOGRAPHIQUES

a) Nuptialité.

	1934-1938	1949	1953	1954	Variations. 1954 / 1934-1938	Variations. 1954 / 1949
	—	—	—	—	— P. 100.	— P. 100.
1. Nombres absolus (1.000) (1)	282	339	306	315		
2. Taux (0/000)	137	163	144	146	+ 6,5	— 11

b) Natalité.

1. Nombres absolus (1.000).	636	865	797	805		
2. Taux (0/000) (2)	154	208	186	187	+ 21	— 10

c) Mortalité.

1. *Mortalité générale:*						
Nombres absolus (1.000)	642	568	550	520		
Taux (0/000)	156	137	129	121	— 23	— 12
2. *Mortalité infantile:*						
Nombres absolus	42,8	48,5	30	11		
Taux (0/00) (3)	67	56	38	37	— 44	— 34

Source: Institut national d'études démographiques.

d) Population totale.

1. *Evolution globale.*

	1936	1946	1954
	—	—	—
		(Millions.)	
	(8/3)	(10/3)	(5/54)
Recensements	41,6	40,7	(43)

	1936-38	1946	1952	1953	Variations. 1953 / 1936-38	Variations. 1953 / 1946
	—	—	—	—	—	—
	(Millions.)				(1.000)	
Population moyenne évaluée	41,9	40,3	42,5	42,9	+1.000	+2.600
					P. 100.	
					+ 2,4	+ 6,5

Au 1er janvier 1955: 43,2.

2. *Répartition par groupes d'âges.*

Proportion de jeunes, adultes et vieillards:

	1946	1953	
	—	—	
	(1er janvier.)		P. 100.
Jeunes (0-19 ans)	295	301	(+ 2)
Adultes (20-59 ans)	545	537	(— 1,5)
Vieillards (60 ans et plus)	160	162	(+ 1,2)
	1.000	1.000	

(1) Nouveaux mariés pour 10.000 habitants.

(2) Naissances vivantes pour 10.000 habitants.

(3) Décès de moins d'un an pour 1.000 naissances vivantes.

La « pyramide des âges » continue à s'amincir en son centre; la charge supportée par la population adulte augmente.

Population « présente » en pourcentage (un peu inférieure à la population réelle):

	1900	1938	1953
	—	—	—
		P. 100.	
0-19 ans	34,6	30,8	30,1
20-64 ans	57,2	59	58,4
65 ans et plus	8,2	10,2	11,5 (1)

Pour les vingt années à venir, les prévisions sont de 13 à 14 p. 100 de la population âgée de plus de soixante-cinq ans.

Source: Institut national d'études démographiques.

2° OBSERVATIONS GENERALES

a) Augmentation, en 1954, de l'excédent des naissances sur les décès.

(Progrès considérable sur la période 1934-1938.)

1934-1938	1949	1950,	1951,	1952,	1953,	1954
—	—	—	—	—	—	—
			(1000)			
— 6	297	328	259	297	247	285

b) Régression continue de la mortalité infantile.

1936-1938	1946,	1948,	1950,	1952,	1953,	1954	Évolution. 1954 / 1936-1938
—	—	—	—	—	—	—	—
			(P. 1.000.)				
66	67,5	52	47	41	38	(37)	—44 %

3° POPULATION ACTIVE

a) Population active et non active (population de 14 ans et plus).

	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
Population active occupée (1)	81,8	43,5	61,1
Population active:			
Population n'ayant pas d'emploi et cherchant du travail:			
Bénéficiant d'allocations de chômage	0,3	0,1	0,2
Apte au travail et ne recevant pas d'allocations	0,7	0,7	0,7
Inapte au travail et ne recevant pas d'allocations (2)	0,3	0,5	0,4
Population non active	16,9	55,2	37,6
Ensemble	100	100	100

(1) Toute personne ayant travaillé au moins une heure la semaine précédant l'enquête.

(2) Toute personne de plus de 60 ans, ou ayant cessé de travailler depuis plus d'un an.

Source: I. N. S. E. E. (enquête par sondage sur l'emploi de décembre 1953).

(1) Les pourcentages correspondants sont d'environ 9,2 p. 100 pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne, et 8 p. 100 pour les Etats-Unis.

b) Population active occupée.

1. *Répartition suivant la branche d'activité.*

BRANCHE D'ACTIVITÉ	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
Agriculture, forêt, pêche	30,8	32,7	31,5
Industrie	40,9	24,9	34,9
Dont:			
Industrie extractive	3,4	0,4	2,3
Métallurgie, travail des métaux	12,8	3,0	9,1
Bâtiment, travaux publics	»	»	»
Matériaux de construction, verre, céramique	10,8	0,9	7,1
Textiles, habillement, travail des étoffes, cuirs et peaux	4,0	13,1	7,5
Autres industries	9,9	7,5	8,9
Transports	6,7	2,4	5,1
Commerce	10,6	18,0	13,4
Professions administratives et libérales	9,4	10,6	9,8
Services domestiques, hygiène	1,0	9,2	4,1
Non déclaré, gardiennage	0,6	2,2	1,2
Total	100	100	100

2. *Répartition suivant la situation dans la profession.*

PROFESSION	HOMMES	FEMMES	ENSEMBLE
Apprenti	2,1	1,8	2,0
Manœuvre	5,3	3,1	4,5
Ouvrier	32,1	19,6	27,4
Employé	10,9	18,4	13,7
Agent de maîtrise et cadres moyens	5,5	2,7	4,5
Cadres supérieurs	3,8	1,3	2,8
Gens de maison (domestiques, femmes à la journée)	0,1	4,8	1,9
Ensemble des salariés	59,8	51,7	56,8
Métayer	1,0	0,1	0,6
Fermier	4,2	1,5	3,2
Autre (à son compte)	25,2	12,7	20,5
Aide familial	9,8	34,0	18,9
Ensemble des non salariés	40,2	48,3	43,2
Total	100	100	100

Source: I. N. S. E. E. (enquête par sondage sur l'emploi de juin 1953).

3. *Par groupe d'âge.*

En pourcentage.

	1901	1936	1946	1954
< 15 ans	26,1	24,7	21,4	23,6
15 à 64 ans (population active)	65,7	65,4	67,5	65
> 65 ans	8,2	9,9	11,1	11,4

En nombres absolus (millions).

	1901	1936	1946	1954
	(Recensement.)		(1er janvier.)	
15 ans	10	10,18	8,6	10,13 (dont sexe femme 5.)
15 à 64 ans (population active)	25,25	26,95	27,1	27,95 (dont sexe femme 14,2).
65 ans	3,25	4,05	4,45	5 (dont sexe femme 3).
	38,5	41,18	40,15	43 (dont sexe femme 22,2).

Source: I.N.S.E.E. (enquête par sondage sur l'emploi de juin 1953.)

c) Immigration (1.000).

	1946	1949	1952	1953	Total 1946-1952
Immigration contrôlée (Office national d'immigration):					
Travailleurs non saisonniers	30	59	33	15	280
Membres de leurs familles	»	27	7	5	77
	30	86	40	20	357
Algériens (immigration nette)	23	7	14	12	214

II. — ACTIVITE ET PRODUCTION

1° RESULTATS AGRICOLES

a) Production végétale.

(Production: millions de quintaux.)
(Rendement: quintaux à l'hectare.)

1930-1939	1953	1954	Variations. 1954/1930-39	Variations. 1954/1952
	(Moyenne.)		P. 100.	P. 100.
1. Blé				
80,5 (Rt.: 15,4)	90 (Rt.: 21,3)	105 (Rt.: 23,5)	+ 30 (Rt.: + 52)	+ 16,5 (Rt.: + 10)
2. Céréales secondaires				
Seigle.				
7,9 (Rt.: 11,6)	4,7 (Rt.: 11,4)	5,4 (Rt.: 12,9)	— 32	+ 15
Orge.				
11,4 (Rt.: 14,7)	22,4 (Rt.: 18,6)	25,2 (Rt.: 20,3)	+ 121 (Rt.: + 38)	+ 12,5 (Rt.: + 9)
Avoine.				
47,5 (Rt.: 14,3)	36,5 (Rt.: 16,1)	35,5 (Rt.: 16,2)	— 24	— 1
Maïs.				
5,35 (Rt.: 15,8)	8 (Rt.: 21,4)	8,7 (Rt.: 21,5)	+ 62 (Rt.: + 36)	+ 9 (Rt.
3. Sarclées				
Pommes de terre (plein champ).				
156 (Rt.: 111)	136 (Rt.: 144)	159 (Rt.: 167)	+ 2	+ 17
Betteraves industrielles.				
91,1 (Rt.: 287)	125 (Rt.: 304)	114 (Rt.: 291)	+ 25	— 9
4. Oléagineux				
Production totale.				
0,133 (Moy. 1934-38)	1,2 (Rt.: 11)	1,05 (Rt.: 12,9)	× 8	— 14
Colza.				
0,13 (Rt.: 12,1)	0,85 (Rt.: 12)	0,77 (Rt.: 14,9)		
5. Légumes secs				
2,5 (Rt.: 9,9)	2,3 (Rt.: 10)	2,2 (Rt.: 9,8)	— 12	— 4
6. Plantes industrielles (Production en milliers de quintaux.)				
Houblon.				
21,47 (Rt.: 10,1)	23 (Rt.: 16,4)	19,6 (Rt.: 13)	— 9	— 15
Chanvre.				
38,4 (Rt.: 11,3)	37,3 (Rt.: 11,4)	17 (Rt.: 10,6)	— 57	— 55
Lin.				
180 (Rt.: 6,6)	289 (Rt.: 6,5)	341 (Rt.: 7,3)	+ 89	+ 18
7. Production fourragère (Production en millions de quintaux.)				
Prairies artificielles et temporaires, fourrages annuels, prés naturels				
354 (Rt.: 34,5)	401 (Rt.: 39)	414 (Rt.: 43,7)	+ 17 (Rt. + 27)	+ 3 (Rt. + 12)
Betteraves fourragères.				
327 (Rt.: 336)	360 (Rt.: 425)	378 (Rt.: 455)	+ 15 (Rt.: + 25)	+ 5 (Rt.: + 22)
8. Cultures maraîchères				
Légumes frais plein champ (évaluation).				
»	Production abondante.	Production abondante.	»	»
Total plein champ et jardins (évaluation).				
»	Production abondante.	Production abondante.	»	»
9. Cultures fruitières				
Pommes et poires.				
Pommes et poires à cidre.				
32,1	39	37	+ 15	— 5
Pommes de table.				
2,44 (moyenne 1937-1940).	4,6	4,4	+ 80	— 4
Poires de table.				
0,46 (moyenne 1937-1940).	1,53	1,47	× 3	— 4
Pêches.				
0,57	1,87	1,42	× 2,5	+ 24
Prunes.				
0,5	0,9	1,06	× 2	+ 18
Châtaignes.				
1,43	1,37	0,93	— 35	— 32
10. Vin (millions d'hectolitres).				
58,9	59	58,5		

Source: Ministère de l'agriculture.

b) Production animale.

	Avant-guerre	1953	1954
	(Moyenne.)		
1 Lait (millions d'hectolitres)	138	170	180 (1)
	(Moy. 1937-38)	(Rt. par vache: 1.746 (2)	
2 Viande (millions de tonnes)	1,7 (Moy. 1934-38)	2,27	(même ordre de grandeur qu'en 1953)
Cheptel (1.000):			
Chevaux	2,77	2,33	
Bovins	15,7	16,28	
Ovins	9,75	7,67	
Porcins	7,08 (moy. 1934-38)	7,18	

N. B. — Pertes dues à la fièvre aphteuse en 1952 (en pourcentage du troupeau):

Gros bovins, 0,4 p. 100; veaux, 1 p. 100 (15 p. 100 des animaux ont été contaminés); ovins, 0,15 p. 100; porcins, 0,3 p. 100.

Source: Ministère de l'agriculture.

c) Observations générales.

Indices de la production agricole

Production finale, nette, c'est-à-dire ensemble des produits allant au consommateur ou à l'industrie (3).

(Ordre de grandeur.)

	1934-38	1948	1949	1950
	(Moyenne.)			
Production végétale (consommation humaine)	100	70-75	90	107
Production animale (alimentaire)	100	80-85	100	110
Production totale	100	75-80	95	108

	1951	1952	1953	1954
Production végétale (consommation humaine)	98	101		
Production animale (alimentaire)	110	109		
Production totale	104	105	(108-110)	(115)

Source: I. N. S. E. E.

2° PECHES MARITIMES

	1938	1949	1950	1951	1952
Production totale métropolitaine:					
a) (1.000 tonnes):					
Poissons frais	312	293	281	330	316
Morue salée	71	47	51	52	(4) 58
Huîtres et coquillages	60	44	37	39	38
Indications de valeurs:					
b) Vente du poisson frais (en milliards de francs)	•	22,5	21	(5) 25,6	(6) 28,6

Source: Ministère de la marine marchande.

(1) Estimation de l'I. N. S. E. E.: 210 millions d'hectolitres.
(2) La production moyenne annuelle des vaches de race laitière est de 2.150 litres environ.
(3) Campagnes 1947-48, 1948-49, 1949-50, etc.
(4) Production directement débarquée à Saint-Pierre et Miquelon: 431 tonnes, et exportée directement des lieux de pêche: 3.093 tonnes.
(5) Morue, 3,065 milliards; crustacés, 2,2 milliards, soit au total, avec le poisson frais, 31 milliards.
(6) Morue, 3,864 milliards: crustacés, 2,906 milliards, soit au total, 36,4 milliards.

3° PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices I. N. S. E. E.: 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

a) Evolution d'ensemble annuelle.

Indice général.

	1929	1951	1952	1953	Variation 1953/1929
1. Avec bâtiment	133	138	144	140	+ 5 %
2. Sans bâtiment	125	139	145	141	+ 13 %
Energie.					
1. Combustibles minéraux solides	110	113	118	112	+ 2 %
2. Electricité	76	182	194	198	+ 160 %
3. Gaz (naturel et usine)	109	180	181	177	+ 62 %
4. Pétrole et carburant	10	282	329	348	× 35
Energie	95	148	156	155	+ 63 %
Equipement.					
Matières premières:					
1. Extraction de minerais métalliques	147	111	126	132	— 10 %
2. Extraction de matériaux de construction	134	137	174	154	+ 15 %
3. Céramique et fabrication de matériaux de construction	170	140	146	147	— 14 %
Produits d'équipement:					
4. Production de métaux (sidérurgie métallurgique des métaux non ferreux)	151	160	177	163	+ 8 %
5. Transformation des métaux	150	149	173	157	+ 5 %
6. Industrie du verre (50 p. 100)	161	177	149	156	— 3 %
7. Bâtiments et travaux publics	190	132	137	135	— 29 %
8. Caoutchouc	90	202	200	200	+ 122 %
Equipement	157	147	164	153	— 2,5 %
Consommation.					
1. Extraction et préparation minéraux divers (potasse, sel, etc.)	96	140	146	146	+ 52 %
2. Industrie verre (50 p. 100)	161	177	149	156	— 3 %
3. Industries chimiques et assimilées (sauf caoutchouc)	113	153	146	154	+ 56 %
4. Tabacs et allumettes	107	154	152	149	+ 40 %
5. Corps gras	92	86	76	86	— 17 %
6. Industrie textile	120	115	103	107	— 11 %
7. Cuirs	117	73	64	59	— 50 %
8. Papiers et cartons	63	134	107	124	+ 97 %
9. Presse, édition		120	113	115	
Consommation	105	121	109	114	+ 8 %

Evolution trimestrielle récente

1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
Energie:				
1952	162	152	144	165
1953	165	152	136	165
1954	172	161	(152)	
Equipement:				
1952	163	171	157	166
1953	156	163	138	156
1954	154	170	165 (juil.) 134 (août)	
Consommation:				
1952	123	112	90	111
1953	110	118	101	127
1954	127	134	117 (juil.) 99 (août)	
Ensemble (bâtiment exclu):				
1952	151	149	132	147
1953	144	147	125	147
1954	150	159	(142)	

N. B. — L'indice de la production industrielle ne rend compte, en fait, que de l'activité d'un certain nombre de branches pour lesquelles il n'a d'ailleurs pas toujours été possible d'utiliser des données directes sur leur production. Ainsi, pour l'indice « Bâtiment et travaux publics », le seul renseignement disponible utilisé est le nombre d'heures-ouvriers, effectuées chaque mois. Les industries alimentaires, celles du bois et de l'ameublement, l'habillement et le travail des étoffes sont exclues. Il faut noter, en outre, que les indices composants sont corrigés de l'inégalité du nombre de jours ouvrables.

Les observations présentées sont généralement des moyennes mensuelles par trimestre. Les chiffres entre parenthèses sont provisoires.

b) Energie.

1. Présentation d'ensemble (indices 1938 = 100).

	1929	1951	1952	1953	Variation 1953/1929
Combinés minéraux solides...	110	113	118	112	+ 2 %
Electricité	76	181	194	198	+ 160 %
Gaz (naturel et d'usine).....	109	180	181	177	+ 62 %
Pétrole et carburants.....	10	282	329	348	× 35
Energie	95	148	156	155	+ 63 %

Source: I. N. S. E. E.

2. Charbon

Houille et lignite.

Production nette = vente de houille crue aux tiers + consommation des mines + variation des stocks (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	5.031	4.567	4.569	4.921
1953:	4.996	4.405	3.866	4.911
1954:	4.986	4.407	4.514	

Moyenne mensuelle: 1938 = 3.963.
1952 = 4.780.
1953 = 4.544.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Houille et lignite.

Indice (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	125	119	114	126
1953:	126	116	96	126
1954:	128	116	(111)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 117.
1952 — 121.
1953 = 116.

Source: I. N. S. E. E.

Cokes.

Production totale disponible de semi-coke, coke de four, coke de gaz (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	888	889	883	937
1953:	924	834	736	843
1954:	856	814	800	

Moyenne mensuelle: 1938 = 806.
1952 = 899.
1953 = 834.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Cokes.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	110	110	108	115
1953:	116	104	90	104
1954:	108	101	(98)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 111.
1953 = 104.

Source: I. N. S. E. E.

Agglomérés.

Production totale sauf distillés (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	718	588	631	702
1953:	630	579	511	543
1954:	550	588	516	

Moyenne mensuelle: 1938 = 630.
1952 = 660.
1953 = 566.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Agglomérés.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	113	96	99	112
1953:	100	96	85	90
1954:	93	98	(81)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 105.
1953 = 93.

Source: I. N. S. E. E.

3. Electricité

Production totale (millions kWh).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	3.490	3.290	3.200	3.660
1953:	3.530	3.320	3.060	3.760
1954:	3.830	3.710	3.510	

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.733.
1952 = 3.440.
1953 = 3.450.

Indices (1938 = 100).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	202	188	176	209
1953:	207	194	178	215
1954:	224	215	201	

Moyenne mensuelle: 1929 = 76.
1952 = 194.
1953 = 198.

Source: I. N. S. E. E.

STATISTIQUE PARTIELLE

Centrales thermiques > 5.000 kWh (puissance installée).
Centrales hydrauliques > 1.000 kWh (puissance installée).

Moyenne mensuelle (millions de kWh).

1952:	I	II	III	IV
Hydraulique	1.818	1.939	1.375	2.096
Thermique	1.520	1.149	1.550	1.372
	3.338	3.088	2.925	3.468

1953:				(Octobre.)
Hydraulique	1.774	1.882	(1.625)	(1.650)
Thermique	1.580	1.268	(1.291)	(1.750)
	3.354	3.150	(2.916)	3.400

1954:			
Hydraulique	1.662	2.256	1.906
Thermique	1.945	1.241	1.401
	3.607	3.497	3.307

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.548. — 1952 = 3.208. — 1953 = 3.243.
Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. Gaz

Gaz d'usine.

Production totale disponible (moyenne mensuelle).

1952:	I	II	III	IV
Mètres cubes (millions).....	234	193	169	230
Calories (1) (milliards).....	985	819	710	966
1953:				
Mètres cubes (millions).....	241	196	169	222
Calories (milliards)	1.012	823	710	932
1954:				
Mètres cubes (millions).....	256	204	177	
Calories (milliards)	1.075	857	797	

Moyenne mensuelle (m³): 1938 = 149. — 1952 = 207. — 1953 = 207.

Indices 1938 = 100.

Production calorifique (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	166	135	116	158
1953	169	136	116	152
1954	180	141	(122)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 143. — 1953 = 143.

Gaz naturels.

(Millions de m³.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	25,8	21,2	19,4	22,4
1953.....	23,5	18,7	17,3	22
1954.....	23,8	20,3	20,1	

Moyenne mensuelle 1952: 22,2.
1953: 20,4.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Ensemble.

(Gaz d'usine, gaz naturels.)
Indices (1938 = 100).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	207	171	149	196
1953.....	209	166	145	190
1954.....	221	176	(156)	

Moyenne mensuelle: 1929: 109.
1952: 181.
1953: 177.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Le pouvoir calorifique moyen est de 4.200 calories par mètre cube contre 4.500 en 1938.

5. Pétrole

Production métropolitaine de brut.

(Moyenne mensuelle.)
(1.000 tonnes.)

	I	II	III	IV
1952....	27,3	29,4	30,6	29,5
1953....	28,8	29,9	31,4	32,5
1954....	31,6	34,6	41,6	

Moyenne mensuelle: 1938 = 6.
1952 = 29,1.
1953 = 30,6.

Production métropolitaine de brut.

Indices (1938 = 100.)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	476	491	506	485
1953....	487	499	518	537
1954....	535	574	{ 618 juil. / 741 août.	

Moyenne mensuelle: 1952 = 484.
1953 = 511.

Pétrole brut mis en œuvre dans les raffineries.

(1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952...	1.636	1.777	1.869	1.889
1953...	1.766	1.868	1.951	1.941
1954...	1.911	2.012	2.048	

Moyenne mensuelle: 1952 = 1.791.
1953 = 1.887.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Ensemble: pétrole et carburants.

(Production métropolitaine, pétrole traité dans les raffineries.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	303	329	346	343
1953....	331	348	356	357
1954....	358	375	(388)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 329.
1953 = 348.

Source: I. N. S. E. E.

c) Matières premières.

1. Ensemble

	1929	1951	1952	1953	Variations 1953/1929
	—	—	—	—	—
Extraction de minerais métalliques	147	111	126	132	— 10 %
Extraction de matériaux de construction	134	137	174	154	+ 15 %
Céramique et fabrication de matériaux de construction	170	140	146	147	— 14 %

2. Extraction de minerais métalliques

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	129	125	120	131
1953	136	143	(114)	

Source: I. N. S. E. E.

Minerai de fer.

Production totale de minerai marchand (1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952...	3.471	3.272	3.298	3.525
1953...	3.653	3.675	3.116	3.663
1954...	3.607	3.512	3.568	

Moyenne mensuelle: 1938 = 2.754.
1952 = 3.393.
1953 = 3.531.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Minerai de fer.

Production totale de minerai marchand (1.000 tonnes.)

Indices (1938 = 100).
(Moyenne mensuelle.

	I	II	III	IV
1952	125	123	118	130
1953	135	140	112	135
1954	133	133	(127)	

Moyenne mensuelle: 1951 = 107.
1952 = 124.
1953 = 130.

Source: I. N. S. E. E.

Bauxite.

(1.000 tonnes.)

	I	II	III	IV
1952	105	92	84	90
1953	99	101	87	101
1954	108	107	94	

Moyenne mensuelle: 1938 = 54.
1952 = 93.
1953 = 97.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Bauxite.

Indices (1938 = 100).

	I	II	III	IV
1952	193	177	154	167
1953	190	188	158	186
1954	203	207	(170)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 173.
1953 = 181.

Source: I. N. S. E. E.

3. Extraction de matériaux de construction

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	142	191	182	179
1953	139	182	147	150
1954	119	161	(169)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 134. — 1952 = 174. — 1953 = 154.

Productions totales (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Ardoises de couverture.

	I	II	III	IV
1952....	14,8	13,6	11,6	12,6
1953....	12,8	12,9	(9)	13,2
1954....	12,6	11,9	10,2	

Moyenne mensuelle: 1938 = 9,7.
1952 = 13,2.
1953 = 12.

Pierres à bâtir (1).

	I	II	III	IV
1952....	124	175	189	203
1953....	154	181	(139)	127
1954....	87	120	146	

Moyenne mensuelle: 1938 = 127.
1952 = 173.
1953 = 150.

Sables et graviers d'alluvions.

	I	II	III	IV
1952...	2.014	2.619	2.602	2.318
1953...	2.036	2.885	(2.813)	2.523
1954...	1.838	2.856	3.160	

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.244.
1952 = 2.388.
1953 = 2.563.

Matériaux de viabilité.

	I	II	III	IV
1952...	1.478	2.067	2.010	1.817
1953...	1.804	2.250	(1.905)	
1954...	1.527	2.009	2.083	

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.109.
1952 = 1.853.
1953 = 1.964.

Ciments (2).

	I	II	III	IV
1952....	650	761	780	691
1953....	595	838	(803)	(757)
1954....	581	817	872 oct.	

Moyenne mensuelle: 1938 = 296.
1952 = 720.
1953 = 754.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indices 1938 = 100.
(Moyenne mensuelle.)

Ardoises.

	I	II	III	IV
1952....	151	147	118	130
1953....	142	139	92	137
1954....	133	129	(103)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 137.
1953 = 128.

Pierres à bâtir.

	I	II	III	IV
1952....	96	142	147	162
1953....	121	119	108	101
1954....	69	98	(112)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 137.
1953 = 120.

Sables et graviers d'alluvions.

	I	II	III	IV
1952....	160	217	207	187
1953....	164	243	224	203
1954....	148	240	(248)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 193.
1953 = 209.

Matériaux de viabilité.

	I	II	III	IV
1952....	132	193	180	167
1953....	163	213	171	171
1954....	139	190	(223)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 168.
1953 = 179.

Ciments.

	I	II	III	IV
1952....	220	258	262	232
1953....	203	284	269	262
1954....	198	287	(292)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 243.
1953 = 254.

Source: I. N. S. E. E.

d) Produits industriels d'équipement.

PRESENTATION D'ENSEMBLE

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	1929	1951	1952	1953	Variation 1953/1929
	—	—	—	—	—
Production des métaux:					
Sidérurgie	»	158	175	159	»
Métallurgie des métaux non ferreux	»	175	190	194	»
Ensemble	151	160	177	163	+ 8 %
Transformation des métaux	150	149	173	157	+ 5 %
Industrie du verre (50 p. 100)	161	177	149	156	— 3 %
Bâtiment et travaux publics	190	132	137	135	— 29 %
Caoutchouc	90	202	200	200	+ 122 %

Source: I. N. S. E. E.

(1) Calcaires (pierres de taille, moellons, enrochements, cales et meulières à bâtir).
(2) Ciments de Portland, de hauts fourneaux, de laitier au clinker, ciments spéciaux et ciments-bâtiment.

PRODUCTION DES METAUX

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	173	181	169	183
1953	176	177	140	161
1954	160	170	174	

Moyenne mensuelle: 1929 = 151. — 1952 = 177. — 1953 = 163.

Source: I. N. S. E. E.

1. Sidérurgie

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	172	177	165	184
1953	177	174	132	156
1954	157	160	(160)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 175. — 1953 = 159.

Productions (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Fonte.

Production totale de fonte brute (1).

	I	II	III	IV
1952....	781	818	802	857
1953....	819	780	646	674
1954....	678	696	736	

Moyenne mensuelle: 1938 = 501.
1952 = 814.
1953 = 722.

Acier.

Production totale d'acier brut.

	I	II	III	IV
1952....	890	909	861	962
1953....	911	887	697	838
1954....	826	852	875	

Moyenne mensuelle: 1938 = 518.
1952 = 906.
1953 = 833.

Produits finis.

Production totale de laminés à chaud et tôles minces laminées à froid.

	I	II	III	IV
1952....	658	646	599	685
1953....	634	604	485	591
1954....	559	578	597	

Moyenne mensuelle: 1938 = 343.
1952 = 617.
1953 = 581.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indices (1938 = 100).
(Moyenne mensuelle.)

Fonte.

	I	II	III	IV
1952....	156	164	159	170
1953....	166	156	122	134
1954....	135	139	(143)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 162.
1953 = 141.

Acier.

	I	II	III	IV
1952....	172	176	165	184
1953....	178	172	134	160
1954....	162	165	174	

Moyenne mensuelle: 1952 = 174.
1953 = 161.

Produits finis sidérurgiques.

(Laminés à chaud.)

	I	II	III	IV
1952....	190	194	173	200
1953....	186	187	139	173
1954....	166	177	170	

Moyenne mensuelle: 1952 = 189.
1953 = 171.

Source: I. N. S. E. E.

2. Métallurgie des métaux non ferreux

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	180	205	197	176
1953	173	214	197	194
1954	201	240	239 juil. 206 août	

Moyenne mensuelle: 1952 = 190. — 1953 = 194.

Aluminium.

Production totale 1re et 2e fusion.
(Tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952..	9.942	10.600	11.463	9.411
1953..	9.608	12.446	11.804	11.369
1954..	11.238	13.455	12.979	

Moyenne mensuelle: 1938 = 4.235.
1952 = 10.548.
1953 = 11.352.

Aluminium.

Production totale.

Indices 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	236	269	269	229
1953.....	232	289	272	273
1954.....	229	318	324 juil. 293 août	

Moyenne mensuelle: 1952 = 248.
1953 = 266.

(1) Ferro-alliages au haut fourneau inclus.

Productions totales (tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Cuivre.

Production de cuivre électrolytique en cathodes et production de cuivre affiné, 2e fusion (1).

	I	II	III	IV
1952...	2.327	2.023	1.637	1.937
1953...	1.828	1.834	1.348	1.807
1954...	2.347	2.653	1.846	

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.754.
1952 = 1.986.
1953 = 1.741.

Plomb.

Production totale de plomb doux, 1re et 2e fusion (2).

	I	II	III	IV
1952...	6.497	5.477	5.785	5.985
1953...	6.069	5.914	5.393	7.217
1954...	6.360	8.169	5.106	

Moyenne mensuelle: 1938 = 4.723.
1952 = 5.936.
1953 = 6.148.

Zinc.

Production totale de zinc, 1re et 2e fusion.

	I	II	III	IV
1952..	7.938	8.217	6.914	8.076
1953..	7.809	8.236	7.079	9.013
1954..	10.956	11.366	10.598	

Moyenne mensuelle: 1938 = 6.568.
1952 = 7.786.
1953 = 8.041.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indices (1938 = 100.)
(Moyenne mensuelle.)

Cuivre.

Production totale.

	I	II	III	IV
1952....	171	142	102	133
1953....	105	109	80	142
1954....	156	172	115	Juill. 67 Août.

Moyenne mensuelle: 1952 = 137.
1953 = 109.

Plomb.

Production totale.

	I	II	III	IV
1952....	140	115	113	132
1953....	128	121	112	150
1954....	137	171	164	Juill. 56 Août.

Moyenne mensuelle: 1952 = 125.
1953 = 128.

Zinc.

Production totale.

	I	II	III	IV
1952....	121	126	104	122
1953....	120	126	107	136
1954....	162	172	169	Juill. 156 Août.

Moyenne mensuelle: 1952 = 118.
1953 = 122.

Source: I. N. S. E. E.

TRANSFORMATION DES METAUX

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	175	180	163	176
1953	169	166	138	156
1954	166	179	(161)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 150. — 1952 = 173. — 1953 = 157.

Source: I. N. S. E. E.

1. Première transformation

Grosse forge, tréfilés, étirés, laminés à froid, tubes d'acier.
Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	149	147	106	128
1953	121	117	99	129
1954	123	137	131 juil. 89 août	

Moyenne mensuelle: 1952 = 132. — 1953 = 116.

Source: I. N. S. E. E.

(1) La production est une transformation d'une partie du métal importé et de vieilles matières.
(2) Le plomb antimonieux est fabriqué à partir de plomb de 1re et 2e fusion soit de déchets ou d'alliages.

2. Fonderie

Production totale des fonderies autonomes de fonte et d'acier.

(1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	124	118	84	106
1953.....	89	86	81	104
1954.....	100	98	89	

Moyenne mensuelle: 1938 = 78.
1952 = 108.
1953 = 91.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Fonderies autonomes.

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	158	157	137	137
1953.....	116	115	102	134
1954.....	135	132	124 juil. 79 août	

Moyenne mensuelle: 1952 = 140.
1953 = 117.

Source: I. N. S. E. E.

3. Machines agricoles

Production totale (pièce).

Tracteurs.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952...	2.188	2.312	1.886	1.993
1953...	1.756	2.581	2.275	2.609
1954...	2.576	3.203	3.037	

Moyenne mensuelle: 1938 = 145.
1952 = 2.111.
1953 = 2.354.

Motoculteurs.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	351	458	336	412
1953 (1).	497	534	398	502
1954....	475	643	491	

Moyenne mensuelle: 1938 = 36 (1)
1952 = 394
1953 = 492 (1)

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. Automobiles

Voitures particulières (1.000).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	30,9	31,6	28,2	22,9
1953....	30,7	32	27,7	32,3
1954....	34,6	38,7	32,5	

Moyenne mens.: 1938 = 15,2 (3)
1952 = 30,8
1953 = 30,7

Véhicules utilitaires (1.000).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	10,2	11	9,6	11,7
1953....	10	9,9	8,8	13
1954....	13,4	11	11,7	

Moyenne mensuelle: 1938 = 3,3.
1952 = 10,7.
1953 = 10,4.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Automobile (2).

	I	II	III	IV
1952	199	200	163	194
1953	187	205	164	210
1954	233	263	(206)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 189. — 1953 = 191.

Source: I. N. S. E. E.

INDUSTRIE DU VERRE

Indices 1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	172	156	154	146
1953	149	162	142	
1954	165	178	(156)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 161. — 1952 = 149. — 1953 = 156.

Source: I. N. S. E. E.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Indices 1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	130	145	137	137
1953	121	143	133	144
1954	118	143	(143 juil.) (129 août)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 190. — 1952 = 137. — 1953 = 135.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Motoculteurs et mototeuils.
(2) Indice calculé d'après l'indice général pondéré de la production établi par la direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et de l'énergie et basé sur les tonnages à vide fabriqués des divers véhicules, répartis en cinq catégories.
(3) Moyenne du 1er octobre 1937 au 10 septembre 1938.

CAOUTCHOUC

1. Pneumatiques

Production totale de pneumatiques.

Production (1.000 tonnes).

Production totale de pneumatiques.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	14,9	13,6	11,6	13,4
1953.....	12,3	12,1	10,6	14
1954.....	14,7	14,6	13,1	

Moyenne mensuelle: 1938 = 6,7.
1952 = 13,4.
1953 = 12,2.

Pneumatiques.

Indices 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	222	210	171	203
1953....	185	190	156	210
1954....	225	230	(191)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 200.
1953 = 185.

2. Caoutchouc industriel

Production (1.000 tonnes).

Tonnage total de gomme et de caoutchouc artificiel incorporé aux produits fabriqués (1).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	4,1	4	3,5	4,7
1953.....	4,2	4,7	4,1	5,5
1954.....	5	5,2	4,5	

Moyenne mensuelle: 1938 = 1,85.
1952 = 4,1.
1953 = 4,7.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Caoutchouc (ensemble).

Indices 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	168	216	170	212
1953....	192	210	171	226
1954....	236	240	(192)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 200.
1953 = 200.

Source: I. N. S. E. E.

c) Produits industriels de consommation.

PRESENTATION D'ENSEMBLE

Indice 1938 = 100.

	1929	1951	1952	1953	Variation 1953/1929
Extraction et préparation de minéraux divers	96	140	146	146	+ 52 %
Industrie du verre (50 %)	161	177	149	156	— 3 %
Industries chimiques	113	153	146	154	+ 36 %
Tabacs et allumettes	107	154	152	149	+ 40 %
Corps gras	92	76	76	86	— 17 %
Industrie textile	120	115	103	107	— 11 %
Cuirs	117	73	64	59	— 50 %
Papiers et cartons	63	134	107	124	+ 97 %
Presse-édition	»	120	113	115	»
Ensemble	105	121	109	114	+ 8 %

Source: I. N. S. E. E.

EXTRACTION ET PREPARATION DE MINERAUX DIVERS

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	154	145	129	158
1953	144	155	107	177
1954	179	167	(150)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 96. — 1952 = 146. — 1953 = 146.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Y compris câbles électriques.

INDUSTRIES CHIMIQUES ET ASSIMILEES

Indices 1938 = 100.

1. Industries chimiques

Produits chimiques minéraux de base (1).

	I	II	III	IV
1952....	167	156	128	150
1953....	150	160	148	175
1954....	171	185	178	Juill. 175 Août.

Moyenne mensuelle: 1952 = 154. 1953 = 158.

Engrais (ci-dessous, en 2).

Goudrons et benzols.

	I	II	III	IV
1952....	153	125	110	175
1953....	152	129	102	144
1954....	146	128	(128)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 135. 1953 = 132.

Colorants.

	I	II	III	IV
1952....	90	68	65	111
1953....	114	115	106	152
1954....	148	149	(102)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 84. 1953 = 122.

Peintures et vernis.

	I	II	III	IV
1952....	125	150	130	140
1953....	125	158	144	143
1954....	139	186	(177) (132)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 136. 1953 = 142.

Ensemble.

	I	II	III	IV
1952	158	150	126	150
1953	149	154	141	172
1954	172	184	(169)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 113. — 1952 = 146. — 1953 = 154.

Source: I. N. S. E. E.

2. Engrais

Production totale (1.000 tonnes).

Engrais azotés (2).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	25,4	23,3	21,6	24,7
1953....	24,4	23,8	20,3	25
1954....	25,6	25,1	26	

Moyenne mensuelle: 1938 = 14,7. 1952 = 23,7. 1953 = 23,1.

Engrais phosphatés (3).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....		325 (4)	280	373
1953....	398	288	304	419
1954....	418	371	369	

Moyenne mensuelle: 1938 = 312. 1952 = 324. 1953 = 354.

(5)

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. Tabacs et allumettes

Indices 1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	168	160	108	170
1953	156	162	104	172
1954	149	177	(123)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 107. — 1952 = 152. — 1953 = 149.

Source: I. N. S. E. E.

Indices 1938 = 100.

Engrais.

Production totale. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	154	137	128	151
1953	151	134	122	157
1954	164	155	(156)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 143. — 1953 = 143.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Acides sulfuriques et nitriques, ammoniac de synthèse, carbonate de soude.
(2) Production totale d'engrais azotés de synthèse (sulfate d'ammoniaque, nitrates de chaux, de soude, d'ammoniaque, ammonitrates), de cyanamide calcique et de sulfate d'ammoniaque de récupération (évaluée en tonnes d'azote).
(3) Production totale de superphosphates, phosphates moulus, scories de déphosphoration et engrais composés.
(4) Premier semestre.
(5) Livraison d'amendements calcaires en 1952-1953 (1er avril 1952 au 30 mars 1953) en tonnes de CaO (chaux) contenues dans les produits livrés: 1.150.000 tonnes (source: Ministère de l'agriculture).

INDUSTRIE TEXTILE

Indice d'ensemble 1938 = 100.

1929	120	1952	103	Variations:
1951	115	1953	107	1953/1929 = — 11 0/0.

1. Laine

Peignée.

Production totale (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	4,56	4,7	4,3	5,3
1953....	5,7	6,1	5,4	6,9
1954....	6,8	6,5	5,5	

Moyenne mensuelle: 1938 = 5,25. 1952 = 4,7. 1953 = 6.

Filés.

Production totale de filés purs ou mélangés pour tissage, tricotage, machines et merceries (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	9,54	9,3	7,6	10,3
1953....	9,1	10,2	9,2	11,4
1954....	10,4	10,9	9,7	

Moyenne mensuelle: 1938 = 9,8. 1952 = 9,2. 1953 = 10.

Tissus.

Production totale de tissus et feutres de laine (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	6,61	6,2	5,54	5,87
1953....	5,6	5,75	5,25	6,18
1954....	5,9	6,2	5,57	

Moyenne mensuelle: 1938 = 6,65. 1952 = 6,1. 1953 = 5,7.

Indices (1938 = 100).

Laine.

Production totale (1).

	I	II	III	IV
1952....	97	96	81	94
1953....	89	98	84	104
1954....	99	106	(84)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 92. 1953 = 94.

2. Coton

Filés.

Production totale de filés de coton pure ou mélangés, fibrannés (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	124,8	20,9	17,3	22,6
1953....	21,9	22,5	19,8	25,85
1954....	25,6	25,1	21,4	

Moyenne mensuelle: 1938 = 20,8. 1952 = 21,4. 1953 = 22,5.

Tissus.

Production totale de tissus de cotons purs ou mélangés, fibranne (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952..	14,32	12,65	9,74	13,4
1953..	13	13,24	11,7	15,4
1954..	14,8	15	12,6	

Moyenne mensuelle: 1938 = 13,2. 1952 = 12,5. 1953 = 13,3.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indices 1938 = 100.

Coton.

Production totale. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	111	100	76	104
1953	101	107	90	120
1954	118	121	(92 juil.) (80 août).	

Moyenne mensuelle: 1952 = 98. — 1953 = 105.

Source: I. N. S. E. E.

3. Autres textiles

Indices 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Lin et chanvre.

Production de tissus de lin et de chanvre et de métis lin-coton.

	I	II	III	IV
1952....	157	153	113	151
1953....	134	138	117	157
1954....	146	147	95 juil. 115 août	

Moyenne mensuelle: 1952 = 143. 1953 = 137.

Jute.

Production de filés et tissus.

	I	II	III	IV
1952....	138	108	74	114
1953....	107	123	103	130
1954....	115	122	(106)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 108. 1953 = 116.

(1) Indice peignés, filés tissés.

Sisal.

Production de filés (1).

	I	II	III	IV
1952....	178	162	87	113
1953....	129	130	69	107
1954....	142	171	(115)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 135.
1953 = 109.

Rayonne.

Production totale tous procédés.

	I	II	III	IV
1952....	193	158	78	164
1953....	171	173	140	193
1954....	199	210	(161)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 148.
1953 = 169.

Fibranne.

Production totale tous procédés.

	I	II	III	IV
1952....	964	668	216	657
1953....	818	980	726	909
1954....	892	1.053	(811)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 627.
1953 = 858.

Soie et rayonne.

Production de tissus et rubans.

	I	II	III	IV
1952....	84	80	66	79
1953....	79	83	65	88
1954....	87	87	(70)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 77.
1953 = 79.

Source: I. N. S. E. E.

CORPS GRAS

1. Ensemble (huilerie, margarinerie, etc.)

Indices 1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	82	69	72	79
1953	79	96	79	91
1954	84	94	(82)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 92. — 1952 = 76. — 1953 = 86.

2. Savonnerie

Production totale de savons et lessives (1.000 tonnes.) (2).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	26,2	21,8	24	25,3
1953....	25,3	29,7	26,3	28,9
1954....	26,7	29,3	27,4	

Moyenne mensuelle: 1938 = 35,9.
1952 = 24,1.
1953 = 27,5

Contenant en acide gras (2).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	12,6	10	11,6	11,9
1953....	11,7	13,8	12,7	13,2
1954....	12	12,7	13	

Moyenne mensuelle: 1938 = 16.
1952 = 11,5.
1953 = 12,9.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indices 1938 = 100.

Savonnerie.

	I	II	III	IV
1951	72	61	64	69
1952	70	85	70	80
1954	74	83	(76)	

Moyenne mensuelle 1952 = 67. — 1953 = 76.

Source: I. N. S. E. E.

PAPIERS ET CARTONS

Indice 1938 = 100.

Indice pondéré « Papiers et cartons »: pâtes à papier, papier paille et d'emballage, papier d'impression et papier journal et, en outre, papiers minces et spéciaux et cartons.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	131	107	85	106
1953	116	132	108	141
1954	115	151	(123)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 63. — 1952 = 107. — 1953 = 121.

(1) Y compris les filés de sisal destinés à la fabrication de ficelle-lieuse.
(2) Evaluations.

1. Pates a papier

Production totale évaluée en 1.000 tonnes de pâtes sèches (1).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	52,4	43,9	34,5	41,2
1953....	46,2	50,2	43,2	55,3
1954....	57,4	59	49,2	

Moyenne mensuelle: 1938 = 28,9.
1952 = 43
1953 = 48,7.

Pâtes à papier.

Indice 1938 = 100.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	179	157	118	143
1953....	159	182	148	192
1954....	202	214	183 (juil.)	
			126 (août)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 149.
1953 = 170.

2. Papier d'impression et d'écriture

Production totale (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	59,8	49,5	41,8	46,1
1953....	51,2	56,4	48,3	61,3
1954....	63,2	63,5	54,6	

Moyenne mensuelle: 1938 = 48,7.
1952 = 49,2.
1953 = 54,5.

Papier d'impression et papier journal.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	122	104	85	94
1953....	106	122	98	126
1954....	132	137	113 (juil.)	
			78 (août)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 101.
1953 = 113.

3. Papier paille et emballage

Production totale (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	37,9	26,5	21,1	30,1
1953....	33,6	35,4	32,2	41,1
1954....	41,4	39,7	34	

Moyenne mensuelle: 1938 = 26,6 (2)
1952 = 28,9
1953 = 35,6

Papier paille et emballage.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	141	103	78	114
1953....	136	139	119	155
1954....	159	156	140 (juil.)	
			87 (août)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 109.
1953 = 135.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

CUIRS ET PEAUX

Indice 1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	65	64	64	65
1953	61	60	53	60
1954	61	69	(62)	

Moyenne mensuelle: 1929 = 177. — 1952 = 64. — 1953 = 59.

1. Cuirs et peaux finis

Cuirs finis de bovins (3).

(1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952....	3,65	3,4	3,3	3,6
1953....	3,5	3,3	2,95	3,3
1954....	3,3	3,56	3,45	

Moyenne mensuelle: 1938 = 5,4.
1952 = 3,5.
1953 = 3,25.

Source: Ministère de l'industrie.

Indice 1938 = 100.

Cuirs finis (ensemble).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	68	66	62	68
1953.....	65	64	55	63
1954.....	63	70	(63)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 66.
1953 = 62.

Source: I. N. S. E. E.

2. Chaussures

Production totale de chaussures toutes catégories (4).

(Millions de paires.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1951....	5,9	5,2	3,9	5,05
1952....	»	»	»	»

Moyenne mensuelle 1938 = 5,8.
1951 = 5,03.

Source: Ministère de l'industrie.

Indice 1938 = 100.

Cuirs finis (pour chaussures).

(Consommation.)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952.....	62	62	60	63
1953.....	56	57	50	57
1954.....	58	68	(60)	

Moyenne mensuelle: 1952 = 61.
1953 = 55.

Source: I. N. S. E. E.

(1) Production totale de pâtes mécaniques et mi-chimiques de pâtes au bisulfite, de pâte Kraft à (la soude) et autres pâtes chimiques.
(2) Non compris ateliers intégrés.
(3) Evaluations.
(4) Sauf articles de bottiers.

f) Indications sur l'industrie cinématographique.

(Long métrage = 1.300 mètres.)

1. Production de films

(Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Années. 1949	1950	1951	1952	1953	1954
1952....	7	10	8	7	108	108	108	96	111	(87)
1953....	8	11	11	6						
1954....	7	9	10							

2. Visas de censure

Français.

	I	II	III	IV	1949	1950	1951	1952	1953
1952....	9	7	10	12	96	108	120	108	111
1953....	8	7	9	12					
1954....	9	7	8						

Américains (total).

	I	II	III	IV					
1952....	21	33	14	35	336	324	348	312	324
1953....	24	35	25	25					
1954....	25	25	21						

Autres (total).

	I	II	III	IV					
1952....	26	25	18	28	192	276	288	288	372
1953....	32	28	30	35					
1954....	33	31	29						

Total visas.

	I	II	III	IV					
1952....	56	65	42	75	624	708	756	708	804
1953....	64	70	64	72					
1954....	67	63	49						

3. Visas d'exportation (1)

	I	II	III	IV					
1952....	131	114	113	124	1.020	1.356	2.320	1.140	1.188
1953....	126	104	125	142					
1954....	128	138	135						

4. Nombre de spectateurs (millions).

	I	II	III	IV					
1952....	30,6	27,3	25	31,9	385	372	254	356	356
1953....	30,9	29,1	26	31,4					
1954....	(30,2)	(28,2)							

Sources: Ministère de l'industrie et de l'énergie, Centre national du cinéma.

5. Evolution financière

	1949	1950	1951	1952	1953
Coût moyen des films (millions de francs).	38,5	42	59	63	82
Prix moyen des places:					
Valeur absolue (prix moyen en francs)	57.18	69.68	89.09	107.80	(112,3)
Indice 1939 = 100	929	1.193	1.448	1.752	(1.823)
Recette brute (millions de francs):					
En valeur absolue.	22.170	25.861	33.254	38.382	(41.400)
En valeur réelle..	22.260	23.800	25.559		
Répartition des recettes en pourcentage:					
Exploitants	39,7	40,3	40,8	Product. distribut.	40
Producteurs	22,5	22,5	22,1		18,8
Distributeurs	9,7	9,7	9,5		12,6
Impôts	26,2	25,8	26		26,9
Autres	1,9	1,7	1,6		1,7
	100	100	100		100

(1) Visas délivrés pour les films exportés vers l'étranger (films de long métrage, plus de 1.300 mètres).

6. Production court métrage (moins de 1.300 mètres)

Visas de censure.

	1949	1950	1951	1952
Français	194	234	310	234
Américains.....	467	516	460	354
Autres	121	147	114	194
Total	782	897	884	782

Source: Centre national du cinéma.

g) Estimation du niveau d'ensemble de la production industrielle.

L'indice mensuel de la production industrielle ne couvre pas les branches: industries alimentaires, industries du bois et de l'ameublement, habillement et travail des étoffes, dont l'activité est difficile à saisir au rythme mensuel ou n'est connu qu'avec retard.

Pour les *industries alimentaires*, un indice a cependant été calculé sur la base de mesures en volume de la production, à l'exception de certaines productions pour lesquelles il a fallu se contenter d'évaluations (laiteries, conserves de poisson...).

En hausse continuelle depuis 1946, l'indice ne dépasse toutefois le niveau de 1938 que de 5 p. 100 en 1950 et 1951; la plupart des indices partiels qui le composent sont en hausse en 1951 (meunerie, sucrerie, raffinerie, brasserie, biscuiterie); mais il faut noter un recul sensible dans la distillerie (11 p. 100) et la chocolaterie (20 p. 100).

L'indice des *industries de l'habillement* et du *travail des étoffes* est calculé d'après les approvisionnements en tissus et les consommations apparentes. Le niveau de 1951 dépasse de 15 p 100 celui de 1938.

L'activité des industries du bois et de l'ameublement est particulièrement difficile à apprécier, par insuffisance des informations. L'indice correspondant est obtenu à partir de la consommation apparente de bois, ou des livraisons de contreplaqués et les consommations d'électricité haute-tension. En ordre de grandeur, l'indice serait de 37 p. 100 au de'à de l'indice 1938.

Un indice d'ensemble est enfin calculé pour ces trois branches

(1938 = 100.)

	Pondération	1946	1947	1948	1949
Industries alimentaires	50	69	63	76	90
Habillement et travail des étoffes..	30	73	89	104	99
Bois et ameublement.....	20	95	100	125	125
Ensemble.....	100	75	78	94	100

	Pondération.	1950	1951	1952	1953
Industries alimentaires	50	106	105	94	105
Habillement et travail des étoffes..	30	109	115	103	104
Bois et ameublement.....	20	130	137	137	140
Ensemble.....	100	112	114	105	112

Indices complets de la production industrielle

A partir de cet indice d'ensemble des trois branches ci-dessus, et de l'indice mensuel de la production industrielle (20 branches), *deux indices complets de la production industrielle ont été calculés* par l'institut national de la statistique et des études économiques (23 branches).

Le premier de ces indices (1) comprend, dans l'indice habituel des 20 branches, un indice d'activité du bâtiment et des travaux publics basé sur le nombre d'heures-ouvriers.

Dans le *second* indice complet (2), l'indice « Bâtiment » est élaboré à partir de plusieurs séries: activité et consommation de matériaux et d'énergie.

En fait, note l'I. N. S. E. E., les deux indices complets ainsi calculés s'écartent relativement peu de l'indice partiel publié mensuellement:

(1938 = 100.)

	Pondération.	1946	1947	1948	1949
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches).....	20	75	78	94	100
Indice partiel publié mensuellement (vingt branches)	100	84	99	113	123
Indice complet I (23 branches) (1).	120	83	96	110	119
Indice complet II (23 branches) (2)..	120	82	96	111	120

(1) Dans cet indice, le bâtiment et les travaux publics sont caractérisés par l'indice d'activité.

(2) Indice mixte: activité et consommation de matériaux et d'énergie pour le bâtiment et les travaux publics.

	Pondération.	1950	1951	1952	1953
	—	—	—	—	—
Indices d'ensemble: industries alimentaires, habillement et travail des étoffes, bois et ameublement (trois branches)	20	112	114	105	112
Indice partiel publié mensuellement (vingt branches)	100	123	138	144	140
Indice complet I (23 branches) (1)	120	121	134	138	135
Indice complet II (23 branches) (2)	120	122	136	139	137

Source: I. N. S. E. E.

h) Indice du secteur public.

1. Composition de l'indice

Cet indice a été publié, pour la première fois, dans le numéro de janvier 1950 du *Bulletin mensuel de statistique* de l'I. N. S. E. E.

Il rend compte de l'évolution du volume de la production réalisée par les activités dont la gestion est assurée, directement ou non, par l'Etat: services industriels de l'Etat, services nationalisés, sociétés d'économie mixte et à participation majoritaire.

Ces activités, déjà saisies par l'indice général de la production industrielle, sont les suivantes:

Electricité

L'indice retenu pour ce secteur est l'indice « électricité » servant déjà au calcul de l'indice d'ensemble.

Il convient de noter que cet indice est inférieur à l'indice qui représenterait le seul secteur public, à l'exclusion des centrales privées, l'effort d'équipement et de production ayant surtout porté, depuis la Libération, sur les grands ensembles relevant d'entreprises publiques. La discrimination n'a pas été faite entre entreprises publiques et privées en raison de leur étroite indépendance, l'Electricité de France disposant d'un pouvoir étendu de coordination.

Gaz (naturel et d'usine).

L'indice « Gaz naturel et d'usine » a été de même retenu (Gaz de France et régie autonome des pétroles).

Combustibles minéraux solides.

Pour la houille et lignite, l'indice « houille et lignite » habituel est retenu. Il se distingue très légèrement en effet, de l'indice calculé en ne tenant compte que des mines nationalisées (Charbonnages de France).

Sont représentées, d'autre part, la production d'agglomérés des usines minières et la production totale de coke et semi-coke, à l'exclusion des cokeries sidérurgiques (production de coke de gaz et coke de four, des cokeries gazières de Gaz de France, et production des cokeries minières de Charbonnages de France).

Potasse.

Indice « Potasse » I. N. S. E. E. (production nationale de potasse, évaluée en K^2 O pure, des mines domaniales d'Alsace et de Kali-Sainte-Thérèse).

Automobile.

Production de la Régie Renault (direction des industries mécaniques et électriques au ministère de l'industrie et de l'énergie).

Aéronautique.

Indice I. N. S. E. E. (indice général du volume de la production calculé à partir du tonnage total de cellules fabriquées (poids 2/3) et la puissance totale des moteurs produits (poids 1/3). — Source: Ministère de l'air).

Tabacs et allumettes.

Indice I. N. S. E. E. habituel.

N. B. — Des activités, comme celles de « Francolor » et de l'Office national industriel de l'azote, ne sont pas représentées. Elles occupaient, en 1949, environ 2 p. 100 du personnel du secteur public.

La pondération, adoptée pour la synthèse de ces indices, reprend celle retenue pour l'indice d'ensemble de la production industrielle et est donc basée sur les valeurs nettes, correspondant à la période de référence 1938. (Des coefficients particuliers ont dû être cependant calculés pour le coke non sidérurgique, les agglomérés et l'automobile [Renault].)

(1) Dans cet indice, le bâtiment et les travaux publics sont caractérisés par l'indice d'activité.

(2) Indice mixte: activité et consommation de matériaux et d'énergie pour le bâtiment et les travaux publics.

2. Evolution de l'indice

1938 = 100 (moyenne mensuelle).

Evolution trimestrielle récente.

	I	II	III	IV
Avec aéronautique:				
1952	144	131	122	142
1953	145	143	115	145
1954	148	147	134 juil. 104 août	
Sans aéronautique:				
1952	163	153	139	165
1953	161	151	129	165
1954	172	165	154 juil. 129 août	
Indice de la production industrielle bâtiment exclu:				
1952	151	149	132	147
1953	144	146	124	147
1954	150	162	142	

Evolution annuelle.

	1949	1950	1951	1952	1953
	—	—	—	—	—
Avec aéronautique	100	110	127	134	137
Sans aéronautique	124	133	149	155	152
Indice de la production industrielle, bâtiment exclu	122	123	139	145	141

4° ACTIVITE

a) Activité de la main-d'œuvre.

EVOLUTION D'ENSEMBLE

(Toutes activités.)

1. Effectifs

(1938 = 100.)

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
	—	—	—	—
1952	110,6	110,7	111	110,9
1953	108,8	108,7	109,4	110
1954	108,8	109,3	110,9	111,4

Moyenne: 1949 = 106,6. — 1950 = 107,1. — 1951 = 109,7. — 1952 = 110,4. — 1953 = 109,1.

2. Durée hebdomadaire du travail

(Heures.)

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
	—	—	—	—
1952	45,1	44,9	44,8	45
1953	44,5	44,5	45 (1)	45,1
1954	45	45	45,3	45,3

Moyenne: 1949 = 44,6. — 1950 = 45. — 1951 = 45,2. — 1952 = 44,9. — 1953 = 44,8.

3. Niveau de l'activité

(Heures-ouvriers effectuées = effectifs × durée du travail.)

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
	—	—	—	—
1952	127	126,3	126,4	126,8
1953	123,2	123	125,3	126,2
1954	124,6	124,9	127,5	128,4

Moyenne: 1949 = 120,7. — 1950 = 122,5. — 1951 = 126,1. — 1952 = 125,9. — 1953 = 124,5.

Source: Ministère du travail et de la sécurité sociale. — Enquête trimestrielle effectuée, par voie de questionnaires aux employeurs et portant sur des établissements de plus de 10 salariés, représentant environ 58 p. 100 de l'effectif du personnel travaillant dans les secteurs professionnels considérés. Ceux-ci comprennent l'ensemble des activités, à l'exclusion de l'agriculture, du gaz et des services publics (pour lesquels aucune donnée valable n'a pu être recueillie sur un rythme trimestriel), la Société nationale des chemins de fer français, les Houillères et la Régie autonome des transports parisiens sont comprises dans l'enquête. Les travailleurs isolés et le personnel domestique sont de même exclus. Sont d'autre part considérés, les effectifs et la durée du travail des ouvriers de plus de dix-huit ans, payés à l'heure.

(1) En juin 1953, 43, 6 p. 100 (enquête I. N. S. E. E. — tous salariés) ou 43,3 p. 100 (enquête ministère du travail — établissement de plus de 10 salariés, ouvriers et employés) de la population salariée occupée dans l'industrie travaillant 48 heures et plus. De 3, 3 p. 100 (enquête ministère du travail) à 8,6 p. 100 (enquête I. N. S. E. E.) travaillant moins de 40 heures.

b) Evolution par secteur ou branche d'activité.

N. B. — Les observations données ci-après concernent, autant que possible, ceux des secteurs de production dont les résultats ont été exposés précédemment (3° Production industrielle) et, en outre, les transports et les activités commerciales et libérales.

ANNÉES	EFFECTIFS (INDICE) (1938 = 100.)				DUREE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) (1938 = 100.)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
1. Energie												
Combustibles minéraux solides.												
1952	107,7	107,2	106,2	105,6	48	48	48	48	129,2	128,6	127,4	126,2
1953	104,8	101,5	101,5	99,9	48	48	48	48	125,8	124,2	121,8	119,9
1954	99,5	98,9	98,1	96,3	48	48	48	48	119,4	118,7	117,7	115,6
	Moyenne : 1950 = 113,6. — 1951 = 107,8. 1952 = 106,5. — 1953 = 101,8.				Moyenne : 1950 = 48. — 1951 = 48. 1952 = 48. — 1953 = 48.				Moyenne : 1950 = 136,3. — 1951 = 129,4. 1952 = 127,4. — 1953 = 122,2.			
Eau, gaz, électricité.												
1952	109,4	109,1	109,4	109,4	48	48	48	48	131,3	130,9	131,3	131,3
1953	108,8	108,4	108,6	108,4	48	48	48	48	130,6	130,1	130,3	103,1
1954	107,9	107,6	107,5	107,7	48	48	48	48	129,5	129,1	129	129,2
	Moyenne : 1950 = 108,5. — 1951 = 109,4. 1952 = 109,2. — 1953 = 108,4.				Moyenne : 1950 = 48. — 1951 = 48. 1952 = 48. — 1953 = 48.				Moyenne : 1950 = 130,3. — 1951 = 131,3. 1952 = 131,1. — 1953 = 130,1.			
Pétrole et carburants liquides.												
1952	160,5	163,4	165,7	164,9	46,5	46,8	46,6	46,6	187,5	192,2	194	192,6
1953	163,1	157,4	158,8	159,9	46,8	46,6	47,2	46,9	191,8	184,3	188,3	188,4
1954	159,9	161,8	166,3	166,5	47,4	46,7	47,1	47,1	190,4	189,8	196,7	197
	Moyenne : 1950 = 164,4. — 1951 = 158,7. 1952 = 163,5. — 1953 = 159,8.				Moyenne : 1950 = 47,2. — 1951 = 47,2. 1952 = 46,6. — 1953 = 47.				Moyenne : 1950 = 171,1. — 1951 = 188,4. 1952 = 191,6. — 1953 = 188,6.			
Ensemble.												
1952	111	110,7	110,3	109,8	47,9	47,9	47,9	47,9	133,1	132,7	132,1	131,2
1953	109	107,7	106,5	105,4	47,9	47,9	48	47,9	130,7	129	127,7	126,4
1954	105	104,6	104,2	103,1	48	47,9	48	48	126	125,4	124,9	123,6
	Moyenne : 1950 = 111. — 1951 = 111. 1952 = 110,3. — 1953 = 106,7.				Moyenne : 1950 = 47,9. — 1951 = 47,9. 1952 = 47,9. — 1953 = 47,9.				Moyenne : 1950 = 136,7. — 1951 = 133,1. 1952 = 132,1. — 1953 = 128.			
2. Industries d'équipement												
Extraction de minerais divers.												
1952	108,5	107,6	109,8	109,3	46,8	46,6	47,4	47,2	126,9	125,4	130,1	129
1953	105,5	106,2	105,7	107	46,2	46,5	46,8	46,8	121,9	123,5	123,7	125,3
1954	105,7	106,7	108,5	106,8	46,3	46,8	47,2	47,4	122,4	124,8	128	126,6
	Moyenne : 1950 = 108,7. — 1951 = 109,3. 1952 = 108,1. — 1953 = 106.				Moyenne : 1950 = 46,9. — 1951 = 46,7. 1952 = 46,9. — 1953 = 46,5.				Moyenne : 1950 = 127,5. — 1951 = 127,7. 1952 = 126,7. — 1953 = 123,3.			
Céramique et matériaux de construction.												
1952	120,4	122	124,1	122,6	45,9	45,9	45,9	45,9	142,4	145,5	146,8	145
1953	118,9	119,3	119,4	118,2	45,3	45	45,7	45,8	138,9	138,4	140,4	139,5
1954	116,4	118,7	121,3	120,6	45,6	45,4	46,1	46,2	136,8	138,9	144,1	143,6
	Moyenne : 1950 = 113,3. — 1951 = 117,8. 1952 = 121,8. — 1953 = 118,4.				Moyenne : 1950 = 45,4. — 1951 = 45,9. 1952 = 45,8. — 1953 = 45,5.				Moyenne : 1950 = 132,7. — 1951 = 139,3. 1952 = 143,7. — 1953 = 138,8			
Production de métaux.												
1952	116,2	116,7	116,5	116,2	48,5	48,4	48,6	48,4	142,3	142,6	142,9	142
1953	115,3	113,5	111,6	110,4	47,3	47,7	47,4	47,3	137,7	136,8	133,6	131,8
1954	109,2	107,9	107	106,9	47,3	46,3	46,8	47,2	130,4	126,1	126,5	127,4
	Moyenne : 1950 = 112,8. — 1951 = 114,3. 1952 = 116,2. — 1953 = 112.				Moyenne : 1950 = 48,1. — 1951 = 48,2. 1952 = 48,3. — 1953 = 47,4.				Moyenne : 1950 = 137. — 1951 = 139. 1952 = 141,5. — 1953 = 134,1.			
Industrie mécanique et électrique.												
1952	129,9	130,4	129,4	128,4	46,8	48,4	46,3	45,9	155,5	154,8	153,2	150,7
1953	126	124,1	123,9	124,1	45,1	44,7	45,8	45,8	145,3	141,8	145,1	145,3
1954	125,2	126,2	126,7	127,3	46,1	46,1	46,3	46,4	147,6	148,8	150	151,1
	Moyenne : 1950 = 122,8. — 1951 = 126,4. 1952 = 128,8. — 1953 = 124,7.				Moyenne : 1950 = 45,8. — 1951 = 46,5. 1952 = 46,1. — 1953 = 45,5.				Moyenne : 1950 = 143,8. — 1951 = 150,4. 1952 = 151,9. — 1953 = 145.			

ANNÉES	EFFECTIFS (INDICE) (1938 = 100.)				DURÉE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) (1938 = 100.)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
	Industrie du verre.											
1952.....	105,8	103	99,3	97,1	45,9	44,7	44,2	44,3	125,2	118,7	113,1	110,9
1953.....	93,9	92,6	93,5	93,9	44,1	44,3	44,6	45	106,8	105,7	107,4	108,9
1954.....	94,5	95,2	94,9	95	45,1	45,2	45,1	45,6	109,8	110,9	110,3	111,6
	Moyenne : 1950 = 102,3. — 1951 = 104,2. 1952 = 99,8. — 1953 = 93,7.				Moyenne : 1950 = 45,8. — 1951 = 46,1. 1952 = 44,4. — 1953 = 44,6.				Moyenne : 1950 = 120,8. — 1951 = 123,7. 1952 = 114,9. — 1953 = 107,7.			
	Bâtiments et travaux publics.											
1952.....	145,6	143,7	153,2	155	46,4	47	47,8	47,6	168,9	174,7	183,1	184,5
1953.....	148,2	153,2	156,4	159,5	45,9	47	47,7	47,7	170,1	180	186,6	190,3
1954.....	154,6	159,5	166,8	170,6	46,4	47,1	48	48,1	179,3	187,9	200,2	205,2
	Moyenne : 1950 = 134. — 1951 = 141,6. 1952 = 150,1. — 1953 = 154,4.				Moyenne : 1950 = 46,7. — 1951 = 46,9. 1952 = 47,1. — 1953 = 46,9.				Moyenne : 1950 = 156,6. — 1951 = 166. 1952 = 176,3. — 1953 = 181,1.			
	3. INDUSTRIES DE CONSOMMATION											
	Industrie chimique et caoutchouc.											
1952.....	123,5	122,4	120,2	119,7	44,8	44,6	44,5	44,5	140	138,2	135,5	134,9
1953.....	118,6	119,2	119,9	120	44,4	44,3	44,6	44,5	133,3	133,7	135,4	135,2
1954.....	120,8	122,8	123,4	123,2	45,1	44,8	45	45	138	139,3	140,6	140,3
	Moyenne : 1950 = 117. — 1951 = 122,6. 1952 = 120,9. — 1953 = 119,7.				Moyenne : 1950 = 44,6. — 1951 = 44,9. 1952 = 44,6. — 1953 = 44,6.				Moyenne : 1950 = 132,3. — 1951 = 139,5. 1952 = 136,4. — 1953 = 135,1.			
	Industrie textile.											
1952.....	99,5	97,2	94,1	93,5	42,3	40,7	39,4	40,9	113,1	106,9	99,7	102,8
1953.....	93,1	92	91,5	91,7	41,1	40,9	42,1	42,3	102,9	101,1	103,6	104,3
1954.....	91,8	91,2	90,3	89,8	42,6	42,1	42,3	42,6	105,1	103,2	102,7	102,8
	Moyenne : 1950 = 100. — 1951 = 100,9. 1952 = 95,6. — 1953 = 92.				Moyenne : 1950 = 42,9. — 1951 = 42,9. 1952 = 40,7. — 1953 = 41,8.				Moyenne : 1950 = 115,4. — 1951 = 116,5. 1952 = 105,1. — 1953 = 103,4.			
	Cuirs et peaux.											
1952.....	95,6	95,9	94,4	96,2	41,2	40,8	40,3	41,9	104,8	104,1	101,2	107,2
1953.....	96,5	96,2	94,4	93,7	41,6	41,2	41,2	41,4	106,7	105,4	103,5	103,2
1954.....	92,3	92,4	90,9	90,8	41,4	41,3	41,3	42,3	102,7	101,5	99,8	102,2
	Moyenne : 1950 = 99,4. — 1951 = 98,7. 1952 = 95,7. — 1953 = 94,8.				Moyenne : 1950 = 41,3. — 1951 = 41. 1952 = 41,1. — 1953 = 41,4.				Moyenne : 1950 = 109,3. — 1951 = 107,7. 1952 = 104,8. — 1953 = 104,3.			
	Papiers et cartons.											
1952.....	107	106,9	103,7	102,8	44,8	43,1	41,2	42,5	124,2	119,4	110,6	113,2
1953.....	102	102,6	103,6	105,1	43,2	43,7	44,8	44,6	114,1	116,1	120,3	121,4
1954.....	105,3	105,8	106,2	106	45	44,6	44,8	44,6	122,8	122,2	123,3	122,4
	Moyenne : 1950 = 99,4. — 1951 = 104,7. 1952 = 104,5. — 1953 = 103,7.				Moyenne : 1950 = 44,5. — 1951 = 45. 1952 = 42,7. — 1953 = 44,3.				Moyenne : 1950 = 114,6. — 1951 = 122,1. 1952 = 116,3. — 1953 = 118,9.			
	Industrie agricole et alimentaire.											
1952.....	109,1	108,1	113,9	116,2	45,3	44,1	44,8	45,1	126,2	121	129,5	133
1953.....	108,4	109,1	116	123,1	44,6	44,1	45,5	45,3	122,7	122,1	134	141,6
1954.....	112,1	109,3	120,7	123,4	45	44,3	45,5	45,1	128	122,9	139,4	141,3
	Moyenne : 1950 = 103,9. — 1951 = 110,7. 1952 = 111,3. — 1953 = 113,7.				Moyenne : 1950 = 45,3. — 1951 = 45. 1952 = 44,7. — 1953 = 44,9.				Moyenne : 1950 = 119,5. — 1951 = 127,5. 1952 = 126,5. — 1953 = 129,7.			
	Industrie du bois et ameublement.											
1952.....	121,2	121,2	119	117,5	46	45,6	45,2	45,3	144,1	142,8	139	137,6
1953.....	114,8	112,5	112,2	111,9	43,3	44,2	45,5	45,7	131,4	128,5	131,9	132,2
1954.....	112,1	110,8	110,4	110,6	45,3	44,9	45,5	45,9	131,3	128,5	129,8	131,2
	Moyenne : 1950 = 115,3. — 1951 = 118,9. 1952 = 118,7. — 1953 = 112,7.				Moyenne : 1950 = 45,2. — 1951 = 45,7. 1952 = 45,3. — 1953 = 45.				Moyenne : 1950 = 134,6. — 1951 = 140,6. 1952 = 139. — 1953 = 131,1.			
	Habillement, travail des étoffes.											
1952.....	95,2	96,6	95,2	96,1	40,1	40,7	31,9	40,9	98,4	101,2	97,9	101,6
1953.....	95,9	97,4	97,1	97,4	40,4	41,2	40,7	40,9	99,8	103,4	101,9	102,7
1954.....	96	96,2	94,2	94,1	40,7	40,6	40,5	40,8	100,7	100,6	98,3	99
	Moyenne : 1950 = 91,2. — 1951 = 96,1. 1952 = 95,8. — 1953 = 96,8.				Moyenne : 1950 = 40,6. — 1951 = 40,6. 1952 = 40,4. — 1953 = 40,8				Moyenne : 1950 = 95,4. — 1951 = 100,6. 1952 = 99,8. — 1953 = 101,7.			

ANNÉES	EFFECTIFS (INDICE) (1938 = 100.)				DUREE HEBDOMADAIRE MOYENNE du travail (h).				NIVEAU DE L'ACTIVITÉ (INDICE) (1938 = 100.)			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
	(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)				(1er jour du trimestre.)			
4. Industries de transformation (bâtiment inclus)												
Ensemble.												
1952	119,8	120,2	120,3	120,3	45,1	44,7	44,6	44,8	138,5	137,7	137,5	138,2
1953	117,4	117,4	118,2	119,4	44,1	44,2	44,9	45	132,9	133	136,2	137,8
1954	117,8	118,7	120,7	121,6	44,8	44,8	45,3	45,3	135,6	136,3	139,8	141,4
	Moyenne: 1950 = 114,3. — 1951 = 118,3. 1952 = 119,6. — 1953 = 118.				Moyenne: 1950 = 44,9. — 1951 = 45,2. 1952 = 44,7. — 1953 = 44,6.				Moyenne: 1950 = 131,6. — 1951 = 137,1. 1952 = 137. — 1953 = 135,1.			
5. Transports												
Société nationale des chemins de fer français.												
1952	82,5	81,3	81	80,4	48	48	48	48	99	97,6	97,2	96,5
1953	79,8	78,8	78,3	77,5	48	48	48	48	95,8	94,6	94	93
1954	77,2	76	75,5	74,9	48	48	48	48	92,6	91,2	90,6	89,9
	Moyenne: 1950 = 88,1. — 1951 = 83,8. 1952 = 81. — 1953 = 78,3.				Moyenne: 1950 = 48. — 1951 = 48. 1952 = 48. — 1953 = 48.				Moyenne: 1950 = 105,7. — 1951 = 100,6. 1952 = 97,2. — 1953 = 94.			
Ensemble.												
1952	83,4	82,3	82,4	82	47,6	47,6	47,6	47,5	99,7	98,4	98,6	98
1953	81,1	80,4	80,3	79,8	47,6	47,6	47,6	47,6	97	96,2	96	95,4
1954	79	78,3	78,3	77,9	47,6	47,6	47,7	47,6	94,6	93,6	93,8	93,2
	Moyenne: 1950 = 87,8. — 1951 = 84,5. 1952 = 82,2. — 1953 = 80,1.				Moyenne: 1950 = 47,6. — 1951 = 47,6. 1952 = 47,6. — 1953 = 47,6.				Moyenne: 1950 = 105,1. — 1951 = 101,2. 1952 = 98,3. — 1953 = 95,9.			
6. Activités commerciales et libérales												
1952	97,3	97,4	98,6	98,6	43,5	43,4	43,4	43,5	105,8	105,7	106,9	107,3
1953	97,6	97,9	99,3	99,1	43,4	43,4	43,5	43,5	106	105,1	108	107,9
1954	98,6	99	100,8	100,8	43,6	43,5	43,7	43,7	107,5	107,7	110,2	110,1
	Moyenne: 1950 = 94,5. — 1951 = 96,9. 1952 = 97,9. — 1953 = 98,5.				Moyenne: 1950 = 43,3. — 1951 = 43,4. 1952 = 43,4. — 1953 = 43,5.				Moyenne: 1950 = 102,3. — 1951 = 105,2. 1952 = 106,3. — 1953 = 107,1.			

Source: Ministère du travail.

c) Emploi et chômage.

1. Chômeurs secourus

Total France entière (1.000).

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1952	33	41,6	36,1	33,2
1953	54,3	75,5	60,07	51,9
1954	61,9	75,9	61,7	48,4

Moyenne mensuelle: 1938 = 373,6. — 1950 = 52,4. — 1951 = 41,2. — 1952 = 37,8.

Dont:

Hommes de moins de soixante ans aptes au travail:

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1952	13,5	18,1	14,4	13,8
1953	28,5	43,2	48,5	26,1
1954	32,9	43,2	32,5	23

N. B. — Cette statistique ne donne pas l'ensemble des personnes en chômage, les fonds de chômage n'existant pas partout, un certain nombre de ces personnes ne s'inscrivant pas à ces fonds. D'après l'enquête par sondage sur l'emploi de l'I. N. S. E. E. le nombre de chômeurs totaux pourrait être estimé à 5 fois environ le nombre de chômeurs secourus, en adoptant une définition du chômage excluant les personnes n'ayant jamais travaillé; celles qui ont soixante ans au plus, sont inaptes au travail ou en chômage depuis plus d'un an.

2. Fonds de chômage ouverts

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1952	350	426	438	430
1953	535	856	801	701
1954	751	»	919	755

Moyenne mensuelle: 1951 = 395. — 1952 = 435.

Source: Ministère du travail.

3. Demandes d'emploi non satisfaites

Nombre (1.000).

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1952	116	135	110	119
1953	182	207	159,8	151,5
1954	193	218,6	169,4	152,5

Moyenne mensuelle: 1938 = 402. — 1950 = 153. — 1951 = 120. — 1952 = 132.

Rapports des offres aux demandes d'emploi non satisfaites.

Nombre d'offres pour 100 demandes:

	I (1er janvier)	II (1er avril)	III (1er juillet)	IV (1er octobre)
1952	13,8	15,9	18,7	13,2
1953	3,7	5,3	7,9	8,6
1954	3,7	5,3	8,7	11,5

Moyenne mensuelle: 1938 = 0,9. — 1950 = 10,3. — 1951 = 21,7. — 1952 = 12,1.

N. B. — Les statistiques des demandes d'emploi proviennent des relevés effectués dans les bureaux de main-d'œuvre. Elles ne sauraient apporter une estimation exacte du nombre des personnes réellement en chômage; elles comprennent en effet des personnes ayant un emploi et en recherchant un autre, d'autres personnes, effectivement en chômage, n'ayant pas recours aux offices de placement.

Source: Ministère du travail.

4. Chômage partiel

(Evaluation du ministère du travail.)

Voici d'abord la statistique portant sur l'ensemble des branches recensées (industries, transports, activités commerciales et libérales).

Effectif ouvrier ayant travaillé par semaine.

	MOINS de 32 heures.	DE 32 à 35 heures.	DE 36 à 39 heures.
1er octobre 1953	42.500	47.400	67.100
1er octobre 1954	36.000	43.200	58.000

Effectif ouvrier ayant travaillé moins de 40 heures par semaine.

BRANCHE D'ACTIVITÉ	OUVRIERS OCCUPÉS au 1er octobre 1954.			ENSEMBLE	
	Moins de 32 heures.	32 heures à 35 heures.	36 heures à 39 heures.	1er juillet 1954.	1er octobre 1954.
Extraction de minerais divers construction	100	100	»	500	200
Production de métaux	»	»	»	»	»
Industrie mécanique et électrique	1.000	3.100	8.300	10.300	12.100
Industrie du verre	»	»	100	»	100
Céramique, matériaux de construction	100	100	300	1.600	500
Bâtiment, travaux publics	800	800	800	800	2.400
Industrie chimique et caoutchouc	200	500	700	1.300	1.400
Industrie agricole et alimentaire	5.600	2.300	2.600	8.900	10.500
Industrie textile	3.300	13.900	14.800	37.000	32.000
Habillement et travail des étoffes	3.800	9.400	8.200	28.400	21.400
Cuirs et peaux	2.700	5.100	4.100	18.300	11.900
Industrie du bois, ameublement	100	600	400	2.600	1.100
Papier-carton	»	500	600	700	1.100
Industrie polygraphique	200	700	13.000	14.300	13.900
Industries diverses	100	300	400	2.200	800
Industries de transformation (y compris le bâtiment)	18.000	37.400	54.300	126.900	109.700
Transports (sauf S. N. C. F. et R. A. T. P.)	200	»	»	400	200
Transports	200	»	»	400	200
Commerces agricoles et alimentaires	»	300	300	900	600
Commerces non alimentaires	500	300	1.000	2.500	1.800
Banques, assurances, agences	»	»	»	»	»
Spectacles	300	100	300	400	700
Hygiène	17.700	4.100	1.600	23.400	23.400
Professions libérales	100	1.000	500	500	1.600
Toutes activités	36.800	43.200	58.000	155.000	138.000

Chômage partiel indemnisé.

(1.000.)

	I (janvier)	II (avril)	III (juillet)	IV (octobre)
1953:				
Salariés indemnisés	124	97	37	34
Journées perdues (1)	702	508	204	138
1954:				
Salariés indemnisés	60	50	30,5	21,5
Journées perdues (1)	353	272	188	96

5. Conflits de travail

Nombre de journées perdues (1.000).

	I (janvier)	II (avril)	III (juillet)	IV (octobre)
1952	68,4	179	49,5	104,2
1953	23,5	153,2	153	101
1954	67	74	38	50

Source: Ministère du travail.

d) Activité générale.

Divers indices permettent de mesurer, en ordre de grandeur, l'ensemble de l'activité. Parmi ceux-ci, trois peuvent être, en particulier, retenus pour une vue d'ensemble rapide:

L'indice d'ensemble de la production industrielle;

L'indice total des recettes, calculé à prix constants, de la S. N. C. F. (auquel on peut ajouter l'évolution des tonnages chargés);

La consommation d'électricité.

Voici les données correspondantes:

1. Indice d'ensemble de la production industrielle

(Bâtiment exclu.)

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	151	149	132	147
1953	144	146	124	147
1954	150	162	142	(160) oct.

Moyenne mensuelle: 1950 = 123. — 1951 = 139. 1952 = 145. — 1953 = 141.

2. Trafic S. N. C. F.

Indice total des recettes S. N. C. F. calculé à prix constant (2).

1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1952	164	134	159	150
1953	137	135	130	129
1954	132	125	(126)	(127) oct.

Moyenne mensuelle: 1950 = 135. — 1951 = 153. 1952 = 156. — 1953 = 128.

Tonnage chargé et entré chargé.

Moyenne journalière des transports commerciaux (1.000 tonnes).

	I	II	III	IV
1952	490	469	445	496
1953	454	446	382	504
1954	457	427	(431)	

Moyenne mensuelle: 1938 = 362. — 1951 = 484. — 1952 = 474. — 1953 = 446.

(1) Sur la base d'une journée pour 8 heures indemnisées. La statistique ne remonte pas au delà de janvier 1952.

(2) Cet indice est le quotient, multiplié par 100 des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 38, ramenées au taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux.

3. Indice de la production totale d'électricité

1938 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1952	201	188	176	209
1953	207	194	180	215
1954	224	215	(201)	(223) oct.

Moyenne mensuelle: 1950 = 160. — 1951 = 182. — 1952 = 194. — 1953 = 198.

5° PRODUCTIVITE

a) Evolution de la productivité de 1949 à 1953.

CALCUL DES INDICES DE LA PRODUCTIVITE GLOBALE

(Note de l'I. N. S. E. E.)

Les indices donnés ci-dessous comportent en général une large part d'incertitude et ne peuvent être considérés que comme des ordres de grandeur.

1. Indices de la productivité globale dans l'industrie française

(Base 100 en 1938.)

Définitions et méthodes. — La productivité globale est définie par le rapport en nature:

$$\frac{\text{Production industrielle.}}{\text{Ensemble des facteurs utilisés par l'industrie.}}$$

a) La production industrielle, entendue comme la production finale de l'industrie (nationalisée ou non) comprend:

Les biens sortant du secteur « industrie » (à destination des consommateurs, de l'agriculture, des services ou de l'extérieur);

Les biens qui, restant au sein du secteur industrie, en accroissent les stocks ou l'épuisent.

Pratiquement nous partirons de l'indice de la production industrielle de l'I. N. S. E. E. (sans bâtiment) et ajouterons les 4 grandes branches non comprises dans l'indice (bâtiment et travaux publics, industries alimentaires, bois, habillement); puis nous pratiquerons une correction estimative pour transformer l'indice ainsi obtenu en indice de la production finale (tenant compte des économies d'énergie, matières premières ou demi-produits, ainsi que des variations de stocks de matières premières et demi-produits);

b) Les *facteurs de production* mis en œuvre par l'industrie sont les suivants:

Le *travail*, mesuré pratiquement par le nombre d'heures de travail des salariés dans les établissements de plus de 10 salariés (enquête du ministère du travail: énergie et industries de transformation);

Les *fournitures de l'équipement*, dont les variations sont estimées d'après l'évolution des industries alimentaires, des industries du bois, etc.);

Les *services utilisés par l'industrie* (transports, P. T. T., banques, assurances, etc.); leurs variations sont estimées au mieux d'après les données disponibles

Le *capital-équipement* de l'industrie, pour lequel il semble raisonnable d'admettre un accroissement net de 2 p. 100 par an depuis 1949;

Enfin les importations de matières premières ou énergétiques, destinées à l'industrie; nous sommes renseignés sur ce point par les indices du volume du commerce extérieur de l'I. N. S. E. E. (groupements d'utilisation) (1).

La pondération de ces différents facteurs est effectuée d'après leur coût total en 1938 (2), le capital-équipement intervenant au titre de l'amortissement.

Les indices annuels obtenus pour la production et les facteurs sont utilisés sans tenir compte du décalage qui existe entre la mise en œuvre des facteurs et l'obtention des produits. Mais la date même des enquêtes du ministère du travail implique en fait un délai de près de deux mois entre travail et production finale de l'industrie. Les délais réels sont souvent plus importants, mais variables selon les branches et mal connus.

(1) Les importations de biens d'équipement doivent être exclues, car elles servent seulement à augmenter le capital-équipement de l'industrie française.

(2) Source: « Estimation du revenu national français » (Commissariat au plan, 1947).

Calcul des indices de productivité globale dans l'industrie française.

(Base 100 en 1938.)

PONDÉRATIONS	DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953 (1)
	a) Production industrielle.					
73	Indice I.N.S.E.E., bâtiment exclu.....	122	123	139	145	140
10,5	Bâtiment, travaux publics (2).....	137	140	147	153	155
8	Industries alimentaires (3).....	90	106	105	94	103
3,5	Industries du bois (3).	125	130	137	137	128
5	Habillement, travail des étoffes (3).....	99	109	115	103	105
100	Indice global brut (3)..	120	122	136	139	135
	Indice global corrigé (4).....	122	128	139	140	138
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 5	+ 8,5	+ 1	— 1,5
	b) Facteurs de production.					
48	Heures de travail.....	129	132	137	138	135
8	Fournitures de l'agriculture	90	100	102	100	103
14	Services utilisés par l'industrie	118	119	138	138	136
(5) 18	Capital-équipement de l'industrie	102	104	106	108	110
12	Volume des importations destinées à l'industrie (6):					
	Energie	114	98	126	144	134
	Matières premières.	103	103	133	131	140
	Total brut.....	107	102	132	136	139
	Total corrigé (7)...	107	110	130	133	134
100	Indice global des facteurs	117	120	128	129	128
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 2,5	+ 7	+ 1	— 1
	c) Indice productivité globale.	104	106,5	108,5	108,5	107,5
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 2,5	+ 2	»	— 1

(1) Estimations provisoires.
(2) Indice estimé d'après l'activité, la consommation d'énergie et de matériaux.
(3) Voir le *Bulletin mensuel de statistiques* de juillet 1953, p. 3.
(4) Correction estimative permettant de passer de l'indice brut à l'indice de la production finale.
(5) Pondération correspondant à l'amortissement.
(6) Pondération: énergie, 1; matières premières, 2.
(7) Correction estimative pour variation des stocks.

2. Indice de la productivité globale a l'échelle nationale

(Base 100 en 1934-1938.)

Définitions et méthodes. — La productivité globale est définie comme par le rapport en nature:

$$\frac{\text{Production nationale.}}{\text{Ensemble des facteurs utilisés par l'économie nationale.}}$$

a) La *production nationale* entendue comme la production finale de la nation comprend:

Tous les biens et services allant aux consommateurs;
Toutes les exportations (y compris celles des services);
Parmi les autres biens, tous ceux qui accroissent les stocks ou l'équipement de l'économie nationale.

Pratiquement, nous combinerons les trois indices partiels suivants:

Production industrielle, calculée comme ci-dessus, mais à l'exclusion des produits allant à l'agriculture ou aux services (en fait les mêmes chiffres peuvent être conservés, sous réserve du changement de base);

Production agricole, y compris l'accroissement du cheptel, mais à l'exclusion des produits allant à l'industrie (les bouchers, charcutiers, etc., sont considérés comme faisant partie du secteur agricole) (1);

Services rendus aux particuliers ou à l'extérieur (logement, transports, P. T. T., soins personnels, soins médicaux, spectacles, banques, etc.), ces services sont estimés sur la base des diverses statistiques existantes.

La pondération des trois indices partiels est effectuée d'après les valeurs des différentes productions en 1938 (2);

b) Les *facteurs de production* mis en œuvre par l'économie nationale sont les suivants:

Le travail dans l'industrie et les services, mesuré pratiquement par le nombre d'heures de travail dans les établissements de plus de 10 salariés (enquête du ministère du travail, toutes activités);

Le travail dans l'agriculture, dont les variations peuvent être estimées à partir de la population active et de la durée du travail d'ailleurs très mal connues l'une et l'autre;

L'ensemble de l'équipement national, pour lequel on peut admettre un accroissement net de l'ordre de 1 p. 100 par an depuis 1949 (logements compris);

Les importations de matières premières ou énergétiques, qui sont à peu près celles que nous avons admises pour l'industrie seule.

La pondération de ces différents facteurs est effectuée d'après leur coût total en 1938 (2), l'équipement national intervenant au titre de l'amortissement.

La terre n'est pas prise en considération, bien qu'elle soit le facteur de production essentiel de l'agriculture; en effet, qu'elle n'a pas en principe à être « amortie » et sa valeur ne résulte que de sa rareté, d'où controverses possibles...

D'autre part, aucune correction n'est intervenue pour tenir compte du délai qui s'écoule entre la mise en œuvre des facteurs et l'obtention des produits. L'imprécision des chiffres rend d'ailleurs illusoire une telle correction.

Calcul des indices de productivité à l'échelle nationale.
(Base 100 en 1934-1938.)

PONDÉRATIONS	DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953 (1)
	a) Production.					
48	Production industrielle:					
	Base 100 en 1938...	122	128	139	140	138
	Base 100 en 1934-38	121,4	127,4	138,3	139,3	137,3
32	Production agricole (2).	91	98	100	105	110
20	Services	108	109	111	111	112
100	Indice production nationale	109	115	121,5	123,5	124
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 5,5	+ 5,5	+ 1,5	+ 0,5
	b) Facteurs de production.					
62	Heures de travail (industrie, services):					
	Base 100 en 1938...	120,7	122,5	126,1	126,6	124,4
	Base 100 en 1934-38	117	118,5	122	122,5	120,5
19	Heures de travail (agriculture)	91	90	89	88	87
(3) 12	Equipement national..	98	99	100	101	102
7	Volume des importations (énergie et matières premières)....	107	110	132	133	134
100	Indice facteurs de production	109	110	113,5	114	113
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 1	+ 3	+ 0,5	— 1
	c) Indice productivité globale.	100	104,5	106,5	108	109,5
	Variations annuelles (p. 100).....		+ 4,5	+ 2	+ 1,5	+ 1,5

(1) Estimations provisoires.
(2) La production végétale de l'année *n*, comprenant la moitié des récoltes de l'année *n*, 1 et la moitié des récoltes de l'année *n*.
(3) Pondération correspondant à l'amortissement.

(1) Contrairement à la définition antérieurement utilisée, nous considérons que les récoltes de 1950, par exemple, concernent le second semestre de 1950 et le premier semestre 1951. La comparaison des progrès de productivité avec ceux du salaire réel en est facilitée.

(2) Source: « Estimation du revenu national français » déjà citée.

b) **Indices base 100 en 1949.**
(En ordre de grandeur.)

1° *Ensemble de l'industrie française.*
(Indice base 100 en 1949.)

	1949	1950	1951	1952	1953
Production finale.....	100	105	114	115	113
Facteurs de production.....	100	102,5	109,5	110,5	109,5
Productivité	100	102,5	104,5	104,5	103,5
Variations annuelles de la productivité (%).....		+ 2,5	+ 2	0	— 1

2° *Ensemble de l'économie française.*
(Indice base 100 en 1949.)

	1949	1950	1951	1952	1953
Production finale.....	100	105,5	111	113,5	114
Facteurs de production.....	100	101	104	104,5	103,5
Productivité	100	104,5	106,5	108	109,5
Variations annuelles de la productivité (%).....		+ 4,5	+ 2	+ 1,5	+ 1,5

6° ECHANGES EXTERIEURS EN NATURE

a) Résultats globaux.

N. B. — Les échanges sont observés ici en nature. Les valeurs ne sont données que pour l'ensemble et à titre complémentaire, les finances extérieures et la balance des comptes faisant l'objet d'un étude particulière (III, 7°).

1. Evolution d'ensemble des importations et des exportations (1)

IMPORTATIONS

Quantités (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953...	4.181	4.196	3.955	3.998
1954...	4.356	4.367	4.102	

Moyenne mensuelle:

1928 = 4.111.	1950 = 3.257.
1929 = 4.955.	1951 = 4.054.
1938 = 3.932.	1952 = 4.365.
1949 = 3.839.	1953 = 4.082.

EXPORTATIONS

Quantités (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953...	3.384	3.601	3.182	3.676
1954...	3.508	3.584	3.773	

Moyenne mensuelle:

1928 = 3.427.	1950 = 2.858.
1929 = 3.325.	1951 = 3.324.
1938 = 2.249.	1952 = 3.116.
1949 = 2.263.	1953 = 3.403.

IMPORTATIONS

Valeurs (milliards de francs).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953...	129,57	126,5	112 7	117,32
1954...	130,5	134,43	118,61	

Moyenne mensuelle:

1928 = 4,45.	1950 = 89,39.
1929 = 4,85.	1951 = 133,94.
1938 = 3,84.	1952 = 232,64.
1949 = 77,19.	1953 = 121,52.

Source: Ministère des finances.

EXPORTATIONS

Valeurs (milliards de francs).
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1953...	116,53	123,1	101,2	128 13
1954...	124,44	126,17	115,22	

Moyenne mensuelle:

1928 = 4,28.	1950 = 89,39.
1929 = 4,18.	1951 = 123,24.
1938 = 2,55.	1952 = 118,04.
1949 = 65,33.	1953 = 117,21.

Source: I. N. S. E. E.

Volume (indices).

(Valeurs échangées à prix constant.)

IMPORTATIONS

Indice (1949 = 100.)

	I	II	III	IV
1953....	132	133	116	124
1954....	136	142	123	

1938 = 99.	1951 = 123.
. . . . .	1952 = 125.
1950 = 105.	1953 = 126.

Indice (1938 = 100.)

1913 = 93.	1950 = 105.
1928 = 108.	1951 = 123.
. . . . .	1952 = 125.
1949 = 101.	1953 = 126.

EXPORTATIONS

Indice (1949 = 100.)

	I	II	III	IV
1953....	146	155	130	169
1954....	165	169	157	

1938 = 85.	1951 = 161.
. . . . .	1952 = 142.
1950 = 136.	1953 = 150.

Indice (1938 = 100.)

1913 = 110.	1950 = 164.
1928 = 161.	1951 = 195.
. . . . .	1952 = 172.
1949 = 118.	1953 = 182.

(1) Commerce spécial, c'est-à-dire importations mises sur le marché intérieur ou livrées à des usines métropolitaines pour transformation; et exportations des marchandises nationales ou nationalisées et des produits fabriqués dans des usines métropolitaines avec des matières premières importées.

Indice 1928 = 100.

	1938	1949	1952	1953
Importations	93	94	116	117
Exportations	61	72	105	111

N. B. — En raison de l'arrêt des statistiques douanières au 20 du mois pour les exportations et au 25 pour les importations, les mois douaniers ont la longueur du mois précédent soit 31 jours pour février, 28 ou 29 jours pour mars.

Source: I. N. S. E. E.

D'autre part, entre le mouvement des marchandises et leur enregistrement, des délais variables et différents selon les cas peuvent être observés pour les importations et les exportations.

Enfin, des variations accidentelles, telles que retards d'horaire de bateaux dus au mauvais temps, peuvent affecter considérablement les relevés douaniers pour un mois donné.

Ces considérations expliquent l'intérêt de n'employer que des chiffres trimestriels, beaucoup moins affectés par les causes d'erreurs signalées ci-dessus, que des chiffres mensuels.

Les indices du *volume du commerce extérieur*, calculés dans tous les pays publiant des indices de ce commerce, sont caractérisés par la comparaison des valeurs échangées, ces valeurs étant calculées à prix constant.

En effet, un indice ne tenant compte que du tonnage de l'ensemble des marchandises échangées donnerait une part prépondérante et injustifiée aux matières pondéreuses et de prix relativement faible.

Un indice basé sur les valeurs n'aurait de sens que si les prix étaient stables, afin que ne soient pas masquées par le mouvement des prix, des variations dues à l'évolution des quantités échangées.

Les indices du volume calculés par l'I. N. S. E. E. sont des moyennes arithmétiques pondérées des indices de quantité relatifs aux différentes marchandises, les coefficients de pondération étant proportionnels aux valeurs échangées pendant l'année de base. La base 1949 a été adoptée, 1949 étant la première des années d'après guerre marquée par une stabilité relative de l'économie et plus spécialement des prix.

Le nombre des marchandises ou de groupements de marchandises utilisées dans le calcul est largement supérieur à celui retenu pour les anciens indices: 274 à l'importation, 338 à l'exportation contre 131 et 104 auparavant.

A partir de 1951, *pour accorder les indices base* 100 *en* 1949 *à ceux à base* 1938, il faut multiplier les indices des exportations (base 100 en 1949) par 1,21 pour obtenir les indices à base 1938, ceux des importations restant identiques. Une nouvelle série a été calculée de 1946 à 1950 pour tenir compte des variations du nombre et de la valeur des marchandises utilisées pour le calcul des indices (voir ci-après).

Pour la période antérieure à 1938, on obtiendra des indices à base 1938 en multipliant les indices à base 1913 par 0,934 pour les importations et 1,105 pour les exportations (voir *Bulletin de la statistique générale* de décembre 1945 pour ces séries).

Enfin, les nouveaux indices publiés sur la base 100 en 1949 tiennent compte, désormais, de la valeur de la totalité des marchandises dont ils prétendent représenter les variations de volume et ne sont donc plus calculés avec une « couverture » incomplète comme les précédents.

2. Evolution des indices du volume du commerce extérieur depuis 1913

Indices bruts (1913 = 100).

	Importations.	Exportations.
1913.....	100	100
1919.....	121	45
1920.....	114	86
1921.....	82	83
1922.....	108	86
1923.....	109	103
1924.....	115	119
1925.....	106	124
1926.....	111	134
1927.....	109	146
1928.....	116	158
1929.....	133	147
1930.....	143	132
1931.....	141	112
1932.....	118	86
1933.....	123	88
1934.....	106	91
1935.....	103	81,5
1936.....	113	78
1937.....	120	84
1938.....	107	90,5
1939.....	94	87,5
1940.....	»	40
1941.....	30	20
1942.....	24	45

Indices bruts (1938 = 100).

	Importations.	Exportations.
1938.....	100	100
1939.....	87,6	99,1
1940.....	64	44,5
1941.....	28,3	34,9
1942.....	22,8	50,2
1943.....	12,1	46,3
1944.....	5,8	26,7
1945.....	86,4	15,3

Indice corrigé (I. N. S. E. E.).

(1938 = 100.)

	Importations.	Exportations.
1946.....	109	40
1947.....	116	70
1948.....	98	82
1949.....	101	118
1950.....	105	164
1951.....	123	195
1952.....	125	172
1953.....	126	182

N. B. — Indice très approximatif de 1940 à 1945 (occupation).

Source: Statistique générale de la France (Bulletin de décembre 1945).

3. Répartition du volume global des échanges selon l'origine ou la destination

(Etranger, Union française, outre-mer.)

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

	1953 I	1953 II	1953 III	1953 IV	1954 I	1954 II	1954 III
Importations:							
Etranger	134	132	117	125	135	137	122
U. F. O. M.....	124	134	112	122	138	155	124
Ensemble.....	132	133	116	124	136	142	123
Exportations:							
Etranger	154	167	147	180	121	187	182
U. F. O. M.....	136	137	106	152	142	143	123
Ensemble.....	146	155	130	169	165	169	157

Evolution annuelle.

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1950	1951	1952	1953
Etranger:					
Importations	91	103	128	128	127
Exportations	99	150	178	142	162
U. F. O. M.:					
Importations	132	111	109	117	123
Exportations	62	116	139	141	133
Ensemble:					
Importations	99	105	123	125	126
Exportations	85	136	161	142	150

Source: I. N. S. E. E.

4. Evolution du volume des échanges par groupements d'utilisation

(Alimentation humaine, matières premières et demi-produits, produits fabriqués.)

1949 = 100 (moyenne mensuelle).

Importations

Alimentation humaine.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1953....	132	134	93	111
1954....	129	139	103	

Matières premières et demi-produits.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1953....	131	130	127	129
1954....	141	142	131	

Produits fabriqués.

(Etranger.)

	I	II	III	IV
1953....	110	119	118	138
1954....	128	153	135	

Exportations

Alimentation humaine.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1953....	154	170	133	201
1954....	222	222	195	

Matières premières et demi-produits.

(Ensemble.)

	I	II	III	IV
1953....	177	184	161	193
1954....	188	192	188	

Produits fabriqués.

(Etranger.)

	I	II	III	IV
1953....	116	123	100	137
1954....	127	132	117	

Evolution annuelle.

	1938	1950	1951	1952	1953
Alimentation humaine:					
Importations:					
Etranger	78	98	128	114	102
U. F. O. M.....	115	117	107	120	126
Ensemble	119	111	114	118	117
Exportations:					
Etranger	97	191	198	125	138
U. F. O. M.....	90	127	158	181	193
Ensemble	94	160	179	152	164

	1938	1950	1951	1952	1953
	—	—	—	—	—
Matières premières et demi-produits:					
Importations:					
Etranger	99	96	123	127	130
U. F. O. M.	94	95	117	112	122
Ensemble	99	96	122	125	129
Exportations:					
Etranger	105	159	196	161	193
U. F. O. M.	56	115	141	148	133
Ensemble	93	148	183	157	179
Produits fabriqués:					
Importations:					
Etranger	68	110	118	117	126
Exportations:					
Etranger	89	123	140	118	120
U. F. O. M.	58	113	133	129	119
Ensemble	73	117	136	124	119
Ensemble:					
Importations:					
Etranger	91	103	128	128	127
U. F. O. M.	132	114	109	117	123
Ensemble	99	105	123	125	126
Exportations:					
Etranger	99	150	178	142	162
U. F. O. M.	62	116	139	141	133
Ensemble	85	136	161	142	150

Source: I. N. S. E. E.

b) Echanges agricoles en nature.

N. B. — Les observations données ci-après se rapportent, chaque fois qu'il est possible, aux produits analysés au paragraphe 1er (résultats agricoles) afin de permettre le calcul, ultérieurement, des disponibilités nationales. Elles sont relatives au commerce spécial.

Indice du volume 1949 = 100.

Produits de l'agriculture et des industries alimentaires.

	IMPORTATIONS I	II	III	IV		EXPORTATIONS I	II	III	IV
1952....	127	128	101	121	1952....	175	139	131	176
1953....	134	153	104	122	1953....	152	126	135	203
1954....	135	144	111		1954....	216	208	185	

Evolution nouvelle.

	1950	1952	1953
	—	—	—
Importations	108	119	124
Exportations	154	155	163

Source: I. N. S. E. E.

ECHANGES DE PRODUITS VEGETAUX (1.000 quintaux).

1. Blé

	1938	1951	1952	1953	1954 (9 mois)
	—	—	—	—	—
Importations:					
Etranger	2.011	1.748	6.628	205	34,5
U. F. O. M.	2.708	1.032	1.021	2.180	2.057
Total	4.719	2.780	7.649	2.385	2.091,5
Exportations:					
Etranger	718	5.001	1.108	2.332	7.711
U. F. O. M.	7	100	46	3	225
Total	725	5.101	1.154	2.335	7.936

2. Céréales secondaires

	1938	1951	1952	1953	1954 (9 mois).
	—	—	—	—	—
Seigle:					
Importations:					
Etranger	»	»	1	147	21,7
U. F. O. M.	»	»	»	21	5,5
Total	»	»	1	168	27,2
Exportations:					
Etranger	»	102	5	»	»
Orge:					
Importations:					
Etranger	298	369	174	272	31,7
U. F. O. M.	439	1.521	1.879	2.306	295,3
Total	737	1.890	2.053	2.578	337
Exportations:					
Etranger	»	25	195	8	59
Avoine:					
Importations:					
Etranger	»	10	12	4,6	3,3
U. F. O. M.	»	211	129	12,4	17,2
Total	»	221	141	17	20,5
Exportations:					
Etranger	2,7	69,7	25	0,6	20,7
U. F. O. M.	»	»	»	1,4	0,8
Total	2,7	69,7	25	2	21,5
Maïs:					
Importations:					
Etranger	265	5.488	4.240	3.570	1.765
U. F. O. M.	6.816	213	580	472	543
Total	7.081	5.701	4.820	4.042	2.308
Exportations:					
U. F. O. M.	»	10	10	5	0,9
Riz:					
Importations:					
Etranger	229	424	230	203	28,4
U. F. O. M.	5.405	355	84	104	415,3
Total	5.634	779	314	307	443,7
Exportations:					
Etranger	»	—	—	71	—
U. F. O. M.	»	8	26	18	5,8
Total	»	8	26	89	5,8

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Céréales et farines.

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1952	1953
	—	—	—
Importations:			
Etranger	83	115	49
U. F. O. M.	81	75	100
Ensemble	82	96	73
Exportations:			
Etranger	691	205	326
U. F. O. M.	121	96	97
Ensemble	261	123	152

	1953			
	I	II	III	IV
Importations:				
Etranger	65	51	36	42
U. F. O. M.	122	103	89	87
Ensemble	92	76	61	63
Exportations:				
Etranger	126	549	362	268
U. F. O. M.	98	131	70	90
Ensemble	105	235	113	127

	1954		
	I	II	III
Importations:			
Etranger	30	22	28
U. F. O. M.	103	107	91
Ensemble	64	62	58
Exportations:			
Etranger	1.576	1.116	973
U. F. O. M.	147	116	99
Ensemble	501	365	316

Source: I. N. S. E. E.

3. Sarclées, pommes de terre

	1938	1951	1952	1953	1953 (9 mois)
Importations:					
Etranger	791	1.105	1.274	2.508	934,5
U. F. O. M.	756	1.106	809	970	978,7
Total	1.547	2.211	2.083	3.478	1.913,2
Exportations:					
Etranger	133	526	419	127	134
U. F. O. M.	764	1.263	1.155	1.377	779,9
Total	897	1.789	1.574	1.504	913,9

4. Oléagineux

Total graines et fruits oléagineux (1).

	1938	1951	1952	1953	1953 (9 mois)
Importations:					
Etranger	»	3.872	1.414	2.023	1.935
U. F. O. M.	»	3.809	3.783	4.281	4.040
Total	»	7.681	5.197	6.304	5.973
Exportations:					
Etranger	»	59	276	117	44,2
U. F. O. M.	»	13	27	19	10,5
Total	»	72	303	136	54,7

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Oléagineux et corps gras.

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1952	1953
Importations:			
Etranger	46	89	109
U. F. O. M.	111	107	119
Ensemble	91	99	116

	1953			
	I	II	III	IV
Importations:				
Etranger	82	87	118	149
U. F. O. M.	96	158	137	83
Ensemble	92	136	131	104

	1954			
	I	II	III	IV
Importations:				
Etranger	148	133	160	
U. F. O. M.	137	204	112	
Ensemble	140	182	127	

Source: I. N. S. E. E.

(1) Arachides, principalement et coprah, noix, soja, graines de colza, tournesol, œillette, etc.

5. Légumes secs

	1938	1951	1952	1953	1954 (9 mois)
Importations:					
Etranger	475	327	78	224	145,4
U. F. O. M.	805	489	764	954	534,7
Total	1.280	816	842	1.178	680,1
Exportations:					
Etranger	221	56	19	19	90,6
U. F. O. M.	77	59	47	67	41,5
Total	308	115	66	86	132,1

6. Légumes frais

	1938	1951	1952	1953	1954 (9 mois)
Importations:					
Etranger	563	461	520	609	361,6
U. F. O. M.	963	1.140	1.287	1.421	1.373,8
Total	1.526	1.601	1.807	2.030	1.735,4
Exportations:					
Etranger	552	831	695	649	579,2
U. F. O. M.	»	130	99	88	78,5
Total	»	961	794	737	657,7

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Légumes et fruits.

Indice du volume: 1949 = 100.

	1950	1952	1953
Importations:			
Etranger	174	176	213
U. F. O. M.	110	126	132
Ensemble	128	140	155
Exportations:			
Etranger	100	86	88
U. F. O. M.	114	107	123
Ensemble	103	91	96

	1953			
	I	II	III	IV
Importations:				
Etranger	302	353	56	140
U. F. O. M.	156	161	70	142
Ensemble	198	216	66	141
Exportations:				
Etranger	69	63	58	162
U. F. O. M.	107	44	88	255
Ensemble	78	58	65	184

	1954		
	I	II	III
Importations:			
Etranger	235	297	59
U. F. O. M.	173	182	79
Ensemble	191	215	73
Exportations:			
Etranger	71	53	67
U. F. O. M.	130	52	94
Ensemble	85	53	74

Source: I. N. S. E. E.

7. Fruits

Fruits à pépins (1):	1938	1951	1952	1953	(9 mois) 1954
Importations:	—	—	—	—	—
Etranger	(2) 547	605	313	341	266
Exportations:					
Etranger	1.359	347	240	536	1.6
U. F. O. M.....	26	82	113	107	44,2
Total	(2) 1.385	429	353	643	45,8
Fruits à noyaux:					
Importations:					
Etranger	67	53	82	56	58,7
U. F. C. M.....	106	73	62	53	76,5
Total	173	129	144	109	135,2
Exportations:					
Etranger	140	57	45	59	28,9
U. F. O M.....	»	2	2	3	3,3
Total	140	59	47	62	32,2
Raisins frais:					
Importations:					
Etranger	»	14	35	45	17,9
U. F. O. M.....	128	74	35	67	47,5
Total	128	88	70	112	65,4
Exportations:					
Etranger	129	267	291	272	123,9
U. F. O. M.....	»	1	2	2	0,6
Total	129	268	293	274	124,5

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

8. Plantes industrielles

Houblon:	1938	1951	1952	1953	1954 (9 mois)
Importations:					
Etranger	»	3,8	5,5	9	4,4
Exportations:					
Etranger	»	4,2	11	6	2,9
U. F. O. M.....	»	0,5	1	2	1,1
Total	»	4,7	12	8	4

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

9. Vin (1.000 hectolitres.)

Vins et apéritifs à base de vin.	1938	1951	1952	1953	1954
Importations:					
Etranger	173	84	72	83	63
U. F. O. M.....	16.153	10.012	11.686	11.741	10.964
Total	16.326	10.096	11.758	11.824	11.027
Exportations:					
Etranger	761	786	811	1.052	1.000
U. F. O. M..... ..	271	606	658	627	148
Total	1.032	1.392	1.469	1.679	1.148

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Boissons (3).

Indice du volume 1949 = 100.

	1950	1952	1953
Importations:			
Etranger	26	44	36
U. F. O. M.....	125	128	127
Ensemble	116	119	119
Exportations:			
Etranger	127	131	146
U. F. O. M.....	135	321	368
Ensemble	129	182	205

(1) Pommes, poires et coings.
(2) Pommes et poires fraiches.
(3) Vins essentiellement et, en outre, eaux et glaces, bières, cidres, eaux-de-vie, liqueurs.

	1952			
	I	II	III	IV
Importations:				
Etranger	30	31	33	49
U. F. O. M.....	116	122	119	149
Ensemble	109	115	112	140
Exportations:				
Etranger	121	145	118	199
U. F. O. M.....	410	366	294	400
Ensemble	198	204	165	253

	1953		
	I	II	III
Importations:			
Etranger	37	25	44
U. F. O. M.....	147	154	158
Ensemble	137	143	148
Exportations:			
Etranger	144	176	152
U. F. O. M.....	392	416	282
Ensemble	240	240	187

Source: I. N. S. E. E.

ECHANGES DE PRODUITS ANIMAUX

(1.000 quintaux.)

1. Lait et produits laitiers

Lait concentré:	1938	1951	1952	1953	1954 (9 mois)
Importations:					
Etranger	24	54	39,2	52	21,6
Exportations:					
U. F. O. M.....	53,2	181,3	177,4	152	120 (1)
Fromages:					
Importations:					
Etranger	142	90	165	83	67
U. F. O. M.....	»	1,85	2,7	2	1,2
Total.....	142	91,8	167,7	85	68,2
Exportations:					
Etranger	46	45,5	36,5	34	25,9
U. F. O. M.....	74	130	142,6	133	106,2
Total.....	120	175,5	179,1	167	132,1
Beurre:					
Importations:					
Etranger	6	136	150	192	12,57
U. F. O. M.....	»	0,65	0,56	»	»
Total.....	6	136,65	150,56	192	12,57
Exportations:					
Etranger	»	0,8	0,7	0,8	0,81
U. F. O. M.....	25	16,2	11,6	14,1	10,21
Total.....	25	17	12,3	15	11,02

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

Produits laitiers.

Indice du volume: 1949 = 100.

	1950	1952	1953
Importations:			
Etranger	93	76	75
Exportations:			
Etranger	90	65	57
U. F. O. M.....	96	118	109
Ensemble	93	102	93

(1) Les exportations de lait non concentré ont atteint 31.347 quintaux pendant les neuf premiers mois de 1954.

	1953 I	II	III	IV
Importations:				
Etranger	186	49	26	28
Exportations:				
Etranger	55	46	52	76
U. F. O. M.	107	126	87	117
Ensemble	91	101	77	105

	1954 I	II	III	IV
Importations:				
Etranger	41	25	19	
Exportations:				
Etranger	57	59	70	
U. F. O. M.	107	116	124	
Ensemble	91	98	108	

Source: I. N. S. E. E.

2. Viande (fraiche ou congelée).

	1938	1951	1952	1953	1954 (9 mois)
Importations:					
Etranger	84	345	223	64	144,4
U. F. O. M.	125	64	56	23	38,8
Total	209	409	279	87	183
Exportations:					
Etranger	5	103	24	92	367,3
U. F. O. M.	»	16	21	12	18,8
Total	5	119	45	104	386,1

Source: Statistique mensuelle du commerce extérieur.

c) Echanges industriels.

ENERGIE

1. Charbon

Ensemble combustibles minéraux solides. (1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

Importations (et livraisons de Sarre).

	I	II	III	IV
1952:	1.779	1.580	1.411	1.426
1953:	1.322	1.216	1.202	1.264
1954:	1.345	1.235	1.327	

Exportations (2).

	I	II	III	IV
1952:	124	155	137	140
1953:	202	224	190	221
1954:	274	164	210	

	1938	1949
Importations	1.842	1.752
Exportations	96,3	195

	1952	1953
Importations	1.549	1.254
Exportations (2)	140	211

Indice du volume: 1949 = 100.

Importations (étranger) (1).

	I	II	III	IV
1952:	95	89	73	68
1953:	73	64	57	58
1954:	67	66	66	

Exportations (totales).

	I	II	III	IV
1952:	95	114	103	107
1953:	125	131	116	138
1954:	126	114	124	

	1950	1952	1953
Importations (1):			
Etranger	59	81	63
Exportations:			
Etranger	108	100	124
U. F. O. M.	502	495	443
Ensemble	113	105	128

Source: I. N. S. E. E.

Houille et lignite (1.000 tonnes).

Importations (et livraisons de Sarre).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	1.357	1.128	963	996	—	—	—	—
1953:	908	799	856	960				
1954:	1.044	938	955		1.278	1.329	1.112	883

(1) Y compris produits de leur distillation (goudrons et dérivés). Les importations d'outre-mer sont très faibles.

(2) Sarre exclue.

Cokes.

Cokes et semi-cokes (1.000 tonnes) (1).

Importations.

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	413	435	437	420	—	—	—	—
1953:	411	398	317	258	197	422	426	343
1954:	264	254	336					

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. Electricité (millions de kWh)

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
1952:	46,7	45,3	77,4	26,7
1953:	29,2	33,7	71,4	49,1
1954:	31,5	26,9	65,3	

Exportations.

	I	II	III	IV
1952:	51,5	45,4	21,6	58,3
1953:	64	33,9	29,6	61,4
1954:	74,7	55,3	48,4	

	1938	1949	1952	1953
Importations	34,5	85,4	53,2	45
Exportations	10	22,7	52,6	45

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

3. Pétrole et produits pétroliers

Indices du volume (1949 = 100 (2).

Importations (étranger).

	I	II	III	IV
1952:	162	168	172	189
1953:	170	177	183	178
1954:	196	191	200	

Exportations (totales).

	I	II	III	IV
1952:	277	308	307	295
1953:	290	311	297	298
1954:	267	272	316	

	1950	1952	1953
Importations	117	173	177
Exportations	151	297	299

Source: I. N. S. E. E.

Pétrole brut (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	1.656	1.684	1.774	1.956	—	—	—	—
1953:	1.718	1.829	1.902	1.849	580	983	1.768	1.832
1954:	2.049	1.957	2.054					

Essences (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
1952:	14,5	18,5	11,5	15
1953:	9,9	21,2	22,1	21,1
1954:	16,2	16,2	28,8	

Exportations.

	I	II	III	IV
1952:	132,3	141,5	102,3	122
1953:	135,3	132,8	113,7	137,7
1954:	131,5	106,5	124,8	

	1938	1949	1952	1953
Importations	57,8	16,6	16,1	18,5
Exportations	18,1	40,8	122,9	130,3

Gas oil (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
1952:	10,7	17,5	10,5	4,7
1953:	17,8	»	2,6	0,4
1954:	3,5	1,3	0,58	

Exportations.

	I	II	III	IV
1952:	121,6	118,9	176,4	146,5
1953:	80,2	112	110	102,4
1954:	73,3	102,2	147,3	

	1938	1949	1952	1953
Importations	6,9	6,1	11	5,3
Exportations	14	67,3	141,7	101,5

(1) Y compris livraisons de la Sarre.

(2) Brut, essences, gas oil, fuel oil et autres produits.

Fuel oil (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	26,7	45,5	5,7	6	1952:	267	308,7	309,4	278,6
1953:	5	18,1	5,3	11,3	1953:	346	345	318,2	278,5
1954:	42,2	21,3	23,9		1954:	244	251,6	261,3	

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —
Importations	33,2	23,6	20,2	10,7
Exportations	8,6	67,5	287,6	321,9

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

MATIERES PREMIERES

Indice du volume (1949 = 100) (1).

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	142	142	115	136	1952:	138	143	126	139
1953:	132	155	142	134	1953:	137	155	131	153
1954:	146	150	157		1954:	137	140	153	

	1950 —	1952 —	1953 —
Importations	110	134	141
Exportations	111	136	144

Source: I. N. S. E. E.

1. Minerai de fer

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).
Exportations.

	I	II	III	IV
1952	800	747	733	774
1953	807	895	757	890
1954	901	910	957	

2. Bauxite

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).
Exportations.

	I	II	III	IV
1952	31	29	23,3	29,4
1953	27,5	22,9	24,1	17,8
1954	20,2	29,6	26,6	

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —
Minerai de fer	814	592	763	837
Bauxite	24,3	15,9	28,2	23,1

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

PRODUITS INDUSTRIELS D'EQUIPEMENT

MÉTAUX COMMUNS ET PRODUITS DE LEUR TRANSFORMATION

Indice du volume 1949 = 100.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	137	134	104	105	1952:	142	144	119	140
1953:	120	107	93	110	1953:	141	150	117	149
1954:	108	124	119		1954:	156	166	145	

	1950 —	1952 —	1953 —
Importations	99	120	107
Exportations	132	136	139

Source: I. N. S. E. E.

(1) Matières premières et demi-produits: minerais et pyrites de fer et, en outre, minerais de plomb, zinc et amiante (indice « autres produits minéraux »).

1. Métaux (production).

Sidérurgie.

Indices du volume 1949 = 100.
(Sidérurgie et première transformation.)

Importations (de l'étranger).	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	71	85	44	63	1952:	153	145	129	167
1953:	99	53	106	139	1953:	191	201	156	197
1954:	162	214	213		1954:	178	200	208	

	1950 —	1952 —	1953 —
Importations	57	66	99
Exportations	172	149	186

Source: I. N. S. E. E.

Ensemble: fonte, acier, produits finis (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	10,5	13	5,5	7,7	1952:	220	201	188	261
1953:	14,3	8	23,1	30,7	1953:	297	319	277	332
1954:	35,3	49,9	48,9		1954:	332	317	363	

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —
Importations	6,2	16,4	9,2	19
Exportations	173	163	218	319

Fonte (fonte brute et ferro-alliages) (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	1,65	1,55	1,83	1,47	1952:	25,6	19,2	31,5	38,5
1953:	0,89	1,55	5,74	8,76	1953:	36,8	31,5	24,6	14,7
1954:	8,32	8,48	9,32		1954:	9,33	9,1	16,4	

Acier (lingots et demi-produits, fer et acier) (1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	4,82	6,64	0,98	3,1	1952:	12,6	11,2	15,7	20,4
1953:	5,7	3,22	7,4	11,14	1953:	29,8	30,8	28,4	25,7
1954:	10,6	12,37	11,46		1954:	33,8	46,7	33,5	

Produits finis (laminés à chaud et tôles minces laminées à froid)
(1.000 tonnes).
(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	3,1	3,3	2,4	3	1952:	172	166	138	202
1953:	7,7	3	7,05	8,61	1953:	222	264	191	235
1954:	14,76	22,25	22,04		1954:	218	221	228	

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —
Fonte:				
Importations	2,78	1,25	1,62	4,23
Exportation	45,1	17,1	28,7	26,9
Acier:				
Importations	0,08	1,08	3,88	6,88
Exportations	15,2	14,1	14,98	29,2
Produits finis:				
Importations	2,2	12,9	2,9	6,58
Exportations	75	117	167	223

N. B. — Echanges extérieurs des ferrailles et déchets (1.000 tonnes):
(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	0,95	1,71	0,33	0,15	1952:	8,8	5,5	4,5	2,5
1953:	0,06	0,20	3	2,14	1953:	8,6	22,4	32,9	57
1954:	1,64	6,78	6,09		1954:	71,2	70,9	85,5	

	1938 —	1949 —	1952 —	1953 —
Importations	37,4	15,1	7,1	1,35
Exportations	37,4	15,1	7,1	39,7

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Métaux non ferreux (et alliages).

Indice du volume 1949 = 100.

(Cuivre, aluminium, nickel, étain, zinc.)

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1952:	150	113	112	108	1952:	54	57	69	78
1953:	106	72	70	86	1953:	114	184	168	166
1954:	97	114	122		1954:	168	216	161	

	1950	1952	1953
Importations	83	128	83
Exportations	177	61	167

Source: I. N. S. E. E.

Importations (1.000 tonnes). (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations (1.000 tonnes). (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
Aluminium:					Aluminium:				
1952 / 1953 / 1954	Les importations sont très faibles.				1952:	0,52	0,81	1,15	0,89
					1953:	3,14	4,58	(4,8)	2,06
					1954:	2,21	1,51	1,63	
Cuivre (1):					Cuivre (1):				
1952:	12	12,3	11,9	13,1	1952:	0,03	0,08	0,04	0,05
1953:	13	7,8	4,6	7,7	1953:	0,64	1,32	0,65	1,25
1954:	9,66	10,75	14,4		1954:	1,19	1,84	1,59	
Plomb:					Plomb:				
1952:	7,04	3,74	3,1	4,15	1952:	0,03	0,05	0,83	1,92
1953:	3,5	2,76	3,5	4,63	1953:	1,1	0,56	0,61	1,60
1954:	3,26	5,03	5,26		1954:	1,32	1,95	0,86	
Zinc:					Zinc:				
1952:	4,2	5,6	3,16	1,86	1952:	0,082	0,091	0,057	0,042
1953:	2,1	0,77	1,4	1,49	1953:	0,03	0,032	0,046	0,076
1954:	2,50	2,30	1,47		1954:	0,09	0,115	0,096	

Evolution annuelle (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	1938	1949	1952	1953
Aluminium:				
Exportations	1,17	1,16	0,84	3,65
Cuivre:				
Importations	10	12,1	12,5	8,3
Exportations	0,99	0,08	0,05	0,96
Plomb:				
Importations	4	2,1	4,5	3,6
Exportations	0,25	1,71	0,54	0,96
Zinc:				
Importations	2,85	4,19	3,74	1,43
Exportations	0,373	0,061	0,066	0,047

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. Métaux (transformation) ouvrages en métaux et machines

Indice du volume 1949 = 100.

Exportations

Ouvrages en métaux.

	I	II	III	IV
1952:	143	169	120	152
1953:	135	136	106	159
1954:	161	188	132	

Machines et appareils.

(Equipement.)

	I	II	III	IV
1952:	151	159	142	145
1953:	142	141	104	133
1954:	123	124	118	

Tracteurs, automobiles, cycles.

	I	II	III	IV
1952:	122	132	100	109
1953:	102	114	90	108
1954:	125	144	106	

Constructions électriques.

(Equipement.)

	I	II	III	IV
1952:	149	140	108	128
1953:	121	116	95	129
1954:	130	168	114	

Autres produits en métaux.

(Equipement surtout.)

	I	II	III	IV
1952:	150	131	101	126
1953:	83	110	92	114
1954:	120	139	119	

(1) Y compris cuivre non raffiné, limailles et vieux métaux de cuivre utilisés pour la production.

	1950	1952	1953
Ouvrages en métaux:			
Exportations	122	146	134
Machines et appareils:			
Importations (étranger)	109	124	128
Exportations	108	149	130
Tracteurs, automobiles, cycles:			
Exportations	109	116	104
Constructions électriques:			
Exportations	114	131	115
Autres produits en métaux (équipement):			
Importations (étranger)	131	121	105
Exportations	120	127	100

Source: I. N. S. E. E.

Fonderie (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1952:	0,224	0,151	0,157	0,216	1952:	24,6	20,61	17,9	17,4
1953:	0,155	0,157	0,21	0,225	1953:	16	21,56	19,15	22,3
1954:	0,155	0,235	0,57		1954:		21,1	24,6	20,3
Moyenne mensuelle:			1949 = 0,116		Moyenne mensuelle:			1949 = 16,43	
			1952 = 0,187					1952 = 20,1	
			1953 = 0,19					1953 = 19,74	
(Chauffage, sanitaires, poteries principalement et, très faiblement, tuyaux de fonte et fonte mécanique.)					(Tuyaux de fonte surtout et, très faiblement, chauffage, sanitaires, poteries.)				

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Machines agricoles.

Tracteurs (pièce) (1).

(Moyenne mensuelle.)

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1952.	641	746	957	792	1952:	350	517	252	272
1953:	652	1.111	1.153	439	1953:	187	251	215	382
1954:	390	501	800		1954:	344	374	384	
Moyenne mensuelle:			1949 = 1.014		Moyenne mensuelle:			1949 = 219	
			1952 = 783					1952 = 350	
			1953 = 838					1953 = 255	

Motoculteurs (pièce).

(Moyenne mensuelle.)

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1952:	61	28	101	168	1952:	9	7	8	5
1953:	29	73	109	33	1953:	5	5	2	5
1954:	68	73	55		1954:	5	17	17	
Moyenne mensuelle:			1949 = 61		Moyenne mensuelle:			1949 = 18	
			1952 = 89					1952 = 7	
			1953 = 61					1953 = 5	

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Automobile (pièce).

(Moyenne mensuelle.)

Voitures particulières.

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1952:	1.090	506	479	515	1952:	6.570	8.176	6.228	6.897
1953:	295	601	503	614	1953:	6.087	7.809	6.344	6.785
1954:	425	633	935		1954:	8.173	10.105	7.235	

Véhicules utilitaires.

	Importations. I	II	III	IV		Exportations. I	II	III	IV
1952:	99	42	44	33	1952:	1.853	1.715	1.456	1.749
1953:	28	70	27	55	1953:	1.548	1.688	1.513	1.868
1954:	33	39	24		1954:	2.577	2.549	1.745	

Voitures particulières.	Importations.	Exportations.	Véhicules utilitaires.	Importations.	Exportations.
1949	119	6.348	1938	»	200
1952	648	6.896	1949	12	1.669
1953	503	6.772	1952	54	1.701
			1953	41	1.654

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Tous tracteurs agricoles et autres à raies et, très faiblement, à chenilles.

3. Verres (faience, porcelaine, verrerie)

Indice du volume: 1949 = 100.

Exportations.

	I	II	III	IV	Moyenne mensuelle:	
1952:	143	117	96	130	1950	115
1953:	131	133	106	137	1952	121
1954:	134	144	124		1953	127

Source: I. N. S. E. E.

4. Caoutchouc

Pneumatiques et bandages (1.000 tonnes.)

(Moyenne mensuelle.)

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	1,46	0,34	0,42	0,4	1952:	2,8	2,4	1,83	2,56
1953:	0,55	0,38	0,21	0,29	1953:	2,5	2,8	2,28	2,52
1954:	0,32	0,32	0,58		1954:	3,53	3,33	3,06	

	1938	1949	1952	1953
	—	—	—	—
Importations	0,31	0,35	0,65	0,35
Exportations	0,83	1,75	2,4	2,61

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Indice du volume: 1949 = 100.

(Importations de matières premières.)

Importations.

	I	II	III	IV	Moyenne mensuelle:	
1952:	156	116	110	110	1950	95
1953:	135	106	103	121	1952	123
1954:	140	114	109		1953	116

Source: I. N. S. E. E.

PRODUITS INDUSTRIELS DE CONSOMMATION

1. Produits chimiques

Indice du volume: 1949 = 100.

Importations (étranger).	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	207	105	81	109	1952:	116	118	130	154
1953:	131	134	119	117	1953:	156	164	118	150
1954:	166	155	162		1954:	193	188	218	

	1950	1952	1953
	—	—	—
Importations.....	116	125	133
Exportations.....	133	144	162

Source: I. N. S. E. E.

Engrais (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

1952:	I	II	III	IV
a) Nitrate soude naturel.....	16,3	1,8	»	2,8
b) Nitrate soude synthétique.....	»	»	»	»
c) Superphosphates	»	»	»	»
1953:				
a) Nitrate soude naturel.....	6,9	10,8	6,1	4,9
b) Nitrate soude synthétique.....	»	»	»	»
c) Superphosphates.....	»	»	0,2	1,6
1954:				
a) Nitrate soude naturel.....	15,7	9,2	8	
b) Nitrate soude synthétique.....	»	»	»	
c) Superphosphates	2,1	1,4	1,1	

	1938	1949	1952	1953
	—	—	—	—
a) Nitrate soude naturel.....	9,6	8,4	5,19	7,17
b) Nitrate soude synthétique.....	7,4	0,7	»	»
c) Superphosphates	6,2	0,1	»	0,43

Exportations.

1952:	I	II	III	IV
1. Superphosphates	13,1	4,2	2,4	1
2. Scories de déphosphoration.....	22	31,2	24,7	22,8
3. Engrais composés	6,1	5,5	7,8	7,6
1953:				
1. Superphosphates	1,9	2,2	2,8	1,9
2. Scories de déphosphoration.....	17,8	12,5	17,9	52
3. Engrais composés.....	5,6	2,8	4,5	11,8
1954:				
1. Superphosphates	5,8	0,5	0,5	
2. Scories de déphosphoration.....	25,9	17,7	29,5	
3. Engrais composés.....	6,8	5,1	7,1	

	1938	1949	1952	1953
	—	—	—	—
1. Superphosphates	3,4	13,6	5,16	2,1
2. Scories de déphosphoration.....	23,2	24,8	25,2	25
3. Engrais composés.....	3,9	5,3	6,5	6,2

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

2. Corps gras

Indice du volume: 1949 = 100.

Oléagineux et corps gras.

Importations.

	I	II	III	IV	Moyenne mensuelle:	
1952:	99	118	93	87	1950	91
1953:	92	136	131	104	1952	99
1954:	140	182	127		1953	116

Source: I. N. S. E. E.

3. Textiles

Indice du volume: 1949 = 100.

Matières premières.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations (1).	I	II	III	IV
1952:	123	89	85	66	1952:	83	136	128	164
1953:	126	104	105	88	1953:	147	145	99	130
1954:	130	122	92		1954:	140	170	150	

Fils, filés, ficelles.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	»	»	»	»	1952:	89	73	79	119
1953:	»	»	»	»	1953:	124	132	114	149
1954:	»	»	»	»	1954:	149	137	143	

Tissus et confection, bonneterie, chapellerie.

Importations (1).	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	261	78	62	113	1952:	111	105	104	129
1953:	101	99	92	106	1953:	111	114	100	143
1954:	95	83	110		1954:	122	125	116	

Ensemble.

Importations.	I	II	III	IV	Exportations.	I	II	III	IV
1952:	137	87	82	70	1952:	103	103	103	131
1953:	122	102	103	89	1953:	118	121	103	142
1954:	125	117	93		1954:	129	132	125	

	1950	1952	1953
	—	—	—
Matières premières:			
Importations	100	91	106
Exportations	127	130	130
Fils, filés, ficelles:			
Exportations	157	90	130
Tissus:			
Importations	246	129	99
Exportations	121	112	117
Ensemble:			
Importations	116	94	104
Exprotations	129	110	121

Source: I. N. S. E. E.

(1) Etranger seulement.

Laine (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
Laine brute (base lavée à fond, dégraissés, déchets, effilochés inclus):				
1952	9,1	8,4	7,5	5,1
1953	10,9	9,5	12	7,2
1954	11,8	12	9	
Laine peignée:				
1952	0,14	0,054	0,214	0,194
1953	0,225	0,21	0,122	0,114
1954	0,129	0,196	0,162	
Filés (purs ou mélangés):				
1952	0,026	0,007	0,013	0,026
1953	0,022	0,013	0,020	0,018
1954	0,026	0,022	0,037	
Tissus (1):				
1952	0,15	0,025	0,067	0,073
1953	0,055	0,065	0,098	0,098
1954	0,101	0,091	0,132	

Exportations.

	I	II	III	IV
Laine peignée:				
1952	0,8	1,71	1,56	1,81
1953	1,53	1,69	0,92	1,37
1954	1,55	1,94	1,54	
Filés (purs ou mélangés):				
1952	0,62	0,52	0,79	1,26
1953	1,29	1,32	1,18	1,52
1954	1,53	1,27	1,41	
Tissus (1):				
1952	0,3	0,26	0,4	0,15
1953	0,29	0,31	0,44	0,555
1954	0,38	0,337	0,433	

	1938	1949	1952	1953
Laine brute:				
Importations	10,4	9,4	8,1	9,9
Laine peignée:				
Importations	0,067	0,009	0,15	0,17
Exportations	1,87	1,02	1,17	1,38
Filés:				
Importations	0,017	0,021	0,018	0,018
Exportations	0,92	1,23	0,8	1,33
Tissus (1):				
Importations	0,06	0,025	0,08	0,079
Exportations	0,28	0,77	0,35	0,396

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

Coton (1.000 tonnes).

(Moyenne mensuelle.)

Importations.

	I	II	III	IV
Coton brut (déchets exclus):				
1952	29,6	17,3	17,8	17,6
1953	29,5	22,7	20,1	22,3
1954	29,3	26,4	22,1	
Filés (purs ou mélangés):				
1952	0,72	0,29	0,055	0,13
1953	0,11	0,14	0,12	0,11
1954	0,1	0,13	0,12	
Tissus de coton (purs ou mélangés):				
1952	1,66	0,33	0,33	0,49
1953	0,34	0,25	0,22	0,25
1954	0,22	0,22	0,32	

(1) Statistiques nouvelles pour 1952 (tapis exclus).

(Moyenne mensuelle.)

Exportations.

	I	II	III	IV
Coton brut (déchets exclus):				
1952	Les exportations sont négligeables.			
1953				
1954				
Filés (purs ou mélangés):				
1952	0,7	0,54	0,51	0,72
1953	0,89	0,75	0,47	0,61
1954	0,63	0,64	0,55	
Tissus de coton (purs ou mélangés):				
1952	4,9	4,3	4,3	5,2
1953	4,4	4,1	3,3	5,2
1954	4,5	4,21	3,86	

	1938	1949	1952	1953
Coton brut:				
Importations	23,2	21,6	20,5	23,6
Filés:				
Importations	0,04	0,55	0,3	0,12
Exportations	0,77	0,44	0,62	0,68
Tissus:				
Importations	0,054	0,63	0,70	0,266
Exportations	3,72	4,42	4,68	4,25

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

4. Cuirs et peaux

Cuirs et peaux finis de bovins (tonnes).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	39	19	15	21	1952:	206	215	291	343
1953:	24	35	16	22	1953:	337	350	237	313
1954:	43	10	11		1954:	406	502	375	

	1938	1949	1952	1953
Importations	87	10	23	24
Exportations	123	99	264	309

Indice du volume: 1949 = 100.

(Matières premières et demi-produits.)

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1952:	125	111	124	131	1952:	124	145	162	186
1953:	138	138	116	130	1953:	167	172	139	186
1954:	118	150	137		1954:	196	214	194	

	1950	1952	1953
Importations	126	123	138
Exportations	195	154	166

Source: I. N. S. E. E.

Chaussures (1.000 paires) (1).

Importations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV	Exportations. (Moyenne mensuelle.)	I	II	III	IV
1950:	147	224	219	228	1950:	280	311	174	400
1951:	209	157	154	178	1951:	315	384	289	454

	1938	1949	1951
Importations	92	43	174
Exportations	279	201	368

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Articles bottiers exclus.

5. Papiers-cartons

Indice du volume: 1949 = 100.

Importations de l'étranger. *Pâtes à papier* (étranger).	I	II	III	IV	Exportations. *Papier* (édition exclue).	I	II	III	IV
1952:	157	82	78	89	1952:	121	95	67	88
1953:	126	119	95	133	1953:	95	95	82	109
1954:	154	139	117		1954:	112	109	108	
Moyenne mensuelle:			1950 = 114.		Moyenne mensuelle:			1950 = 138.	
			1952 = 102.					1952 = 93.	
			1953 = 118.					1953 = 95.	

Source: I. N. S. E. E.

Importation de pâtes à papier (1.000 tonnes pâtes sèches)

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	34,7	27,6	28,4	30,2
1953	42,2	39,7	32,1	42,4
1954	50,1	46,3	38,3	

Moyennes mensuelle: 1938 = 33. — 1949 = 34.3. — 1952 = 35,2. 1953 = 39,1.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

7° POSSIBILITES TECHNIQUES D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION

(D'après l'équipement, l'activité, les anticipations, etc.)

L'appréciation de ces possibilités ne relève pas seulement d'observations économiques, mais aussi d'informations d'ordre qualitatif qui ont leur place dans le rapport de conjoncture proprement dit. Elle implique un travail d'interprétation qui déborde une présentation élaborée des observations les plus essentielles à l'établissement de ce rapport.

L'institut national de la statistique et des études économiques a effectué, en mai 1954, une nouvelle enquête auprès des chefs d'entreprise pour recueillir leurs prévisions sur la situation de l'économie française en général et de leurs entreprises en particulier, pour le deuxième semestre 1954.

N. B. — 2.831 chefs d'entreprise (dont 2.217 pour l'industrie et 614 pour le commerce) ont été consultés.

a) Résumé des prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise sur l'économie française au deuxième semestre 1954.

(Par comparaison avec le deuxième semestre 1953.)

Production industrielle..... Légère augmentation.
Emploi ..... Sans changement.

Volume des exportations:

Vers l'étranger..... Légère augmentation.
Vers l'U. F. O. M..... Sans changement.
Prix de gros..... Très légère tendance à la baisse.
Volume des affaires dans le commerce..... Augmentation.

b) Perspectives des divers secteurs de l'industrie pour le deuxième semestre 1954.

INDUSTRIES	PRODUCTION	COMMANDES
Industries extractives..	Augmentation.	Augmentation.
Production des métaux.	Augmentation.	Augmentation.
Transformation des métaux	Augmentation.	Légère augmentation.
Industries chimiques..	Augmentation.	Légère augmentation.
Matériaux de construction, céramique, verre	Légère augmentation.	Légère augmentation.
Industries textiles.....	Légère diminution.	Légère diminution.
Habillement et bonneterie	Légère augmentation.	Légère augmentation.
Industries alimentaires.	Augmentation.	Légère augmentation.
Cuirs	Sans changement.	Sans changement.
Bois et liège.....	Légère augmentation.	Sans changement.
Papier et carton.....	Légère augmentation.	Sans changement.

INDUSTRIES	EMPLOI	EXPORTATIONS vers l'étranger.
Industries extractives..	Diminution.	Sans changement.
Production des métaux.	Sans changement.	Augmentation.
Transformation des métaux	Légère augmentation.	Augmentation.
Industries chimiques...	Sans changement.	Légère diminution.
Matériaux de construction, céramique, verre	Légère diminution.	Diminution.
Industries textiles.....	Légère diminution.	Légère diminution.
Habillement et bonneterie	Sans changement.	Légère augmentation.
Industries alimentaires.	Sans changement.	Légère augmentation.
Cuirs	Sans changement.	Sans changement.
Bois et lièges.....	Légère augmentation.	Légère augmentation.
Papier et carton.....	Sans changement.	Augmentation.

L'institut national de la statistique et des études économiques conclut dans les termes suivants son enquête:

Les chefs d'entreprise ont constaté, en général, aussi bien dans l'industrie que dans le commerce, une amélioration de l'activité au cours des derniers mois écoulés. Ils pensent que cette amélioration est appelée à se poursuivre au cours des mois à venir et prévoient en conséquence que le deuxième semestre de 1954 sera meilleur que celui de 1953, non seulement au point de vue de la production, mais encore au point de vue des commandes et aussi des exportations vers l'étranger. Les accroissements prévus sont encore de faible amplitude — puisque aussi bien aucun élément actuel n'autorise à envisager une progression rapide de l'activité économique. C'est donc un optimisme modéré qui ressort de l'ensemble des prévisions des industriels et des commerçants.

Malgré la tendance à l'accroissement de la production, il existe encore dans l'industrie une marge appréciable de capacité de production insuffisamment employée, surtout dans les entreprises de dimensions relativement moins importantes. L'insuffisance de la demande intérieure paraît être le principal obstacle à une utilisation plus complète de l'appareil productif français. Les commerçants semblent pourtant augurer assez bien de l'évolution de la demande d'ici la fin de l'année, mais sur ce point les informations fournies par l'enquête ne sont pas absolument complètes, puisque le petit commerce de détail n'y est guère représenté.

Comme lors de la précédente enquête, les chefs d'entreprises estiment, en général, que l'accroissement de la production peut se réaliser sans augmentation de l'emploi de la main-d'œuvre. Et ces perspectives, qui traduisent l'espoir d'une amélioration de la productivité, ne sont peut-être pas étrangères aux prévisions de baisse des prix qui, sans être aussi généralisées qu'en 1952, apparaissent encore dans une fraction non négligeable des entreprises.

8° DISTRIBUTION-TOURISME

a) Importance et répartition des entreprises commerciales.

(D'après une exploitation du fichier des établissements géré par l'I. N. S. E. E., octobre 1953.)

1. Nombre des établissements

N. B. — Les chiffres donnés ci-après peuvent être légèrement supérieurs à la réalité, les créations d'établissement étant notifiées plus régulièrement que les suppressions.

Commerces proprement dits: *Vendeurs de produits, c'est-à-dire exerçant leur activité dans le cadre des circuits amenant les produits du producteur final au consommateur final.*

Définition restrictive: commerces, acheteurs et vendeurs de produits, sans opération de fabrication ou transformation..... (1)	963.000
Intermédiaires vendant pour le compte d'autrui (commissionnaires, courtiers, mandataires, agents).	28.000
Commerces de détail ayant une activité de production (boulangeries, pâtisseries, charcuteries).....	92.000
	1.083.000

(1) Inclus: débits de boissons et restaurants annexés à un hôtel (vendeurs de produits: 43.000). — Exclus: pharmaciens, herboristes, opticiens, orthopédistes (16.000 en 1950).

Report		1.083.000
A déduire:		
Commerces travaillant en amont de la production (exemple: négociants, importateurs de laine brute, etc.)		— 17.000
Commerces reliant deux branches de production (exemple: commerces d'engrais)		
Commerces reliant deux stades successifs de production (exemple marchands de fer, négociants en matériaux de construction)		— 6.000
Commerces mixtes (à la fois activité de distribution et relais entre producteurs) (exemple: marchands de bestiaux)		
Total des commerces proprement dits...		= 1.060.000
Dont:		
a) Commerces de détail:		
Vente au détail		787.000
Boulangeries, pâtisseries, charcuteries		92.000
		879.000
Plus mixtes (détail plus autres activités commerciales de gros ou demi-gros)	(1)	63.000
Points de vente à la consommation		942.000
b) Autres commerces:		
Gros, demi-gros		90.000
Intermédiaires		28.000
		118.000

Vendeurs de services.

Salons de coiffure		55.000
Hôtels (sans café ou restaurant)	(2)	9.000
Blanchisseries		8.000
Teintureries		8.000
		80.000

(*N. B.* — Transports, spectacles, garages, réparateurs exclus.)

Donc, total des commerces, au sens large du mot: de 1.140.000 (1.060.000 commerces proprement dits, plus 80.000 vendeurs de services) à 1.160.000 (1.083.000 commerces toute nature plus 80.000 vendeurs de services).

ANALYSE DÉTAILLÉE

1. Points de vente à la consommation: 942.000

(chiffre probablement supérieur à la réalité, les cessations de commerce étant mal connues).

a) Non sédentaires ou forains		99.000
Alimentation	36.000	
Textiles, habillement	28.000	
Autres produits	8.000	
Activités non indiquées	27.000	
	99.000	
b) Sédentaires		843.000

2. *Alimentation* (600.000).

Débits de boissons, restaurants (274.000):

Débits	186.000	(dont 18.000 avec tabac et 44.000 avec commerce alimentaire).
Restaurants	45.000	(dont 3.000 cantines d'entreprises et 1.700 établissements analogues).
Hôtels avec café ou restaurant.	43.000	
	274.000	

(1) Mais une partie des commerces mixtes pratiquent aussi la vente en gros et demi-gros.

(2) Total des hôtels: 43.000 commerces avec café et restaurant plus 9.000 = 52.000.

Commerces de détail alimentaires (326.000):

Boulangeries, pâtisseries	59.000	
Boucheries (charcuteries, triperies)	69.000	
Poissonneries	6.000	
Alimentation générale, épiceries, boissons, crémeries, fruiteries, confiseries	192.000	(dont 2.700 coopératives d'entreprises ou d'administration) (1).
	326.000	

N. B. — Total:

Débits, restaurants	274.000
Commerces de détail alimentaires sédentaires	326.000
	600.000

3. *Commerces de détail non alimentaires* (sédentaires) (243.000)

Non spécialisés (7.000):

Grands magasins	150	
Prix uniques	180	
Bazars, galeries	6.600	
	7.000	(environ).

Textile. Habillement (75.000):

Chemiserie, lingerie, bonneterie	16.000	
Tissus	14.000	
Mercerie	11.500	
Confection	8.500	
Chapellerie, mode	2.800	
Autres	2.500	
Non spécifiés	20.000	
	75.000	(environ).
Quincaillerie, ménage, chauffage	14.000	
Chaussure	13.500	(dont 1.600 sociétés à succursales multiples).
Charbons	12.800	
Drogueries	11.000	
Tabacs (sans débits)	8.600	
Papeteries	7.500	
Ameublement	5.000	
Ameublement (occasion)	4.500	
Carburants	4.800	
Horlogerie, bijouterie	4.800	
Librairie	4.500	
Librairie (journaux, revues)	3.000	
Fleurs	4.500	
Appareillages de radio	4.100	
Céramique, verrerie	2.600	
Cycles	2.400	
Parfumeries	2.200	
Maroquineries	2.200	

POURCENTAGES

1. Pourcentages par rapport au nombre total des commerces proprement dits (1.060.000).

Par nature de vente.			Par produit vendu.		
Détail		89	Alimentation:		
Gros ou assimilé:			Débits-restaurants	26	
Etablissements	8,5		Commerces alimentaires	44	
Intermédiaires	2,5				70
		11	Textiles-habillement		10,5
			Autres		19,5
		100			100

(1) 29.000 établissements sur le total de 192.000 (soit 15 p. 100) sont exploités par des sociétés à succursales multiples (y compris les sociétés coopératives de consommation).

2. *Pourcentages par rapport au nombre total des points de vente à la consommation* (942.000).

a) Non sédentaires ou forains (10,5).

Alimentation	4
Textiles, habillement	3
Autres	3,5
	10,5

b) Sédentaires (89,5).

Alimentation:		Commerces de détail non alimentaires:	
Débits-restaurants (1)	30	Non spécialisés	0,75
Autres	33,5	Textiles-habillement	8
	63,5	Autres	17,25
			26

Total:

Alimentation (2)	67,5
Textiles, habillement	11
Autres	21,5
	100

N. B. — Les commerces de textiles habillement représentent 33 p. 100 des points de vente au détail non alimentaires.

2. Forme juridique des entreprises (1950)

Les pourcentages donnés ci-après sont établis d'après les renseignements relatifs au nombre de redevables du chiffre d'affaires. (Fichier de l'I. N. S. E. E.) Ils se rapportent au nombre d'entreprises et non pas au nombre de points de vente, et ne traduisent donc pas l'importance économique réelle des groupes. (Les sociétés représentent, en général, moins de 20 p. 100 des entreprises, mais ont le plus souvent plusieurs points de vente.)

DÉSIGNATION	PROPRIÉTÉS individuelles.	SOCIÉTÉS PRIVÉES de personnel ou par intérêts.	SOCIÉTÉS PRIVÉES coopératives.	SOCIÉTÉS PRIVÉES de capitaux ou par actions.	DIVERS autres et non déclarés
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
69. Commerces agricoles et alimentaires	84,6	7,3	2,3	5,5	0,3
72. Non sédentaires	98,9	1	»	»	»
73. Matières premières, matériaux, combustibles	70	18,9	0,2	10	0,8
74. Quincaillerie, machines, véhicules	71,7	23,8	0,1	3,7	0,5
75. Textiles, habillement, cuirs	79,7	18,2	»	1,6	0,3
76. Commerces divers (1)	78,6	17,6	0,1	3	0,6
77-78. Hôtellerie et débits de boissons	95,2	3,7	5	0,3	0,7
72 à 78. Commerces non alimentaires	88,4	9,4	5	1,5	0,5

(1) Rubriques 70, 76, 79, 80, 81. — Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Part des sociétés: 1943, 14 p. 100; fin 1950, 15,5 p. 100; 1951, 20,8 p. 100 (la progression se fait surtout au profit des sociétés à responsabilité limitée).

Source: Direction du commerce intérieur.

(1) Soit 33 p. 100 du nombre des commerces de détail sédentaires.

(2) Vente « à consommer sur place »: 274.000 (débits-restaurants, hôtels-cafés et hôtels-restaurants). — Vente « à emporter »: 410.000 (commerces de détail: 326.000 + forains, 36.000 + annexes alimentaires aux débits: 44.000 = 420.000 environ).

3. Nombre d'employés (1950).

Plus de 60 p. 100 des établissements commerciaux n'emploient aucun salarié en 1950. Moins de 10 p. 100 occupent plus de 6 salariés.

Sur le nombre total de 1.135.000 établissements, donné plus haut, 913 seulement occupent plus de 100 salariés, dont 92 plus de 500. Ces derniers établissements ne représentent donc que le 1/1.000e du nombre total des commerces.

DÉSIGNATION	AUCUN salarié	DE 1 A 5 salariés.	PLUS DE 5 salariés.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
1. Commerces non sédentaires	86,8	11,3	2,9
2. Débit de boissons, tabac	81,7	17,6	0,7
3. Récupération	66,8	24,2	9
4. Commerces non spécialisés	63,7	27,2	9,1
5. Commerces agricoles et alimentaires	62,3	34,5	3,2
6. Textiles, habillement, cuirs	60,6	34	5,4
7. Hygiène	59	37,5	3,5
8. Boulangerie, pâtisserie	58	37	5
9. Hôtellerie, restaurants, cafés	55	40,1	4,9
10. Matières premières, matériaux combustibles	42,8	43,5	3,7
11. Spectacles et production cinématographique	28	43,5	28,5
12. Banques, assurances	»	76,7	23,3
13. Commerces divers	59,8	35,2	5
14. Commerces mal désignés	54,8	39,4	9,8
Ensemble	62	29,5	8,5
Commerces au sens strict du mot (1)	65	27,2	7,8

(1) Rubriques 1, 2, 4, 5, 6, 13 et 14.

Sources: Direction du commerce intérieur, I. N. S. E. E.

b) **Indices du chiffre d'affaires.**

(Chiffre d'affaires moyen quotidien.)

1. Commerces alimentaires

Indice 1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Sociétés à succursales multiples.

	I	II	III	IV
1952	150	143	160	150
1953	152	158	169	168
1954	162	174	187 juil.	

1951 = 124. — 1952 = 151.

N. B. — 1952: CA + 22 p. 100; prix + 11 p. 100.

Coopératives de consommation.

	I	II	III	IV
1952	148	153	164	166
1953	159	170	174	166
1954	169	183	202 juil. 184 août.	

1951 = 130. — 1952 = 158.

N. B. — 1952: CA + 22 p. 100; prix + 11 p. 100.

Autres détaillants.

	I	II	III	IV
1952	129	129	131	141
1953	133	137	135	148
1954	140	148	149 juil. 146 août.	

1951 = 116. — 1952 = 132.

N. B. — 1952: CA + 16 p. 100; prix + 11 p. 100.

Source: I. N. S. E. E.

2. Commerces non alimentaires

(Indice du chiffre d'affaires moyen quotidien.)

Indice: 1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Grands magasins.

Paris (6):

	I	II	III	IV
1952:	157	137	129	197
1953:	157	147	125	216
1954:	166	159	144 juil. 110 août	

1951 = 131. — 1952 = 155.

N. B. — 1952: CA + 14 p. 100; prix + 8 p. 100.

Province:

	I	II	III	IV
1952:	139	141	142	206
1953:	142	147	148	225
1954:	152	171	168 juil. 157 août	

1951 = 142. — 1952 = 159.

N. B. — 1952: CA + 12 p. 100; prix + 7 p. 100.

Textiles-habillement.

	I	II	III	IV
1952:	114	124	105	144
1953:	110	124	97	130
1954:	103	140	111 juil. 93 août	

1951 = 119. — 1952 = 129.

N. B. — 1952: CA + 3 p. 100; prix + 4 p. 100.

Source. I. N. S. E. E.

Chaussures.

	I	II	III	IV
1952:	93	144	107	151
1953:	94	137	109	153
1954:	96	159	107 juil. 88 août	

1951 = 114. — 1952 = 124.

N. B. — 1952: CA + 9 p. 100; prix + 6 p. 100.

Droguerie-quincaillerie.

	I	II	III	IV
1952:	150	153	140	154
1953:	138	150	147	163
1954:	147	160	153 juil. 118 août	

1951 = 132. — 1952 = 150.

N. B. — 1952: CA + 13 p. 100; prix + 17 p. 100 (q.), + 9 p. 100 (d.).

Ameublement.

	I	II	III	IV
1952:	181	148	142	159
1953:	132	140	157	185
1954:	153	161	156 juil. 139 août	

1951 = 143. — 1952 = 152.

N. B. — 1952: CA + 10 p. 100; prix + 16 p. 100.

3. Services et divers

(Indice du chiffre d'affaires moyen.)

(Indice: 1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

Spectacles.

(Recettes mensuelles.)

	I	II	III	IV
1952:	150	139	106	173
1953:	150	118	108	181
1954:	164	159	126 juil. 107 août	

1951 = 121. — 1952 = 142.

N. B. — 1952: recettes + 17 p. 100; prix + 24 p. 100.

Source: I. N. S. E. E.

Coiffure.

(Chiffres d'affaires moyen quotidien.)

	I	II	III	IV
1952:	122	154	149	162
1953:	141	167	162	166
1954:	140	183	186 juil. 170 août	

1951 = 122. — 1952 = 147.

N. B. — 1952: CA + 20 p. 100; prix + 20 p. 100.

4. Journaux (tirage quotidien).

Indice: 1950 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	91	91	92	92
1953	95	93	96	95
1954	95	97	102 juil. 95 août.	

1951 = 95. — 1952 = 92.

Source: I. N. S. E. E.

c) Evolution du commerce intérieur.

1. Création de fonds (1).

(Moyenne mensuelle.)

France entière.

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1953:	4.823	4.615	3.640	4.956	—	—	—	—
1954:	3.596	3.391	2.619		*	*	4.690	4.509

Actes de constitution de sociétés (Seine).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	569	481	394	490	—	—	—	—
1953:	491	472	356	363	294	650	484	419
1954:	387	330	280					

2. Dissolution et radiation

(Moyenne mensuelle.)

Radiation de fonds (France entière) (1).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1953:	4.605	3.001	2.573	3.839	—	—	—	—
1954:	4.884	3.230	2.930		*	*	3.380	3.549

Acte de dissolution de sociétés (Seine).

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	304	222	158	228	—	—	—	—
1953:	255	202	170	264	147	247	228	219
1954:	306	204	171					

3. Liquidations judiciaires (déclarées).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	129	119	107	145	—	—	—	—
1953:	153	141	107	147	145	98	125	137
1954:	160	161	133					

Dont: *Commerces agricoles et alimentaires:*

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	30	19	20	20	—	—	—	—
1953:	23	22	15	26	31	*	22	21
1954:	24	26	17					

4. Faillites (déclarées).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	354	384	293	414	—	—	—	—
1953:	415	435	302	477	405	283	369	415
1954:	492	438	336					

Dont: *Commerces agricoles et alimentaires:*

	I	II	III	IV	1938	1949	1952	1953
1952:	71	71	49	74	—	—	—	—
1953:	71	72	42	73	70	58	66	64
1954:	84	69	55					

Source: I. N. S. E. E.

d) Tourisme: le mouvement des affaires dans l'hôtellerie.

L'institut national de la statistique des études économiques a renouvelé, en octobre 1954, son enquête auprès des hôtelleries, afin de connaître leur avis sur les résultats et perspectives de leur activité.

On trouvera ci-après le résumé de l'étude publiée par l'I. N. S. E. E.:

« Le questionnaire utilisé était identique à celui de l'enquête effectuée en avril dernier, sauf les questions relatives aux investissements dans l'hôtellerie, qui ont été reprises sous la même forme que l'an dernier.

« L'ensemble des hôteliers interrogés a été le même que pour les précédentes enquêtes, sauf élimination des hôtels qui ne sont plus exploités. Rappelons qu'il constitue un échantillon représentatif de l'ensemble des hôtels de tourisme, obtenu par tirage dans un répertoire, avec des taux d'échantillonnage variables suivant les catégories. Au total 915 hôteliers ont été consultés, répartis à peu près également entre les quatre catégories d'hôtels.

« Les questionnaires ont été envoyés vers le 30 septembre. A la fin d'octobre, l'I. N. S. E. E. avait reçu 421 réponses exploitables: le rendement a donc été sensiblement amélioré par rapport à la première enquête (393 réponses à fin octobre 1953). En outre, six établissements consultés n'étaient plus exploités comme hôtels à partir de cette année et quatre autres ont indiqué qu'ils n'étaient pas exploités cette année pour cause de transformations.

« La répartition des réponses suivant les catégories d'hôtels s'établit ainsi:

*	80
**	114
***	116
****	111

« Le rapport du nombre de réponses reçues au nombre de personnes interrogées est donc d'environ 50 p. 100 dans les trois catégories supérieures, et de 35 p. 100 seulement dans la catégorie * ».

(1) Intermédiaires exclus.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS ET PERSPECTIVES DANS L'HÔTELLERIE

DÉSIGNATION	RÉSULTATS — Avril-septembre 1954 par comparaison avec avril-septembre 1953.	PERSPECTIVES — Octobre 1954-mars 1955 par comparaison avec octobre 1953-mars 1954.
Coefficient d'occupation	Légère augmentation.	Très légère augmentation.
Tourisme étranger.....	Légère augmentation.	Très légère augmentation.
Durée moyenne des séjours	Diminution.	Très légère diminution.
Coefficien d'occupation. Recettes logement (moyenne par journée-voyageur)	Sans changement.	Très légère diminution.
Autres recettes (moyenne par journée-voyageur)	Légère diminution.	Légère diminution.

Coefficient moyen d'occupation... { Avril-juin ..... 46 p. 100. Juillet-septembre ... 68 p. 100.

Principaux facteurs ayant limité l'activité (par ordre décroissant):
Conditions atmosphériques.
Manque de clientèle étrangère.
Concurrence des autres pays.
Manque de clientèle française.

Localités les plus favorisées pendant la saison d'été:
Stations balnéaires de la Méditerranée.

Localités les plus défavorisées pendant la saison d'été:
Stations de montage.
Stations balnéaires de la Manche.

9° TRANSPORTS

a) Trafic (tous transports).

1. FER (Société nationale des chemins de fer français).

Trafic voyageurs kilométrique (millions).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	1.780	2.310	3.310	2.010
1953:	1.807	2.313	2.810	1.883
1954:	1.633	2.200	3.170 juil.	
			3.160 août.	

Moyenne mensuelle:
1929 = 2.350
1938 = 1.837
1949 = 2.456
1952 = 2.380
1953 = 2.110

Trafic marchandises kilometrique (millions de tonnes-kilomètre).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	3.840	3.610	3.510	3.713
1953:	3.403	3.387	2.260	3.712
1954:	3.447	3.267	3.280 juil.	
			2.970 août.	

Moyenne mensuelle:
1929 = 3.480
1938 = 2.210
1949 = 3.420
1952 = 3.675
1953 = 3.376

Tonnages chargés et entrés chargés.

(Moyenne journalière des transports commerciaux.) (1.000 tonnes.)

(Moyenne par trimestre.)

	I	II	III	IV
1952:	490	469	445	496
1953:	454	446	382	504
1954:	456	427	431	

Moyenne mensuelle:
1938 = 362
1951 = 484
1952 = 474
1953 = 446

Source: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

Evolution du parc de matériel à marchandises et du chargement moyen par wagon.

Effectif et capacité du parc de wagons.

	1938	1952 (fin d'année)	
Nombre de wagons-marchandises (1.000):			
S. N. C. F.	475	360	(— 24,2 %)
Particuliers	33	39	(+ 18,2 %)
	508	399	(— 21,5 %)
Capacité des wagons totale (1.000 tonnes):			
S. N. C. F.	8.500	7.200	(— 15,3 %)
Particuliers	700	1.000	(+ 42,8 %)
	9.200	8.200	(— 11 %)
Par wagon (tonnes):			
S. N. C. F.	18	20	(+ 11,1 %)
Particuliers	21	24,5	(+ 16,7 %)
	(1) (18,2)	(20,8)	(+ 11,2 %)

N. B. — Nombre de wagons de moins de 15 tonnes de capacité: 110.

Chargement moyen par wagon (transports commerciaux):

1938	1952	1953
9,03	13,7 (+ 50 %)	14

N. B. — Tonnes-kilomètre utiles par wagon en service: 1938, 56.000; 1952, 115.000 (+ 105 %).

Source: S. N. C. F.

2. VOIES NAVIGABLES

Trafic kilométrique total (millions de tonnes-kilomètre).

(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:	628	668	636	629
1953:	560	698	696	652
1954:	522	748	730	

Moyenne mensuelle:
1929 = 567.
1938 = 629.
1949 = 521.
1952 = 610.
1953 = 651.

3. MER

(Moyenne mensuelle.)

Voyageurs (grande navigation). (1.000.)

Débarquements:

	I	II	III	IV
1952:	15	26,3	27,6	15,6
1953:	13,1	25,4	27,5	15,8
1954:	13,1	26,2	34,7 (juillet)	
			21,7 (août)	

Moyenne mensuelle: 1938 = 16,9. 1949 = 16,4. 1952 = 21,6. 1953 = 20,9.

Embarquements:

	I	II	III	IV
1952:	16,5	18,5	32,2	23,2
1953:	13,4	19,3	29,2	21,9
1954:	12	17,7	25,9 (juillet)	
			32,8 (août)	

Moyenne mensuelle: 1938 = 18,6. 1949 = 22,4. 1952 = 23,1. 1953 = 22,3.

Marchandises (toutes). (1.000.)

Débarquements:

	I	II	III	IV
1952:	3.603	3.841	3.216	3.462
1953:	3.256	3.347	3.274	3.407
1954:	3.522	3.630	3.397 (juillet)	
			3.656 (août)	

Moyenne mensuelle: 1938 = 2.989. 1949 = 3.006. 1952 = 3.538. 1953 = 3.371.

Embarquements:

	I	II	III	IV
1952:	1.782	1.819	1.833	1.849
1953:	1.823	1.897	1.892	1.894
1954:	1.834	1.738	1.907 (juillet)	
			2.025 (août)	

Moyenne mensuelle: 1938 = 1.050. 1949 = 1.266. 1952 = 1.860. 1953 = 1.898.

Source: I. N. S. E. E.

4. AIR (transporteurs français).

(Moyenne mensuelle.)

Passagers.

(Millions de voyageurs-kilomètre.)

	I	II	III	IV
1952:	124,2	172	236,4	179,7
1953:	152,4	212	258	196
1954:	152,4	235,4		

Moyenne mensuelle:
1938 = 6,1.
1949 = 110.
1952 = 179.
1953 = 205.

Poste (Air France).

(Milliers de tonnes-kilomètre.)

	I	II	III	IV	Moyenne mensuelle:	
1952:	1.509	1.516	1.494	1.977	1938 = 95,4.	1952 = 1.578.
1953:	1.705	1.616	1.306	1.718	1949 = 941.	1953 = 1.602.
1954:	1.763	1.711				

Fret (sans la poste).

(Milliers de tonnes-kilomètre.)

	I	II	III	IV	Moyenne mensuelle:	
1952:	6.834	6.288	6.036	7.472	1938 = 85,3.	1952 = 6.792.
1953:	7.316	6.863	5.334	6.955	1949 = 4.251.	1953 = 6.645.
1954:	6.073	6.362				

Source: I. N. S. E. E.

b) **Route** (indications).

Les indications suivantes peuvent être apportées:

1. Parc routier

Estimation du nombre de véhicules utilitaires au 31 décembre 1952: 961.000 (fichier I. N. S. E. E.) (1).

2. Livraison de carburants a la clientèle civile métropolitaine

1.000 tonnes. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952:				
Essence auto	179	210	239,7	193
Super-carburant	44	55	74,6	56,9
1953:				
Essence auto	177	223	257	207
Super-carburant	53	76	98,2	80
1954:				
Essence auto	169	216	243	
Super-carburant	76	113	139	

Moyennes mensuelles: 1938 = 225 au total. — 1949 = 148. — 1952 = 205 et 57. — 1953 = 216 et 77.

Gas oil (livraison au marché intérieur).

1.000 tonnes. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1952	69	85,6	96	94
1953	87	97,4	109	115
1954	93,5	109	119	

Moyennes mensuelles: 1938 = 25,3. — 1949 = 63. — 1952 = 85. — 1953 = 101.

Source: Ministère de l'industrie et de l'énergie.

(1) Véhicules utilitaires de plus de 1 tonne en service, recensement officiel, cars, autobus, tracteurs, remorques, camions, véhicules spéciaux.

c) **Flotte marchande.** (Evolution en tonnage.)

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre des navires.)

Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.

ANNÉES	NAVIRES à passagers.	PÉTROLIERS	AUTRES cargos.	TOTAL
1er janvier:				
1929	1.300.000	170.000	1.600.000	3.870.000
1938	1.210.000	260.000	1.220.000	2.680.000 (452)
1939 (1)	1.165.557 (146)	323.178 (72)	1.244.898 (452)	2.733.638 (670)
1945 (2)	364.947	102.080	374.732	841.759
1946	Pas de statistiques (Cf août 1945).			
1947	421.446	175.191	859.091	1.456.728
1948	457.344	275.929	1.267.479	2.000.752
1949	569.392	433.909	1.421.044	2.424.345
1950	608.418	538.435	1.562.933	2.709.786
1951	708.671	612.276	1.644.662	2.965.609
1952	738.622	711.526	1.723.076	3.173.224
1953	785.000	850.000	1.760.000	3.395.000
1954 (1/10)	871.000 (92)	980.000 (116)	1.740.000 (526)	3.591.000 (734)

(1) 1er septembre.
(2) Août.

N. B. — Pourcentage du tonnage de 1939 (au 1er mai 1954): navires à passagers, 74 p. 100; cargos, 142 p. 100; pétroliers, 175 p. 100. — Total: 134 p. 100.

En construction et reconstruction.

(Les chiffres placés entre parenthèses sont ceux du nombre des navires.)

ANNÉES	NAVIRES à passagers.	PÉTROLIERS	AUTRES cargos.	TOTAL
1954 (1er octobre).				
France	16.000 (2)	425.000 (26)	181.000 (40)	622.000 (68)
Etranger	12.000 (1)	112.000 (6)	56.500 (4)	180.000 (21)
Total	28.000 (3)	537.000 (32)	237.500 (54)	802.000 (89)

Source: Ministère des travaux publics, des transports et du tourisme.

III. — FINANCES — CREDIT — MONNAIE

1° FINANCES PUBLIQUES

a) Budget de l'Etat et trésorerie.

1. Budget

DÉSIGNATION	1954		1955
	Loi de finances.	Situation actuelle.	Budget.
	Milliards de francs.		
Dépenses.			
Budget civil (dépenses ordinaires)...	1.612,5	1.736	1.808
Budget civil (dépenses en capital)...	295,5	308	359
Budget militaire (après déduction de l'aide américaine).....	970,5	970,5	890
Budget des dommages de guerre....	312,5	312,5	266
Suppression du droit d'enregistrement sur les marchés.....	»	»	— 10
Total des charges budgétaires.	3.191	3.327	3.313
Ressources.			
Ressources ordinaires et extraordinaires	2.824	2.903	2.997
Aide américaine (reliquats).....	45	»	»
Déficit des opérations budgétaires	322	424	316

2. Trésorerie

DÉSIGNATION	1954		1955
	Loi de finances.	Situation actuelle.	Budget.
	Milliards de francs.		
Comptes spéciaux du Trésor.....	55	55	55
Fonds d'expansion économique.....	210	192	205
Total des charges du Trésor...	587	671	576

Source : Projet de loi de finances.

3. Analyse des dépenses et des recettes budgétaires

Recettes budgétaires (classification économique).

DÉSIGNATION	1953		1954		1955
	Milliards de francs.	P. 100.	Milliards de francs.	P. 100.	P. 100.
Impôts sur la consommation	1.558	53,5	1.534	54	55
Impôt sur le revenu :					
Versement forfaitaire sur traitements et salaires.	(215)		(220)		
Autres impôts.....	(745)		(687)		
Total.....	960	33	907	32	32
Domaines, produits divers (ressources exceptionnelles)	228	8	227	8	8
Impôt sur la fortune (enregistrement, timbre, bourse)	162	5,5	157	6	5
Ensemble.....	2.908	100	2.825	100	100

Dépenses budgétaires (classification par fonction ou objet).

DÉSIGNATION	1953	1954
	Milliards de francs.	
Défense nationale.....	(1) 1.373	(1) 1.255
Education et culture.....	341	371
Travaux publics, transports, communications..	341	326
Reconstruction, construction.....	238,5	246
Anciens combattants.....	162	180
Dette	161,5	180
Commerce, industrie, énergie.....	88	89
Autres	760	779
Total.....	3.468	(2) 3.407

(1) Ces chiffres comprennent les dépenses militaires inscrites dans les budgets civils, soit 110 milliards (1953) et 115 milliards (1954).

(2) Ces chiffres sont ceux publiés par le secrétariat d'Etat au budget antérieurement au dépôt du projet de loi de finances. Ils ne correspondent pas exactement aux données finalement retenues dans ce projet.

4. Dépenses des services civils

DÉSIGNATION	1953	1954
	Milliards de francs.	
Coût des services publics	593	601
Transferts, allocations, subventions	536	571
Dette, remboursement et restitutions	228	246
Retraites	175	195
Total	1.532	1.613

Source: Ministère des finances.

5. Dépenses militaires totales et financement

DÉSIGNATION	1952	1953	1954
	Milliards de francs.		
Dépenses budgétaires:			
Inscrites aux budgets militaires:			
Europe-Afrique du Nord	795	789	780
Outre-mer	37	39	39
Indochine:			
Forces françaises:			
Terre	(390)	(290)	(242)
Air-marine	(40)	(47)	(49)
Armées associées	(68)	(68)	»
Subvention	438	405	291
Total budget militaire	1.270	1.233	1.110
Inscrites aux budgets civils	130	140	145
Total budgétaire	1.400	1.373	1.255
Dépenses militaires hors budget (armées associées d'Indochine)	20	55	195
Dépenses militaires totales (France et Etats associés)	1.420	1.428	1.450
Financement:			
Part de la France	1.205	1.200	1.070
Aide des Etats-Unis inscrite au budget (Réarmement, Indochine)	195	173	185
Compte spécial du Trésor (Indochine)	»	»	135
Budgets propres des Etats associés	20	55	60
Total	1.420	1.428	1.450

Source: Ministère des finances.

6. Dette publique

(Etat, caisse autonome d'amortissement, P. T. T.)

Montant.

DÉSIGNATION	1938 (Fin d'année.)	1952 (Fin d'année.)	1953
	Milliards de francs.		
Dette intérieure	414	3.584	4.177
Long terme non exigible	»	(1.106)	(1.110)
Instituts d'émission	(36,2)	(652)	(880)
Dette extérieure	6,8	1.298	1.240

Charges (Etat).

DÉSIGNATION	1953 (Crédits votés.)	1954 (Crédits votés.)
	Milliards de francs.	
Dette intérieure	123	152
Dette extérieure	26	25
Total	149	177

7. Rendement mensuel des impôts indirects et des tabacs

Produits budgétaires.

DÉSIGNATION	Dix premiers mois: Résultats.	Dix premiers mois: Évaluations budgétaires.
	Milliards de francs.	
Taxes sur le chiffre d'affaires:		
Taxe à la production:		
1953	681	517
1954	725	695
Taxe sur les transactions:		
1953	173	155
1954	182	179
Total:		
1953	853	853
1954	907	874
Taxes uniques:		
Taxe sur les vins:		
1953	32,3	32,3
1954	33,7	32,3
Taxe sur les viandes:		
1953	43,1	43,1
1954	42	38,9
Total:		
1953	75,4	75,4
1954	75,7	71,2
Contributions indirectes (1):		
1953	49,5	49,4
1954	41,9	49,5
Total général:		
1953	979	979
1954	1.026	995
Taxes locales:		
Taxe municipale sur les spectacles:		
1953	»	»
1954	8,3	»
	Huit mois.	
Tabacs:		
1953	127,5	»
1954	128	»

(1) Boissons, alcools, vélocipèdes, garantie or et argent, etc.
Source: Ministère des finances.

Recouvrements annuels des impôts indirects et du monopole des tabacs.

Francs courants.

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
	Milliards de francs.					
Contributions indirectes	5,7	52,6	47,4	51,7	56,2	59
Taxe sur le chiffre d'affaires ou taxe à la production	9,8	479	576	800	879	870
Taxe sur les transactions	»	141	156	199	219	215
Tabacs	5,2	130	146	155	187	197

Francs 1952 (1).

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952/1938
	Milliards de francs.				P. 100.
Contributions indirectes	149	74	60	55	— 62
Taxe sur le chiffre d'affaires ou taxe à la production	257	671	731	848	— 3,5
Taxe sur les transactions	»	197	198	211	»
Tabacs	136	182	185	164	+ 38

(1) Transformation en francs 1952 d'après la moyenne des indices des prix de gros et des prix de détail (base 100 en 1938).

Evolution des taxes sur le chiffre d'affaires en pourcentage des ressources fiscales totales.

DÉSIGNATION	1938	1951	1952	1953
Ressources fiscales totales (en milliards de francs)	55,2	2.364	2.672	2.905
Part des taxes sur le chiffre d'affaires (pourcentage)	18 %	42 %	41 %	37 %

Source: Ministère des finances.

8. Produit du prélèvement sur les salaires

(En milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952	1953	1954
105	126	176	208	212	—

(Taxe de 5 p. 100 versée par les employeurs et versement forfaitaire de 3 p. 100 sur les pensions servies.)

9. Budget et revenu national

Dépenses publiques et produit ou revenu national.

ANNÉES	SERVICES RENDUS par l'État. Services civils (fonctionnement)	SERVICES RENDUS par l'État. Dépenses militaires.	TRANSFERTS (Pension et allocations, dette, subventions.)	INVESTISSEMENTS publics.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Par rapport au produit national brut.				
1953	5,6	8,9	5,5	6,9
	14,5			
1954	5,5	7,7	5,7	6,8
	13,2			
Par rapport au revenu national net.				
1953	7,3	11,7	7,3	9,1
	19			
1954	7,2	10,1	7,4	9
	17,3			

Recettes fiscales et produit ou revenu national.

ANNÉES	PAR RAPPORT au produit national brut.	PAR RAPPORT au revenu national net.
	P. 100.	P. 100.
1953	21,4	28,1
1954	20,2	26,8
N. B. — Impôts locaux:		
1953	3,1	4,1
1954	3,1	4,1

Source: Ministère des finances.

Evolution des dépenses militaires inscrites au budget et des dépenses budgétaires totales par rapport au revenu national.

ANNÉES	DÉPENSES militaires.	DÉPENSES budgétaires totales (1).	REVENU national.	POURCENTAGE par rapport au revenu national. Dépenses militaires.	POURCENTAGE par rapport au revenu national. Dépenses budgétaires totales.
	Milliards de francs.			Pourcentage.	
1913	1,8	5,07	50	3,6	10,1
1938	29,4	99	360	8,2	27,5
1946	154	681	2.596	6	26,2
1947	203	914	3.303	6,1	27,7
1948	283	1.591	5.430	5,2	29,3
1949	377	2.047	6.640	5,7	30,8
1950	477	2.423	7.510	6,3	32,3
1951	806	3.099	9.000	9	34,4
1952	1.257	3.718	10.310	12,2	36
Prévisions:					
1953	1.223	3.814	10.470	11,8	36,4
1954	1.110	3.720	11.000	10,1	35

(1) Compte tenu, à partir de 1938, des dépenses d'investissements, de reconstruction et des charges de la caisse autonome d'amortissement, intégrés dans les chiffres du budget à partir de 1950 (comptes spéciaux et emprunts garantis inclus).

b) **Collectivités locales.**

Situation financière à la clôture de l'exercice (1).
(Milliards de francs.)

1. Départements

	1949	1950	1951	1952
Recettes	155	171	204	267
Dépenses	157	162	192	249
Solde	— 2	+ 9	+ 12	+ 18
Situation (compte tenu des restes à recouvrer et à payer et des fonds réservés)	— 3,2	+ 2,7	+ 8,8	+ 12
Dette en capital	41,4	59	87	94

2. Communes

	1949	1950	1951	1952
Recettes	308	331	385	592
Dépenses	257	288	372	467
Solde	+ 51	+ 43	+ 13	+ 125
Situation (compte tenu des restes à recouvrer et à payer et des fonds réservés)	+ 23	+ 46	+ 47	+ 56
Dette en capital	74	103	133	194

Source: Ministère des finances.

2° SERVICES PUBLICS

a) **Société nationale des chemins de fer français.**

1. Recettes (milliards de francs)
(Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Voyageurs:				
1952	6	8,7	12,4	7,2
1953	6,5	9,3	11,8	8,1
1954	6,8	9,8	13,5	
Marchandises (2):				
1952	24	22,9	21,3	20
1953	21	21,3	18,2	23,3
1954	21,7	20,3	19,9	
Total (3):				
1952	31,2	32,1	34,9	32,1
1953	28,7	32	30,6	33,1
1954	29,8	31,5	34,8	

	1938	1949	1952	1953
Voyageurs	0,344	5,8	8,6	8,7
Marchandises	0,840	15,6	19,3	21,2
Total (3)	1,237	22,2	32,4	31,1

Indice des recettes à prix constant (4).
1938 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
Voyageurs:				
1952	135	129	135	133
1953	115	133	104	127
1954	125	126	121	
Marchandises:				
1952	171	152	161	149
1953	138	135	116	130
1954	134	125	130	
Total:				
1952	163	145	150	145
1953	139	134	112	129
1954	132	125	126	

	1949	1952	1953
Voyageurs	133	133	122
Marchandises	144	156	131
Total	141	150	128

Sources: S. N. C. F., I. N. S. E. E.

(1) Année civile plus période complémentaire (fin février pour les départements, fin mars pour les communes).
(2) Marchandises détail et wagons.
(3) L'indication totale des recettes ne couvre pas exactement les chiffres « voyageurs » et « marchandises ». Elle comprend les recettes voyageurs, marchandises, bagages et consigne, colis postaux, petits colis.
(4) Cet indice est le quotient (multiplié par 100) des recettes de la période considérée par les recettes de la période correspondante de 1938 ramenées aux taux de la période considérée. Les indices mensuels successifs ne sont donc pas comparables entre eux et la comparaison doit se faire seulement par rapport à 1938.

2. Déficits annuels (en milliards de francs.)

1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
31,4	8,3	6,1	33,7	5,4	36,7	68

Subventions d'équilibre (1).

1952: 31 milliards.
1953: 61 milliards 200 millions (insuffisance réelle).
1954: 47 milliards (prévisions budgétaires).
1955: 60 milliards (déficit résiduel: 18 milliards).

b) **Postes, télégraphes et téléphones.**

Recettes totales

Postes, télégraphes, téléphones, services financiers.
Mois cumulés (en milliards de francs).

	I	II (fin de trimestre)	III	IV (année entière)
1951	19,5	41,1	62	85,9
1952	20,5	67,5	98,1	143
1953	32	71,1	118,8 (août)	150
1954	50,5 (avril)	77,9	103,9 (août)	

3° SERVICES SOCIAUX

a) **Sécurité sociale.**

BILAN FINANCIER GLOBAL DES TROIS LEGISLATIONS
(Assurances sociales. Accidents du travail. Prestations familiales.)
(Milliards de francs.)

1. Assurances sociales

	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes	173	216,8	234	300	384	414
Dépenses	140	217,1	271	344	416	451,5
Solde.	+ 33	— 0,3	— 37	— 44	— 32	— 37,5

2. Accidents du travail

	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes	31,5	33,61	37,2	43,5	54	59,5
Dépenses	21,2	33,66	39,2	44,4	53	60
Solde.	+ 10,3	— 0,05	— 2	— 0,9	— 1	— 0,5

3. Prestations familiales (2)

	1948	1949	1950	1951	1952	1953
Recettes	133	201	222	293	393	425,5
Dépenses	147	195	216	284	353	384,5
Solde.	— 14	+ 6	+ 6	+ 9	+ 40	+ 41

Source: Ministère du travail et de la sécurité sociale.

b) **Etablissements hospitaliers.**

Résultats à la clôture de l'exercice (3).
(Milliards de francs.)

1. Recettes et dépenses

	1949	1950	1951	1952
Recettes	95	115	150	176
Dépenses	87	101	138	163
Solde	+ 8	+ 14	+ 12	+ 13

2. Situation
(Compte tenu des restes à recouvrer et à payer.)
(Milliards de francs.)

1949	1950	1951	1952
+ 9,6	+ 13,4	+ 11	+ 16

Dette en capital.

1949	1950	1951	1952
4,4	6	8,7	+ 12

Source: Ministère des finances.

(1) A partir de 1952, les chiffres ne sont plus comparables directement à ceux des années antérieures, par suite du transfert au budget général de certaines dépenses de la Société nationale des chemins de fer français. (Un crédit de 60 milliards est inscrit à ce titre au budget pour 1953, mais une part en est reversée au Trésor, soit 12 milliards à titre de redevance d'usage.) En 1954, ce crédit est de 64 milliards — 14 milliards reversés au Trésor, soit 50 milliards.
(2) Salariés et employeurs et travailleurs indépendants (salariés: 401 et 360,5 en 1953).
(3) Année civile plus période complémentaire de l'exercice (31 mars).

Bilan du régime général de la sécurité sociale.
(Y compris le régime des fonctionnaires et celui des étudiants.)
(En milliards.)

DÉSIGNATION	1938	1947	1948	1949	1951	1952	1953
I. — *Recettes.*							
Assurances sociales	»	108,2	172,8	216,8	500,3	384,1	414,2
Accidents du travail	»	16,7	29,5	33,6	43,5	54,2	59,8
Prestations familiales:							
1° Salariés	»	65,1	124,9	192,6	275,3	371,6	400,9
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	5,7	5,1	8,6	18,1	21,4	24,8
Action sanitaire et sociale	»	11,7	11,0	12,4	Ventilée.		
Ensemble	»	207,4	343,3	464,0	637,2	831,3	899,7
II. — *Dépenses.*							
Assurances sociales	2,6	93,4	145,6	208,8	343,6	415,8	451,8
Accidents du travail	»	10,8	22,4	33,7	44,4	53,0	60,2
Prestations familiales:							
1° Salariés	»	65,1	134,8	185,2	265,7	330,8	360,5
2° Employeurs et travailleurs indépendants	»	8,1	10,5	9,7	18,4	21,9	24,2
Action sanitaire et sociale	»	3,3	9,8	13,9	Ventilée.		
Ensemble	2,6	180,7	323,1	451,3	672,1	825,1	896,7
Patrimoine	»	105,5	134,9	138,8	121,4	135,9	132

Sources: Journal de la société de statistiques de Paris (avril, mai, juin 1954), Ministère du travail.

4° CREDIT, BANQUE, MONNAIE

a) Evolution d'ensemble des disponibilités monétaires et de leur contre-partie.

1. Disponibilités monétaires

Milliards de francs

Comptes créditeurs (1).

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS (Par trimestre.) I	II	III	IV
1952...	1.838	1.902	1.926	2.035	+ 43	+ 64	+ 24	+ 109
1953...	2.084	2.146	2.172	2.320	+ 49	+ 62	+ 26	+ 148
1954...	2.337	2.398	2.453		+ 17	+ 61	+ 55	
31 décembre:	1949 = 1.433.				1950 = + 97.			
	1950 = 1.530.				1951 = + 265.			
	1951 = 1.795.				1952 = + 240.			
					1953 = + 285.			

Billets en circulation.

ANNÉES	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	1.920	1.948	2.035	2.124	+ 37	+ 28	+ 87	+ 89
1953...	2.128	2.142	2.227	2.310	+ 4	+ 14	+ 85	+ 83
1954...	2.327	2.374	2.444		+ 17	+ 47	+ 70	
31 décembre:	1949 = 1.301.				1950 = + 280.			
	1950 = 1.590.				1951 = + 293.			
	1951 = 1.883.				1952 = + 211.			
					1953 = + 186.			

Total.

ANNÉES	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	3.758	3.850	3.961	4.159	+ 80	+ 92	+ 111	+ 198
1953...	4.212	4.288	4.399	4.630	+ 53	+ 76	+ 111	+ 231
1954...	4.664	4.772	4.897		+ 34	+ 108	+ 125	
31 décembre:	1949 = 2.734.				1950 = + 386.			
	1950 = 3.120.				1951 = + 558.			
	1951 = 3.678.				1952 = + 481.			
					1953 = + 471.			

(1) Comptes courants créditeurs des entreprises et des particuliers à la Banque de France, dépôts à vue dans les banques, dépôts aux comptes courants postaux, dépôts de fonds particuliers au Trésor.

Source: Conseil national du crédit.

2. Contrepartie des disponibilités monétaires

(Evolution d'ensemble.)

Milliards de francs.

Or et devises (1).

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.) I	II	III	IV	VARIATIONS (Par trimestre.) I	II	III	IV
1952...	212	207	283	236	— 100	+ 28	+ 76	— 47
1953...	216	210	206	225	— 20	— 6	— 4	+ 19
1954...	259	282	308		+ 34	+ 23	+ 26	
31 décembre:	1949 = 154.				1950 = + 313.			
	1950 = 467.				1951 = — 188.			
	1951 = 279.				1952 = — 43.			
					1953 = — 11.			

Créances sur le Trésor public (2).

ANNÉES	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	1.680	1.716	1.730	1.763	+ 130	+ 36	+ 14	+ 33
1953...	1.941	1.973	1.974	1.887	+ 178	+ 32	— 1	+ 46
1954...	1.946	1.948	1.925		+ 59	+ 2	+ 23	
31 décembre:	1949 = 1.397.				1950 = — 24.			
	1950 = 1.373.				1951 = + 177.			
	1951 = 1.550.				1952 = + 216.			
					1953 = + 257.			

Crédits à l'économie.

ANNÉES	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	2.002	2.025	2.095	2.271	+ 99	+ 23	+ 70	+ 176
1953...	2.183	2.273	2.328	2.518	— 88	+ 90	+ 55	+ 190
1954...	2.459	2.542	2.664		— 59	+ 83	+ 122	
31 décembre:	1949 = 1.189.				1950 = + 166.			
	1950 = 1.355.				1951 = + 548.			
	1951 = 1.903.				1952 = + 367.			
					1953 = + 347.			

(1) Encaisse or et prêt d'or au fonds de stabilisation des changes. Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union européenne de payement. Avances au fonds de stabilisation des changes.

(2) Créances de la Banque de France. Portefeuilles d'effets publics de la Banque de France et des banques. Contrepartie au Trésor des comptes courants postaux et du fonds particulier.

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.)				VARIATIONS (Par trimestre.)			
	Milliards de francs.							
	Total (1).							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1951...	3.189	3.315	3.491	3.678	+ 69	+ 126	+ 170	+ 187
1952...	3.758	3.850	3.961	4.159	+ 80	+ 92	+ 111	+ 198
1953...	4.212	4.283	4.399	4.630	+ 53	+ 76	+ 111	+ 231
1954...	4.664	4.772	4.897		+ 34	+ 108	+ 125	
	31 décembre:		1949 = 2.704.			1950 = + 416.		
			1950 = 3.120.			1951 = + 558.		
			1951 = 3.678.			1952 = + 479.		
						1953 = + 471.		

(1) Déduction faite des excédents des éléments passifs sur les éléments actifs des bilans des banques non retenus pour la détermination des disponibilités monétaires.

Source: Conseil national du crédit.

N. B. — Evolution des comptes courants créditeurs

L'évolution des comptes créditeurs doit être rapprochée des variations des dépôts à vue dans les banques, comparées à celles des règlements effectués en compensation à Paris. Un « *indice de la vitesse de rotation des dépôts* » rend compte de ces variations selon la formule suivante:

$$\text{Indice de vitesse de rotation des dépôts} = \frac{\text{Indice des règlements en compensation à Paris.}}{\text{Indice des dépôts en banques.}}$$

Cet indice est calculé sur la base 1 en 1938 (coefficient 0,57, obtenu par le rapport:

$$\frac{\text{33 (moyenne mensuelle des compensations.)}}{\text{58 (dépôts au 31 décembre 1938.)}}$$

Sur cette base, l'évolution de l'indice de la vitesse de rotation des dépôts en banque, est la suivante:

(1938 = 1.)

	I	II	III	IV	Année.
1952.....	2,24	2,18	2,14	2,14	2,17
1953.....	2,08	2,15	2,07	2,11	2,10
1954.....	2,07	2,06	Juil.: 2,04		
			Août: 2,18	2,16	
			Sept.: 2,25		

b) **Epargne.**

1. Epargne monétaire apparente

Les indications présentées ci-dessous concernent l'évolution des formes recensables de l'épargne de conservation, c'est-à-dire de l'épargne tendant à la conservation des économies individuelles.

Elle comprend:

Les placements de mise en réserve du volant de trésorerie que les particuliers et les entreprises entendent conserver à titre de liquidités supplémentaires.

Les constitutions de réserves, non immédiatement disponibles, mais destinées à faire face à certains événements (décès, cessation de travail, etc., sous forme assurance-vie et capitalisation):

L'évaluation de cette dernière forme d'épargne, investie par l'intermédiaire des compagnies d'assurance sur la vie, ne figurera pas, cependant, dans le tableau ci-après, son établissement n'étant actuellement possible qu'annuellement. Elle est estimée, en 1949, à 12 milliards de francs, en 1950, à 18 milliards de francs et en 1951, à 20 milliards de francs investis.

ANNÉES	MONTANTS (Fin de trimestre.)				VARIATIONS (Par trimestre.)			
	Milliards de francs.							
	Dépôt dans les caisses d'épargne (1).							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	707	717	766	813	+ 18	+ 10	+ 49	+ 47
1953...	898	926	953	1.030	+ 85	+ 28	+ 27	+ 77
1954...	1.087	1.119	1.161		+ 57	+ 32	+ 42	
	31 décembre:		1949 = 487.			1950 = + 129.		
			1950 = 616.			1951 = + 73.		
			1951 = 689.			1952 = + 124.		
	Dont: Caisse nationale:							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	333	336	365	380	+ 5	+ 3	+ 29	+ 15
1953...	417	427	437	489	+ 37	+ 10	+ 10	+ 52
1954...	498	508	529		+ 9	+ 10	+ 21	
	31 décembre:		1949 = 233.			1950 = + 61.		
			1950 = 294.			1951 = + 34.		
			1951 = 328.			1952 = + 52.		
	Caisses privées:							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	374	381	410	433	+ 13	+ 7	+ 29	+ 23
1953...	481	499	516	541	+ 48	+ 18	+ 17	+ 25
1954...	589	611	632		+ 48	+ 22	+ 21	
	31 décembre:		1949 = 254.			1950 = + 68.		
			1950 = 322.			1951 = + 39.		
			1951 = 361.			1952 = + 72.		

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

	Bons du Trésor sur formule (2) *et bons de la défense nationale.*							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	439	461	463	491	+ 25	+ 22	+ 20	+ 28
1953...	520	539	557	(3)548	+ 29	+ 19	+ 18	(3)— 9
1954...	(3)585	608			+ 37	+ 23		
	31 décembre:		1949 = 281.			1950 = + 57.		
			1950 = 338.			1951 = + 76.		
			1951 = 414.			1952 = + 70.		
	Dépôts à échéance dans les banques.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	92	88	91	99	+ 12	— 4	+ 3	+ 8
1953...	111	119	126	136	+ 12	+ 18	+ 7	+ 10
1954...	147	149			+ 11	+ 2		
	31 décembre:		1949 = 38.			1950 = + 22.		
			1950 = 60.			1951 = + 20.		
			1951 = 80.			1952 = + 18.		
	Total de l'épargne monétaire.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	1.238	1.266	1.320	1.403	+ 55	+ 28	+ 54	+ 83
1953...	1.519	1.584	1.636	1.714	+116	+ 65	+ 52	+ 78
1954...	1.819	1.876			+105	+ 57		
	31 décembre:		1949 = 793.			1950 = + 224.		
			1950 = 1.014.			1951 = + 169.		
			1951 = 1.183.			1952 = + 212.		

(1) Non compris les intérêts capitalisés de la caisse nationale.
(2) Placés dans le public et non encore échus.
(3) Déduction faite du montant des bons du Trésor en comptes courants à la Banque d'Algérie, à la Banque de l'Afrique occidentale française et à la Banque de Madagascar. Ce montant (36 milliards au 31 décembre 1953) a été compris dans les statistiques des bons du Trésor sur formule jusqu'au 30 septembre 1953.

Source: Conseil national du crédit.

2. Epargne apparente investie sur le marché financier

Cette épargne est égale au total des *souscriptions nouvelles du public*, en numéraire, aux émissions de valeurs mobilières. On trouvera ci-après les seules émissions d'actions et obligations.

Dont sociétés privées (obligations) (1):

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.)				VARIATIONS			
	Milliards de francs.							
	Actions et obligations.							
	Actions émises contre espèces (2):							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	16,4	18,6	12,7	18,3				
	66				— 2,4	+ 2,2	— 5,9	+ 5,6
1953...	12,9	15,3	9,6	12,7				
	50,5				— 5,4	+ 2,4	— 5,7	+ 3,1
1954...	17,1	14,1			+ 4,4	— 3		
	1938 = 1,5.				1949 = — 0,4.			
	1948 = 39,4.				1950 = — 8,5.			
	1949 = 39.				1951 = + 11,5.			
	1950 = 30,5.				1952 = + 24.			
	1951 = 42.							
	Obligations.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	19,8	0,075	2,2	26,5				
	50,5				+ 0,2	— 19,7	+ 2,1	+ 24,3
1953...	38	21,1	31,3	32,2				
	49				+ 11,5	— 17	+ 10,2	+ 0,9
1954...	50,6	71,2			+ 18,4	+ 20,6		
	1938 = 1,3.				1949 = + 14,9.			
	1948 = 13,2.				1950 = + 9,7.			
	1949 = 28,1.				1951 = + 6,7.			
	1950 = 37,8.				1952 = + 4,5.			
	1951 = 44,5.							
	Dont sociétés privées (obligations) (1):							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	3,8	0,075	2,2	0,9				
	7				+ 1,1	— 3,7	+ 2,1	+ 1,3
1953...	6,4	0,05	6,2	11,6				
	24,4				+ 5,5	— 6,3	+ 6,1	+ 5,4
1954...	3,9	7,3			— 7,7	+ 3,4		
	1938 = 0,5.				1950 = + 1,1.			
	1949 = 9,8.				1951 = + 0,3.			
	1950 = 10,9.				1952 = — 4,2.			
	1951 = 11,2.							
	Total (actions et obligations) (3).							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	36,2	18,7	14,9	45				
	115				— 2,2	— 17,5	— 3,8	+ 30
1953...	51	36,4	40,9	44,9				
	173				— 6	— 14,6	+ 4,5	+ 4
1954...	67,7	85,3			+ 22,8	+ 17,6		
	1938 = 2,8.				1949 = + 14,5.			
	1948 = 52,6.				1950 = + 1,2.			
	1949 = 67,1.				1951 = + 18,2.			
	1950 = 68,3.				1952 = + 28,5.			
	1951 = 86,5.							

(1) Toutes sociétés non nationalisées ou dont le capital n'est pas détenu en majorité par l'Etat.

(2) Appels de fonds sur actions partiellement libérées antérieurement à la période, exclus. Sont seuls considérés les versements au titre d'actions émises au cours de la période.

(3) Appels de fonds sur actions antérieures partiellement libérées exclus.

ANNÉES	MONTANTS (Par trimestre.)				VARIATIONS			
	Milliards de francs.							
	Plus collectivités locales et groupement de sinistrés:							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	»	0,15	0,007	0,02				
	2				»	+ 0,15	— 0,14	+ 0,013
1953...	0,009	7,8	3,4	0,99				
	11,7				— 0,011	+ 7,8	— 4,4	— 2,4
1954...	0,523	0,232			— 0,47	— 0,29		
	1938 = 1,63.				1951 = — 17,6.			
	1950 = 21,6.				1952 = — 5.			
	1951 = 7.							
	Plus emprunts du Trésor à long et à moyen terme:							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	»	194 (1)	»	23				
	217				»	+ 194	»	+ 23
1953...	»	14	»	32				
	46				»	+ 14	— 14	+ 32
1954...	17	22,5			— 15	+ 5,5		
	1938 = 7,5.				1951 = — 30,7.			
	1950 = 30,7.				1952 = + 217.			
	1951 = » (2).							
	Plus sociétés à responsabilité limitée (versements approximatifs en espèces) (3):							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	2,2	2,2	1,7	1,3				
	7,4				+ 7,5	»	— 0,5	— 0,4
1953...	2,7	3,5	2,5	3,7				
	12,4				+ 1,4	+ 0,8	— 1	+ 1,2
1954...	2,4	2,7			— 1,3	+ 0,3		
	1950 = 9,7.				1951 = — 3,6.			
	1951 = 6,1.				1952 = + 1,3.			
	Total de l'épargne apparente investie sur le marché financier.							
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1952...	38,2	216	16,6	69				
	341				— 4,3	+ 180	— 200	+ 52
1953...	53,7	61,7	46,8	81,9				
	243.				— 15,9	+ 8	— 14,9	+ 35,1
1954...	87,6	110,7			+ 5,7	+ 23,1		
	1950 = 133,3.				1951 = — 33,7.			
	1951 = 99,6.				1952 = + 241.			

(1) Montant total: 428 milliards.

(2) Bons de la défense nationale à intérêt progressif de cinq ans au plus: souscriptions du public: 43 milliards (pour mémoire).

(3) A l'exclusion des apports et incorporations de réserves.

Sources: Crédit lyonnais, I. N. S. E. E.

3. Evolution annuelle (1949-1952)

Epargne monétaire apparente.

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	Milliards de francs.				
Augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne.....	90	124	74	124	186
Bons du Trésor placés dans le public (excédent des souscriptions sur les remboursements) (1).....	30	57	80	77	93
Augmentation des dépôts à échéance dans les banques.	20	22	24	19	36
Epargne investie au cours de l'année par l'intermédiaire des compagnies d'assurances vie et capitalisation (2).	12	18	23	26	28
Totaux	152	221	201	246	343

(1) Il est admis que toutes les catégories de bons du Trésor sur formules étaient placées dans le public.

Cette rubrique comprenait primitivement les bons de la libération, les bons de la reconstruction, les bons à intérêt progressif et les bons de la défense nationale. En raison des modifications apportées fin 1952 et en 1953, aux conditions d'émission, le contenu de la rubrique a été modifié pour l'année 1953. Elle comprend maintenant les bons ordinaires à 105 jours, les bons de la reconstruction, les bons de la défense nationale, les bons à un an, les bons à deux ans et les bons à intérêt progressif. (Ces trois dernières catégories de bons continuent seules à être émises.)

(2) Evaluée d'après l'augmentation des réserves mathématiques.

Source: Conseil national du crédit.

Epargne nette investie en valeurs mobilières.

Cette épargne est obtenue en déduisant, de l'épargne apparente investie sur le marché financier, les amortissements divers sur titres antérieurement émis et les souscriptions effectuées par les organismes collecteurs d'épargne qui ne font qu'investir sur le marché des épargnes monétaires.

Cette épargne peut être ainsi appréciée:

A. — *Epargne apparente investie sur le marché financier.*

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	Milliards de francs.				
Valeurs à revenu fixe et indexé.					
Secteur public et semi-public.					
1. Etat	108	31	»	228	43
2. Collectivités locales et emprunts de sinistrés.....	0,7	25	7	2	12
3. Entreprises nationalisées...	14,3	15,5	24	31	62
4. Caisse nationale de crédit agricole	»	2,5 (Argent frais.)	12	8	38
5. Crédit foncier.....	4	8	»	8	»
Totaux	127	83,00	43	277	155
Secteur privé.					
Obligations industrielles.....	9,8	10,7	11	7	24
Totaux des valeurs à revenu fixe.....	136,8	93,70	54	284	179
Valeurs à revenu variable.	Milliards de francs.				
Actions (souscription directe de l'Etat exclue).....	41	31	44	67	54
Parts de sociétés à responsabilité limitée.....	9	9,7	6	7	12
Placement dans le public des actions Société nationale d'investissement appartenant au Trésor.....	»	»	»	»	4
Totaux	50	40,7	50	74	70
Total de l'épargne apparente investie en valeurs mobilières.....	186,8	134,4	104	350	249
A déduire:					
Amortissements réguliers sur titres antérieurement émis.	13	12	13	15	17
Indemnités payées aux porteurs français de valeurs étrangères réquisitionnées (évaluation)	8	1	»	»	»
Achats et souscriptions de titres par la caisse des dépôts et consignations....	45	18	5	52	5
Totaux	66	31	18	67	22

B. — *Epargne nette investie.*

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	Milliards de francs.				
Epargne apparente.....	187	135	104	350	249
Déductions	—66	—31	—18	—67	—22
Totaux	121	104	86	283	227

La diminution observée de 17 milliards a affecté à peu près également le secteur public et le secteur privé en 1950.

En 1951, la réduction de 18 milliards concerne le seul secteur public, les émissions du secteur privé passant de 51 milliards en 1950 à 61 milliards de francs en 1951.

En 1952, l'augmentation très importante de l'épargne nette investie sur le marché financier, soit plus de 197 milliards de francs, a porté presque entièrement sur les émissions des secteurs public et semi-public.

4. Epargne totale recensable = épargne monétaire apparente + épargne nette investie.

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	Milliards de francs.				
Epargne directement investie par le public en bons du Trésor.....	30	57	30 (+ 50 en bons de la défense nationale) = 80	77	93
Epargne collectée par divers organismes de placement (caisses d'épargne, banques pour ce qui concerne les dépôts à échéance, compagnies d'assurance-vie)	122	164	121	169	250
Epargne nette investie directement par le public sur le marché financier.	121	104	86	275	227
Totaux.....	273	325	287	521	570

De 1949 à 1950, augmentation de 52 milliards, soit près de 20 p. 100, soit encore 4,3 p. 100 du revenu national en 1950 contre 4 p. 100 en 1949. Mais il n'y a pas de progrès sensible si l'on tient compte de la hausse des prix et, en valeur réelle, les résultats représentent environ 50 p. 100 seulement de l'épargne collectée en 1938 par les mêmes moyens.

En 1951, il y a réduction de 14 p. 100 par rapport à 1950, de l'épargne totale recensable qui ne représente que 2,8 p. 100 environ du revenu national (4,3 p. 100 en 1950).

En 1952, le progrès apparent est de 82 p. 100 par rapport à 1951 et de 68 p. 100 en tenant compte de la variation des prix; l'épargne totale recensable représenterait environ 5 p. 100 du revenu national contre 2,8 p. 100 en 1951. La situation est à peu près identique en 1953.

Source: Conseil national du crédit.

c) **Crédit.**

ANALYSE

1° *Crédits accordés par l'institut d'émission, les banques et les instituts publics et semi-publics de crédit, à l'Etat et à l'économie.*

DÉSIGNATION	1951	1952	1953 au 31 mars.	1953 au 30 juin.	1953 au 30 sept.	1953 au 31 déc.	1954 au 31 mars.	1954 au 30 juin.
	Milliards de francs.							
Créances sur le Trésor.								
Total	1.465	1.723	1.912	1.973	1.974	2.020	2.084	2.066
Dont accordés par:								
La Banque de France	880	1.031	1.166	1.207	1.162	1.190	1.181	1.174
Les banques	310	371	424	400	432	443	505	480
Les instituts publics et semi-publics	275	321	352	366	380	387	398	412
Total	1.889	2.430	2.586	2.683	2.788	3.060	3.010	3.107
Crédits à l'économie.								
De la Banque de France	533	858	853	915	957	998	951	991
Des banques	1.070	1.240	1.331	1.358	1.371	1.560	1.508	1.557
Crédits sur ressources non monétaires ou sur ressources extra-métropolitaines	286	332	402	410	460	503	551	559
Total des crédits à l'économie et des créances sur le Trésor	3.354	4.153	4.528	4.656	4.762	5.081	5.094	5.173

2° *Evolution des crédits sous forme d'indices.*
(Fin 1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1951	1952	1953 au 31 mars.	1953 au 30 juin.	1953 au 30 sept.	1953 au 31 déc.	1954 au 31 mars.	1954 au 30 juin.
	Milliards de francs.							
Créances sur le Trésor.								
Total	109	128	144	146	146	150	155	153
Dont accordés par:								
La Banque de France	97	114	129	133	128	131	130	130
Les banques	119	143	162	154	166	170	194	185
Les instituts publics et semi-publics	150	175	192	200	208	211	217	225
Total	166	213	227	235	245	269	264	273
Crédits à l'économie.								
De la Banque de France	185	299	297	318	333	348	331	345
Des banques	143	165	177	181	183	208	201	208
Total des crédits à l'économie et des créances sur le Trésor	138	171	182	187	191	204	205	208

3° *Evolution résumée des crédits consentis par les organismes de crédit* (en cours).

DÉSIGNATION	1951	1952	1953 au 31 mars.	1953 au 30 juin.	1953 au 30 sept.	1953 au 31 déc.	1954 au 31 mars.	1954 au 30 juin.
	Milliards de francs.							
Crédits dont l'activité des bénéficiaires est identifiée:								
Métropole	1.493	2.018	2.215	2.276	2.371	2.582	2.584	2.636
Sarre	31	42	49	55	58	64	61	66
Autres crédits (1)	366	370	321	352	359	375	365	405
Ensemble des crédits utilisés	1.889	2.430	2.585	2.683	2.788	3.021	3.010	3.107
Dont crédits recensés par le service central des risques	1.446	1.916	2.095	2.150	2.246	2.456	2.453	2.501

(1) Crédits aux entreprises nationalisées inclus.

Evolution annuelle des indices (fin 1949 = 100).

	1950	1951	1952	1953
Créance sur le Trésor	103	109	128	»
Crédits à l'économie	125	166	213	»
Ensemble	114	138	171	»

4e Etat des utilisations de crédits bénéficiant à des activités identifiées (1).

Répartition des crédits d'après leur nature.

DÉSIGNATION	1951	1952	1953				1954	
			31 mars.	30 juin.	30 sept.	31 déc.	31 mars.	30 juin.
			Milliards de francs.					
Crédits d'investissements	409	632	770	840	892	977	1.010	1.056
Prêts mobilisables du Sous-Comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier	12	45	82	99	118	142	162	186
Crédits bancaires	216	329	379	418	427	467	463	463
Crédits non mobilisables et prêts directs des instituts publics ou semi-publics de crédit	181	258	309	323	347	368	385	407
Autres crédits	1.112	1.370	1.445	1.436	1.479	1.605	1.574	1.580
Caisse des marchés	50	80	80	78	77	79	68	63
Escompte d'effets commerciaux	582	701	693	709	686	779	764	797
Autres crédits mobilisables	265	355	396	371	394	433	412	378
Crédits non mobilisables et prêts directs des instituts publics ou semi-publics de crédit	215	234	276	278	322	314	330	342
Total général des crédits	1.521	2.002	2.215	2.276	2.371	2.582	2.584	2.636

(1) Sarre exclue.

Répartition des crédits d'après le secteur d'activité bénéficiaire.

DÉSIGNATION	1951	1952	1953				1954	
			31 mars.	30 juin.	30 sept.	31 déc.	31 mars.	30 juin.
			Milliards de francs.					
Charbon, énergie, transport:								
Crédits totaux	179	262	289	323	331	368	351	350
Dont investissements	90	140	164	191	198	231	229	222
Sidérurgie, minerais et métaux:								
Crédits totaux	369	546	596	617	614	658	650	681
Dont investissements	126	179	217	228	242	261	267	278
Textiles:								
Crédits totaux	167	181	181	192	199	197	214	214
Dont investissements	9	16	18	18	18	16	17	17
Produits chimiques:								
Crédits totaux	129	169	174	175	174	175	173	179
Dont investissements	31	48	53	53	53	52	47	46
Bâtiments, travaux publics:								
Crédits totaux	83	105	105	114	119	130	115	128
Dont investissements	17	20	23	25	27	30	31	34
Crédits immobiliers:								
Crédits totaux	12	42	82	99	118	120	162	186
Dont investissements	12	42	82	99	118	140	162	186
Cuirs, papier, bois:								
Crédits totaux	80	94	96	95	101	107	110	109
Dont investissements	6	10	11	12	13	13	13	13
Commerces non spécialisés:								
Crédits totaux	69	78	85	79	78	85	102	99
Dont investissements	2	3	4	6	5	7	7	7
Industries et commerces alimentaires:								
Crédits totaux	131	160	167	161	156	179	184	184
Dont investissements	10	16	18	17	16	16	16	17
Agriculture et stockage des produits agricoles:								
Crédits totaux	220	313	358	327	382	424	410	382
Dont investissements	99	146	164	174	184	192	201	214
Etablissements financiers et activités diverses:								
Crédits totaux	56	72	83	93	99	104	113	127
Dont investissements	9	13	16	17	18	19	20	22
Corrections d'échéances reportées:								
Crédits totaux	»	»	»	»	»	25	»	»
Dont investissements	»	»	»	»	»	»	»	»
Total:								
Crédits totaux	1.384	2.025	2.210	2.268	2.363	2.582	2.584	2.636
Dont investissements	372	632	770	840	892	977	1.010	1.056

5° *Evolution des crédits recensés par le service central des risques.*

DÉSIGNATION	1951	1952	1953				1954	
			31 mars.	30 juin.	30 sept.	31 déc.	31 mars.	30 juin.
Crédits:								
Autorisations accordées (milliards de francs).	2.245	2.951	3.353	3.483	3.546	3.849	3.969	4.065
Pourcentage d'utilisation des autorisations (1).	64,7	64,9	62,5	61,7	61,6	63,8	61,7	61,5
Cautions et avals:								
Autorisations accordées (milliards de francs).	334	414	453	471	475	516	528	528
Pourcentage d'utilisation des autorisations..	64,7	67,4	69,7	67,3	65,4	67,6	66,4	64,7
Nombre de bénéficiaires.....	44.275	51.464	55.993	58.141	59.601	60.699	64.686	68.006

(1) Ce pourcentage correspond aux « Crédits utilisés, recensés par le service central des risques ».
Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

d) **Banque de France.**

1. Situation mensuelle (fin de mois).

DÉSIGNATION	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
	Milliards de francs.											
ACTIF												
Cr, devises:												
1953	216	216	216	214	215	210	202	204	206	210	220	225
1954	240	244	259	277	299	282	291	302	308	»	»	»
Encaisse-or:												
1953	200	200	200	200	200	200	200	201	201	201	201	201
1954	201	201	201	201	201	201	201	201	201	»	»	»
Disponibilité à vue à l'étranger et avoirs U. E. P.:												
1953	16	16	16	15	15	10	2	3	5	9	12	15
1954	18	21	24	28	33	34	38	41	45	»	»	»
Avances au fonds de stabilisation des échanges:												
1953	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	7	9
1954	21	22	34	48	65	47	52	60	62	»	»	»
Créances sur le Trésor:												
1953	1.081	1.067	1.166	1.142	1.139	1.207	1.252	1.229	1.162	1.106	1.092	1.190
1954	1.138	1.121	1.181	1.147	1.096	1.174	1.159	1.131	1.112	»	»	»
Prêts et avances provisoires (1):												
1953	704	705	777	746	746	769	680	680	680	680	680	680
1954	675	675	675	675	675	675	675	675	675	»	»	»
Avances spéciales (2):												
1953	»	»	»	»	»	»	186	178	167	169	187	200
1954	191	220	200	181	163	177	173	180	155	»	»	»
Comptes courants postaux:												
1953	24	26	36	32	24	39	22	28	30	21	21	33
1954	28	26	28	27	33	32	24	37	29	»	»	»
Effets publics en portefeuille (3):												
1953	216	210	226	240	239	254	242	237	227	218	204	259
1954	222	200	192	177	194	214	235	228	220	»	»	»
Escompte de traites fiscales (4):												
1953	127	126	127	124	130	145	122	106	58	27	»	18
1954	22	»	86	87	31	76	52	16	33	»	»	»

(1) Total des rubriques de la situation de la Banque de France: bons du Trésor négociables, prêts sans intérêts à l'Etat, avances provisoires extraordinaires du 25 août 1940 au 20 juillet 1944, avances provisoires à l'Etat (loi du 23 janvier 1953).

(2) Loi du 18 juillet 1953 (plafond de 240 milliards, réduits de 20 milliards tous les trois mois à compter du 16 décembre 1953).

(3) Portefeuille d'effets publics inclus dans la rubrique « Effets négociables achetés en France » plus avances à trente jours sur effets publics.

(4) Compris dans la rubrique « Effets escomptés sur la France », moins bons du Trésor achetés de janvier à mai 1953 (lois des 23 janvier et 25 mars 1953), moins compte spécial du Trésor public en juin (loi du 23 juin 1953).

DÉSIGNATION	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE
	Milliards de francs.											
Crédits à l'économie:												
1953	891	926	853	911	926	913	890	905	957	991	966	998
1954	1.000	1.000	951	931	1.063	991	1.062	1.056	1.091	»	»	»
Escompte d'effets de commerce (1):												
1953	»	»	789	833	»	833	»	»	885	»	»	935
1954	»	»	»	»	»	»	»	»	1.013	»	»	»
Avances sur titres:												
1953	»	»	10	11	»	10	»	»	10	»	»	»
1954	»	»	»	»	»	»	»	»	11	»	»	»
Effets de commerce négociables achetés en France (2):												
1953	»	»	54	67	»	67	»	»	62	»	»	53
1954	»	»	»	»	»	»	»	»	67	»	»	»
PASSIF												
Engagements à vue:												
1953	2.226	2.255	2.260	2.293	2.302	2.361	2.422	2.365	2.366	2.369	2.316	2.455
1954	2.424	2.434	2.443	2.470	2.439	2.499	2.552	2.530	2.549	»	»	»
Billets en circulation:												
1953	2.097	2.105	2.128	2.127	2.101	2.142	2.179	2.214	2.227	2.229	2.222	2.310
1954	2.290	2.301	2.327	2.338	2.327	2.374	2.420	2.401	2.444	»	»	»
Comptes courants créditeurs (3):												
1953	129	150	132	166	201	219	243	151	139	140	124	145
1954	134	133	116	132	115	125	132	129	105	»	»	»

(1) Rubrique « Portefeuilles d'escomptes » de la situation de la Banque de France, déduction faite de l'escompte de traites fiscales.

(2) Rubrique « Effets négociables achetés en France » de la situation de la Banque de France, déduction faite du portefeuille d'effets publics et avec addition des « Avances à trente jours sur effets publics » déjà incluses dans le portefeuille d'effets publics.

(3) Situation de fin de mois ou la plus proche de la fin du mois.

e) Crédit agricole.

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE			
	Milliards de francs.			
1. Solde des dépôts				
A vue:	I	II	III	IV
1952	115	107	136	127
1953	130	126,5	151	148
1954	152	149,4	178,5	
		Fin 1954 = 100,6		
A échéance:				
1952	3,2	3,9	4,6	5,7
1953	6,8	7,9	8,2	8,6
1954	9,9	10,4	10,8	
		Fin 1954 = 2,6.		
2. Bons a 5 ans				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:	I	II	III	IV
1952	22	22,7	23,4	24,8
1953	25,7	27,5	28,6	30,6
1954	32,3	34,6	36,9	
		Fin 1954 = 21,4.		
3. Bons a 3 ans				
Montant, depuis l'origine, des souscriptions:	I	II	III	IV
1953	»	»	»	»
1954	3,7	8,5	13,2	

DÉSIGNATION	FIN DE TRIMESTRE			
	Milliards de francs.			
4. Soldes des prêts				
A court terme:	I	II	III	IV
1952	131,5	119	176	187
1953	177	148	180	206
1954	186,9	155,1	179,2	
		Fin 1954 = 134.		
A moyen terme:				
1952	65,5	69	71,6	72,7
1953	73,8	78,1	81,3	84,2
1954	87,8	93,1	97,4	
		Fin 1954 = 58,6.		
A long terme:				
Individuels:				
1952	9,4	11,1	12	12,4
1953	12,7	13,6	14,2	14,8
1954	15	15,3	17,3	
		Fin 1954 = 9,1.		
Collectifs:				
1952	35,8	38,4	42,6	47,6
1953	52,3	57	61,5	68,7
1954	75,3	81,7	87,9	
		Fin 1954 = 30,8.		
Dont électrification rurale:				
1952	11,6	12,7	14	15,4
1953	16,4	17,8	19	22
1954	22,9	24,2	24,6	
		Fin 1954 = 9,1.		
Prêts de modernisation et d'équipement de caractéristiques spéciales:				
1952	6,8	7,8	8,9	9,8
1953	11,2	12,6	13,4	14
1954	14,9	16,1	16,6	
		Fin 1954 = 5,55.		

Source: Caisse nationale du crédit agricole.

f) Franc.

1. Définition du franc

Evolution depuis 1914.

DÉSIGNATION	POIDS D'OR du franc (en milligr. à 900/1000).	COURS du dollar.	COURS de la livre sterling.
1914. — Franc germinal	322,58	5,18	25,22
26 juin 1928. — Franc Poincaré	65,5	25,52	124,24
Février 1934. — Après dévaluation de la livre et du dollar	65,5	15	77
1er octobre 1936. — Franc Auriol	43 à 49	21,50	105
30 juin 1937. — Franc Bonnet	Max. 43	25,14	124,44
5 mai 1938. — Daladier	—	36	179
12 novembre 1938. — Franc Reynaud	27,5	37,50	180
29 février 1940. — 2e franc Reynaud	23,34	43,80	176,38
1er septembre 1944. — Libération	—	49,627	200
26 décembre 1945. — Franc Pleven	(8.288)	119,107	480
26 janvier 1948. — Franc Meyer	(4,69)	214,392	864
17 octobre 1948. — Queuille	—	264	1.062
27 avril 1949. — (Petsche)	—	272	1.097
20 septembre 1949. — Franc Petsche	(2,87)	350	980

1914-1953 (base: prix de détail).

N. B. — Indications *très approximatives*, en raison de l'absence d'indice continu des prix de détail.

ANNÉES	INDICE des prix de détail.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants en francs 1914.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants en francs 1952.
1914 (1)	100	100	1	174
1915	(2) 120	83,3	0,833	145
1916	135	74	0,74	129
1917	163	61,3	0,613	107
1918	213	46,9	0,469	82
1919	268	37,3	0,373	65
1920	371	27	0,270	47
1921	337	29,7	0,297	52
1922	301	33,2	0,332	58
1923	332	30,1	0,301	52
1924	370	26,3	0,263	46
1925	425	23,5	0,235	41
1926	554	18,1	0,181	31
1927	556	18	0,180	31
1928	(519)	(18,2)	(0,182)	32
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
1928	(3) 584	17,1	0,171	29,79
1929	621	16,1	0,161	28,01
1930	618	16,2	0,162	28,15
1931	609	16,4	0,164	28,56
1932	546	18,3	0,183	31,86
1933	520	19,2	0,192	33,45
1934	491	20,4	0,204	35,53
1935	440	22,7	0,227	39,54
1936	480	20,8	0,208	36,24
1937	611	16,4	0,164	28,47
1938	706	14,2	0,142	24,64
1939	763	13,1	0,131	22,8
1940	909	11	0,110	19,14
1941	1.062	9,4	0,094	16,38
1942	1.236	8,1	0,081	14,07
1943	1.578	6,3	0,063	11,02
1944	2.043	5	0,050	8,64
1945	2.778	3,6	0,036	6,26
1946	4.553	2,2	0,022	3,82
1947	7.273	1,4	0,014	2,39
1948	11.529	0,86	0,0086	1,51
1949	12.830	0,77	0,0077	1,35
1950	13.730	0,72	0,0072	1,27
1951	16.097	0,62	0,0062	1,08
1952	17.396	0,57	0,0057	1
1953	17.085	0,58	0,0058	1,02

(1) Juillet 1914.
(2) Indice pondéré de 13 articles (Paris).
(3) Indice pondéré des 34 articles (Paris).

2. Pouvoir d'achat du franc

Les mouvements du niveau général des prix constituent l'élément d'appréciation le moins contestable, bien qu'imparfait, de l'évolution du pouvoir d'achat du franc.

L'imperfection du calcul est due, en premier lieu, à l'absence d'indices continus des prix de gros ou de détail, depuis 1914, en raison des progrès des procédés statistiques et des modifications intervenues dans l'utilisation des diverses marchandises (changements dans les habitudes, etc.). Elle s'explique encore par le fait que le calcul des indices ne tient compte, pour la période de guerre et d'après guerre que des prix officiels, inférieurs aux prix moyens effectivement payés par les acheteurs.

Il n'y a donc pas d'indice unique susceptible de fournir une base de conversion générale. Suivant les cas, il y aurait lieu de se référer soit à un indice des prix de gros, soit à un indice des prix de détail, soit encore à un indice industriel ou agricole.

Dans ces conditions, on trouvera ci-après les indices de la valeur du franc et les coefficients de transformation des francs courants, d'une part pour la période 1914-1952 (elle-même divisée en trois sous-périodes 1914-1928, 1928-1938 et 1938 à 1952) sur la base des variations des prix de détail, et d'autre part, pour la période 1938-1952 d'après la moyenne des indices des prix de gros et de détail.

1938-1953 (base: moyenne des prix de gros et détail).

ANNÉES	INDICES des prix de gros (1).	INDICE des prix de détail (2).	MOYENNE des deux indices.	INDICE de la valeur du franc.	COEFFICIENTS de transformation des francs courants. en francs 1938	en francs 1951.	en francs 1952	en francs 1953.
1938	100	100	100	100	1	24,65	26,21	25,35
1939	105	108	106	94,3	0,943	23,26	24,73	23,91
1940	139	129	134	74,6	0,746	18,40	19,56	18,91
1941	171	150	161	62,1	0,621	15,31	16,28	15,74
1942	201	175	188	53,2	0,532	13,11	13,94	13,48
1943	234	224	229	43,7	0,437	10,76	11,44	11,06
1944	264	285	275	36,4	0,364	8,96	9,53	9,21
1945	375	393	384	26	0,260	6,42	6,82	6,60
1946	618	645	647	15,5	0,155	3,81	4,05	3,92
1947	989	1.030	1.010	9,9	0,099	2,44	2,59	2,50
1948	1.712	1.632	1.672	6	0,060	1,47	1,57	1,51
1949	1.917	1.817	1.867	5,4	0,054	1,32	1,4	1,35
1950	2.166	1.945	2.056	4,9	0,049	1,20	1,27	1,23
1951	2.654	2.279	2.465	4,1	0,041	1	1,06	1,02
1952	2.778	2.464	2.621	3,8	0,038	0,94	1	0,97
1953	2.651	2.420	2.535	3,9	0,039	0,97	1,03	1

(1) Indice général pondéré des prix de gros de 135 marchandises. A partir de 1951, les indices donnés sont le produit de l'indice actuel (319 articles), base 100 en 1949, par le coefficient de conversion 19,17.
(2) Indice des prix de détail à Paris (34 articles).

N. B. — Pour retrouver, avec ces indices, la base 100 en juillet 1914, il faut multiplier les indices des prix de gros par 6,40, les indices des prix de détail par 7,6, la moyenne par 6,73.

Pour obtenir le coefficient de transformation des francs courants en francs 1914, il faut diviser par 6,73 les coefficients indiqués pour la conversion en francs 1938 ou les multiplier par 0,148.

5° INVESTISSEMENTS ET RECONSTRUCTION

a) Evolution 1952-1954.

1. Montant global des investissements publics et privés réalisés et de la reconstruction (France et Outre-mer)

N. B. — La méthode d'évaluation employée en 1954 pour les investissements dans la métropole diffère de celle utilisée pour les années 1947 à 1953. Elle s'appuie sur les travaux de la comptabilité nationale, qui estiment l'équipement brut à partir d'éléments divers, et notamment sur la base des chiffres de production, d'importation et d'exportation, du coût des biens d'équipement.

La méthode antérieure consistait à additionner les chiffres d'investissement connus des services administratifs et aboutissait à un total moins élevé: 1.812 milliards pour 1952 et 1.800 milliards pour 1953.

On trouvera ci-après les estimations pour 1954, et ceux résultant de l'application de la méthode nouvelle aux années 1952 et 1953.

Evaluation (en milliards de francs).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954 (prév.)
Métropole	2.267	2.272	2.370
Afrique du Nord	243	200	186
Territoires et départements d'outre-mer	120	109	109
Total	2.630	2.581	2.665

Répartition France—Outre-mer (en pourcentage).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954
Métropole	86 p. 100	88 p. 100	89 p. 100
Outre-mer	14 p. 100	12 p. 100	11 p. 100

Source: Commission des investissements (septième rapport, décembre 1954).

2. Volume réel des investissements et de la reconstruction réalisés

Evolution à prix constants.

Cette évaluation est établie sur la base des prix moyens de 1949 et à partir de l'étude des variations de prix de certaines catégories de matériel et de travaux d'équipement.

DÉSIGNATION	1952	1953	1954 (prév.)
	Milliards de francs 1949.		
Métropole	1.443	1.462	1.549
Outre-mer	222	205	192
Total	1.665	1.667	1.741

Evolution en indices.

DÉSIGNATION	1947	1948	1949	1950
Indice des prix des biens d'équipement	50	88	100	107
Volume des investissements:				
Métropole	»	»	»	»
Outre-mer	»	»	»	»

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
Indice des prix des biens d'équipement	138	157	155,5	153
Volume des investissements:				
Métropole	»	100	101	107
Outre-mer	»	100	92,5	86,5
Total		100	99,5	104

3. Répartition des investissements réalisés dans la métropole en 1953

Investissements et reconstruction.

DÉSIGNATION	1953	
	Milliards de francs.	Pourcentage.
Industrie et commerce	532	23,5
Logement et urbanisme	519	23
Transports et télécommunications	370	16,5
Energie	299	13
Etat et collectivités locales	282	12,5
Agriculture	270	11,5
Total	2.272	100

4. Moyens de financement

Evolution d'ensemble (métropole, outre-mer).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954
	Milliards de francs.		
Montant global:			
Francs courants	2.630	2.581	2.665
Francs constants (1949)	1.675	1.660	1.741
Part des fonds publics métropolitains:			
Francs courants	836	853	866
Francs constants	522	548	566
Pourcentage	32	33	32,5

Source: Commission des investissements.

Financement des investissements et de la reconstruction réalisés dans la métropole (approximation).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954
	(Milliards de francs arrondis.)		
Fonds publics:			
Crédits et subventions budgétaires	127	144	160
Ministère ou caisse autonome de la reconstruction	300	289	264
Fonds de construction d'équipement rural et d'expansion économique	203	194	277
Comptes spéciaux du Trésor	64	78	28
Total	694	705	729
Crédits:			
Prêts des organismes spécialisés (1)	88	112	170
Crédits bancaires à moyen terme	150	164	160
Total	238	276	330
Emissions:			
Actions	69	53	75
Obligations	37	103	130
Total	106	156	205
Autofinancement	1.229	1.135	1.106
Totaux	2.267	2.272	2.370

(1) Caisse des dépôts et consignations, Crédit national, Crédit foncier, caisse nationale de crédit agricole, caisse de crédit hôtelier, industriel et commercial.

Source: Commission des investissements.

Pourcentages approximatifs.

	1952	1953	1954
	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Fonds publics	30,5	31	31
Crédits	10,5	12	14
Emissions	4,5	7	8,5
Autofinancement	54,5	50	46,5
Fonds publics	30,5	31	31
Autres ressources	69,5	69	69

Financement des investissements et de la reconstruction outre-mer.

DÉSIGNATION	1947	1948	1949	1950
	Milliards de francs.			
Ressources d'origine métropolitaine.				
Fonds publics:				
A.N.	5,7	29,3	42,4	60,8
T.O.M.-D.O.M.			34,2	49,6
			76,6	110,4
Prêts (organismes semi-publics de crédit):				
A.N.	6,6	13,6	5,3	4,9
T.O.M.-D.O.M.			»	»
			5,3	4,9
Emissions:				
A.N.	»	»	»	4,6
T.O.M.-D.O.M.	»	»	»	»
			»	4,6
Totaux:				
A.N.	12,3	»	47,7	70,3
T.O.M.-D.O.M.	»	42,9	34,2	49,6
	12,3	42,9	81,9	119,9
Ressources locales.				
Crédits budgétaires locaux, trésorerie, bons d'équipement:				
A.N.	»	»	39,4	46,4
T.O.M.-D.O.M.	»	»	0,3	1
			39,4	47,4
Ressources propres des organismes publics et collectivités locales. Prêts des organismes publics et semi-publics de crédit:				
A.N.	»	»	5,4	4,5
T.O.M.-D.O.M.	»	»	»	»
			5,4	4,5
Totaux:				
A.N.	19,5	19,7	44,5	50,9
T.O.M.-D.O.M.	»	»	0,3	1
			44,8	51,9
Montant probable des travaux réalisés compte tenu de l'auto-financement des entreprises:				
A.N.	32	63	130	170
T.O.M.-D.O.M.			49	66
			179	236

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
	Milliards de francs.			
Ressources d'origine métropolitaine.				
Fonds publics:				
A.N.	53,2	51	62	63,5
T.O.M.-D.O.M.	71,3	91,5	86	74,5
	124,5	142,5	148	138
Prêts (organismes semi-publics de crédit):				
A.N.	4,9	4,5	1	1
T.O.M.-D.O.M.	»	»	»	»
	4,9	4,5	1	1
Emissions:				
A.N.	2,3	4,2	2,5	3
T.O.M.-D.O.M.	»	»	»	»
	2,3	4,2	2,5	3
Totaux:				
A.N.	60,4	59,5	65,5	67,5
T.O.M.-D.O.M.	71,3	91,5	86,5	74,5
	131,7	151	152	142
Ressources locales.				
Crédits budgétaires locaux, trésorerie, bons d'équipement:				
A.N.	39,6	49	44	40
T.O.M.-D.O.M.	1	0,2	»	»
	40,6	49	44	40
Ressources propres des organismes publics et collectivités locales. Prêts des organismes publics et semi-publics de crédit:				
A.N.	24	44	27	34,5
T.O.M.-D.O.M.	»	»	»	»
	24	44	27	34,5
Totaux:				
A.N.	63,6	93	71,5	74,5
T.O.M.-D.O.M.	1	0,2	»	»
	64,6	93	71,5	74,5
Montant probable des travaux réalisés compte tenu de l'auto-financement des entreprises:				
A.N.	205	243	200	186
T.O.M.-D.O.M.	85	100	109	109
	290	343	309	295

Pourcentages.

DÉSIGNATION	1947	1948	1949	1950
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Part des ressources métropolitaines dans les investissements et la reconstruction outre-mer:				
Fonds publics	17	46	43	47
Autres	22	22	3	3
Total	39	68	46	50

DÉSIGNATION	1951	1952	1953	1954
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Part des ressources métropolitaines dans les investissements et la reconstruction outre-mer:				
Fonds publics	43	41	48	47
Autres	2	3	1	1
Total	45	44	49	48

Source: Commission des investissements.

5. Evolutions particulières

Evolution des émissions dans le public (1).

	1949	1950	1951	1952	1953	(1954)
	Milliards de francs.					
Valeur à revenu fixe.						
Secteur public et semi-public:						
Emprunts d'Etat et P. T. T.	109	31	»	228	37	(2) 54
Collectivités publiques et groupements de sinistrés	14	25	7	2	16	9
Entreprises nationales	15	15,5	24	30	66	67
Crédit national, Crédit foncier, crédit agricole...	6	11,5	12	8	(3) 37	(3) 74,5
Secteur privé:						
Obligations industrielles	10	10,7	11	7	25	45
Valeur à revenu variable.						
Actions et parts S. A. R. L.	50	40,7	50	74	66	85
	104	134,4	104	349	274	(2)335
Fonds de contre-valeur de l'aide américaine affectés aux investissements	289	181	113	»	»	»

(1) Non compris les souscriptions de la caisse des dépôts et des compagnies d'assurances.
(2) Certificats d'investissements exclus (lancés en décembre).
(3) Bons à 5 ans ou moins de 5 ans de la caisse nationale de crédit agricole exclus.

Crédits bancaires d'investissements.

DÉSIGNATION	EN COURS au 31 déc. 1951.	EN COURS au 31 déc. 1952.	EN COURS au 31 déc. 1953.	EN COURS au 31 oct. 1954.
	Milliards de francs.			
I. — Crédits non mobilisables:				
Prêts directs des établissements publics ou semi-publics de crédit	210	289	368	441
II. — Crédits mobilisables:				
a) Crédits bancaires à moyen terme mobilisables avec intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat...	(100)	152	210	218
b) Crédits bancaires à moyen terme mobilisables sans intervention de la caisse nationale des marchés de l'Etat...	(158)	222	257	269
c) Prêts mobilisables du Sous-Comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier de France	19	65	142	237
Total	487	728	977	1.165

Source: Conseil national du crédit.

b) **Reconstruction et investissements publics en 1952, 1953 et 1954** (crédits ouverts, déduction faite des blocages et abattements) **et 1955** (prévisions).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954	1955
	Milliards de francs.			(prév.)
1. Equipement des services civils..	151	185	194	252
2. Reconstruction:				
Dommages de guerre	264	274	278	239
Crédits de reconstitution:				
S. N. C. F	21	15,7	10,9	10
Flotte marchande et de pêche	31,3	37	24	17
Flotte rhénane	0,2	0,24	»	»
	52,5	53	35	27
	316,5	327	313	266
3. Investissements:				
Construction (H. L. M.)	67,8	58	(1)85	107
Investissements économiques et sociaux:				
Emprunts garantis des entreprises nationales	92	120	96	99
Avances et prêts	282	292	(2)312	313
	374	412	408	412
	442	470	483	519
Ensemble	909	982	999	1.038

(1) Prêts H. L. M.: 75 + logements d'urgence: 10 milliards.
(2) Prêts inclus dans les « Dépenses en capital des services civils » (loi de finances présentation 1955) et rattachés au fonds d'expansion (102 et 108 milliards en 1954 et 1955) + dépenses de ce fonds (210 et 205 milliards pour 1954 et 1955).

c) Investissements des entreprises nationales.

Investissements réalisés en 1953-1954 et prévisions 1955.
(Evaluations.)

ENTREPRISES	1953	1954	1955
	(Milliards de francs.)		(Prév.).
1. Charbonnages de France:			
Fonds publics	30	38,5	20
Crédits bancaires	17	7,5	29
Emprunts	20,5	21,5	
Autofinancement	12	9	14
	79,5	76,5	63
2. Electricité de France:			
Fonds publics	50,5	55	70
Crédits bancaires	27	15	41
Emprunts	25	24	
Autofinancement	26	15	19
	128	109	130
3. Gaz de France:			
Fonds publics	18	17,5	22
Crédits bancaires	3	»	2
Emprunts	»	2	
Autofinancement	5	7,5	8
	26	27	32
4. Compagnie nationale du Rhône:			
Fonds publics	7	3,9	4,7
Crédits bancaires	2	2,3	3
Emprunts	»	2,2	
Autofinancement	0,2	1,8	1,8
	9	10,2	9,5
5. Air France:			
Fonds publics	(5)	3	5,5
Crédits bancaires	»	2	4
Emprunts	(5,5)		
Autofinancement	(2,5)	4	3
	(13)	9	12,5
6. S. N. C. F.:			
Crédits de reconstitution	15	11	10+7 (1)
Crédits bancaires	15	1,5	20
Emprunts	12	22,5	
Autofinancement	(4)	5	6
	(46)	40	43

(1) Prêt de 7 milliards du fonds d'expansion économique.
Source: Commission des investissements.

d) Investissements dans l'hôtellerie.

L'enquête d'octobre 1954 de l'institut national de la statistique et des études économiques sur le mouvement des affaires dans l'hôtellerie, apporte les indications suivantes:

« 4 p. 100 des hôteliers ayant répondu à l'enquête n'ont fourni aucune indication sur leurs investissements. Les renseignements donnés ci-après portent sur les 404 questionnaires comportant des réponses à ces questions.

« La proportion des hôteliers qui ont effectué des investissements dans leur établissement en 1954 est à très peu près la même qu'en 1953: 74 p. 100. On n'observe pas de différence significative entre les proportions relatives aux diverses catégories d'hôtels. C'est à Paris que la proportion d'hôteliers qui ont effectué des investissements est la plus forte (87 p. 100), dans les stations de montagne et sur les côtes de la Manche qu'elle est la moins élevée (60 p. 100); dans tous les autres groupes de stations elle est très voisine de 75 p. 100.

« Parmi les hôteliers qui ont fait des investissements en 1954, 31 p. 100 indiquent qu'ils ont pu réaliser entièrement le programme prévu pour cette année — sur ce point, on constate une légère amélioration par rapport à 1953, puisque l'an dernier 22 p. 100 seulement des réponses étaient affirmatives. La proportion est nettement plus élevée dans les hôtels **** (54 p. 100) que dans les autres catégories, et à Paris (50 p. 100) qu'en province.

« La cause essentielle de l'insuffisance des investissements réalisés est le manque de moyens de financement: 82 p. 100 des réponses incriminent ce facteur. Beaucoup d'hôteliers ont consacré leurs commentaires à ce sujet. Ils insistent sur la nécessité de moderniser leurs établissements, sur l'insuffisance de leurs moyens propres par suite de la faiblesse des marges bénéficiaires et des mauvais résultats de l'exploitation en 1953, et sur les conditions trop onéreuses du crédit. Parmi les hôteliers qui n'ont pas réalisé entièrement le programme d'investissements prévus, 16 p. 100 indiquent qu'ils ont été amenés à réduire ce programme en raison de l'état du marché; l'an dernier, la proportion des réponses en ce sens était sensiblement plus élevée (28 p. 100). C'est surtout dans les stations de montagne et sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique que ce facteur est pris en considération.

« Le tableau ci-dessous donne la répartition en pourcentage des réponses concernant la comparaison des investissements prévus pour 1955 avec les investissements réalisés en 1954.

CATÉGORIES	AUGMENTATION	SANS changement	DIMINUTION	DONT investissements nuls en 1955	SANS réponse.
*	27	32	41	(10)	9
**	38	31	31	(5)	6
***	34	42	24	(7)	6
****	27	41	32	(1)	7
Ensemble	32	36	32	(6)	6

« Dans l'ensemble, les hôteliers qui ont effectué des dépenses d'investissements en 1954 en feront à peu près autant en 1955, ou tout au moins les proportions de ceux qui pensent réduire ces dépenses et de ceux qui envisagent de les accroître s'équilibrent.

« Par ailleurs, la moitié environ des hôteliers qui n'ont pas fait d'investissements cette année ont déclaré qu'ils prévoyaient d'en faire l'an prochain. Au total, les investissements dans l'hôtellerie pourraient donc être un peu plus importants en 1955 qu'en 1954.

« Cette progression des investissements ne porterait d'ailleurs que sur les hôtels des catégories moyennes (** et ***). Dans la catégorie **** les investissements seraient à peu près les mêmes que cette année, et dans les hôtels classés *, une certaine tendance à la réduction des investissements semble devoir se prolonger ».

e) Construction de logements.

1. Permis de construire, primes a la construction et prêts du Crédit foncier

(France entière. — Unité: millier de logements.)

DÉSIGNATION	1953				1954	
	I	II	III	IV	I	II
Permis de construire. — Nombre de logements correspondants aux permis de construire accordés (1)	36	44	49	56	58	77
Primes à la construction. — Nombre de logements primés par décision provisoire (2)	18	26	31	35	34	53
Prêts du Crédit foncier. — Nombre de logements correspondant aux prêts accordés	11	10	11	16	19	27

(1) Y compris reconstruction de logements.
(2) Accordée, en principe, avant exécution des travaux.
Sources: M. R. L. et I. N. S. E. E.

2. Investissements correspondant a la construction de logements
(Evolution globale.)

Estimation pour la construction de logements (1).

DÉSIGNATION	1952	1953	1954 (prévision)	1955 (prévision)
Montant global des investissements (en milliards de francs courants)..	402	454	558	676
Indice du montant global des investissements (base 100 en 1952)....	100	113	139	168

(1) Y compris reconstructions de logements.

3. Investissements réalisés en 1953 et prévisions pour 1954 et 1955
(Moyens de financement.)

Evaluation pour la construction de logements.
(Unité: milliard de francs.)

TYPES de construction.	MOYENS DE FINANCEMENT					
	Indemnités pour reconstruction.	Contribution directe de l'État et des collectivités.	Crédits divers de l'État (1).	Prêts spéciaux du Crédit foncier.	Autres moyens.	Total.
a) Investissements réalisés en 1953.						
Reconstruction..	145	»	»	»	7	152
H. L. M.....	»	»	58	»	9	67
Secteur public..	»	18	»	»	»	18
Particuliers	»	»	»	69	148	217
Total.....	145	18	58	69	164	454
b) Investissements prévus en 1954.						
Reconstruction..	144	»	»	»	7	151
H. L. M.....	»	»	(2) 85	»	13	98
Secteur public..	»	34	»	»	»	34
Particuliers	»	»	»	120	155	275
Total.....	144	34	85	120	(3) 175	558
c) Investissements prévus en 1955.						
Reconstruction..	115	»	»	»	6	121
H. L. M.....	»	»	(4) 110	»	15	125
Secteur public..	»	34	»	»	»	34
Particuliers	»	»	»	180	216	396
Total.....	115	34	110	180	(5) 237	676

(1) Dont notamment crédits H. L. M.
(2) Dont 10 milliards de francs pour les logements de première nécessité.
(3) Dont 30 milliards de francs correspondant à la contribution des employeurs à l'effort de construction.
(4) Dont 15 milliards de francs pour les logements de première nécessité.
(5) Dont 32 milliards de francs correspondant à la contribution des employeurs à l'effort de construction.

Sources: M. R. L., I. N. S. E. E.

6° MARCHE MONETAIRE

OR-DEVISES

a) Marché monétaire.

Banque de France

Taux d'escompte de la Banque de France (1).

	I	II	III	IV
1953:	4	4	3,50	3,50
1954:	3,25	3,25	3,25	3

Moyenne mensuelle: 1938 = 2,66
1952 = 4
1953 = 3,83

Avances à trente jours (3).

	I	II	III	IV
1953:	3,5	3,5	3,5	3,5
1954:	3,25	3,25	3,25	3,25

Moyenne mensuelle: 1938 = 2,66
1952 = 3,5
1953 = 3,5

Avances sur titres (2).

	I	II	III	IV
1953:	4,5	4,5	4,5	4,5
1954:	4,5	4,5	4,5	4,5

Moyenne mensuelle: 1938 = 3,7
1952 = 4,5
1953 = 4,5

Argent au jour le jour.

	I	II	III	IV
1953:	3,93	3,94	4,34	3,75
1954:	3,42	3,67	3,77 (4)	3,65

Moyenne mensuelle: 1938 = 2,16
1952 = 3,79
1953 = 4,04

Sources: Banque de France, I. N. S. E. E.

N. B. — Le taux des Bons du Trésor a été abaissé de 0,25 p. 100 le 5 décembre 1954

b) Or fin (francs).

1. Gramme (d'après le prix du kilogramme).

(Cours moyens mensuels.)

	I	II	III	IV
1953	485	500	480	451
1954	427	416	426	427 (5)

Moyenne mensuelle: 1938 = 39,15. — 1952 = 526. — 1953 = 482.

c) Devises.

1. Dollar (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1953	395	411	398	387	350
1954	371	362	370	378 (5)	350

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 34,95. — 1952 = 415. — 1953 = 400.

2. Franc suisse (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1953	92	97	93	90	80,3
1954	87	85	87	89 (5)	80,2

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 7,99. — 1952 = 96. — 1953 = 93.

3. Livre sterling (cours parallèle).

	I	II	III	IV	Cours libre officiel moyen. —
1953.....	1.040	1.081	1.049	1.006	980
1954.....	985	989	1.009	1.010 (5)	980

Moyenne mensuelle: 1938 (cours libre) = 170,9. — 1952 = 1.010. — 1953 = 1.044.

(1) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4 p. 100 à partir du 8 novembre 1951; 3,50 p. 100 (16 septembre 1953); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3,25 p. 100 (4 février 1954); 3 p. 100 (3 décembre 1954).

(2) 4 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 4,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(3) 3 p. 100 à partir du 11 octobre 1951 et 3,5 p. 100 à partir du 8 novembre 1951.

(4) Le 3 décembre.

(5) Le 9 décembre, cours le plus haut.

d) Valeurs mobilières.

Indices des cours à la Bourse de Paris.

Moyenne 1949 = 100.

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccord. (1).	1950	1952	1953	1954 I	1954 II	1954 III	1954 IV (2)
		Moyennes hebdomadaires.			Moyenne.			
1. *Indice de 295 valeurs françaises à revenu variabe*	11,4	90	113	159	184	196	218	267
185 valeurs métropolitaines	10,22	98	155	175	208	224	254	319
dont:								
122 valeurs industrielles	»	95	151	162	179	200	237	
Pétrole, carburants	19,27	89	149	148	157	225	237	604
Industries extractives	13,79	88	126	137	141	142	149	172
Métallurgie	8,98	97	170	200	204	211	235	286
Constructions mécaniques, électriques et navales	12,64	105	150	195	213	228	248	289
Automobile	8,50	111	170	169	206	242	298	402
Industries chimiques	5,89	82	118	120	144	156	175	211
Textiles	20,18	97	140	123	137	127	132	140
Transports	11,98	92	166	202	219	231	232	269
Grands magasins	5,97	96	113	188	252	257	293	389
Banques	4,14	128	205	272	384	416	487	559
Assurances	1,91	122	433	656	1.029	1.185	1.316	1.724
90 valeurs outre-mer	11,91	85	129	142	154	149	150	158
Agriculture	8,08	88	131	131	135	135	137	168
Caoutchouc (plantations)	2,65	94	168	119	106	107	117	114
Mines métalliques	8,46	82	121	149	170	165	167	187
Banques et sociétés foncières	9,54	84	119	141	157	160	166	169
Sociétés de portefeuille	20,14	86	115	118	121	113	117	121
20 valeurs de sociétés françaises exploitant à l'étranger	15,59	77	105	97	102	101	104	116
2. *Indice de 25 valeurs étrangères*	6,78	97	156	150	145	153	183	213
3. *Indice de 60 valeurs françaises à revenu fixe et indexé*	»	99,8	111,2	113,6	115,2	115,3	116	119,7
Rentes perpétuelles (2)	»	98,2	113,9	117,2	117,6	115,7	117,2	118,3
Secteur industriel public à revenu indexé (6)	»	99,3	137,1	142,3	150,5	152,3	150	164,5
Secteur libre (22)	»	104,1	102,8	106,1	108,2	110,4	112,6	115,2

(1) Ces coefficients, multipliés par les indices hebdomadaires base 100 en 1949, permettent d'obtenir des indices base 100 fin 1938.

(2) Au 10 décembre.

Source: I. N. S. E. E.

e) Marché financier (taux).

Moyenne (p. 100).

DÉSIGNATION	1938	1950	1952	1953	1954 I	1954 II	1954 III	1954 IV
Valeurs à revenu variable (295) (actions)	4,29	5,08	5,47	5,45	5,32	5,12	4,88	»
Valeurs à revenu fixe et indexé (60)	»	6,66	6,14	6,09	6,01	6,01	5,92	»
Rentes perpétuelles	»	6,44	5,54	5,37	5,34	5,44	5,28	»
Secteur industriel public à revenu indexé.	»	5,72	5,18	5,62	5,46	5,42	5,58	»
Secteur libre (obligations industrielles)	»	8,49	8,12	7,50	7,69	7,44	7,15	»
Obligations émises dans le mois	6,93	7,02	6,61	6,27	6,73	6,08	6,32	»
Taux nominal d'émission des bons du Trésor à un an	3,13	2,5	2,5	2,67	3,50	3,50	3,50	3,50
Crédit foncier et caisse nationale d'épargne.								
Crédit foncier (prêts hypothécaires)	6,3	6,2	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5
Caisse nationale d'épargne (dépôts particuliers).	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75

(1) Moyenne avril-juin.

Source: I. N. S. E. E.

7° FINANCES EXTERIEURES

a) Balance commerciale.

1. Résultats globaux (milliards de francs).

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954 I	1954 II	1954 III
Balance générale.						
Importations	77,19	132,64	121,52	130,5	134,43	118,61
Exportations	65,33	118,04	117,24	124,44	126,17	115,22
Balance (moyenne mensuelle)	— 11,86	— 14,60	— 4,28	— 6,06	— 8,26	— 3,39
Balance avec l'étranger.						
Importations	57,14	102,63	94,08	97,24	95,38	87,30
Exportations	38,10	68,18	73,87	78,17	80,05	75,68
Balance (moyenne mensuelle)	— 19,04	— 34,45	— 17,21	— 19,07	— 15,33	— 11,62
Balance avec l'Union française.						
Importations	20,05	30,01	30,44	33,26	39,05	31,31
Exportations	27,23	49,86	43,37	46,27	46,12	39,54
Balance (moyenne mensuelle)	+ 7,18	+ 19,85	+ 12,93	+ 13,01	+ 7,07	+ 8,23

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

Pourcentages de couverture des importations par les exportations.
(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954 I	1954 II	1954 III
Echanges avec l'étranger	79,4	66,1	66,7	68,4	81,1	80,4	83,9	86,7
Echanges avec l'Union française outre-mer	133,9	67,8	135,8	166,2	112,5	139,1	118,1	126,3
Echanges globaux	89,9	66,7	84,6	89	96,5	95,4	93,8	97,1

Part respective de l'étranger et des U. F. O. M. dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.
(Moyenne mensuelle. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954 I	1954 II	1954 III
Importations:								
Pourcentage étranger	88	73,1	74	74,4	75	74,5	71	73,6
Pourcentage Union française outre-mer	12	26,9	26	22,6	25	25,5	29	26,4
Exportations:								
Pourcentage étranger	84,2	72,6	58,3	57,8	63	62,8	63,4	65,7
Pourcentage Union française outre-mer	15,8	27,4	41,7	42,2	37	37,2	36,6	34,3

Importance de chaque zone dans les échanges extérieurs de la France métropolitaine.
(Moyenne mensuelle. — Pourcentages.)

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1952	1953	1954 I	1954 II	1954 III
Importations:								
Zone dollar	15,5	14,7	14	13,5	11,5	10,2	10,2	11,8
U. E. P. livre sterling	22,3	19,8	27,2	27,2	28,6	27,4	24,9	27,9
U. E. P. et autres	30,2	24,3	25,6	24,9	24,2	24,8	22,5	23,7
Autres pays	19,9	14,2	12,4	11,8	10,7	12	13,4	26,4
Territoires d'outre-mer	12,4	27	20,8	22,6	25	25,6	29	26,4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100
Exportations:								
Zone dollar	8,8	7,2	7,4	5,4	6,9	5,8	6,1	6,7
U. E. P. livre sterling	17,5	14,1	14	10,7	10,1	10,1	10,1	10,3
U. E. P. et autres	44,7	37,3	28,5	29,7	33,3	34,1	35,1	35,5
Autres pays	13,3	14,1	13,2	11,9	12,7	12,7	12,2	13,2
Territoires d'outre-mer	18,7	27,3	36,9	42,3	37	37,3	36,5	34,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: Ministère des finances (direction des relations économiques extérieures).

Evolution annuelle.

DÉSIGNATION	1929	1938	1949	1950	1951	1952	1953
	Milliards de francs courants.						
Importations:							
Etranger	51	34	682	793	1.272	1.232	1.093
Union française outre-mer	7	12	240	280	335	360	365
Total	58	46	1.922	1.073	1.607	1.592	1.458
Exportations:							
Etranger	41	22	456	686	933	818	887
Union française outre-mer	9	8	326	387	546	598	520
Total	50	30	782	1.073	1.479	1.416	1.407
Solde:							
Etranger	— 11	— 12	— 226	— 107	— 339	— 414	— 206
Union française outre-mer	+ 3	— 4	+ 86	+ 107	+ 211	+ 238	+ 155
Ensemble	— 8	— 16	— 140	0	— 128	— 176	— 51
Outre-mer:							
Importations	7	12.5	239.4	280,3	334,9	360 1	365,3
Exportations	9,5	8.3	326,2	387	545,4	598,4	520,4
Solde	+ 2,5	— 4,2	+ 86,8	+ 106,7	+ 210,5	+ 238,3	+ 151,1
Etranger:							
Importations	51.2	33,6	682.4	792,5	1.272,4	1.231,6	1.093
Exportations	40,6	22.2	455,8	685.8	933,4	818,1	886,4
Solde	— 10,6	— 11,4	— 226,6	— 106,7	— 339	— 413 5	— 206,6
Balance globale:							
Importations	58,2	46.1	921,8	1.072,7	1.607,3	1.591,7	1.458.2
Exportations	50.1	30,5	782	1.072,7	1.478,8	1.416,5	1.406,9
Solde	— 8,1	— 15,6	— 239,8	0	— 128,5	— 175,2	— 51,3

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2. Balance commerciale par monnaies

Moyenne mensuelle. (Milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1953				1954		
	I	II	III	IV	I	II	III
Zone dollar:							
Importation	18,5	18,9	15	16,7	17,8	18	16,9
Exportation	7,6	9,3	7,7	7,7	7,3	7,9	7,6
Solde	— 10,9	— 9,6	— 7,3	— 9	— 10,5	— 10,1	— 9,3
Zone livre sterling:							
Importation	32,2	31	33,1	28,8	31,2	28,8	26,3
Exportation	13	12,2	10,3	2,4	12,5	12,6	11,8
Solde	— 19,2	— 18,8	22,8	— 4,4	— 18,7	— 15,7	— 14,9
Zone franc (1):							
Importation	31,8	34,4	28	28,1	33,2	39	31,3
Exportation	44,2	45,3	34,7	49	46,2	45,6	39,4
Solde	+ 12,4	+ 10,9	+ 6,7	+ 20,8	+ 13	+ 6,6	+ 8,1
Autres devises:							
Importation	47	56,4	36,6	45,7	50	43,7	39,7
Exportation	51,8	42,2	48,5	59	60,6	55,1	53,5
Solde	+ 4,8	+ 14,2	+ 11,9	+ 13,3	+ 10,6	+ 11,4	+ 13,8

ANNÉES	ZONE DOLLAR			ZONE STERLING			ZONE FRANC			AUTRES DEVISES		
	Importations.	Exportations.	Solde.	Importations.	Exportations.	Solde.	Importations.	Exportations.	Solde.	Importations.	Exportations.	Solde.
1949	19,7	2,4	— 17,3	13,7	7.9	— 5,8	19.9	27,2	+ 7,3	23,5	27,5	+ 4
1950	17,6	5,1	— 12,5	17,5	11,7	— 5,8	23,4	32,2	+ 8,8	30,9	40,4	+ 9,5
1951	21,4	9,1	— 12.3	34,2	17,8	—16,4	28,9	45,4	+16,5	49,5	51,2	+ 1,7
1952	21,8	6,4	— 15,4	31	12,7	—18,3	31,3	49,7	+18,4	48,5	49,2	+ 0,7
1953	(17,3)	(8,1)	(— 9,2)	(30,8)	(12)	(—18,8)	(30,6)	(43,3)	(+12,7)	(42,9)	(53,9)	(+11)

(1) Côte des Somalis.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3. Valeur des échanges par groupements d'utilisation

Moyenne mensuelle. (Milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953	1954		
				I	II	III
Importations.						
Alimentation humaine:						
Etranger	7,61	12,30	10,14	9,54	9,42	7,08
Union française outre-mer	14,82	21,38	21,99	24,85	30,83	21,71
Total	22,43	33,68	32,13	34,39	40,25	28,79
Matières premières et demi-produits:						
Etranger	40,96	75,12	64,99	72,60	70,22	65,04
Union française outre-mer	4,9	8,11	7,89	7,66	7,83	8,27
Total	45,86	83,23	72,88	80,26	78,05	73,31
Produits fabriqués:						
Etranger	8,57	15,21	15,95	15,10	15,74	15,19
Union française outre-mer	0,29	0,51	0,56	0,75	0,39	1,34
Total	8,86	15,72	16,51	15,85	16,13	16,53
Exportations.						
Alimentation humaine:						
Etranger	4,26	5,83	6,10	8,39	8,64	8,03
Union française outre-mer	3,95	7,28	6,97	7,74	7,26	6,11
Total	8,21	13,11	13,07	16,13	15,90	14,14
Matières premières et demi-produits:						
Etranger	21,02	42,03	47,22	46,85	47,73	46,11
Union française outre-mer	6,3	13,68	11,16	12,08	11,35	10,37
Total	27,32	55,71	58,38	58,93	59,08	56,48
Produits fabriqués:						
Etranger	12,82	20,32	20,55	22,93	23,68	21,54
Union française outre-mer	16,78	28,94	25,24	26,44	27,52	23,07
Total	29,6	49,23	45,79	49,37	51,20	44,61

Source: Ministère des finances.

b) **Echanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française.**

(Afrique du Nord, départements d'outre-mer, territoires d'outre-mer, Etats associés d'Indochine.)

1. Valeur globale

(En milliards de francs métropolitains.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
Francs courants:						
Importations	14,7	512,5	596	826	941	848
Exportations	15,3	314	399	497	520	520
Solde (1)	+ 0,6	— 198,5	— 197	— 329	— 421	— 318
Francs 1938:						
Importations	14,7	26,7	27,5	32,4	35,5	33
Exportations	15,3	16,4	18,4	19,5	19,7	20,4
Solde	+ 0,6	— 10,3	— 9,1	— 12,9	— 15,1	— 12,6
Pourcentage couverture	104	61,4	67	60	55	62
Indices (sur la base des valeurs en francs 1938):						
1938 = 100:						
Importations	100	182	187	221	247	225
Exportations	100	107	120	127	129	133
1949 = 100:						
Importations	55	100	103	122	133	127
Exportations	94	100	112	119	120	124

(1) Sur la base de l'indice général des prix de gros en France.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

2. Répartition des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française entre la France métropolitaine et l'étranger
(Milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
Avec la France:						
Importations	8,7	355	424	587	657	587
Exportations	10,6	209	244	294	310	313
Solde	+ 1,9	— 146	— 180	— 293	— 347	— 274
Pourcentage couverture	122	59	58	50	47	53
Avec l'étranger:						
Importations	5	122	134	183	223	»
Exportations	3,9	75	123	153	157	»
Solde	— 1,1	— 47	— 8	— 30	— 66	»
Pourcentage couverture	78	61	94	84	74	»

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

3. Part des diverses zones monétaires dans le commerce en valeur des pays d'outre-mer de l'Union française
(Milliards de francs courants.)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
Importations.						
Zone franc:						
France	59	69	70	71	70	»
U. F. O. M.	7	7	7	7	6	»
Total	66	76	77	78	76	»
Zone dollar	8	12	10	8	9	»
Zone sterling	8	5	4	4	4,3	»
Autres devises	18	7	9	10	10,6	»
Total	100	100	100	100	100	»
Exportations.						
Zone franc:						
France	69,3	67	61	59	60	»
U. F. O. M.	5,2	9	8	10	9,5	»
Total	74,5	76	69	69	69,5	»
Zone dollar	4	3	4	3,5	3,7	»
Zone sterling	9	11	9,5	12	10,5	»
Autres devises	12,5	10	17,5	15,5	16,3	»
Total	100	100	100	100	100	»

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

4. Valeur des échanges extérieurs des pays d'outre-mer de l'Union française par groupes de pays (1)

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
	Milliards de francs.					
Afrique du Nord (1):						
Importations	8,7	275	319	427	469	434,3
Exportations	8,5	170	223	260	281	271,7
Solde	— 0,2	— 105	— 96	— 167	— 188	— 162,6
Pourcentage couverture	97,7	62	70	61	60	62,6
Départements outre-mer:						
Importations	0,81	23,7	25,4	34,2	42,5	39,4
Exportations	0,86	18,8	18	25,2	27,7	26,5
Solde	+ 0,05	— 4,9	— 7,4	— 9	— 14,8	— 12,9
Pourcentage couverture	106	79	71	74	65,1	67,2
Territoires outre-mer:						
Importations	2,2	147	178	258	273	240,2
Exportations	2,1	106	130	165	170	187
Solde	— 0,1	— 41	— 48	— 93	— 103	— 53,2
Pourcentage couverture	97	72	73	64	62	78
Etats associés d'Indochine:						
Importations	1,95	67	74	107	157	134,3
Exportations	2,84	19,3	28	47	41	34,6
Solde	+ 0,89	— 47,7	— 46	— 60	— 116	— 99,7
Pourcentage couverture	146	29	38	44	26	25,7

(1) Afrique du Nord: Algérie, Tunisie, Maroc. — Départements d'outre-mer: Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane. — Territoires d'outre-mer: Afrique noire (Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar, Comores, Saint-Pierre et Miquelon, Côte française des Somalis, Nouvelle-Calédonie, Océanie). — Etats associés d'Indochine: Viet-Nam, Laos, Cambodge.

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

5. Part des divers groupes de pays dans le commerce total en valeur pays d'outre-mer de l'Union française

DÉSIGNATION	1938	1949	1950	1951	1952	1953
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Importations.						
Afrique du Nord	59	53,5	53,5	52	49,5	51,2
Départements d'outre-mer	5,5	4,5	4,3	4	4,5	4,6
Territoires d'outre-mer	22	29	23	21	29	28,3
Etats associés	13,5	13	12,5	13	17	15,8
Total	100	100	100	100	100	100
Exportations.						
Afrique du Nord	56	54	56	52,5	54	52,3
Départements d'outre-mer	5,5	6	4,5	5	5	5,1
Territoires d'outre-mer	20	34	32,5	33	33	36
Etats associés	18,5	6	7	9,5	8	6,6
Total	100	100	100	100	100	100

6. Indices du volume des échanges extérieurs
(1949=100.)

N. B. — Cette série n'a pas été prolongée au-delà de 1951.

DÉSIGNATION	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1950	1951	1950	(1951)
	Milliards de francs.			
Afrique du Nord:				
Algérie	111	131	129	131
Tunisie	108	106	145	93
Maroc	108	131	121	127
Départements d'outre-mer:				
Réunion	137	144	92	111
Martinique	76	91	99	138
Guadeloupe	95	100	107	144
Guyane	109	148	97	75
Territoires d'outre-mer:				
Afrique noire:				
Afrique occidentale française	117	152	103	97
Afrique équatoriale française	107	133	98	109
Togo	124	169	135	170
Cameroun	106	157	98	107
Madagascar	122	182	107	100

Source: I. N. S. E. E.

Indice d'ensemble du volume des exportations des territoires d'outre-mer.

(1949=100.)

1911	1929	1938	1945	1946	1947	1948	1949	1950	1951
26	50	88	58	65	73	92	100	103	102

Sources: Ministère de la France d'outre-mer, I. N. S. E. E.

Commerce des pays d'outre-mer de la zone franc entre eux en 1953

Principaux produits importés du Maroc et de l'Algérie par l'Afrique noire.

PAYS fournisseurs.	PRODUITS	AFRIQUE occidentale française.		CAMEROUN		AFRIQUE équatoriale française.	
		Tonnes.	Millions C. F. A.	Tonnes.	Millions C. F. A.	Tonnes.	Millions C. F. A.
Algérie	Total général	27.351	1.398	2.578	187	2.306	120
	Dont:						
	Vins, liqueurs et apéritifs	12.624	213	1.175	27	1.396	48
	Tabac et cigarettes	1.613	357	181	58	95	21
	Dattes	1.831	45	»	»	»	»
	Tissus	280	126	»	»	»	»
	Câbles électriques	471	81	»	»	»	»
	Ouvrages en béton	1.492	25	»	»	77	1,5
	Ouvrages en métaux	127	115	170	25	»	»
	Sel	3.689	20	»	»	»	»
	Fûts et futailles	1.553	17	»	»	»	»
Maroc	Total général	54.733	2.207	7.220	374	4.782	367
	Dont:						
	Sucres raffinés	14.861	754	1.830	95	2.180	133
	Conserves de poissons	2.597	245	1.616	162	540	54
	Gruaux	7.419	184	»	»	»	»
	Pommes de terre	1.523	36	»	»	»	»
	Légumes frais	707	42	506	18	286	13
	Fruits et agrumes	1.705	71	»	»	66	3
	Riz	1.010	42	378	19	116	5
	Vins apéritifs	349	35	350	7	210	12
	Ciments	8.839	43	1.620	7	500	2,5
	Engrais	1.950	22	»	»	»	»
	Chaussures	100	56	»	»	35	12
	Articles de ménage	593	90	»	»	123	19

Source: I. N. S. E. E.

Principaux produits exportés de l'Afrique noire vers l'Algérie et le Maroc.

PAYS clients.	PRODUITS	AFRIQUE occidentale française. Tonnes.	AFRIQUE occidentale française. Millions C. F. A.	CAMEROUN Tonnes.	CAMEROUN Millions C. F. A.	AFRIQUE équatoriale française. Tonnes.	AFRIQUE équatoriale française. Millions C. F. A.
Algérie	Total général	38.091	3.913	4.563	358	2.033	74
	Dont:						
	Café vert	16.030	2.865	1.294	254	202	35
	Bananes	8.404	116	»	»	»	»
	Arachides en coques et décortiquées	1.225	53	70	3	»	»
	Huile d'arachide	8.909	750	159	14	»	»
	Cacao	345	36	216	23	»	»
	Palmistes	»	»	101	3	»	»
	Huile de palme	633	23	430	27	100	5
	Bois	1.918	29	2.194	24	1.663	31
Maroc	Total général	15.218	659	1.313	47	8.688	82
	Dont:						
	Café vert	1.051	190	13	2,6	»	»
	Bananes	4.118	58	»	»	»	»
	Arachides en coques et décortiquées	1.780	79	»	»	»	»
	Huile d'arachide	2.051	168	»	»	»	»
	Cacao	61	7,5	155	17	»	»
	Palmistes	1.604	46	451	12	10	3
	Huile de palme	592	22	50	3,3	»	»
	Bois	47	1	540	5	8.667	77

Echanges internes des pays d'outre-mer de l'Union française en 1953.

PAYS IMPORTATEURS	PAYS DE PROVENANCE: Algérie.	Tunisie.	Maroc.	A. F. N.	Martinique.	Guadeloupe.	Guyane.	Réunion.	D. O. M.	A. O. F.	Togo.	Cameroun.
	Millions de francs métropolitains.											
Algérie	///	2.858	3.884	6.742	54	4	—	33	91	8.929	179	847
Tunisie	2.461	///	361	2.822	1	—	1	—	2	83	6	20
Maroc	3.902	26	///	3.928	11	1.808	—	309	2.131	1.175	11	70
Martinique	.....	.....	.....	193	///	23	19	—	42	80	—	—
Guadeloupe	195	4	5	204	15	///	4	—	19	—	—	—
Guyane	51	—	13	64	57	—	///	—	57	3	—	—
Réunion	290	—	83	373	—	—	—	///	—	22	—	—
Afrique occidentale française	2.796	13	4.414	7.223	1	—	—	1	2	///	48	90
Togo	92	—	180	272	—	—	—	—	—	80	///	12
Cameroun	375	1	748	1.123	—	—	—	—	—	147	11	///
Afrique équatoriale française	240	10	614	865	—	—	—	—	—	331	13	401
Madagascar	1.225	17	240	1.482	—	—	—	202	—	127	—	—
Saint-Pierre et Miquelon	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Océanie	118	2	6	126	1	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Calédonie	»	»	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Etats associés d'Indochine	2.079	86	987	3.152	189	236	—	911	1.336	71	—	—

PAYS IMPORTATEURS	PAYS DE PROVENANCE: A. E. F.	Somalie.	Madagascar.	Saint-Pierre et Miquelon.	Océanie.	Nouvelle-Calédonie.	T. O. M.	Indes françaises.	Etats associés d'Indochine.	POMUF non spécifiés.	Total.
	Millions de francs métropolitains.										
Algérie	224	—	1.208	—	10	11	11.408	76	148	—	18.465
Tunisie	4	—	45	—	—	—	158	5	—	—	2.987
Maroc	192	4	58	—	—	—	1.807	364	75	—	8.305
Martinique	—	—	—	41	—	—	124	—	—	129	488
Guadeloupe	1	—	293	22	—	—	316	—	13	46	508
Guyane	14	—	—	—	—	—	14	—	1	27	163
Réunion	34	—	2.129	—	—	—	2.185	—	540	—	3.098
Afrique occidentale française	158	4	484	—	—	—	781	1.020	2.226	—	11.704
Togo	4	—	8	—	—	—	404	10	14	—	404
Cameroun	244	—	32	—	2	—	406	69	16	18	1.630
Afrique équatoriale française	///	—	37	—	—	—	782	129	15	67	1.859
Madagascar	3	2	///	—	—	—	132	300	23	140	2.283
Saint-Pierre et Miquelon	»	»	»	///	»	»	»	»	»	»	»
Océanie	—	—	—	—	///	—	—	—	5	—	134
Nouvelle-Calédonie	»	»	»	»	»	///	»	»	»	263	274
Etats associés d'Indochine	14	—	120	—	—	—	265	302	///	5	5.000

Source: I. N. S. E. E.

c) Indice des valeurs moyennes et taux de l'échange.

L'Institut national de la statistique et des études économiques calcule un *indice du taux de l'échange*, appelé aussi parfois « terme de l'échange », par traduction de l'expression anglo-saxonne « terms of trade », constitué par le rapport de l'indice des valeurs moyennes à l'exportation à l'indice des valeurs moyennes à l'importation.

Ces derniers indices sont établis à partir des données élaborées pour le calcul des indices du volume du commerce extérieur et « diffèrent largement de ceux qui pourraient être établis spécialement pour mesurer le niveau des prix à l'importation ou l'exportation ».

Ils sont affectés d'erreurs dues à la rigueur variable des contrôles douaniers et des évaluations douanières de prix, et sont établis à partir de groupes de marchandises dont l'homogénéité est rarement parfaite.

Ces indices des valeurs moyennes à l'importation et à l'exportation ne doivent donc être considérés que comme des « ordres de grandeur » et utilisés avec le « maximum de prudence ». « Il sera judicieux » précise l'I. N. S. E. E. « *de ne tenir compte que des tendances se manifestant avec continuité pendant une assez longue période.* Les indices partiels relatifs aux produits fabriqués sont particulièrement approximatifs.

La validité de l'indice du taux de l'échange est donc liée à celle des indices des valeurs moyennes.

Si l'on prend: t = Taux de l'échange,
Ie = Indice des valeurs moyennes à l'exportation,
Ii = Indice des valeurs moyennes à l'importation,

On a: $$t = 100 \frac{Ie}{Ii}$$

Si $t > 100$, cela veut dire que, depuis l'année de base, le prix moyen de la masse des produits exportés a crû plus rapidement que le prix moyen de la masse des produits importés. *Le taux de l'échange s'est amélioré.* Il faut en moyenne exporter moins de produits nationaux pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers.

Si $t < 100$, le taux de l'échange se dégrade et la situation devient moins favorable.

Mais il faut toujours, précise l'I. N. S. E. E., *rapprocher l'examen des variations du taux de l'échange de celui des variations de la balance commerciale.*

En effet, l'amélioration du taux marque la hausse relative des prix nationaux et peut donc rendre déficitaire la balance commerciale ou aggraver le déficit existant en restreignant les exportations.

Inversement, la dégradation du taux, qui peut d'ailleurs résulter d'une dévaluation monétaire, peut faciliter le rétablissement de l'équilibre.

Sous ces *remarques ou réserves*, qui ne sauraient être négligées, voici les indices des valeurs moyennes et les taux de l'échange pour les années 1950, 1951 et 1952, et le premier trimestre de 1953 (base 1949 = 100).

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
Indices des valeurs moyennes à l'importation.				
Alimentation humaine:				
Etranger	112	127	143	134
U. F. O. M.	104	117	121	119
Ensemble	106	120	128	123
Matières premières et demi-produits:				
Etranger	113	153	145	122
U. F. O. M.	109	157	144	127
Ensemble	112	153	145	123
Produits fabriqués:				
Etranger	114	132	125	115
Ensemble des importations:				
Etranger	113	146	142	126
U. F. O. M.	105	127	126	120
Ensemble	111	142	138	125
Indices des valeurs moyennes à l'exportation.				
Alimentation humaine:				
Etranger	101	104	109	103
U. F. O. M.	102	108	102	92
Ensemble	101	106	105	97
Matières premières et demi-produits:				
Etranger	97	115	125	117
U. F. O. M.	103	127	143	130
Ensemble	98	118	129	119
Produits fabriqués:				
Etranger	107	123	135	134
U. F. O. M.	103	122	133	127
Ensemble	105	122	134	130
Ensemble des exportations:				
Etranger	100	116	126	120
U. F. O. M.	102	121	130	1.0
Ensemble	101	118	128	120
Taux de l'échange:				
Etranger	83	79	89	95
U. F. O. M.	102	95	103	100
Ensemble	101	83	93	96

DÉSIGNATION	1954		
	I	II	III
Indices des valeurs moyennes à l'importation.			
Alimentation humaine:			
Etranger	131	150	1[illegible]8
U. F. O. M.	116	125	117
Ensemble	119	130	124
Matières premières et demi-produits:			
Etranger	123	115	121
U. F. O. M.	122	121	128
Ensemble	123	120	121
Produits fabriqués:			
Etranger	142	130	139
Ensemble des importations:			
Etranger	126	123	125
U. F. O. M.	117	125	120
Ensemble	124	124	124
Indices des valeurs moyennes à l'exportation.			
Alimentation humaine:			
Etranger	87	89	87
U. F. O. M.	90	85	89
Ensemble	89	87	88
Matières premières et demi-produits:			
Etranger	111	109	106
U. F. O. M.	130	131	127
Ensemble	114	112	109
Produits fabriqués:			
Etranger	137	137	132
U. F. O. M.	127	127	126
Ensemble	131	131	129
Ensemble des exportations:			
Etranger	113	112	109
U. F. O. M.	119	118	118
Ensemble	115	114	112
Taux de l'échange:			
Etranger	90	91	87
U. F. O. M.	102	95	96
Ensemble	93	92	90

d) Balance des payements entre la zone franc et les pays étrangers.

1. Situation du 1er janvier 1953 au 31 décembre 1953

Evolution des soldes des différents comptes.

(Milliards de francs.)

DÉSIGNATION	MÉTROPOLE	OUTRE-MER	TOTAL — Zone franc.
Payements courants.			
A. — Marchandises:			
Importations	872,8	161,27	1.034,06
Exportations	754,33	127,3	881,62
Solde	— 118,47	— 33,97	— 152,44
B. — Touristes et voyageurs	— 2,16	— 2,35	— 4,51
C. — Transports	— 35,33	— 8,49	— 43,82
D. — Assurances	— 4,24	— 0,41	— 4,65
E. — Revenus du capital	+ 20,54	— 2,93	+ 17,61
F. — Services divers (1)	— 38,64	— 2,84	— 41,48
G. — Recettes et dépenses gouvernementales	+ 117,82	+ 13,1	+ 130,92
H. J. K. — Divers	+ 19,64	+ 1,81	+ 21,45
Solde des payements courants	— 40,84	— 36,09	— 76,93
Opérations en capital.			
A. — Investissements et crédits privés	+ 33,36	+ 14,95	+ 48,31
B. — Investissements et emprunts publics	— 36,63	»	— 36,63
Solde des opérations en capital	— 3,27	+ 14,95	+ 11,68
Solde général	— 44,11	— 21,14	— 65,25
Règlement du solde général.			
C. — Aide extérieure et U. E. P.	»	»	+ 119,5
D. — Mouvement des avoirs en or et en devises	»	»	— 56,56
E. — Erreurs et omissions	»	»	+ 2,31
			+ 65,25

(1) Revenus du travail et de la propriété intellectuelle, P. T. T., radio et autres services.

2. Evolution des payements courants de 1945 à 1953 et année 1938 (Zone franc) (1).

1° *Solde global.*

(En millions de dollars.)

1938	1945	1946	1947	1948
— 83	— 1.490	— 2.049	— 1.676	— 1.738

1949	1950	1951	1952	1953
— 706	— 238	— 1.058	— 659	— 220

(= — 9.834 millions de dollars ou 3.429 milliards de francs, de 1945 à 1953.)

(1) La présentation des résultats a été modifiée depuis 1952. Désormais, les soldes des payements outre-mer (payements courants en capitaux) sont présentés séparément et non plus inscrits, comme précédemment, à une seule rubrique « Solde des payements outre-mer-étranger » de la balance des payements courants de la zone franc. De ce fait, avant 1952, le solde général des payements courants comprenait les opérations en capital de l'outre-mer. Mais la nouvelle présentation laisse valable, en ordre de grandeur, le rapprochement des résultats annuels.

2° *Couverture* (approximative).

		Millions de dollars.
Mouvement des investissements et crédits privés		1.011
Mouvement des investissements et crédits publics		3.226
Mouvement des avoirs or et devises		2.117
Déficit « économique »		6.357
Plus aide extérieure	3.484	
(Erreurs)	(—7)	
		9.834

3° *Répartition du solde global des payements courants par zone monétaire.*

(En millions de dollars.)

ZONES	1945	1946	1947	1948
Zone dollar	— 697	— 1.357	— 1.396	— 1.334
Zone livre sterling	— 501	— 191	— 57	— 322
Autres	— 292	— 401	— 223	— 82

ZONES	1949	1950	1951	1952	1953
Zone dollar (1)	— 858	— 419	— 534	— 172	+ 110
Zone livre sterling	+ 19	+ 35	— 121	— 198	— 274
Autres	+ 133	+ 146	— 403	— 289	— 50

N. B. — Analyse détaillée pour 1953:

DÉSIGNATION	ZONES — Dollar (1).	Livre.	Autres.	TOTAL	DONT U. E. P.
Balance.					
Solde des payements courants	+ 90	—274	— 45	—220	—377
Solde des opérations en capital	+ 11	— 15	+ 38	+ 34	+ 21
Solde général	+110	—289	— 7	—186	—356
Règlement.					
Aide extérieure	+350	»	— 9	+341	»
U. E. P.	—346	+137	+209	»	+ 338
Mouvements avoirs	—122	+144	—184	—162	— 4
Erreurs	+ 8	+ 8	— 9	+ 7	+ 22
	—110	+289	+ 7	+186	+356

(1) Non compris le Canada.

4° *Répartition du solde global des payements courants entre balance commerciale et règlements non commerciaux* (zone franc).

Balance commerciale (France métropolitaine).

DÉSIGNATION	1945	1946	1947	1948
		(En millions de dollars.)		
Zone dollar:				
Importations	471	1.069	1.243	1.018
Exportations	7	79	110	131
Solde	— 464	— 990	— 1.133	— 887
Zone livre sterling:				
Importations	191	391	432	640
Exportations	6	98	286	265
Solde	— 185	— 293	— 146	— 375
Autres pays:				
Importations	242	521	817	852
Exportations	30	276	645	687
Solde	— 212	— 245	— 172	— 165
Total:				
Importations	904	1.981	2.492	2.510
Exportations	— 43	453	1.041	1.082
Solde	— 861	— 1.528	— 1.451	— 1.428

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	(En millions de dollars.)				
Zone dollar:					
Importations	713	461	688	498	471
Exportations	116	191	734	275	308
Solde	— 597	— 269	— 314	— 223	— 163
Zone livre sterling:					
Importations	495	531	905	723	765
Exportations	418	512	657	461	449
Solde	— 77	— 19	— 247	— 262	— 316
Autres pays:					
Importations	826	966	1.674	1.422	1.257
Exportations	1.033	1.176	1.465	1.288	1.398
Solde	+ 207	+ 210	— 209	— 134	+ 141
Total:					
Importations	2.034	1.958	3.267	2.643	2.493
Exportations	1.567	1.880	2.497	2.024	2.155
Solde	— 467	— 78	— 770	— 619	— 338

Balance des règlements non commerciaux (France métropolitaine).
(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1945	1946	1947	1948
Zone dollar:				
Recettes	136	82	265	201
Dépenses	174	246	405	311
Solde	— 38	— 164	— 140	— 110
Zone livre sterling:				
Recettes	83	157	259	186
Dépenses	230	88	157	104
Solde	— 147	+ 69	+ 102	+ 82
Autres pays:				
Recettes	26	86	189	229
Dépenses	95	215	213	303
Solde	— 69	— 129	— 24	— 74
Total:				
Recettes	245	325	713	616
Dépenses	499	549	775	718
Solde	— 254	— 224	— 62	— 102

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Zone dollar:					
Recettes	160	160	163	338	510
Dépenses	277	201	256	204	170
Solde	—117	— 41	— 93	+134	+340
Zone livre sterling:					
Recettes	212	158	240	211	211
Dépenses	121	124	184	170	167
Solde	+ 91	+ 34	+ 56	+ 41	+ 44
Autres pays:					
Recettes	264	303	284	329	339
Dépenses	307	332	446	477	502
Solde	— 46	— 29	—162	—148	—163
Total:					
Recettes	633	621	687	878	1.060
Dépenses	705	657	886	851	839
Solde	— 72	— 36	—199	+ 27	+221

Solde des payements des T. O. M.
(En millions de dollars.)

DÉSIGNATION	1945	1946	1947	1948
Zone dollar	— 194,5	— 203	— 123	— 136
Zone livre sterling	— 168	— 67	— 14	— 29
Autres	— 11,5	— 27	— 26	— 42
Total	— 374	— 297	— 163	— 208

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Zone dollar	—143	—108	—127	— 83	— 78
Zone livre sterling	+ 5	+ 20	+ 70	+ 23	— 2
Autres	— 29	— 35	— 31	— 8	— 23
Total	—167	—123	— 88	— 68	—103

N. B. — 1938: Balance des payements zone franc (millions de dollars):

Balance commerciale	— 230
Règlements non commerciaux	+ 207
Déficit des T. O. M.	— 60
	— 83

1953: Balance des payements des T O. M. (millions de dollars):

Balance commerciale	364	— 461	=	— 97
Règlements non commerciaux	86	— 92	=	— 6
Solde	450	— 553	=	— 103

5° *De 1945 à 1952, le déficit est le suivant.*
(En millions de francs.)

a) Par zone monétaire:

Zone dollar	— 6.567 (68 %)	ou 53 %	du déficit « économique », aide extérieure exclue.
Zone livre sterling	— 1.435 (15 %)	ou 22 %	
Autres pays	— 1.612 (17 %)	ou 25 %	
	— 9.614 100		

b) Par règlement:

Commerciaux	— 7.204 (75 %)
Non commerciaux	— 922 (9 %)
T. O. M.	— 1.488 (16 %)
	— 9.614 100

3. Evolution de la balance des payements courants de la zone franc depuis 1910

(Source: I. N. S. E. E., d'après la revue d'économie politique pour les années antérieurs à 1939, d'après documents du ministère des finances pour les années 1945 à 1951.)

Le tableau ci-dessous donne des moyennes annuelles pour quelques périodes caractéristiques (unité: millions de dollars de pouvoir d'achat approximativement constant, le signe — indiquant un déficit) (1).

ANNÉES	BALANCE commerciale (*)	BALANCE des opérations non commerciales.	BALANCE des payements.
1910-1913	— 440	+ 800	+ 360
1920	— 2.210	+ 500	— 1.710
1921-1926	— 140	+ 620	+ 480
1927-1931	— 500	+ 690	+ 190
1931-1935	— 490	+ 320	— 170
1936-1938	— 500	+ 360	— 140
1945-1948	— 1.580	— 160	— 1.740
1949-1951	— 570	— 100	— 670
(1952)	(— 698)	(+ 39)	(— 659)

(*) Y compris solde de payements des T. O. M. avec l'étranger.

N. B. — Notre balance commerciale est en déficit chronique, avec des pointes lors des après-guerres. Mais le déficit est du même ordre de grandeur en 1910-1913, en 1927-1938 et au cours des années récentes 1949-1951.

C'est dans la balance des opérations non commerciales que des changements de structure apparaissent; constamment créditrice avant 1938, cette balance est déficitaire depuis la dernière guerre. L'évolution de ces éléments mérite examen.

(1) Pour plus de détails, voir le supplément au *Bulletin mensuel de statistique:* janvier-mars 1953.

Balance des opérations non commerciales.
(Unité: millions de dollars) (1).

ANNÉES	VOYAGEURS et touristes.	TRANSPORTS et assurances.	REVENU du capital.	AUTRES postes.	TOTAL
1910-1913 ..	+ 190	+ 110	+ 500	0	+ 800
1920	+ 210	+ 360	+ 170	— 270	+ 500
1921-1926 ..	+ 460	+ 180	+ 180	— 200	+ 620
1927-1931 ..	+ 450	+ 200	+ 230	— 220	+ 690
1932-1935 ..	+ 140	+ 110	+ 140	— 70	+ 320
1936-1938 ..	+ 80	+ 80	+ 230	— 30	+ 360
1945-1948 ..	+ 10	— 230	+ 80	— 50	— 160
1949-1951 ..	+ 110	— 230	+ 60	— 70	— 100
(1952)	(+ 13)	(— 197)	(+ 47)	(+ 70)	(+ 39)

(1) Pour plus de détails, voir le supplément au *Bulletin mensuel de statistique:* janvier-mars 1953.

Source: I. N. S. E. E.

4. Position de la zone franc a l'Union européenne des paiements

Evolution de la position nette cumulative de la zone franc à l'Union européenne des paiements.
(Millions de dollars, unités de compte.)

DÉSIGNATION	1953					
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.
Déficit comptable cumulatif (1).....	623,7	655	674,4	674,4	674,4	731,2
Utilisation du quota:						
a) Crédit reçu.....	312	312	312	312	312	312
b) Or versé.....	311,7	343	362,4	362,4	362,4	419,2
Solde mensuel.	— 10,9	— 31,3	— 19,4	— 51,6	— 37,4	— 56,8

DÉSIGNATION	1953					
	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.	Nov.	Déc.
Déficit comptable cumulatif (1).....	733,4	755,5	780,3	789,1	798,8	832,1
Utilisation du quota:						
a) Crédit reçu.....	312	312	312	312	312	312
b) Or versé.....	421,4	443,5	468,2	477,1	486,8	520,1
Solde mensuel.	— 2,2	— 22	— 24,7	— 8,9	— 9,7	— 33,3

DÉSIGNATION	1954				
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.
Déficit comptable cumulatif (1).....	— 833,9	— 844,9	— 855,2	— 881,4	— 883,2
Utilisation du quota:					
a) Crédit reçu.....	312	312	312	312	312
b) Or versé.....	521,9	532,9	543,2	569,4	571,2
Solde mensuel.	— 1,8	— 11	— 10,3	— 26,4	— 1,8

DÉSIGNATION	1954				
	Juin.	Juillet.	Août.	Sept.	Octobre.
Déficit comptable cumulatif (1).....	— 889,4	— 503,8	— 510,1	— 507,2	— 496,8
Utilisation du quota:					
a) Crédit reçu.....	312	251,9	255	253,6	248,3
b) Or versé.....	577,4	251,9	244,5	252,3	254,6
Solde mensuel.	— 6,2	+ 0,0	— 10,6	— 1,3	+ 6,2

Un crédit de 100 millions de dollars unités de compte est utilisé sous forme d'une tranche supplémentaire insérée entre les troisième et quatrième tranches du quota.

La diminution du déficit comptable de juin à juillet, malgré un déficit mensuel de 2,6 des règlements courants, est la conséquence d'un accord avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise dans le cadre du règlement général des excédents hors quota au 30 juin.

Mise en application, avec effet rétroactif, d'une nouvelle échelle des proportions réglées par crédit et versement d'or pour chaque tranche de quota.

(1) Utilisation de ressources existantes: — 12,9 millions de dollars (à ajouter au déficit comptable).

5. Balance du tourisme

Balance officielle en devises (office des changes).

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	Millions de dollars.				Milliards de francs.
Recettes (étrangers en France)	130	185	190	134	43,5
Dépenses (Français à l'étranger)	— 22	— 44	— 113	— 110	48
	+ 108	+ 141	+ 77	+ 24	— 4,5

Estimations globales de la direction générale tourisme.

Dépenses des touristes étrangers en France.

DÉSIGNATION	1949		1950	
	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	128	45	186	65
Autres dépenses.....	128	45	128	45
Total.....	256	90	314	110

DÉSIGNATION	1951		1952		1953
	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Millions de dollars.	Milliards de francs.	Milliards de francs.
Dépenses comptabilisées par l'office des changes	188	66	131	47	43
Autres dépenses.....	160	56	214	75	76
Total.....	348	122	348	122	119

IV. — PRIX — COUT DE LA VIE

1° PRIX

c) Prix de gros.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

Les indices des prix de gros permettent de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat de la monnaie à l'intérieur du circuit de la production et de la distribution.

L'indice publié par l'I. N. S. E. E. sur une base de 100 en 1949 suit les variations des cours de 319 articles, choisis parmi ceux faisant l'objet des transactions « les plus importantes les plus constantes, ou les plus faciles à observer ». Un même produit peut figurer dans l'indice à chacun des stades successifs de sa préparation, mais sans qu'il y ait double emploi dans les pondérations (celles-ci étant établies d'après les transactions au dernier stade de vente en gros en 1949).

Les transactions sur les matières premières et les produits demi-finis sont assez bien représentés. Par contre, *peu de produits manufacturés* ont pu être considérés; ainsi, l'indice métallurgique ne concerne que quelques produits finis peu ouvragés, tels que rails, poutrelles et tubes.

L'indice général des prix de gros (319 articles) recouvre trois secteurs essentiels: alimentaire (54 articles), énergétique (58 articles), industriel (207 articles). *L'indice des prix des produits alimentaires est basé sur les prix du commerce de gros et ne saurait donc représenter les prix agricoles à la production. Aucune correction saisonnière* n'est faite en raison de l'influence des conditions économiques générales, au moins aussi actives que les facteurs saisonniers, et de l'intérêt reconnu d'un indice tenant compte de ces facteurs.

Les prix retenus sont soit des prix officiels, lorsqu'ils existent, soit, en général, les derniers cours connus à la fin de chaque mois. Les taxes sont incluses le plus souvent possible.

1. INDICE GÉNÉRAL (319 articles).

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1951	134	137,6	137,4	151,5
1952	119,3	143	142,6	140,5
1953	139,7	138,6	137,9	138
1954	136,3	134,8	134,6	

Moyenne mensuelle: 1950 = 108,3. — 1951 = 138,3. — 1952 = 144,9. — 1953 = 138,3.

Source: I. N. S. E. E.

2. INDICES PARTIELS PAR BRANCHES DE PRODUCTION

Indice du dernier mois du trimestre (1949 = 100).

Produits alimentaires.

(54 articles.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	131,2	128,2	136,6	130,3
1953:	128,1	125,9	121,4	124,8
1954:	124,5	122,5	121,3	

Moyenne mensuelle: 1950 = 103,2. 1951 = 119,7. 1952 = 131. 1953 = 125,3.

Produits industriels.

(207 articles.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	166,5	155,3	152,2	150
1953:	150,1	150,6	150	149,5
1954:	145,9	144,6	145	

Moyenne mensuelle: 1950 = 113,7. 1951 = 158,7. 1952 = 158,2. 1953 = 149,8.

Produits chimiques.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	156,3	147,3	143,4	143,4
1953:	143,3	140,7	140,7	140,4
1954:	141	137,5	137,6	

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,2. 1951 = 128,7. 1952 = 148,9. 1953 = 141,7.

Combustibles et énergie.

(58 articles.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	145,8	143,7	140,2	139,4
1953:	139,6	136,6	139,2	138,8
1954:	138,6	138,5	139	

Moyenne mensuelle: 1950 = 105,6. 1951 = 126,7. 1952 = 142,3. 1953 = 138,5.

Produits métallurgiques.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	167,9	155,3	158,3	156,3
1953:	158,8	160,1	159,1	159,3
1954:	152,5	148	150,4	

Moyenne mensuelle: 1950 = 104,9. 1951 = 134,6. 1952 = 161,8. 1953 = 158,1.

Caoutchouc.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	202	185,8	171,3	176,2
1953:	160,6	159,1	153,1	150,8
1954:	142,7	147	149,9	

Moyenne mensuelle: 1950 = 211. 1951 = 211. 1952 = 185. 1953 = 158,3.

Corps gras industriels.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	94,4	93,3	90,3	94
1953:	98,4	93	94,6	92,9
1954:	87,9	87,1	88,4	

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,2. 1951 = 112,2. 1952 = 93,7. 1953 = 94,9.

Bois.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	236	209	206	205
1953:	204	203	203	203
1954:	200	200	197,4	

Moyenne mensuelle: 1950 = 101,1. 1951 = 181,7. 1952 = 219. 1953 = 201.

Cuirs.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	90,8	84,7	94,1	93,9
1953:	93,7	98,6	98	92,4
1954:	89,6	89,2	84,7	

Moyenne mensuelle: 1950 = 124 8. 1951 = 124,9. 1952 = 91,2. 1953 = 94,8.

Source: I. N. S. E. E.

Textiles.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	149,9	142,4	139,1	135,5
1953:	135,7	138,8	138,1	137,9
1954:	134,3	135,2	134,9	

Moyenne mensuelle: 1950 = 135,7. 1951 = 184,4. 1952 = 144. 1953 = 137,3

Pâtes à papiers.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	275	228	185,2	174,4
1953:	175,6	175	173,6	174,4
1954:	179,1	177,6	176,6	

Moyenne mensuelle: 1950 = 110,1. 1951 = 256. 1952 = 222. 1953 = 174,4.

3. INDICES DES MATIÈRES PREMIÈRES INDUSTRIELLES (73 articles)

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1952	187	171	167,3	165,4
1953	167,7	166,1	166,4	166,2
1954	161,5	159,8	157,7	

Moyenne mensuelle: 1950 = 125,2. — 1951 = 188,4. — 1952 = 175,4. — 1953 = 166.

Source: I. N. S. E. E.

4. Indices des produits importés

Ensemble (13 articles). (1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	161,8	155,4	147,1	145,2
1953:	143,9	141,3	141,2	140,1
1954:	142,8	145,4	141,7	

Moyenne mensuelle: 1950 = 132,5. 1951 = 181,5. 1952 = 154,1. 1953 = 141,4.

Matières premières industrielles importées. (1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	168,9	158,3	148,6	146,9
1953:	145,9	145,4	145	144,9
1954:	140,5	141,2	142,6	

Moyenne mensuelle: 1950 = 145,7. 1951 = 212. 1952 = 158,4. 1953 = 145,2.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — (Voir plus loin l'évolution des indices U. S. A. et Grande-Bretagne). Cet indice *ne constitue pas un indice des prix* à l'importation; les cours ne sont pas, en effet, observés toujours directement au stade de l'importation et, d'autre part, seules les marchandises donnant lieu à des échanges réguliers et stables ont été prises en considération.

L'indice a donc la signification limitée d'un indice des *prix intérieurs de certains produits importés.* Il permet d'observer le *sens des tendances,* d'autant plus qu'il concerne surtout des matières premières.

5. Indices des fruits et légumes frais a Paris

	I (mars)	II (juin)	III (septembre)	IV (décembre)
1953	115	125,7	103,1	107,6
1954	114,7	116,7	125,5	

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,4. — 1951 = 104. — 1952 = 118,7. — 1953 = 112,8.

Source: I. N. S. E. E.

6. Indice des prix de gros des salaisons et de la charcuterie

(Prix départ usine, toutes taxes comprises, relevés le 15 de chaque mois auprès d'un échantillon de producteurs par un syndicat professionnel: livraison à certaines collectivités (intendance...) exclues; coefficients de pondération établis sur évaluation des productions commercialisées en 1953; aux prix en vigueur en 1949.)

Moyenne mensuelle (1949 = 100).

	I	II	III	IV
1953	124	136	126	119
1954	124	129	128	

Moyenne mensuelle: 1950 = 97,5. — 1951 = 128,3. — 1952 = 129,7. — 1953 = 123,9 — 1954 =

	1950	1951	1952	1953	1954
Evolution des prix du bétail sur pied.	93	131,7	133,1	112	»
Evolution des prix du porc sur pied..	95	142,7	136	120	»

Source: I. N. S. E. E.

b) Indices des prix de détail.

Observations préalables sur la composition et l'utilisation des indices

Deux indices des prix de détail sont publiés par l'institut national de la statistique et des études économiques, l'un pour Paris, l'autre pour dix-sept villes de province.

1. L'indice *pour Paris* est un *indice des prix à la consommation familiale pour une famille de quatre personnes de condition modeste,* dont deux enfants à charge de moins de seize ans et dont le chef de famille salarié a une qualification professionnelle inférieure à celle de contremaître pour l'industrie et de comptable pour le commerce ou l'administration.

Les articles de référence se répartissent en cinq groupes:

Alimentation (41 articles, à l'exclusion des légumes et des fruits frais).

Chauffage et éclairage (7 articles: trois variétés de charbon, gaz de ville et trois tarifs d'électricité).

Produits manufacturés (115 articles: ménage, entretien, outillage, mobiliers, lingerie, habillement et chaussures).

Services (47 articles ou tarifs: loyers, transports, P. T. T., ressemelages, blanchissage, coiffeur, bains, instruction, soins médicaux, distractions...).

Divers (3 articles: tabac, cigarettes, journaux).

Au total 213 *articles,* avec les pondérations suivantes, par groupes:

Alimentation	58 p. 100.
Chauffage et éclairage	4 —
Produits manufacturés	10 —
Services	15 —
Divers	3 —
	100 p. 100.

Les prix des denrées alimentaires, des produits manufacturés et de certains services sont relevés périodiquement par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.; les prix et tarifs officiels ou imposés (transports, P. T. T., eau, gaz, électricité, tabac, etc.) sont constatés par les publications officielles.

Les prix de base correspondent à l'année 1949.

Les fruits et légumes frais étant exclus de l'indice d'ensemble, en raison des variations saisonnières importantes de leurs prix et des conditions très particulières de ce marché, un indice particulier est calculé et publié isolément.

2. L'indice pour *dix-sept villes de province* est établi dans des conditions analogues, pour l'ensemble des villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E., soit Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Il comprend:

Trente-six produits alimentaires.
Cinq articles de chauffage et éclairage.
Cent onze produits manufacturés.

La spécification exacte des articles varie en fonction des habitudes et des disponibilités locales et n'est donc pas celle adoptée pour Paris.

Les relevés de prix sont effectués par des enquêteurs de l'I. N. S. E. E.

Les pondérations par groupes sont les mêmes que celles retenues pour l'indice parisien.

Ces deux indices ne sont *pas des indices de dépenses.* Ils sont en effet calculés à partir de budgets-types invariables correspondant à des habitudes de consommation à une époque donnée: ils mesurent les variations du pouvoir d'achat de la monnaie pour la catégorie de consommateurs considérée, dont les besoins sont supposés constants pendant toute la période de calcul de l'indice.

1. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale (1949 = 100.)

Paris.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	148,1	143,1	145,7	145,4
1953:	145,2	145,4	141	142,1
1954:	143,6	143,8	142,6	

Moyenne mensuelle: 1950 = 111,2. 1951 = 130,1. 1952 = 145,4. 1953 = 143,7.

Ensemble 17 villes importantes de province.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	146,6	142,6	145,9	146,4
1953:	144,8	144,5	141	142,2
1954:	143,1	143,9	143,1	

Moyenne mensuelle: 1950 = 107,2. 1951 = 129,3. 1952 = 145,4. 1953 = 143,1.

Source: I. N. S. E. E.

2. Indice du prix des denrées alimentaires (1949 = 100.)

Paris.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	143,8	137	141,7	141
1953:	140,5	140,6	132,3	133,9
1954:	136,1	136,3	133,6	

Moyenne mensuelle: 1950 = 110,6. 1951 = 128. 1952 = 140,7. 1953 = 137,4.

Ensemble 17 villes importantes de province.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	139,2	134	140,1	141,7
1953:	139,1	138,2	131,8	133,6
1954:	134,4	135,7	133,5	

Moyenne mensuelle: 1950 = 105,9. 1951 = 121,5. 1952 = 138,3. 1953 = 136,4.

Source: I. N. S. E. E.

3. Indice du prix des objets manufacturés (1949 = 100.)

Paris.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	134,9	131,2	129,2	127,7
1953:	126,7	126,6	126,1	126
1954:	126,2	126,4	126,4	

Moyenne mensuelle: 1950 = 102. 1951 = 141,4. 1952 = 131. 1953 = 126,5.

Province (17 villes).

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	141,4	137,3	134,6	133
1953:	130,7	130,4	129,1	128,7
1954:	128,6	128,3	128,4	

Moyenne mensuelle: 1950 = 100,9. 1951 = 127,5. 1952 = 136,5. 1953 = 129,7.

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Un indice beaucoup plus complet est donné plus loin.

4. Indice du prix de chauffage et de l'éclairage (1949 = 100.)

Paris.

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	174,5	171,5	171,5	172,9
1953:	172,9	170	171,7	173,2
1954:	173,2	169,7	171,4	

Moyenne mensuelle: 1950 = 109,8. 1951 = 146,9. 1952 = 172,5. 1953 = 171,8.

Province (17 villes).

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	173,4	173,1	172,7	173
1953:	172,7	171,5	173,8	174,1
1954:	173,9	172,5	174,1	

Moyenne mensuelle: 1950 = 108,5. 1951 = 146,4. 1952 = 172,6. 1953 = 173.

Source: I. N. S. E. E.

5. Indice du prix des services

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	Province (17 villes). I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	176	175	177	179	174,9	173,7	175,7	175,1
1953:	181	183	186	187	177,6	179,7	181,8	183,6
1954:	188	189	191		186,7	187,5	190,7	
Moyenne mensuelle:	1950 = 124.				1950 = 118,4.			
	1951 = 147,4.				1951 = 148,7.			
	1952 = 176.				1952 = 171,9.			
	1953 = 184.				1953 = 180,6.			

Source: I. N. S. E. E.

6. Indice « fruits et légumes frais »

(1949 = 100.)

	Paris. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)	Province. I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1952:	134,2	135,9	150,2	1[illegible]4	128,3	125,9	141,5	129,4
1953:	131,6	145,3	119,6	120,4	131	143,6	116,3	122,7
1954:	133,9	171	140,8		130,1	160,8	141,8	
Moyenne mensuelle:	1950 = 103,3.				1950 = 101,9.			
	1951 = 114,9.				1951 = 108,9.			
	1952 = 136,7.				1952 = 132,6			
	1953 = 129,2.				1953 = 127,5.			

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — Cet indice résulte de la comparaison du coût d'achat de paniers dont la composition varie chaque mois, au prix de ces mêmes paniers le mois correspondant de l'année 1949. Il ne donne que des valeurs moyennes, alors que les cours des fruits et légumes frais sont très variables les uns par rapport aux autres.

7. Indices annuels d'ensemble des prix de détail

(1949 = 100.)

Pondération	Désignation	1950 Paris.	1950 Province.	1951 Paris.	1951 Province.
4,4	Légumes	104,6	103,1	111,4	103,3
3,6	Fruits	102,1	100,4	118,8	115,9
8	Fruits et légumes	103,3	101,9	114,9	108,9
100	Prix à la consommation familiale	111,2	107,2	130,1	129,4
108	Indice global	110,6	106,8	129	127,8

Pondération	Désignation	1952 Paris.	1952 Province.	1953 Paris.	1953 Province.
4,4	Légumes	113,9	138,6	131,6	131,7
3,6	Fruits	128,3	125,2	124,4	122,3
8	Fruits et légumes	136,1	132,6	129,2	127,5
100	Prix à la consommation familiale	115,4	115,1	113,7	113,1
108	Indice global	114,7	114,5	112,6	112

Source: I. N. S. E. E.

c) Evolution des indices de prix sur la base 100 en 1938.

L'institut national de la statistique et des études économiques a déterminé les possibilités de *raccord des nouveaux indices de prix, publiés sur une base 100 en 1949, aux séries anciennes établies sur une base 100 en 1938* (indice des prix de détail des 34 articles et indice des prix de gros des 135 articles).

Deux méthodes de calcul ont été employées. L'une a déterminé les coefficients correspondant aux valeurs moyennes, en 1949, des anciens indices de prix mesurés sur la base 1 en 1938. L'autre méthode établit le niveau qu'auraient eu, en 1949, les nouveaux indices sur une base 1 en 1938.

Les coefficients donnés ci-après résultent des *moyennes* géométriques des valeurs fournies par les deux méthodes de calcul (anciens indices base 1 en 1938 en nouveaux indices base 1 en 1938). Ces moyennes tiennent compte, avec une même importance, des conditions économiques de 1938 et de 1949 et apportent donc une estimation correcte du niveau moyen des prix dans les principaux secteurs en 1949, par rapport à 1938. Leur utilisation a été limitée à la comparaison directe 1938-1949, par suite de l'absence d'études valables sur la structure des productions et des consommations pour les années intermédiaires.

Pour avoir une indication valable sur le *niveau moyen des prix en 1949 sur la base 1 en 1938*, il suffit donc de multiplier les indices publiés sur la base 100 en 1949 par les coefficients suivants (colonne de gauche):

1. Indice des prix a la consommation familiale a Paris (1)

N. B. — Les coefficients de la colonne de gauche sont à la moyenne géométrique des coefficients ancien et nouvel indice.

	Ancien indice (2).		Nouvel indice.
Ensemble	16,3	17	15,7
Produits alimentaires	17,4	18,1	16,8
Chauffage, éclairage	13,2	12,8	12,6
Objets manufacturés	15	»	»
Services	9,7	10,2	9,2

	Ancien indice des 34 articles. Paris.	Province (3).
Ensemble	18,17	20,17
Produits alimentaires	18,14	19,90
Chauffage, éclairage	13,76	15,95
Objets manufacturés	»	»
Services	»	»

N. B. 1. — Pour l'utilisation des indices dans les contrats indexés conclus entre 1938 et 1949, on peut multiplier l'indice base 100 en 1949 par la valeur de l'ancien indice (18,17) en 1949. *Mais pour mesurer le niveau moyen des prix actuels par rapport à 1938*, il faut tenir compte de l'évolution des structures de production et de consommation et donc utiliser le coefficient 16,3 pour l'indice d'ensemble et les coefficients correspondant pour les indices composants.

N. B. 2. — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles, base 100 en 1938, en indices, base 100 en 1949, s'effectue en multipliant la valeur des indices base 100 en 1938 par:

7,06 pour l'indice Paris (alimentation, 7,06; chauffage, éclairage, 6,60).

6,58 pour l'indice province (alimentation 6,57; chauffage, éclairage, 6,80).

On peut aussi multiplier les coefficients de l'indice des 34 articles (18,17 et 20,17 par les coefficients ci-contre).

2. Indice du prix de détail a paris des fruits et légumes frais

Sur la base 1 en 1938, l'indice est à 19 en 1949.

3. Indice des prix de gros

(Soit pour 1953 × 25,5.)

Ensemble	18,5
Produits alimentaires	17,4
Combustibles et énergie	17,4
Produits industriels	19,8
Matières premières industrielles	19,8
Produits importés	20,5
Matières premières industrielles importées	21,5 (4)

N. B. — Ces coefficients sont la moyenne géométrique des coefficients ci-après:

	Ancien indice	Nouvel indice.
Ensemble	19,17	17,8
Produits alimentaires	17,2	17,6
Combustibles et énergie	18,2	16,6
Produits industriels	21,3	18,4
Matières premières industrielles	21,8	18
Produits importés	19,2	21,8
Matières premières industrielles importées	25,8	21,5

(1) L'absence de documentation sur les prix en 1938 des articles de référence des nouveaux indices pour la province ne permet pas de procéder à une estimation analogue des variations de prix 1938-1949. La seule comparaison possible consiste à rapprocher les niveaux des indices des prix des 34 articles.

La moyenne des indices des prix des 34 articles en 1949 pour l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants sur une base 100 en 1938 se situe au niveau 2017 contre 1817 à Paris. Cet écart de 117 p. 100 se réduit à 10 p. 100 (1938 environ contre 1817 à Paris, en ne retenant pour la province que les 17 villes sièges des directions régionales I. N. S. E. E.). La tendance inverse a prévalu ensuite jusqu'en 1952, les prix de Paris s'élevant davantage que les prix observés en province.

(2) Ancien indice calculé sur la base 1 en 1938 d'après une estimation nouvelle des pondérations.

(3) Province: 17 villes sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E. (20, 17 en prenant l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants).

(4) D'après la composition du nouvel indice, l'ancien était peu représentatif à cet égard.

4. Evolution des indices des prix de détail

(34 articles, base 100 en 1938.)

(Moyenne mensuelle.)

Paris.

	1949	1952	1953	1954 (août)
Ensemble	1817	2464	2420	2374
Alimentation	1814	2472	2428	2380
Chauffage et éclairage	1376	2354	2382	2393

Province.

	1949 (1)	1952	1953	1954
Ensemble	2033	2724	2680	2624
Alimentation	2009	2700	2662	2605
Chauffage et éclairage	1597	2661	2661	2684

N. B — La transformation des indices des prix de détail des 34 articles, base 100 en 1938, en indices, base 100 en 1914, s'effectue en multipliant les valeurs des indices base 100 en 1938 par: 7,06 pour l'indice Paris, 6,58 pour l'indice province.

N. B. — NIVEAU MOYEN DES PRIX EN 1949

(Base 1 en 1938.)

(Moyenne géométrique des valeurs fournies sur la base des anciens et nouveaux indices pour 1938 = 1.)

Prix de détail à Paris.

Ensemble des prix à la consommation familiale	16,3
Produits alimentaires	17,4
Articles de chauffage et d'éclairage	13,2
Objets manufacturés	25
Services	9,7

Prix de gros.

Ensemble	18,5
Produits alimentaires	17,4
Dont:	
Céréales	12,7
Viande	17,4
Œufs et produits laitiers	21
Comestibles et énergie	17,4
Dont:	
Produits pétroliers	15,7
Charbons	21,8
Electricité	12
Produits industriels	19,8
Matières premières industrielles	19,8
Produits industriels ayant subi une certaine transformation	19,7
Produits métallurgiques	18,6
Matériaux de construction	14,3
Caoutchouc	13,7
Textiles	27,6
Cuirs	24,6
Bois	16,3
Pâtes et papiers	18,9
Corps gras industriels	29,9 (2)

Source: I. N. S. E. E.

d) Indices des prix des véhicules à moteur.

Ces indices se rapportent aux ventes sur le marché intérieur des produits de l'industrie française des automobiles et des motocycles, vélomoteurs et cyclomoteurs pour les principaux modèles des grandes firmes.

Les coefficients de pondération sont établis d'après la valeur des différentes productions, calculée au tarif moyen de 1949 et compte tenu du nombre moyen annuel de véhicules livrés sur le marché français en 1949 et 1951 (l'année 1949 ne représentant pas une activité normale pour certains modèles nouveaux).

Ces tarifs adoptés correspondent aux prix-client départ usine. Ils ne comprennent ni les frais de sortie d'usine, ni le montant de la taxe locale. Des raccords de prix ont été effectués pour tenir compte du prix de revient des modifications apportées à certains modèles.

(1) Prix de détail pour l'ensemble des chefs-lieux de départements et villes de plus de 10.000 habitants.

(2) D'après la composition du nouvel indice, l'ancien étant peu représentatif à cet égard

(Moyenne 1949 = 100.) (Moyenne mensuelle.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
54	Voitures particulières	103,8	126,8	146,4	143,3
33	Véhicules utilitaires	104,2	134,2	155,6	154,5
13	Motocycles	106,1	124,9	145,5	143,6
100	Ensemble	104,2	129	149,3	147

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1954		
		Mars.	Juin.	Sept.
54	Voitures particulières	142,9	142,9	142,4
33	Véhicules utilitaires	152,8	152,9	152,9
13	Motocycles	143,3	143,4	141,4
100	Ensemble	146,2	146,2	145,7

Source: I. N. S. E. E.

e) Indices des prix de détail à Paris des appareils d'équipement ménager.

Cet indice a pour objet de représenter, de façon plus complète, les variations des cours des appareils ménagers, qui constituent une part importante de la construction mécanique et électrique, et ne sont compris que pour une petite fraction dans l'indice d'ensemble des prix à la consommation familiale (213 articles), établi pour suivre l'évolution des prix des denrées et services communément utilisés par les familles de condition modeste.

L'indice exclut les installations de chauffage central et les éléments constituant les salles de bains, mis généralement par le propriétaire à la disposition des occupants. Il comprend huit groupes distincts d'appareils, comprenant au total 191 modèles différents. Les indices de groupe sont des moyennes arithmétiques simples des indices établis pour chaque modèle de référence. L'indice d'ensemble est une moyenne arithmétique pondérée des indices de groupes. Les coefficients de pondération attribués aux groupes ont été déterminés compte tenu des chiffres d'affaires des producteurs français en 1950 et de la valeur des importations à la même date. Les appareils ménagers étant soumis à de fréquentes modifications de construction et de présentation, de nombreux raccords ont dû être effectués entre séries de prix légèrement différentes. Les prix retenus sont ceux affichés par les concessionnaires ou ceux découlant des barèmes établis par les fabricants majorés du montant des taxes applicables à la vente au détail.

Ces indices sont donnés avec une marge d'erreur qui n'est pas négligeable.

(1949 = 100.) (Moyenne.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
17	Appareils chauffage (38)	104,4	136,6	160,5	157,4
27	Cuisinières (35)	105,3	139	167,3	163,1
6	Réfrigérateurs (18)	102,9	116,3	120,9	116,4
5	Aspirateurs-cireuses (21)	105,4	124,8	114,7	112,2
4	Machines à laver (15)	108,5	135,5	153,8	153,3
6	Petits appareils (29)	105,7	130,2	151,6	148,4
9	Machines à coudre (10)	110,7	127,1	142,4	141,1
26	Récepteurs radio (25)	102,1	124	143,6	141,4
100	Ensemble (191)	104,8	130,9	152,2	149,4

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1954		
		Mars.	Juin.	Sept.
17	Appareils chauffage (38)	155	152,9	154,6
27	Cuisinières (35)	160,8	161,2	160,3
6	Réfrigérateurs (18)	110,7	110,4	107,6
5	Aspirateurs-cireuses (21)	141,8	141,6	141,6
4	Machines à laver (15)	152,7	152,8	152,9
6	Petits appareils (29)	147,4	147,2	147,1
9	Machines à coudre (10)	141	141	145,4
26	Récepteurs radio (25)	139,4	139	137,4
100	Ensemble (191)	147,4	147	146,9

Nota. — Nombre d'articles entre parenthèses.

Source: I. N. S. E. E.

f) Indice des prix des produits industriels nécessaires aux exploitations agricoles.

(1949 = 100.) (Moyenne.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
192	Energie	102,9	113,1	115,2	113,5
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	102,8	135,2	152,4	142,9
310	Engrais et antiparasitaires	103,1	124,8	147,1	137,8
255	Machinisme et outillage	101,6	130,3	151,2	150,4
103	Divers	106,3	160	171,6	154,5
1.000	Ensemble	103	129,1	145,3	138,8

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1954		
		Mars.	Juin.	Sept.
192	Energie	113,6	113,5	113,7
140	Entretien et renouvellement des bâtiments	139,6	139,5	139,6
310	Engrais et antiparasitaires	140	132,1	127,8
255	Machinisme et outillage	152,1	133,8	134,8
103	Divers	144,1	145,9	153,2
1.000	Ensemble	138,4	131,4	131,1

Source : I. N. S. E. E.

g) Indices des recettes des spectacles à Paris.

(Indice corrigé des variations de prix.) (1949 = 100.)

PONDÉRATION	DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953
20,36	Théâtres	82	93	91	76
1,62	Chansonniers	123	130	137	166
11,18	Music-halls	95	111	117	125
3,57	Théâtres nationaux	84	97	91	93
3,05	Sports	104	111	94	82
1,63	Courses de chevaux	98	104	111	114
58,59	Cinémas	86	89	83	82
100	Ensemble	88	94	90	88

Source : I. N. S. E. E.

h) Indice des prix de vente au détail des spécialités pharmaceutiques.

N. B. — L'indice est établi d'après les articles réellement en vente chaque année à Paris par les pharmaciens d'officine au mois de février.

Indice des prix de 100 spécialités remboursées par la sécurité sociale.		*Indice des prix des produits antibiotiques.*	
1949	100	1949	100
1950	115	1950	78
1951	132	1951	64
1952	164	1952	62
1953	161	1953	51
1954	161	1954	46

Source : I. N. S. E. E.

i) Comparaison des indices de prix de gros et des indices des prix de détail.

Pour que cette comparaison soit valable, surtout si l'on veut en tirer des conclusions sur les variations du coût de la distribution, elle doit *porter sur des groupes ayant une composition semblable.*

Or, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques, ... « les indices de prix de gros et de détail basés, l'un sur les disponibilités nationales, l'autre sur les consommations familiales, présentent des différences de structure très importantes. En particulier les denrées alimentaires constituent 40 p. 100 des pondérations de l'indice d'ensemble des prix de détail. Les services qui ne figurent pas dans l'indice des prix de gros représentent 15 p. 100 du budget-type de consommation familiale.

« D'autre part, les marchandises retenues pour l'indice des prix de gros sont observées à des stades différents de fabrication, le stade final étant fréquemment omis; elles correspondent à des biens d'équipement comme à des biens de consommation; le montant des taxes fiscales n'est pas toujours compris dans les cours enregistrés. Pour l'indice des prix de détail, les articles sont observés au stade final de la production et de la commercialisation et sont tous des biens de consommation.

« Aussi, la comparaison des indices d'ensemble ne saurait être complètement légitime que pour mesurer les différences du pouvoir d'achat de la monnaie sur les marchés de gros d'une part, pour les salariés d'autre part.

« Des rapprochements plus utiles peuvent être effectués entre prix de produits particuliers ou indices partiels; dans ce dernier cas, les conclusions ne sauraient être esquissées qu'après consultation de la liste des articles et de leurs pondérations ».

j) Indice des prix de détail des objets manufacturés.

L'indice des prix à la consommation familiale ne comprenant que 115 objets manufacturés, échantillon insuffisamment représentatif, l'I. N. S. E. E. a calculé un indice annuel portant sur 1.173 articles témoins, d'après le dépouillement du catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

Indices annuels des prix de détail de certains objets manufacturés (1).

(Base 100 en 1949.)

NUMÉRO du groupe.	GROUPES	NOMBRE d'articles.	INDICES 1950	1951	1952	1953	1954
1	Articles de cuisine, chauffage	107	94,4	118,9	142,9	135,4	135,1
2	Articles de ménage et d'équipement ménager	51	98,9	118,2	139,7	131,1	131,4
3	Mobilier et literie, y compris tapis	34	90,5	126,5	139,0	130,1	132,4
4	Produits d'entretien et de toilette, y compris parfumerie	62	105,5	134,4	153,7	151,2	148,8
5	Papeterie, articles de bureau	97	106,4	143,0	165,5	155,4	150,9
6	Librairie (ouvrages techniques)	50	125,8	141,4	180,1	187,9	197,1
7	Maroquinerie et articles de voyage	50	97,6	122,3	134,1	127,6	126,8
8	Petit outillage, quincaillerie, éclairage	153	107,9	136,6	168,6	155,4	154,6
9	Petit outillage agricole, jardinage	61	107,1	135,4	173,2	166,0	161,2
10	Armes, munitions, accessoires de chasse	98	113,4	137,1	166,4	162,4	157,6
11	Cycles, sports, camping	102	105,8	135,7	156,8	150,5	146,7
12	Jeux et jouets	50	105,7	137,5	171,0	162,2	161,3
13	Articles et engins de pêche, bateaux	66	110,6	143,2	169,8	164,3	160,6
14	Photographie, optique, instruments de mesure	67	113,8	141,2	171,8	161,9	161,9
15	Lingerie, bonneterie, mercerie	75	98,5	131,3	125,9	111,3	111,8
16	Habillement, chaussures	53	95,4	127,1	126,0	118,2	114,6
	Ensemble	1.173	105,4	133,9	157,0	149,3	147,6

(1) D'après le catalogue publié chaque année entre mai et juillet par une maison de commerce spécialisée dans la vente par correspondance.

k) Etude du prix de revient des principales industries.

Une enquête de l'Institut national de la statistique et des études économiques en 1951 établit, avec une approximation acceptable, que, pour une valeur de 100 F de produits fabriqués, le prix de revient moyen dans l'ensemble de la fabrication française se divise, en nombres ronds, comme suit:

3 F pour l'intérêt du *capital immobilisé* (immeubles et machines) (intérêt calculé à raison de 5 p. 100 de la valeur vénale de l'établissement);

15 F pour la *main-d'œuvre* (multiplication du nombre moyen des ouvriers employés par leur salaire journalier et la journée de travail effectif);

55 F pour l'achat des *matières premières;*

7 F pour le combustible;

20 F pour les *frais* d'administration, les impôts, les assurances, l'entretien, les *bénéfices.*

100 F.

Cette répartition est une moyenne en nombres ronds.

On trouvera ci-après une répartition détaillée par groupe d'industries:

(Unité: franc, centime.)

NUMERO d'ordre.	DÉSIGNATION des groupes.	POUR 100 FRANCS DE PRODUITS fabriqués (1). Intérêt du capital immobilier	Main-d'œuvre.	Matière première.	Combustibles.	Administration, assurances, etc.
1	Industrie textile.....	1,46	12,01	68,46	1,34	16,73
2	Industrie extractive...	18,01	41,41	15,84	5,17	19,57
3	Métallurgie	2,47	12,65	45,26	23,29	16,33
4	Objets en métal.....	1,91	19,61	45,16	3,39	29,93
5	Industrie du cuir.....	1,16	6,17	75,86	0,78	16,03
6	Industrie du bois.....	1,08	7,20	59,63	1,50	30,59
7	Céramique	2,73	31,01	23,09	16,98	26,19
8	Produits chimiques....	1,90	5,41	62,46	4,39	25,84
9	Bâtiment	2,87	12,33	48,70	14,46	21,64
10	Eclairage	7,10	3,04	68,21	2,65	19,00
11	Ameublement	6,06	21,97	36,96	12,16	22,85
12	Habillement et toilette	1,04	22,32	53,44	0,50	22,70
13	Alimentation	1,20	2,82	75,87	2,64	17,47
14	Moyens de transport..	2,23	28,73	48,17	3,28	17,59
15	Sciences, lettres et arts	2,01	31,52	46,72	3,18	16,57
16	Luxe et plaisir.....	0,73	15,62	62,05	1,15	20,45
	Moyennes générales.	2,45	13,75	58,45	6,42	18,93
		100 francs.				

(1) Ce tableau est le résumé des renseignements fournis par 5.000 bulletins, qui se sont recommandés à notre choix par l'étendue et la précision des détails. Ces bulletins représentent, dans leur ensemble, un chiffre d'affaires de 754 millions de francs et comprennent les industries les plus variées.

l) Indice du coût de la construction.

(1er trimestre 1953 = 100.) (Moyenne trimestrielle.)

	1954 I	II	III	IV
Immeubles à usage d'habitation.....	99	100	98	

Source: I. N. S. E. E.

2e COUT DE LA VIE

a) Indice de l'I. N. S. E. E.

Prix à la consommation familiale (rappel).

N. B. — La composition et les conditions d'utilisation de ces indices sont exposées plus haut. (Il est recommandé de se reporter à ces observations.)

1. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale a Paris

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1950	107,5	106,9	113,1	117,4
1951	123,6	129,2	133	142,9
1952	138,1	143,1	145,7	145,4
1953	145,2	145,4	141	142,6
1954	141,6	143,8	142,6	

Moyenne mensuelle: 1950 = 111,2. — 1951 = 130,1. — 1952 = 145,4. — 1953 = 143,7

2. Indice d'ensemble des prix a la consommation familiale en province

(Dix-sept villes importantes.)

(1949 = 100.)

	I (mars)	II (juin)	III (sept.)	IV (déc.)
1950	104,7	103,2	108,2	112,7
1951	118,7	126,4	131,3	141
1952	146,6	142,6	145,9	146,4
1953	144,8	144,5	141	142,2
1954	143,3	143,9	143,1	

Moyenne mensuelle: 1950 = 107,2. — 1951 = 129,3. — 1952 = 145,4. — 1953 = 143,1.

b) Coût absolu d'un budget type.

1. Budget type d'un célibataire, a Paris

(Montant en francs.)

DÉSIGNATION	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.				
C. F. T. C. (1).....	16.747	16.696	16.994	17.503
C. G. T. (6).....	»	19.497	»	22.122
C. G. T.-F. O. (1).....	16.779	17.084	16.759	17.510
Commission Delépine (2)..	14.177	14.145	14.847	15.473
	(Moyenne mensuelle: 14.609.)			
Commission des conventions collectives (3).....	15.104	14.812	15.524	15.784
M. L. P. (4).....	21.223	21.662	22.144	22.572
I. O. E. (5).....	»	16.326	16.484	16.814

(1) Les budgets types C. F. T. C. et C. G. T.-F. O. (15e et 1er jour du mois) sont évalués à partir de bases communes réparties entre six postes alimentation (2.890 calories-jour) eau, éclairage, chauffage, loyer (local de 41 m² surface corrigée catégorie 3 A), habillement, linge de maison et divers. Les prix retenus sont ceux du *Bulletin hebdomadaire de statistique de l'I. N. S. E. E.*

(2) Les évaluations du budget de la *Commission Delépine* sont effectuées par la direction des prix au secrétariat d'Etat aux affaires économiques.

(3) Les travaux de la *Commission supérieure des conventions collectives* tendant à l'élaboration d'un budget type sont exposés dans le numéro de septembre-octobre 1950 de la *Revue française du travail* éditée par le ministère du travail et de la sécurité sociale. La partie alimentaire de ce budget type a été adoptée dans son ensemble le 18 juin 1950. Les autres postes ont été adoptés isolément, mais rejetés dans leur ensemble. Les évaluations présentées n'ont donc *aucun caractère officiel.*

(4) Evaluation publiée dans le journal *Le Monde ouvrier* (mouvement libération du peuple) (15 du mois).

(5) L'*Institut d'observation économique* évalue trois budgets types se rapportant respectivement au manœuvre, à l'ajusteur et à l'ingénieur célibataires de la région parisienne, dans l'industrie des métaux (15 du mois).

Les données ci-dessus concernent le budget type du manœuvre. On trouvera plus loin l'évolution indiciaire de ce budget et de celui de l'ajusteur et de l'ingénieur célibataires, ainsi qu'un indice d'ensemble.

(6) C. G. T. (15 du mois).

DÉSIGNATION	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1951.				
C. F. T. C.	18.718	20.186	20.506	21.865
C. G. T.	22.326	27.950	26.953	29.118
C. G. T.-F. O.	18.465	20.229	20.977	22.473
Commission Delépine	16.439	17.395	18.353	19.715
Commission supérieure des conventions collectives	16.657	17.732	18.065	19.451
M. L. P.	23.177	25.778	27.493	29.706
I. C. E.	16.391	19.249	20.032	21.621
1952.				
C. F. T. C.	22.985	22.566	22.850	23.298
C. G. T.	30.461	30.104	30.946	30.005
C. G. T.-F. O. (1)	24.157	23.939	24.351,5	24.161
Commission Delépine	»	»	»	»
Commission supérieure des conventions collectives	20.233	19.770	»	»
M. L. P.	30.853	30.588	30.716	30.955
I. C. E.	22.436	21.912	22.170	21.833
1953.				
C. F. T. C. (1)	23.845	23.934	23.009	23.039
C. G. T.	31.167	31.354	30.727	31.059
C. G. T.-F. O. (1)	24.546	24.679	24.338	24.452
M. L. P.	31.244	31.313	31.401	31.536
I. C. E.	22.066	22.354	21.511	21.628
Commission supérieure des conventions collectives	»	»	»	25.166
1954.				
C. F. T. C. (1)	»	»	»	
C. G. T.	31.406	31.603	30.509	
C. G. T.-F. O. (1)	25.453,1	26.180	25.599	
M. L. P.	31.046	31.954	31.401	
I. C. E.	22.081	22.556	21.832	

(1) Premier jour du mois.

2. Budget type d'une famille

Evaluation de l'U. N. A. F. (Union nationale des associations familiales) (famille type de quatre personnes, dont deux enfants entre six et dix ans) (1).

(Montant en francs.)

ANNÉES	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950	40.785	40.972	41.702	42.111
1951	45.323	50.503	54.184	55.460
1952	62.585	61.550	61.849	60.618
1953	60.538	62.134	59.691	59.150
1954	64.496	67.320	63.543	63.543

N. B. — Le budget a été calculé depuis le 1er janvier 1952 sur des bases nouvelles correspondant à une définition plus large des besoins, mieux adaptés à la disparition totale des mesures de restriction de la consommation. Les chiffres publiés depuis cette date ne sont donc pas exactement comparables à ceux des années antérieures.

En 1954, les bases ont de nouveau été modifiées pour tenir compte des récents travaux de la commission supérieure des conventions collectives.

(1) Premier jour du mois.

c) Indices des variations des budgets types.

1. Budget type d'un célibataire a Paris

(Septembre 1948 = 100.)

DÉSIGNATION	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950.				
C. G. T.	(4) 111	114	(3) 124	124
C. G. T.-F. O. (1) (3)	128,4	130,7	128,2	134
I. O. E. (2) :				
Manœuvre	»	128	129,2	131,8
Ajusteur	»	122,4	126	128,4
Ingénieur	»	120,8	124,3	126
Indice moyen	»	127,1	126,8	128,7
1951.				
C. G. T.	120	115	(3) 162	»
C. G. T.-F. O. (3)	141,3	154,8	160,66	172
I. O. E. :				
Manœuvre	139,6	150,8	157	169 4
Ajusteur	135,9	145,7	154,2	163.2
Ingénieur	135,8	143,4	147,4	162,6
Indice moyen	137,1	146,6	151,9	161,7
1952.				
C. G. T.	178,8	176,8	181,4	175,9
C. G. T.-F. O. (3)	187,87	183,23	186,38	184 93
I. O. E. :				
Manœuvre	175,7	171,7	173,5	171,3
Ajusteur	167,4	163,8	166	164,1
Ingénieur	165,9	163,6	165,7	164,2
Indice moyen	169,6	166,3	168,4	166,5
1953.				
C. G. T.	182,7	»	»	»
C. G. T.-F. O.	187,8	188,9	186,9	187,5
I. O. E. :				
Manœuvre	172,9	175,2	168,6	169,5
Ajusteur	165	166 2	162,4	163,1
Ingénieur	165,5	165 9	166,4	165,2
Indice moyen	167,8	169,1	165,3	165,9
1954.				
C. G. T.	»	185,3	»	»
C. G. T.-F. O.	194,81	200,37	195,93	»
I. O. E. :				
Manœuvre	173,1	176 8	171,5	»
Ajusteur	165	167,1	164,4	»
Ingénieur	166,8	167,4	166,9	»
Indice moyen	168,3	170,4	167,6	»

(1) Premier jour du mois (1er septembre 1948 = 100).
(2) Institut d'observation économique.
(3) La base septembre 1948 = 100 correspond à un total de 13.065 F.
(4) Mai.

2. Budget type pour une famille

Indices de l'U. N. A. F. (Union nationale des associations familiales).

(Janvier 1939 = 100.)

ANNÉES	I (Mars.)	II (Juin.)	III (Septembre.)	IV (Décembre.)
1950	1.522,9	1.529,9	1.557,2	1.572,4
1951	1.692,4	1.885,8	1.911,3	2.071
1952	2.118	2.105	2.121	2.070
1953	2.079	2.183	2.045	»
1954	»	»	»	»

3° COMPARAISON DES VARIATIONS DANS LE TEMPS DES SALAIRES ET DU COUT DE LA VIE

a) Pouvoir d'achat des salaires horaires depuis 1949.

(Rapprochement simple des indices.)

N. B. — L'enquête du ministère du travail sur l'activité et les salaires ayant lieu au début de chaque trimestre, les indices des prix retenus sont les moyennes des deux mois encadrant les fins de trimestre.

(1949 = 100.)

PÉRIODES	INDICES des salaires. (France entière.)	INDICE d'ensemble des prix à la consommation familiale. (France entière) (1).	INDICE du pouvoir d'achat du salaire horaire (2). (France entière.)
1950.			
Mars-avril	105	105	100
Juin-juillet	107	104	103
Septembre-octobre	115	110	104,5
Décembre-janvier	121	115	105
1951.			
Mars-avril	127,5	120,5	105,5
Juin-juillet	139	127	109
Septembre-octobre	156	133	117 (max.)
Décembre-janvier	160	143	112
1952.			
Mars-avril	162	146,5	110,5
Juin-juillet	163,5	142,5	114,5
Septembre-octobre	164	146	112
Décembre-janvier	164	146,5	111,5
1953.			
Mars-avril	166	144,8	112,8
Juin-juillet	167	144,5	113,5
Septembre-octobre	169	141	119,5
1954.			
Mars-avril	176	143,2	123
Juin-juillet	178,5	143,7	124,2
Septembre-octobre	178,7	143,1	124,9

(1) Cet indice combine celui de Paris (pondération 1) et celui de dix-sept grandes villes de province (pondération 4).
(2) Indice obtenu par division des deux indices précédents.
Source: I. N. S. E. E.

b) Variation des salaires et du coût de la vie de 1938 à 1951.

On trouvera, seulement, ci-après, les résultats d'une étude de M. Sauvy basée sur une moyenne géométrique des indices du coût de la vie publiés par l'I. N. S. E. E. et l'institut d'observation économique pour la comparaison 1938-1949 et sur l'indice I. N. S. E. E. seul pour la comparaison 1949-1951. Pour les salaires, l'indice pondéré des salaires horaires de l'enquête semestrielle de l'I. N. S. E. E. a été retenu comme constituant la seule série homogène depuis 1938 s'appliquant à diverses professions. Diverses corrections ont été effectuées pour tenir compte du transfert de l'impôt cédulaire, de la prime de transport, de l'accroissement de la cotisation des salaires à la sécurité sociale, etc. Le salaire hebdomadaire tient compte de la modification de la durée du travail. Mais les résultats apportés laissent de côté la fraude sur les cotisations sociales légales et le retard de la progression des allocations familiales.

La simple division des résultats obtenus pour les salaires par les indices du coût de la vie donne les indices suivants de pouvoir d'achat:

SALAIRES	1949-1938		SEPTEMBRE 1951-1949.		SEPTEMBRE 1951-1938.	
	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.	Paris.	France entière.
Salaire horaire net masculin.	56,2	61,5 à 63,3	110,5	102,4	62,1	62,9 à 64,8
Salaire horaire net deux sexes.	60,3	66,0 à 67,9	110,5	102,4	66,6	67,5 à 69,5
Salaire hebdomadaire net	70,5	77,2 à 79,4	112,7	104,6	79,5	80,6 à 82,9
Salaire hebdomadaire plus allocations familiales	78,5	86,0 à 88,5	112,7	104,6	88,5	89,8 à 92,4
Salaire avec allocations familiales et assurances sociales	83,4	91,4 à 94,0	112,7	104,6	94,0	95,4 à 98,1

Observations

Les chiffres du 1er septembre 1951 s'entendent, il faut le rappeler, avant la revalorisation des salaires.

Une étude plus complète devrait tenir compte de l'accroissement des charges d'accidents du travail, congés payés, etc., mais aussi de l'augmentation de la production, de l'accroissement plus élevé des prix des objets vendus par l'industrie par rapport au coût de la vie, de la charge fiscale, etc.

Pour les salaires non touchés par l'enquête de l'I. N. S. E. E. (mines, services publics, employés de l'industrie et du commerce, agriculture), les aperçus suivants peuvent être donnés:

Mines (ensemble).

Indice du salaire moyen journalier, prime de résultat incluse: (1938 = 100.)

Ouvrier du fond..... 2.230
Ouvrier du jour..... 2.140

Indice des salaires payés charges sociales comprises.

Ouvrier du fond..... 2.640
Ouvrier de jour..... 2.520

Pouvoir d'achat journalier compte tenu de l'augmentation du coût de la vie en province:

(1938 = 100.)

Ouvrier du fond..... de 94 à 96.
Ouvrier du jour..... de 90 à 92.

(Situation plus favorable en valeur relative que la moyenne.)

c) Evolution, depuis 1938, des salaires horaires région parisienne (industrie des métaux) et des salaires horaires et charges annexes (construction électrique).

Salaire horaire (métaux région parisienne).
(T = au temps. — R. = au rendement.)
(Moyenne mensuelle.)

DÉSIGNATION	1949		1952		1953	
	T	R	T	R	T	R
1. Manœuvre ordinaire homme:						
Salaire horaire...	70,95	73,40	121,15	126,50	125,50	132
Indice 1938=100.	860	839	1.468	1.446	1.517	1.508
2. Manœuvre ordinaire femme:						
Salaire horaire..	69,30	72,13	117,75	123	122,25	129,60 (Sept.)
Indice 1938=100.	969	»	1.647	»	1.709	»
3. Ajusteur:						
Salaire horaire...	101,70	113,20	176,80	190,95	184	198
Indice 1938=100.	892	940	1.551	1.585	1.624	1.643
4. Lamineur à froid:						
Salaire horaire...	»	96,90	»	166,80	»	176
Indice 1938=100.	»	881	»	1.516	»	1.600
5. Mouleur à main:						
Salaire horaire...	103,90	121,50	172,60	200,15	180	201
Indice 1938=100.	949	996	1.576	1.640	1.643	1.672

Salaire horaire et charges annexes (construction électrique).
(1938 = 100)

DÉSIGNATION	1949	1952	1953
1. Indice du salaire horaire brut...	1.011	1.724	1.781
2. Indice du salaire horaire brut plus charges annexes.....	1.250	2.149	2.249

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

V. — SALAIRES — PROFITS — REVENUS

1° SALAIRES

N.-B. — Sont données ici des observations concernant les indices des taux des salaires horaires, publiés par le ministère du travail, et l'indice total des salaires publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques, d'après les travaux de la direction des prix.

a) Indice des taux des salaires horaires.

(Ministère du travail) (1).

1. Indices d'ensemble

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

	I (1er janvier.)	IV (1er avril.)	VII (1er juillet.)	X (1er octobre.)
1951	354	374	407	458
1952	470	475	479	481
1953	481	486	488	493
1954	500	516	521	522

Moyenne: 1949 = 292.

2. Indices par secteur

Production des métaux.

	I	IV	VII	X
1952:	464	467	468	468
1953:	468	464	468	470
1954:	478	489	498	506

Moyenne: 1949 = 301.

Industrie chimique.

	I	IV	VII	X
1952:	487	491	494	496
1953:	497	503	505	510
1954:	520	535	542	543

Moyenne 1949: = 294.

Bâtiment.

	I	IV	VII	X
1952:	430	434	438	443
1953:	442	449	451	455
1954:	460	468	472	473

Moyenne: 1949 = 265.

Industrie textile.

	I	IV	VII	X
1952:	512	513	516	517
1953:	515	521	521	525
1954:	532	549	553	554

Moyenne: 1949 = 314.

Cuirs et peaux.

	I	IV	VII	X
1952:	445	451	453	455
1953:	455	460	458	463
1954:	470	493	497	496

Moyenne: 1949 = 286.

Transports.

	I	IV	VII	X
1952:	459	464	472	475
1953:	475	479	480	483
1954:	493	511	516	515

Moyenne: 1949 = 287.

Papier-carton.

	I	IV	VII	X
1952:	487	493	496	496
1953:	495	502	502	512
1954:	520	511	514	517

Moyenne: 1949 = 295.

Commerces alimentaires.

	I	IV	VII	X
1952:	491	499	504	507
1953:	507	507	506	519
1954:	528	550	555	557

Moyenne: 1949 = 300.

(1) L'enquête du ministère du travail porte sur les taux des salaires des ouvriers de plus de dix-huit ans payés à l'heure, dans des établissements de plus de 10 salariés.

3. Indices suivant le sexe et la qualification

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

1. — *Hommes.*

Manœuvres ordinaires.

	I	IV	VII	X
1952:	490	496	500	502
1953:	503	507	509	514
1954:	524	550	553	554

Manœuvres spécialisés.

	I	IV	VII	X
1952:	474	478	482	485
1953:	484	489	491	495
1954:	503	521	525	527

Ouvriers spécialisés.

	I	IV	VII	X
1952:	450	456	460	463
1953:	464	469	471	476
1954:	482	493	498	499

Ouvriers qualifiés.

	I	IV	VII	X
1952:	436	412	415	419
1953:	450	456	458	462
1954:	468	476	481	482

(Base 1er janvier 1946 = 100.)

2. — *Femmes.*

Manœuvres ordinaires.

	I	IV	VII	X
1952:	548	552	554	556
1953:	556	557	559	566
1954:	580	618	624	623

Manœuvres spécialisées.

	I	IV	VII	X
1952:	526	529	532	534
1953:	533	537	537	543
1954:	554	581	585	586

Ouvrières spécialisées.

	I	IV	VII	X
1952:	490	495	496	499
1953:	498	502	503	507
1954:	513	533	537	539

Ouvrières qualifiées.

	I	IV	VII	X
1952:	469	474	477	479
1953:	480	484	486	491
1954:	494	510	518	518

Source: Ministère du travail.

b) Indices professionnels des salaires horaires.

1. Indice des salaires horaires par activité collective

(France entière) (1).

(1949 = 100.)

Construction électrique et mécanique (région parisienne).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	163	166,7	168,5	171,4
		168,5		
1953	170,6	171,3	173,4	176,9
		173,4		
1954	178,5	182	184	184 (2)

(Moyenne mensuelle: 1951 = 144.)

Fonderie (région parisienne).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	158,6	161,1	*	162,2
		161,1		
1953	160,4	162	164	165,4
		163,7		
1954	167	169	171	172 (2)

(Moyenne mensuelle: 1951 = 137,4.)

(1) Salaires réellement payés, y compris heures supplémentaires et primes diverses permanentes.
(2) Septembre.

Grosse forge.

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	170,7	174,9	»	178,2
	175			
1953	173,1	170,1	171,8	172,1
	171,9			
1954	172	171	172	175 (1)

(Moyenne mensuelle: 1951 = 147,5.)

Industries chimiques (2).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	169,3 (3)	176,3 (4)	172 (5)	187 (6)
1953	171,3	183,8 (4)	182 (5)	»
1954	»	»	»	»

(Moyenne mensuelle: 1951 = 154.)

Industrie de la laine (7).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	150	148	150,1	162,5
	156			
1953	167	166	175	168
	168,1			
1954	178	173	178	»

(Moyenne mensuelle: 1951 = 140.)

Industrie du coton (7).

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	185,5	185,7	193,5	188,9
	189,2			
1953	195	194,2	202	198
	196,8			
1954	200	204	205 (8)	»

(Moyenne mensuelle: 1951 = 181.)

Sources: Syndicats professionnels, I. N. S. E. E.

2. Indices des salaires horaires par profession

(Métaux, région parisienne.)

Ajusteur.

(1949 = 100)

	I (Janvier)		II (Avril)		III (Juillet)		IV (Octobre)	
	T	R	T	R	T	R	T	R
1952.....	170	164	172	168	175	170	176	171
1953.....	177	172	179	174	181	175	183	177
1954.....	187	179	190	182	192	185	195	188 (9)

Moyenne mensuelle: 1951 = T 146; R[t] 140. — 1952 = T 171; R[t] 169. — 1953 = T 180; R[t] 175.

(1) Septembre.
(2) Gains horaires bruts (majorations pour heures supplémentaires, primes et indemnités, avantages familiaux autres qu'allocations familiales, avantages en nature imposés, cotisations ouvrières aux assurances sociales).
(3) Février.
(4) Mai.
(5) Août.
(6) Novembre.
(7) Gains horaires bruts.
(8) Juin.
(9) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités mais majorations pour heures supplémentaires et prime de transports exclues.

Modeleur-mécanicien.

1952.....	166	166	168	170	172	174	174	175
1953.....	174	176	175	176	176	177	176	178
1954.....	178	183	179	186	182	190	184	193

Moyenne mensuelle: 1951 = T 140; R[t] 141. — 1952 = T 171; R[t] 172. — 1953 = T 175,6; R[t] 177,3.

Mouleur à main.

1952.....	162	161	165	164	166	165	169	166
1953.....	170	166	171	166	175	168	176	169
1954.....	178	172	181	174	181	177	184	179 (1)

Moyenne mensuelle: 1951 = T 139; R[t] 137. — 1952 = T 166; R[t] 165. — 1953 = T 173,6; R[t] 167,6.

Lamineur à froid.

1952.....	»	167	»	169	»	173	»	176
1953.....	»	179	»	179	»	182	»	184
1954.....	»	186	»	189	»	189	»	191 (1)

Moyenne mensuelle: 1951 = R[t] 144. — 1952 = R[t] 167. — 1953 = R[t] 181,6.

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

3. Indices des salaires horaires par qualification individuelle (2)

(Métaux. — Région parisienne.)

(1949 = 100.)

Manœuvre ordinaire.

Au temps:

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	166	170	171	173
	171			
1953	174	174	176	178
	176			
1954	180	183	184	187 (3)

Moyenne mensuelle: 1951 = 147.

Au rendement:

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	167	171	173	175
	172			
1953	175	178	181	183
	179,8			
1954	185	186	187	190 (3)

Moyenne mensuelle: 1951 = 148.

Manœuvre spécialisé. (Temps + rendement.)

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	162 (4)	166 (5)	167 (6)	168 (7)
1953	170 (4)	173 (5)	173 (6)	175 (7)
1954	178 (4)	180 (5)		

Moyenne mensuelle: 1951 = 140.

(1) Septembre.
(2) Salaires ouvriers masculins, y compris indemnités, mais majorations pour heures supplémentaires et primes de transport exclues.
(3) Septembre.
(4) Février.
(5) Mai.
(6) Août.
(7) Novembre.

Professionnel. (Temps et rendement.)

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	167 (1)	170 (2)	172 (3)	174 (4)
1953	175 (1)	177 (2)	178 (3)	180 (4)
1954	183 (1)	184 (2)		

Moyenne mensuelle: 1951 = 141.

Ensemble des ouvriers.

	I (Janvier.)	II (Avril.)	III (Juillet.)	IV (Octobre.)
1952	165 (1)	167 (2)	169 (3)	171 (4)
1953	172 (1)	174 (2)	174 (3)	177 (4)
1954	180 (1)	182 (2)		

Moyenne mensuelle: 1951 = 141.

Sources: Syndicats professionnels patronaux, I. N. S. E. E.

c) Indice total des salaires.

(France entière.)

Cet indice est déterminé par la commission des indices des salaires à la *Direction des prix*. Il est calculé à partir des salaires horaires réels moyens et des charges sociales obligatoires (constatés dans un certain nombre d'établissements témoins, heures supplémentaires incluses).

(Janvier 1947 = 100.)

1. Constructions électriques et mécaniques

(1949: moyenne mensuelle = 216.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1952	354	361	365	372
1953	371	374	377	385
1954	389	395	399	406

Moyenne mensuelle: 1951 = 309. — 1952 = 365. — 1953 = 378,1.

2. Fonderie

(1949: moyenne mensuelle = 216.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1952	342	350	350	353
1953	349	352	355	360
1954	362	367	370	377

Moyenne mensuelle: 1951 = 297. — 1952 = 350. — 1953 = 355,7.

3. Grosse forge

(1949: moyenne mensuelle = 227.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1952	395	407	413	416
1953	414	407	410	410
1954	411	411	413	427

Moyenne mensuelle: 1951 = 311. — 1952 = 405. — 1953 = 411.

Charges sociales.

(Pourcentage des salaires dans la construction mécanique et électrique.)

Ce coefficient est établi par le syndicat de la construction mécanique et électrique de la région parisienne et il est utilisé dans le calcul de l'indice total des salaires horaires majorés au titre des heures supplémentaires, du travail de nuit ou du dimanche et des jours fériés.

(Moyenne mensuelle: 1949 = 38,31.)

	I (Janvier.)	IV (Avril.)	VII (Juillet.)	X (Octobre.)
1952	38,11	39,09	38,97	39,20
1953	39,66	40,23	39,04	39,62
1954	39,78	40,05	39,28	38,88 (5)

Moyenne mensuelle: 1951 = 37,78. — 1952 = 38,92. — 1953 = 39,94.

(1) Février.
(2) Mai.
(3) Août.
(4) Novembre.
(5) Septembre.

d) Indice des salaires mensuels nets.

(Ensemble: professionnels et manœuvres.)

N. B. — Cet indice tient compte des taux de salaire horaire, de la durée du travail, des retenues de sécurité sociale, de la surtaxe progressive, des primes de transport et prestations familiales.

	1952			
	I	IV	VII	X
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	166	167	169	171
Père de deux enfants	160	161	162	164
Père de cinq enfants	154	154	155	156
Zone 7,50 p. 100:				
Célibataire	164	164	164	166
Père de deux enfants	158	158	158	159
Père de cinq enfants	152	152	152	153

	1953			
	I	IV	VII	X
Zone 0 p. 100:				
Célibataire:	169	175	180	182
Père de deux enfants	162	164	168	169
Père de cinq enfants	155	157	159	160
Zone 7,50 p. 100:				
Célibataire	162	168	172	174
Père de deux enfants	157	159	161	163
Père de cinq enfants	152	153	154	155

	1954			
	I	IV	VII	X
Zone 0 p. 100:				
Célibataire	»	187	190	191
Père de deux enfants	»	174	177	177
Père de cinq enfants	»	167	168	169
Zone 7,50 p. 100:				
Célibataire	»	178	181	182
Père de deux enfants	»	167	169	170
Père de cinq enfants	»	162	163	164

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

Indices des salaires mensuels nets (1).

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccordement pour base 100 en 1938	MOYENNE				
		1949	1950	1951	1952	1953
Célibataire:						
Région parisienne:						
Zone 0 p. 100:						
Professionnel	10,68	100	116	145	169	176
Manœuvre	10,27	100	116	146	167	172
Ensemble	10,12	100	116	145	169	175
Province:						
Zone 7,50 p. 100:						
Professionnel	12,86	100	112	142	164	168
Manœuvre	12,58	100	113	143	165	168
Ensemble	12,80	100	112	143	164	168

(1) Base: 1938 = 100. — En 1949:

	Paris. IV	Paris. X	Province ou zone 7,50 %. IV	Province ou zone 7,50 %. X
Célibataire	996	1 026	1.360	1.381
	1 011		1.370	
Père de deux enfants	1.359	1.385	1.894	1.912
	1.372		1.903	

DÉSIGNATION	COEFFICIENT de raccordement pour base 100 en 1938.	MOYENNE 1949	1950	1951	1952	1953
Père de famille de deux enfants:						
Zone 0 p. 100:						
Professionnel	13,52	100	112	140	162	168
Manœuvre	14,48	100	111	140	160	164
Ensemble	13,72	100	112	140	162	167
Zone 7,50 p. 100:						
Professionnel	17,54	100	108	137	158	161
Manœuvre	18,31	100	109	138	157	159
Ensemble	17,67	100	108	137	158	161
Père de famille de cinq enfants:						
Zone 0 p. 100:						
Professionnel	16,13	100	108	136	156	159
Manœuvre	17,88	100	108	136	153	156
Ensemble	16,74	100	108	136	155	159
Zone 7,50 p. 100:						
Professionnel	22,92	100	106	134	153	155
Manœuvre	24,11	100	106	134	151	157
Ensemble	23,24	100	106	134	152	154

Sources: Ministère du travail, I. N. S. E. E.

Salaires horaires moyens (en francs) *dans l'industrie des métaux de la région parisienne.*

PÉRIODES	MANŒUVRE ordinaire.	MANŒUVRE spécialisé.	PROFESSIONNEL	ENSEMBLE des ouvriers.	INDICE (base 100, moyenne 1938).
1929. — 1er trimestre.....	3,68	4,85	5,73	5,06	48
1935 — 1er trimestre.....	3,97	5,05	6,35	5,60	53
1939. — 1er trimestre.....	8,40	10,55	12,00	11,02	104
1944. — 1er trimestre.....	11,55	14,31	17,37	15,12	145
1945. — 1er trimestre.....	19,20	22,71	26,56	23,91	225
1946. — 1er trimestre.....	24,25	31,57	36,29	32,96	310
1949. — 1er trimestre.....	69,25	88,40	105,82	94,32	888
1950 — 1er trimestre.....	75,30	96,39	115,18	101,92	960
1951. — 1er trimestre.....	90,40	110,90	132,77	117,60	1.107
1952. — 1er trimestre.....	118,85	147,50	182,24	158,55	1,494
1953. — 1er trimestre.....	123,25	154,50	190,49	165,77	1.561
1953. — 2e trimestre.....	124,60	156,80	192,77	167,97	1.582
1953. — 3e trimestre.....	125,20	157,50	193,76	168,77	1.590
1953. — 4e trimestre.....	126,25	159,00	196,20	170,60	1.606

Salaires calculés chaque trimestre par le « Groupe des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région parisienne » à partir des salaires horaires moyens des ouvriers dans chacune des professions des industries couvertes par le « Groupe ».

Ce sont ceux effectivement pratiqués pour les ouvriers masculins; ils comprennent les primes accordées aux salariés, à l'exclusion des majorations pour heures supplémentaires et de la prime de transport.

Source: *Journal de la Société des statistiques de Paris*, avril, mai, juin 1954.

Salaires annuels (en francs) *du personnel domestique logé et nourri. Province.*

ANNÉES	CUISINIERS	VALETS de chambre.	CHAUFFEURS	CUISINIÈRES	FEMMES de chambre.	BONNES à tout faire.	FEMME de ménage ni nourrie ni logée (sal. hor.).
Octobre							
1913..	1.473	690	1.337	607	482	378	
1935..	8.618	4.618	6.209	4.173	3.511	2.965	2,58
1938..	9.808	5.564	7.347	5.275	4.102	3.584	3,15
1943..	19.270	11.840	15.060	10.500	8.640	6.915	5,95
1945..	43.068	31.426	39.843	28.124	22.502	17.504	15,83
1946..	67.060	47.594	57.545	56.503	44.284	35.906	23,82
1949..	120.044	82.418	98.693	95.200	80.346	67.726	48,07
1950..	131.480	100.740	120.348	102.600	81.348	73.860	59,15
1951..	167.064	138.120	175.944	137.280	115.140	96.600	77,14
1952..	171.084	149.784	186.468	147.684	125.760	110.460	87,48
1953..	199.500	162.700	212.500	162.600	134.700	120.600	95

Sources: *Journal de la Société de statistique de Paris* (avril, mai, juin 1954), I. N. S. E. E.

Indice pondéré des salaires de domestiques.

(Octobre 1935 = 100.)

ANNÉES	FEMMES DE MÉNAGE	BONNES A TOUT FAIRE
Octobre:		
1935	100	100
1938	122	124
1943	233	231
1945	590	614
1946	912	1.353
1949	1.922	2.803
1950	2.364	3.251
1951	3.047	4.310
1952	3.379	5.004
1953	3.600	5.204

Il résulte de ce dernier tableau que les salaires des femmes de ménage et des bonnes à tout faire sont respectivement aux coefficients 29,5 et 42,9 par rapport à octobre 1938 et aux coefficients 1,87 et 1,86 par rapport à octobre 1949.

Sources: *Journal de la Société des statistiques de Paris*, avril, mai, juin 1954, I. N. S. E. E.

e) Masse des salaires.

LES SALAIRES DÉCLARÉS DANS L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET CERTAINES PROFESSIONS LIBÉRALES EN 1951 ET 1952

(Non compris: l'agriculture, les gens de maison, la fonction publique; mais y compris le secteur industriel semi-public: E. D. F., G. D. F., S. N. C. F., Houillères.)

1° *Nombre de déclarations, masse des salaires bruts (avant déduction de la cotisation salariée à la sécurité sociale) et effectifs par groupe d'activité.*

ACTIVITÉS	NOMBRE de déclarations.		MASSE DE SALAIRES brute (en milliards).		COEFFICIENT de rotation du personnel (1).		EFFECTIFS au 31 décembre (en milliers).	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952	1951	1952
B. Eau, gaz, électricité, distributions urbaines	602	650	54,2	70,2	125	»	115,6	122,3
C. Pétroles et carburants liquides	221	222	15,5	19,0	127	»	32,3	32,9
D. Combustibles minéraux solides	227	205	113,4	130,9	113	»	286,7	284,5
Energie (B à D)	1.110	1.077	183	220,1	»	»	434,6	439,7
E. Extraction de minerais divers et de matériaux de construction	3.779	3.882	30	41,9	141	»	92,6	110,2
F. Production de métaux	400	410	75,2	83,7	121	»	201,8	191,9
G. Industries mécaniques et électriques	61.488	63.298	529,6	625,6	139	»	»	1.413,7
H. Industries du verre	1.201	1.239	16	17,4	131	»	49,4	46,4
I. Céramiques et matériaux de construction	5.380	5.619	34,5	40,1	145	»	118,2	116,6
J. Bâtiment et travaux publics	83.983	88.773	223,7	281,5	202	»	868,9	889,1
K. Industries chimiques et caoutchouc	6.478	6.636	112,2	131,9	142	»	281,4	287,3
L. Industries agricoles et alimentaires	50.373	52.668	111,8	126,5	174	»	378,7	372,1
M. Industries textiles	13.881	13.760	194,1	203,6	132	»	705,8	669,6
N. Habillement et travail des étoffes	30.804	30.756	55,5	65,7	160	»	291	300,0
O. Cuirs et peaux	13.506	13.280	39,5	45,0	146	»	177,6	175,0
P. Industries du bois et de l'ameublement	18.604	18.994	38,4	47,5	150	»	168,5	164,5
Q. Papier et carton	2.244	2.292	32,5	34,4	132	»	100,9	96,7
R. Industries polygraphiques	9.109	9.269	49,7	62,2	141	»	138,5	138,9
S. Industries diverses	7.506	7.260	25,2	28,6	154	»	100,3	97,2
Industrie (E à S)	308.736	318.496	1.568	1.838,6	»	»	5.108	5.069,2
T. Transports	18.183	18.225	275,4	318,2	131	»	698,9	714,3
U. Commerces agricoles et alimentaires	71.376	77.424	85,3	100,9	148	»	326	335,9
V. Commerces non alimentaires	151.085	160.299	231,8	288,2	155	»	738,4	776,1
Commerce (U et V)	225.461	237.723	317	389,1	»	»	1.064,4	1.112,0
W. Banques, assurances, agences	15.099	15.005	95,4	105,7	124	»	218,9	214,7
X. Spectacles	3.795	3.919	10,6	11,4	230	»	38	41,3
Y. Hygiène	22.068	23.371	14,7	17,9	155	»	77,1	83,6
Z. Professions libérales et services administratifs privés	49.611	51.233	97,2	116,1	139	»	348,4	366,4
N. D. Non déclarés	1.784	1.492	1,8	1.7	135	»	7	5,3
Autres activités (W à Z et ND)	92.357	95.020	220	252,9	»	»	689,4	711,0
Toutes activités	645.847	670.541	2.563,2	3.018,9	150	»	7.995	8.046,2

(1) Le coefficient de rotation est le quotient multiplié par 100 du nombre de 1024 *bis* (nombre de salariés ayant été rémunérés par les déclarants dans le courant de l'année) par l'effectif au 31 décembre.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

2° *Répartition (en pourcentage) des déclarations de la masse des salaires et des effectifs au 31 décembre selon les cinq grands secteurs d'activité en 1951 et 1952.*

ACTIVITÉS	DÉCLARATIONS		MASSE des salaires.		EFFECTIFS au 31 décembre.	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
Energie (B à D).....	0,2	0,2	7,1	7,3	5,4	5,7
Industrie (E à S).....	47,8	47,4	61,2	61,0	63,9	63,0
Transports (T)	2,8	2,7	10,7	10,5	8,7	9,2
Commerce (U et V)..	34,9	35,5	12,4	12,8	13,4	13,2
Autres activités (W à Z et ND)	14,3	14,2	8,6	8,4	8,6	8,3
Total.....	100	100	100	100	100	100

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

3° *Répartition en 1952.*

Répartition (en pourcentage) des effectifs selon l'emploi individuel et l'activité collective.

EMPLOIS individuels.	ACTIVITÉ COLLECTIVE						
	Energie (B à D).	Industrie (E à S).	Transports (T.)	Commerces (U et V).	Autres activités (W à Z et A).	N. D.	Ensemble.
Apprentis	»	1,9	0,1	0,3	0,1	»	2,4
Ouvriers	4,2	48,2	5,0	4,6	1,7	»	63,7
Employés	0,7	7,0	3,0	6,2	4,0	»	20,9
Cadres moyens.	0,6	3,9	0,5	0,6	0,7	»	6,3
Cadres supérieurs	0,1	1,6	0,2	1,0	0,4	»	3,3
Gens de maison.	»	0,1	0,1	0,4	0,4	»	1,0
Professions libérales	»	0,1	»	»	0,4	»	0,6
Non déclarés....	0,1	0,8	0,3	0,1	0,5	»	1,8
Ensemble (y compris les N. D.)	5,7	63,6	9,2	13,2	8,2	»	100

SALAIRES NETS

Salaires nets annuels moyens et variation par rapport à la moyenne correspondante de 1951.

EMPLOIS INDIVIDUELS	SALAIRES NETS annuels moyens (en milliers de francs).			VARIATIONS en pourcentage par rapport à la moyenne 1951.		
	Hommes.	Femmes.	H + F + ND	Hommes.	Femmes.	H + F + ND
Apprentis	103	80	98	8,0	4,0	7,7
Ouvriers	326	221	305	16,4	15,0	16,3
Employés	425	304	374	18,0	16,5	17,2
Cadres moyens.....	674	487	656	19,6	20,3	19,3
Cadres supérieurs.....	1.270	583	1.200	19,2		20,7
Gens de maison.....	318	160	211	20,5	17,6	18,5
Professions libérales...	715	300	522	»	»	»
Ensemble (y compris les ND).....	405	262	369	17,4	17,0	17,3

Effectifs et salaires (salariés à temps complet).

Effectifs (en années de travail) et masses de salaires nets des salariés à temps complet.

EMPLOIS INDIVIDUELS	HOMMES			
	Années de travail.		Masse de salaires nets.	
	En milliers.	En p. 100.	En milliards.	En p. 100.
Apprentis	135,4	1,8	14	0,5
Ouvriers	3.821,7	50,8	1.247,5	44,9
Employés	837,3	11,1	364,8	13,1
Cadres moyens.....	430,5	5,7	290,1	10,5
Cadres supérieurs.....	222,4	3	282,4	10,2
Professions libérales...	22,5	0,3	16,1	0,6
Gens de maison.....	25	0,3	8	0,3
Non déclarés.....	100,2	1,3	46,6	1,7
Ensemble.....	5.595	74,3	2.269,4	81,8

EMPLOIS INDIVIDUELS	FEMMES			
	Années de travail.		Masse de salaires nets.	
	En milliers.	En p. 100.	En milliards.	En p. 100.
Apprentis	41,1	0,6	3,3	0,1
Ouvriers	968,4	12,9	214,6	7,8
Employés	737,7	9,8	224,7	8,1
Cadres moyens.....	46,1	0,6	22,5	0,8
Cadres supérieurs.....	24,9	0,3	14,5	0,5
Professions libérales...	19,5	0,3	5,9	0,2
Gens de maison.....	52,6	0,7	8,4	0,3
Non déclarés.....	36,1	0,5	12,1	0,4
Ensemble.....	1.926,4	25,7	506	18,2

EMPLOIS INDIVIDUELS	ENSEMBLE (H + F + ND)				RAPPORT des effectifs féminins aux effectifs masculins (en p. 100).
	Années de travail.		Masse de salaires nets.		
	En milliers.	En p. 100.	En milliards.	En p. 100.	
Apprentis	176,6	2,4	17,3	0,6	30,3
Ouvriers	4.791,5	63,7	1.462,5	52,7	25,3
Employés	1.575,3	20,9	589,7	21,2	88,1
Cadres moyens.....	476,6	6,3	312,6	11,3	10,7
Cadres supérieurs.....	247,5	3,3	296,9	10,7	11,2
Professions libérales...	42,1	0,6	22	0,8	86,6
Gens de maison.....	77,6	1	16,4	0,6	210,5
Non déclarés.....	136,6	1,8	58,8	2,1	36
Ensemble.....	7.523,8	100	2.776,2	100	34,4

Répartition en pourcentage des salariés à temps complet selon la tranche de salaires pour chacun des grands groupes d'emploi.

TRANCHES DE SALAIRE net annuel.	HOMMES					
	Ouvriers.	Employés.	Cadres moyens.	Cadres supérieurs.	Ensemble (1). Pourcentages	Ensemble (1). Pourcentages cumulés.
Moins de 150.000	3,7	3,0	212	2,2	3,2	23,2
De 150.000 à moins de 250.000	24,5	14,7			20	
De 250.000 à moins de 500.000	63,1	58,3	26,4	11,3	57	80,2
De 500.000 à moins de 1.000.000	8,7	24	61,6	55,2	16,1	96,3
De 1.000.000 à moins de 2.000.000.....	»	»	9,1	38,3	2,9	99,2
De 2.000.000 et plus...	»	»	0,7	13,	0,8	100
Ensemble.....	100	100	100	100	100	

TRANCHES DE SALAIRE net annuel.	FEMMES					
	Ouvriers.	Employés.	Cadres moyens.	Cadres supérieurs.	Ensemble (1). Pourcentage.	Ensemble (1). Pourcentages cumulés.
Moins de 150.000.....	13,7	6,4	11,1	19,3	10,3	54,4
De 150.000 à moins de 250.000	57,1	31,3			44,1	
De 250.000 à moins de 500.000	28,7	55,7	49,4	40,2	40,9	95,3
De 500.000 à moins de 1.000.000	0,5	6,6	36,5	28,1	4,3	99,6
De 1.000.000 à moins de 2.000.000	»	»	2,8	10,8	0,4	100
De 2.000.000 et plus...	»	»	0,2	1,6	»	
Ensemble.....	100	100	100	100	100	

TRANCHES DE SALAIRE net annuel.	N. D.					
	Ouvriers.	Employés.	Cadres moyens.	Cadres supérieurs.	Ensemble (1). Pourcentage.	Ensemble (1). Pourcentages cumulés.
Moins de 150.000.	5,8	4,6	3	3,9	5	31
De 150.000 à moins de 250.000	31	22,5			26	
De 250.000 à moins de 500.000	59,2	57,1	28,6	14,2	53	84
De 500.000 à moins de 1.000.000	2	15,8	59,2	31,4	13,2	97,2
De 1.000.000 à moins de 2.000.000.....	»	»	8,5	35,6	2,3	99,5
De 2.000.000 et plus...	»	»	0,7	11,9	0,5	100
Ensemble..	100	100	100	100	100	

(1) Y compris les emplois non déclarés mais non compris les apprentis, les gens de maison et les professions libérales.

Source: I. N. S. E. E.

I) Salaires agricoles en 1953-1954.

1. Nombre de salariés

Permanents: 750.000 (contre 800.000 en 1952).

N. B. — En 1952, le nombre des saisonniers était estimé à 450.000, dont 200.000 assimilables aux permanents par la durée de leur travail, les autres représentant l'équivalent de 100.000 permanents environ, soit au total l'équivalence de 300.000 permanents.

Au total, *un peu plus d'un million d'emplois permanents*.

Le nombre des exploitations occupant un salarié serait en faible augmentation depuis 1952, celui des exploitations occupant de deux à plusieurs salariés représentant un pourcentage de 26,4 des exploitations contre 31,8 en 1951.

N. B. — Répartition des permanents par catégories professionnelles (enquête par sondage de l'I. N. S. E. E. de 1953):

Personnel de direction.....	2,7
Ouvriers qualifiés.....	29
Domestiques; ouvriers agricoles.....	47,1
Servantes de ferme.....	11,1
Ouvriers à capacité réduite et jeunes gens.....	10,1
	100

Sources: I. N. S. E. E., Ministère de l'agriculture.

2. Salaires

(Avantages en nature exclus.)

Salaire moyen mensuel, toutes catégories.

Enquête par sondage de l'I. N. S. E. E. en 1953: 18.840 F par mois (personnel ni logé ni nourri) (1).

(Evaluation en 1954: 19.600 F.)

Salaire moyen mensuel (toutes catégories): 9.520 F par mois (personnel ni logé ni nourri).

(Evaluation en 1954: 10.300 F.)

Syndicats d'ouvriers et chambres d'agriculture (1952): 14.000 F par mois (ouvrier ni logé ni nourri).

N. B. — Les 14.000 F seraient, en fait, dépassés par l'effet de la durée du travail supérieure à 200 heures.

Répartition selon le mode de rémunération (enquête I. N. S. E. E.).

Personnel logé et nourri.....	58,8
Personnel logé.....	17,5
Personnel nourri.....	8,2
Personnel ni logé ni nourri.....	15,5
	100

Sources: I. N. S. E. E., Ministère de l'agriculture.

3. Revenu global des salariés agricoles

(1952-1953.)

	Milliards de francs.
Salaires en espèces:	—
Salariés nourris et logés: 691.000 à 111.000 F par an.....	77
Salariés nourris seulement: 147.500 à 192.000 F par an.....	28
Salariés logés seulement: 111.000 à 131.000 F par an.....	14
Salariés ni logés ni nourris: 147.500 à 216.000 F par an.....	32
Total.....	150
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture.....	35
Total.....	65
Total général.....	215

N. B. — A défaut d'autres données, on a pris pour les avantages en nature, les chiffres de la campagne 1951-1952. Ces chiffres sont peut-être un peu faibles car si, considérant que les avantages en nature compensent *grosso modo* les espèces qui ne sont pas versées aux salariés, on refait le calcul en supposant qu'aucun salarié n'est nourri ni logé, on obtient entre 225 et 235 milliards.

Si l'on s'en tenait au salaire minimum garanti moyen de 14.000 F par mois, on obtiendrait 185 milliards.

Comme il est peu probable que les salaires soient inférieurs au minimum garanti ou très supérieurs aux salaires donnés par l'enquête, on peut estimer que le revenu global des salariés agricoles est compris entre 175 et 245 milliards de francs.

Source: I. N. S. E. E.

Evaluation 1953-1954.

	Milliards de francs.
Salariés nourris:	—
Hommes: 530.000 à 125.000 F.....	66
Femmes: 145.000 à 100.000 F.....	15
Total	81
Salariés non nourris:	
Hommes: 290.000 à 235.000 F.....	68
Femmes: 95.000 à 185.000 F.....	18
Total	86
Ensemble	167
Avantages en nature:	
Autoconsommation	30
Achats complémentaires de nourriture.....	30
Total	60
Total général.....	227

Source: I. N. S. E. E. (Revenu de l'agriculture en 1953-1954).

(1) 18.930 à 18.960 pour les ouvriers qualifiés, ouvriers agricoles et ouvriers domestiques.

2° AUTRES REVENUS

a) Evolution du revenu de l'agriculture.

1. Evolution globale

Estimation grossière (milliards de francs) (1).

DÉSIGNATION	1937-1939	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954
Recettes	81	465	830	1.240	1.405	1.500	1.650	1.940	2.100	(1) 2.155
(Indice)	(100)	(575)	(1.025)	(1.530)	(1.735)	(1.852)	(2.037)	(2.395)	(2.580)	(2.660)
Dépenses	19	70	140	235	355	350	450	570	590	(1) 610
(Indice)	(100)	(368)	(737)	(1.237)	(1.868)	(1.842)	(2.368)	(3.000)	(3.105)	(3.210)
Revenu net	62	395	690	1.005	1.050	1.110	1.200	1.370	1.510	1.545
(Indice)	(100)	(637)	(1.113)	(1.621)	(1.694)	(1.790)	(1.935)	(2.210)	(2.419)	(2.490)

(= ordre de grandeur de la production nette au coût des facteurs.)

DÉFINITIONS

Recettes = valeur des ventes de l'agriculture aux autres secteurs économiques; + valeur des produits récoltés et consommés à la ferme.

Dépenses = valeur des achats de matière, services et biens d'équipement par l'agriculture aux autres secteurs de l'économie.

Revenu net ou balance de trésorerie = recettes — dépenses.

N. B. — Autoconsommation :

1937-1939	18,5	1948-1949	315	1951-1952	385
1945-1946	155	1949-1950	325	1952-1953	415
1946-1947	250	1950-1951	335	1953-1954	405
1947-1948	335				

Part du revenu net (pourcentage) :

1937-1939	28,2	1948-1949	30	1951-1952	28,1
1945-1946	39,2	1949-1950	29,3	1952-1953	27,7
1946-1947	36,2	1950-1951	27,9	1953-1954	26,2
1947-1948	33,3				

(1) La marge d'erreur est importante. Ainsi, pour 1952-1954, les recettes réelles peuvent se situer entre 2.000 et 2.500 milliards, avec toutefois probabilité que les évaluations pèchent plutôt par défaut. Pour les dépenses, la marge d'erreur est d'un ordre de grandeur voisin. Le chiffre réel pourrait s'inscrire entre 500 et 725 milliards de francs.

Répartition du revenu net.

(En ordre de grandeur, avec une marge d'erreur importante.)

DÉSIGNATION	1937-1939	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953	1953-1954
Propriétaires	7	15	40	65	110	110	120	155	(1) 160	(2) 150
Salariés	10,5	75	110	140	150	160	175	205	215	225
Exploitants	44,5	305	540	800	790	840	965	1.010	1.125	1.170
Ensemble	62	395	690	1.005	1.050	1.110	1.200	1.370	1.500	

(1) Impôt foncier : 20 milliards.
(2) Impôt foncier : 22 milliards.

Source. I. N. S. E. E.

2. Recettes

Répartition des recettes totales par produits.

(autoconsommation comprise).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
Produits végétaux.											
Blé	14,5	18,9	16,8	5,6	7,2	4,8	10,1	11,7	10,0	10,5	10,0
Betteraves industrielles	2,7	2,2	2,3	1,1	1,5	1,5	2,8	2,0	3,3	3,0	2,4
Pommes de terre	4,2	3,9	4,1	5,4	4,8	5,0	2,1	4,9	3,0	2,6	3,8
Légumes frais	9,2	8,5	8,9	10,8	9,6	8,9	6,1	7,7	6,1	7,2	7,7
Légumes secs	0,5	0,8	0,6	0,9	0,6	0,8	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5
Fruits	3,4	3,2	3,3	3,2	3,6	4,0	3,2	3,7	3,0	3,1	3,6
Vin	12,5	11,1	11,7	12,9	11,4	13,3	12,1	11,7	10,0	9,0	7,4
Autres	4,2	4,5	4,3	2,6	4,8	4,4	4,6	4,7	4,6	4,9	5,0
Total (arrondi)	51	53	52	42	43	43	42	47	41	41	41
Produits animaux.											
Viande	22,8	22,4	22,6	30,1	28,9	32,3	31,3	24,3	29,2	29,6	29,4
Lait	13,9	13,0	13,5	9,0	9,4	10,1	13,9	16,0	17,0	16,2	16,0
Volailles et lapins	7,3	7,3	7,3	10,8	10,2	7,7	7,5	7,0	7,3	7,7	7,2
Œufs	4,5	4,1	4,3	7,5	7,2	6,9	5,3	5,7	5,2	5,2	5,5
Total (arrondi)	49	47	48	58	57	57	58	53	59	59	59

Source : I. N. S. E. E.

3. Dépenses de l'agriculture

Analyse détaillée des dépenses de 1937-1938 à 1952-1953.

N. B. — Erreur possible en plus ou en moins de l'ordre d'au moins 20 p. 100.

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE 1937-1938 et 1938-1939.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
1° *Matières.*											
Semences	0,35	0,35	0,35	1,5	5	9	9	8	9	13	15
Alimentation du bétail	4,0	3,8	3,9	5,5	14	15	40	55	60	80	82
Engrais	2,7	3,15	2,9	7	18	35	55	60	70	90	90
Antiparasitaires	0,5	0,45	0,5	1	3	5	5	8	10	18	16
Carburants	0,35	0,45	0,4	2	6	7	19	30	28	30	30
Electricité	0,15	0,15	0,15	0,5	1	4	5	6	7	10	15
Ficelle-lieuse	0,15	0,15	0,15	0,5	1	3	6	6	7	11	11
Divers	0,3	0,3	0,3	1	2	4	5	7	8	10	10
Total (environ)	8,5	8,8	8,65	19	50	80	145	180	200	260	270
2° *Travaux et services.*											
Battages	0,5	0,85	0,7	4	6,5	6	10	11	13	15	17
Entretien	3,8	4,25	4,0	28	40	60	70	70	85	100	105
Assurances	0,8	0,9	0,9	4	7	10	12	18	20	25	25
Echanges bétail	0,7	0,7	0,7	5	10	15	20	15	20	25	30
Vétérinaires	0,3	0,3	0,3	1,5	2,5	5	6	8	10	13	15
Frais généraux et divers	0,4	0,4	0,4	1	2	4	6	8	10	10	10
Total (environ)	6,5	7,4	7,0	44	70	100	125	130	160	190	200
3° *Renouvellement* (1).											
Bâtiments et capital d'exploitation (1)	3,5	3,1	3,3	7	20	55	85	80	90	120	120
Total général (environ)	18,5	19,3	18,9	70	140	235	355	390	450	570	590

(1) Les dépenses relatives aux bâtiments, véhicules, etc., ont été grossièrement réparties avec l'entretien et le renouvellement.

Source : I. N. S. E. E.

N. B. — *Répartition des dépenses.*

1° Répartition des dépenses (en p. 100).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
Matières	46	46	46	27	36	34	41	46	44	46	46
Travaux et services	35	38	37	63	50	43	35	33	36	33	34
Renouvellement (bâtiments et capital d'exploitation)	19	16	17	10	14	23	24	21	20	21	20

On ne note pas de changement important par rapport à l'avant-guerre dans la répartition des dépenses de l'agriculture, abstraction faite des campagnes 1945-1946 à 1947-1948, période de pénurie des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

2° Proportions des principaux postes dans le total des dépenses (en p. 100).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
Alimentation du bétail	22	20	21	8	10	6	11	14	13	14	14
Engrais	15	16	15	10	13	15	16	15	16	16	15
Carburants	2	2	2	3	4	3	5	8	6	5	5
Machines agricoles et tracteurs	10	8	9	4	6	16	17	14	13	14	14

Source : I. N. S. E. E.

4. Rapports

1° *Rapport entre recettes et dépenses totales* (pourcentage).

1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
50	45	48	36	37	38	46	46	48	51	49

2° *Rapport entre recettes et dépenses d'exploitation + salaires* (pourcentage).

On ne constate guère de changement par rapport à l'avant-guerre.

1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
38	34	36	31	30	30	35	37	38	40	39

Les dépenses d'exploitation et les salaires payés absorbaient 36 p. 100 des recettes avant la guerre : on trouve 36 p. 100 pour la moyenne des cinq dernières campagnes. Il y a donc eu remplacement de salaires par des achats de moyens de production.

3° *Rapport entre recettes et consommation familiale* (pourcentage).

1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
23	22,5	22,5	33,5	30	27	22,5	21,5	20,5	20	20

4° *Rapport entre salaires et recettes* (pourcentage).

DÉSIGNATION	1937-1938	1938-1939	MOYENNE avant guerre.	1945-1946	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1949-1950	1950-1951	1951-1952	1952-1953
Salaires globaux.											
Recettes totales	14	12	13	16	13	11	11	11	11	11	10
Salaires en monnaie.											
Recettes en monnaie	13	11	12	16	12	10	9	9	9	9	9

5° *Rapport entre salaires et dépenses d'exploitation* (0/0) (1).

CAMPAGNES	SALAIRES Dépenses	CAMPAGNES	SALAIRES Dépenses.
1937-1938	57	1947-1948	60
1938-1939	54	1948-1949	42
Moyenne d'avant-guerre	56	1949-1950	41
1945-1946	107	1950-1951	39
1946-1947	79	1951-1952	36
		1952-1953	36

(1) Les dépenses d'exploitation ne comprennent pas les salaires.

Source : I. N. S. E. E.

b) **Chiffres d'affaires déclarés aux administrations fiscales.**

1. Chiffre d'affaires global déclaré

(1.000 milliards.)

	1950	1951	1952		
a) Valeur constante.	14,8	19,3	18,5	21,3	(+ 16 p. 100)
b) Valeur constante.	14,8	16,3	14,8	19,6	(+ 6 p. 100)

(Sur la base de la moyenne géométrique des indices moyens prix de détail et prix de gros, soit une augmentation de prix de 20 p. 100 de 1950 à 1951, et de 8 p. 100 de 1951 à 1952.)

2. Répartition

DÉSIGNATION	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) total déclaré. — Pourcentage.		AFFAIRES SOUMISES aux taxes à la production (taux réunis). — Pourcentage.		MONTANT des taxes payées. — Pourcentage.	
	1951	1952	1951	1952	1951	1952
a) Produits agricoles et alimentaires (2)	26	23	21	13	24	18
b) Métaux	20	22	21	28	22	25
c) Textiles	15	13	15	14	15	13
d) Construction	10	11	10	11	10	11
e) Transports	4	5	6	7	5	6
f) Energie	3	5	2	3	2	3
Total (par rapport à l'ensemble des activités).	78	78	75	76	78	76

(1) La comparaison la plus exacte doit se faire entre le chiffre d'affaires 1952 et le chiffre d'affaires 1951 diminué du montant du chiffre d'affaires des groupes viande et boissons (soit environ 880 milliards, création des taxes uniques), soit entre des chiffres de 21.550 milliards pour 1951 et 18.500 milliards pour 1951 (+ 16 p. 100).

(2) Viande et vins en gros exclus en 1952.

Sources: Ministère des finances, I. N. S. E. E.

c) Données sur les comptes des entreprises d'après leur forme juridique.

Société, entreprises individuelles industrielles, commerciales et artisanales soumises a la taxe proportionnelle

Déclarations fiscales pour l'exercice 1952 (1).
(Milliards de francs.)

FORME JURIDIQUE OU CATÉGORIE FISCALE des entreprises.	NOMBRE d'entreprises. Totaux (unités).	NOMBRE d'entreprises. Dont entreprises ayant déclaré des exportations.	CHIFFRE d'affaires. Totaux.	CHIFFRE d'affaires. Dont exportations.	APPOINTEMENTS et salaires payés en espèces.	BALANCE des bénéfices et déficits comptables nets.	CAPITAL social en fin d'exercice.	RÉSERVES en fin d'exercice.	DETTE obligataire en fin d'exercice.
Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés.									
Sociétés par actions	22.063	5.567	7.808,3	752,5	1.039,6	323,7	890,8	1.224,0	445,9
Entreprises nationalisées	51	34	1.372,1	60,5	411,0	18,7	376,0	534,2	303,6
Sociétés à responsabilité limitée	136.860	16.931	5.640,2	375,7	649,7	183,8	410,9	335,6	10,9
Autres sociétés	8.240	441	417,4	30,9	66,4	13,6	20,2	55,9	7,7
Ensemble	167.214	22.973	15.238,0	1.219,6	2.166,7	(3) 539,8	1.697,9	2.149,7	768,1
Entreprises individuelles.									
1° Soumises à la taxe proportionnelle d'après leur bénéfice réel	265.029	8.945	3.814,0	86,7	267,0	(3) 244,2	»	52,3	2,4
2° Soumises à la taxe proportionnelle d'après un régime forfaitaire:									
Contribuables ayant exercé « l'activité imposable à titre principal » pendant l'année entière (2)	993.596	»	1.105,4	»	59,9	(3) 367,2	»	»	»
Autres contribuables soumis au régime du forfait	253.877	»	68,7	»	1,5	(3) 26,5	»	»	»
Ensemble des contribuables soumis au régime du forfait	1.247.473	»	1.174,1	»	61,4	(3) 393,7	»	»	»
Total: ensemble général des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et à la taxe proportionnelle.	1.679.716	»	20.226,1	»	2.495,1	(3) 1.177,7	»	»	»

(1) Exercice terminé en cours, ou à la fin de l'année 1951.

(2) Les contribuables dont l'activité principale n'est pas d'ordre commercial, industriel ou artisanal, sont exclus de cette rubrique ainsi que ceux dont l'activité principale est bien de nature commerciale, industrielle ou artisanale, mais n'a pas été maintenue pendant un exercice annuel complet.

(3) Les informations relatives aux bénéfices ne sont pas absolument comparables au point de vue fiscal, d'un régime d'imposition à un autre — certains éléments du bénéfice comptable des sociétés et des entreprises imposées d'après leur bénéfice réel ne sont pas imposés à ce régime d'imposition. Ces informations sont encore moins comparables au point de vue économique, la détermination du « bénéfice comptable réel » résultant de l'établissement d'une comptabilité, alors que la détermination d'un bénéfice forfaitaire résulte de la « discussion » entre le fisc et le contribuable et d'éléments de recoupement (signes extérieurs de richesse, etc.).

VI. — CONSOMMATION

1. Indice du volume de la consommation

Le calcul d'un *indice du volume des biens et services de consommation* achetés en France par l'ensemble des particuliers est très délicat.

Il inclut les achats pour stockage effectués par les particuliers et les achats étrangers séjournant en France. Par l'appel à des sources nombreuses et imparfaites, il conduit, précise l'institut national de la statistique et des études économiques, à de simples estimations. Celles-ci sont spécialement incertaines pour l'alimentation et les services.

Sur la *base* 100 *en* 1938, les indices ci-après peuvent être donnés pour les semestres des années 1950 et 1951, la pondération adoptée étant basée sur l' « estimation du revenu national français » publiée en 1947 par le commissariat général au plan:

Indice du volume des biens et services de consommation.

(Base 100 en 1938.)

DÉSIGNATION	PONDÉRATIONS	1949	1950	1951	1952	1953
Alimentation	48	98	100	103	104	108,5
Chauffage, éclairage (1)	3,4	107	112,5	122	126	128
Carburants (2)	1,8	80	105	108	121	135
Textiles, cuirs	11,5	96	105	102	100	104
Automobiles (3)	1	64	95	124	157	159
Autres articles manufacturés (4)	10,8	100	109	124	130	137
Logement (5)	7,5	95	96	97	98	99
Autres services (6)	16	106	107	107	108	109
Indice général	100	99,9	103,5	106,5	108	112
Pourcentage	.....	»	+ 4,5	+ 3	+ 1,5	+ 4

(1) Consommation d'électricité pour usages domestiques divers inclus.

(2) Carburants = vente d'essence à la clientèle civile.

(3) Automobile = immatriculation de véhicules neufs (voitures particulières).

(4) = Meubles, articles de ménage, horlogerie, récepteurs, bicyclettes et motos, articles de voyage, sport, musique, produits d'entretien, savon, parfumerie, tabac, livres, journaux, produits pharmaceutiques.

(5) L'indice 100 ne signifie pas satisfaction des besoins: il correspond très approximativement à une situation déjà déficitaire (1938) et ne tient pas compte de l'augmentation de la population et de son déplacement dans les villes.

(6) Voyages en chemin de fer, autocars et moyens de transport urbains, entretien des voitures, P. T. T., blanchisserie, teinturerie, soins personnels, médicaux, pompes funèbres, justice, notariat, spectacles, banques et assurances, hôtellerie, services domestiques, entretien des logements (estimation).

L'indice d'ensemble traduirait donc un progrès de l'ordre de 4 p. 100 en 1950, par rapport à 1938, et de 3 p. 100 entre 1950 et 1951. La progression n'est que de 1,5 p. 100 en 1952.

Consommation par tête d'habitant.

(1938 = 100).

	1949	1950	1951	1952	1953
Indice	100	103,5	105,5	106,5	110
Accroissement annuel (pourcentage)	»	+ 3,5	+ 2	+ 1	+ 3,5

Source: I. N. S. E. E.

N. B. — On trouvera ci-après (comptabilité nationale) une analyse détaillée du volume et de l'emploi des ressources nationales de 1949 à 1952.

2. Dépenses de consommation des ménages

(Enquête par sondage de l'I. N. S. E. E. de novembre-décembre 1951.)

a) *Décomposition du budget, en pourcentage, suivant le type de ménage et la catégorie sociale du chef de ménage.*

1. — Paris.

DÉSIGNATION	ENSEMBLE	TYPE DE MÉNAGE					CATÉGORIE SOCIALE DU CHEF DE MÉNAGE						
		Un adulte.	Deux adultes.	Trois adultes.	Deux adultes et un enfant.	Deux adultes et deux enfants.	Industriels et commerçants.	Cadres supérieurs et professions libérales.	Cadres moyens.	Employés.	Ouvriers.	Personnel de service.	Sans activité.
Alimentation	47,9	49,8	49,1	49,9	48,0	43,9	46,3	40,0	45,3	50,1	58,2	55,5	50,6
Habillement	9,9	7,1	9,3	11,0	11,3	11,7	8,3	11,4	11,2	10,2	9,1	7,7	7,9
Habitation	12,2	14,3	12,8	10,1	11,2	15,2	9,6	13,4	12,0	12,5	10,3	7,2	14,1
Hygiène et soins	5,7	8,5	6,3	4,7	5,4	4,2	4,9	5,3	5,6	5,7	5,4	10,1	7,0
Dépenses diverses	24,3	20,3	22,5	24,3	24,1	25,0	30,9	29,9	25,9	21,5	17,0	19,5	20,4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Dépense hebdomadaire (en francs)	15.500	5.850	12.880	16.490	16.500	22.560	19.870	27.600	17.870	14.710	11.760	6.860	10.510

2. — Province (17 villes, sièges des directions régionales de l'I. N. S. E. E.).

DÉSIGNATION	ENSEMBLE	TYPE DE MÉNAGE					CATÉGORIE SOCIALE DU CHEF DE MÉNAGE						
		Un adulte.	Deux adultes.	Trois adultes.	Deux adultes et un enfant.	Deux adultes et deux enfants.	Industriels et commerçants.	Cadres supérieurs et professions libérales.	Cadres moyens.	Employés.	Ouvriers.	Personnel de service.	Sans activité.
Alimentation	52,5	49,7	52,0	51,1	53,8	52,6	48,2	41,1	49,5	52,6	60,2	66,7	53,6
Habillement	9,9	7,5	9,3	10,5	10,3	10,1	9,6	11,2	11,1	10,6	9,4	8,5	7,7
Habitation	12,8	15,2	13,4	13,0	13,0	12,9	13,2	13,4	13,8	12,6	11,2	10,8	16,3
Hygiène et soins	5,5	7,6	6,4	4,8	5,9	5,2	5,9	5,3	6,4	5,8	4,9	4,4	6,1
Dépenses diverses	19,3	20,0	18,9	20,6	17,0	19,2	23,1	29,0	19,2	18,4	14,3	9,6	16,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Dépense hebdomadaire (en francs)	12.140	5.460	9.810	13.760	12.250	13.900	11.050	22.460	14.910	12.760	10.880	6.570	7.160

b) *Décomposition du budget en pourcentage suivant le niveau de vie.*

(Les niveaux de vie des ménages sont classés en ordre croissant de 1 à 5, suivant les dépenses du ménage.)

1. — Paris.

DÉSIGNATION	CATÉGORIE DE NIVEAU DE VIE				
	1	2	3	4	5
Alimentation	65,3	60,9	50,9	45,9	38,5
Habillement	6,6	7,9	8,7	11,3	11,4
Habitation	12,2	11,6	11,7	11,9	12,9
Hygiène et soins	4,3	5,8	6,6	5,4	5,6
Dépenses diverses	11,6	13,8	22,1	25,5	31,6
Total	100	100	100	100	100
Dépense hebdomadaire (en francs)	7.210	9.470	14.490	18.540	27.970
Dépense hebdomadaire moyenne (en francs) par unité de consommation (1).	3.340	4.550	6.170	8.200	12.700

(1) Unités de consommation: premier adulte = 1 unité; chaque autre adulte = 0,7 unité; enfant = 0,8 unité.

2. — Province.

DÉSIGNATION	CATÉGORIE DE NIVEAU DE VIE				
	1	2	3	4	5
Alimentation	66,3	60,9	56,4	53,1	41,5
Habillement	7,0	9,0	10,1	10,4	10,7
Habitation	12,7	12,1	11,9	12,2	14,1
Hygiène et soins	4,9	4,5	5,3	6,0	6,1
Dépenses diverses	9,1	13,5	16,3	18,3	27,6
Total	100	100	100	100	100
Dépense hebdomadaire (en francs)	6.180	9.800	11.980	12.650	19.390
Dépense hebdomadaire moyenne (en francs) par unité de consommation (1).	2.480	3.750	4.600	5.830	8.790

(1) Unités de consommation: premier adulte = 1 unité; chaque autres adulte = 0,7 unité; enfant = 0,8 unité.

N. B. — Les résultats sont de valeur assez inégale, assez limitée pour la catégorie « industriels et commerçants ». Le choix d'un échantillon de ménages vivant dans 17 grandes villes de province ne permet pas d'extrapoler les résultats obtenus à l'ensemble de la population française.

VII. — COMPTABILITE NATIONALE

GRANDEURS CARACTERISTIQUES DU REVENU NATIONAL

1° REVENU NATIONAL D'APRES LA DEFINITION O. E. C. E.

(En milliards de francs.)

DÉSIGNATION	1913	1938	1946	1947	1948	1949
a) Produit national brut au prix de marché	»	435	3.018	3.995	6.654	8.480
b) Revenu national net au coût des facteurs	50	360	2.596	3.303	5.420	6.640

DÉSIGNATION	1950	1951	1952	1953	1954 (projet de budget.)	1955 (projet de budget.) (prévisions.)
a) Produit national brut au prix de marché	9.680	11.950	13.680	13.800	14.720	15.450
b) Revenu national net au coût des facteurs	7.510	9.160	10.310	10.470	»	»

Source: Commission des comptes de la nation.

2° EVOLUTION DU REVENU NATIONAL DE 1901 A 1953

M. A. Sauvy a présenté, dans son rapport au Conseil économique de mars 1954, une évaluation en francs constants 1938 des chiffres du revenu national estimés pour les années 1901 à 1913:

« Pour les années 1938 et 1948 à 1952, ont été utilisés les chiffres du produit national net malgré les critiques que soulèvent ces chiffres. Pour les années 1921 à 1947, les chiffres calculés par le commissariat au plan il s'agit cette fois de la production nette au coût des facteurs. Il aurait mieux valu suivre la même série qu'après 1949, les éléments n'en ont pas été retrouvés. Les chiffres ont été raccordés en tous cas de façon à assurer une bonne comparabilité. Mais il est possible que de 1921 à 1938, une légère distorsion ait résulté de la non-identité des définitions.

« Enfin pour 1901 à 1913, il s'agit de calculs personnels correspondant à la notion de production brute. Le raccord a été fait d'après des données directes de 1913 à 1938.

« Telle qu'elle est, la série n'est donc pas absolument homogène. Elle donne cependant une idée du développement de la richesse française depuis le début du siècle. »

Evolution du revenu national de 1901 à 1953.

ANNÉES	EN milliards de francs 1938.	BASE 100 en 1913.	BASE 100 en 1929.	BASE 100 en 1938.	REVENU par tête (en milliers de francs 1938).
1901	242	73	»	»	5,5
1902	240	73,1	»	»	5,8
1903	247	75,3	»	»	6
1904	267	81,4	»	»	6,5
1905	264	80,5	»	»	6,4
1906	270	82,3	»	»	6,5
1907	277	84,5	»	»	6,7
1908	279	85,1	»	»	6,7
1909	288	87,8	»	»	6,9
1910	288	87,8	»	»	6,9
1911	300	91,5	»	»	7,2
1912	328	100	»	»	7,8
1913	328	100	»	»	7,8
1920	270	82,3	»	»	6,9
1921	250	76,2	»	»	6,3
1922	304	92,7	»	»	7,7
1923	329	100,3	»	»	8,2
1924	381	116,1	»	»	9,4
1925	384	117,1	»	»	9,5
1926	401	122,2	»	»	9,8
1927	387	118	»	»	9,4
1928	410	125	»	»	9,9
1929	453	138,1	100	»	10,9
1930	447	136,3	98,7	»	10,7
1931	428	130,5	94,5	»	10,2
1932	398	121,3	87,8	»	9,5
1933	400	121,9	88,2	»	9,5
1934	392	119,5	86,5	»	9,3
1935	375	114,3	82,7	»	8,9
1936	371	113,1	81,6	»	8,8
1937	384	117	85	»	9,1
1938	380	115,8	83,9	100	9
1939	407	124,1	89,8	107	9,7
1940	336	102,4	74,2	88,4	8,2
1941	266	81	58,7	70	6,7
1942	238	72,6	52,5	62,6	6
1943	226	68,9	49,9	59,5	5,8
1944	191	58,2	42,1	50,3	4,9
1945	207	63,1	45,7	54,4	5,2
1946	315	96	69,5	82,9	7,8
1947	341	104	75,2	89,7	8,4
1948	366	111,6	80,7	96,2	8,8
1949	414	126,2	91,4	109	9,9
1950	447	136,2	98,7	117,6	10,6
1951	462	140,8	102	121,6	10,9
1952	470	143,3	103,8	123,7	11
1953	475	144,8	104,8	125	11,1

3° GRANDEURS CARACTERISTIQUES DE 1949 à 1953

a) **Dépense nationale brute.**

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Indice des prix finaux	100	106,5	129	144	143,5
	(Francs constants 1949.)				
Consommation privée	5.720	6.100	6.250	6.410	6.470
Consommation publique	1.170	1.320	1.350	1.790	1.840
Formation brute de capital	1.630	1.620	1.690	1.440	1.320
Comptes extérieurs	— 40	50	— 30	— 140	— 30
Produit national ou dépense nationale brute:					
Total	8.480	9.090	9.260	9.500	9.600
Indice	100	107	109	112	113

b) **Revenu des particuliers.**

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
	(Francs constants 1949.)				
Salaires, traitements et retraites	3.020	3.250	3.320	3.450	3.510
Prestations de la sécurité sociale	650	695	760	820	850
Revenus de la propriété et de l'entreprise	2.290	2.420	2.450	2.410	2.410
Assistance	180	190	190	210	230
Divers	60	55	50	50	60
Total	6.180	6.610	6.770	6.940	7.060

N. B. — Ce calcul donne des résultats *très approximatifs* car il est difficile d'appliquer à chaque article l'indice des prix correspondant. Par ailleurs, les revenus totaux et ceux de l'entreprise ont été obtenus après déduction des « provisions pour amortissement », dont le caractère est très incertain. Il y a donc lieu de faire *les plus expresses réserves sur ces résultats.*

En indices, on obtient les données suivantes:

DÉSIGNATION	1949	1950	1951	1952	1953
Salaires	100	108	110	114	116
Sécurité sociale	100	110	121	130	135
Propriété, entreprise	100	106	107	105	105
Ensemble	100	107	110	112	114

Le sens du mouvement ne parait pas douteux, mais son intensité est beaucoup moins sûre.

B. — DONNEES ETRANGERES COMPARATIVES

Cadre de présentation.

Pages.

1° *Population:*
- a) Taux de nuptialité dans quelques pays 161
- b) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays. 161
- c) Population mondiale totale 162
- d) Population de l'Europe au 1er janvier 1952 162
- e) Excédents démographiques mondiaux 162
- f) Population active 162
- g) Evolution 1850-1950 163

2° *Production:*
- a) Résultats agricoles 164
- b) Production industrielle 167
- c) Communauté européenne du charbon et de l'acier 170

3° *Activité de la main-d'œuvre* 171

4° *Commerce extérieur:*
- a) Indices du quantum en volume 172
- b) Indices de valeur unitaire 172
- c) Taux d'échange pour quelques pays européens 173
- d) Opérations de l'Union européenne des paiements 173
- e) Echanges extérieurs et produit national 174

5° *Transports:*
- a) Transports ferroviaires 174
- b) Flotte marchande mondiale et transports maritimes 175
- c) Transports aériens 175

6° *Prix et coût de la vie:*
- a) Indice des prix de gros 175
- b) Indice du coût de la vie 176
- c) Rapport du prix de détail alimentaire-coût vie 176
- d) Indice des matières premières 176

7° *Salaires et revenus:*
- a) Salaires horaires ouvriers dans l'industrie 176
- b) Rapport prix reçus-prix payés par agriculteurs 176

Pages.

8° *Consommations:*
- a) Laine 177
- b) Coton 177
- c) Acier 177
- d) Consommation d'énergie par habitant 177
- e) Ration alimentaire par habitant 177
- f) Volume de la consommation 178

9° *Données monétaires et financières:*
- a) Diminution du pouvoir d'achat des principales monnaies de 1939 à 1951, calculée sur la base des prix des biens de consommation ou du coût de la vie 178
- b) Cours des changes 178
- c) Recettes fiscales et dépenses publiques 178

10° *Revenu national:*
- a) Estimations du revenu national 179
- b) Indices du revenu national à prix constants 180
- c) Indices du revenu par habitant à prix constants 180
- d) Distribution du revenu national 181
- e) Origine par branche d'activité 182

11° *Logement et construction:*
- a) Evolution de la construction de logements dans quelques pays 182
- b) Dépenses affectées au loyer en pourcentage du total des dépenses familiales 182
- c) Indices de la construction 183
- d) Indices du loyer du coût de la vie et du coût de la construction en 1952 183

12° *Financement des investissements* 183

13° *Niveaux de vie comparés:*
- a) Disponibilités alimentaires par habitant 184
- b) Consommation d'énergie et de matières premières 185
- c) Enseignement et équipement médical 186
- d) Confort individuel 187

1° POPULATION

a) Taux de nuptialité dans quelques pays (p. 1.000) (1)

PAYS	1938	1952	1953
Allemagne occidentale	9,5	9,4	8,9
Australie	9	8,6	»
Autriche	13,3	8,2	7,8
Belgique	7,4	»	»
Canada	7,9	8,8	9
Espagne	4,5	7,7	7,6
France	6,7	7,3	7,1
Italie	7,5	7	7,1
Pays-Bas	7,7	8,4	8,2
Royaume-Uni	8,6	7,9	7,8
Suède	9,2	7,3	7,3
U. S. A.	10,3	10	9,9

(1) Nombre de mariages enregistrés pour 1.000 personnes de la population correspondante au milieu de l'année.

Source: O. N. U.

b) Taux de natalité et de mortalité dans quelques pays (p. 1.000).

PAYS	1938		1953	
	N.	M.	N.	M.
Allemagne occidentale	19,7	11,4	15,5	11
Australie	17,5	9,6	24,3 (1952)	9,4 (1952)
Autriche	13,9	14	14,5	11,9
Belgique	16	13,2	14	»
Canada	20,7	9,7	27,9	8,6
Espagne	20,4	19,3	20,6	9,7
France	14,9	15,8	18,6	12,8
Italie	(1) 23,8	14,1	17,5	10
Pays-Bas	20,5	8,5	21,8	7,7
Royaume-Uni	15,5	11,8	15,9	11,4
Suède	14,9	11,5	15,4	9,7
U. S. A.	17,6	10,6	24,7	9,6

(1) Territoires d'avant-guerre.

c) **Population mondiale totale** (milieu année 1950).

PAYS	ÉVALUATIONS en millions.	SUPERFICIES en millions de km².	DENSITÉ au km².
Afrique	198	30,14	7
Amérique du Nord	216,3	24,276	9
Amérique du Sud	111,4	17,764	6
Asie	1.272	26,59	47
Europe	396,3	4,955	80
Océanie	12,9	8,558	2
U. R. S. S.	(1) 193		(1) 9
Total	2.400	134,823	18

(1) Estimation pour 1946.

Source: O. N. U.

d) **Population de l'Europe au 1er janvier 1953.**

(U. R. S. S. exclue).

(Evaluation en millions.)

Albanie (1)	1,3	Italie	47
Allemagne occidentale	50	Luxembourg	0,3
Allemagne orientale (1)	18,6	Norvège	3,3
Berlin (1)	3,3	Pays-Bas	10,5
Autriche	6,9	Pologne (1)	25,8
Belgique	8,7	Portugal	8,6
Bulgarie (1)	7,3	Roumanie (1)	16
Danemark	4,3	Royaume-Uni	50,6
Espagne	28,5	Sarre	0,97
Finlande	4,1	Suède	7,2
France	42,8	Suisse	4,9
Grèce	7,9	Tchécoslovaquie (1)	12,8
Hongrie (1)	9,3	Yougoslavie	17
Irlande	3		
Islande	0,15	Total	400

La valeur des évaluations est différente selon les pays, certaines ayant dû être obtenues par extrapolation sur le mouvement des populations des dernières années, en raison de l'absence de recensements récents connus.

Sources: O. N. U. — Institut national d'études démographiques (I. N. E. D.).

(1) 1952.

e) **Excédents démographiques mondiaux.**

Taux pour 10.000 habitants (1).

PAYS	1953		
	Natalité.	Mortalité.	Excédent.
Autriche	145	119	26
Belgique	163	119	(1) 44
Grande-Bretagne	159	114	45
Allemagne occidentale	155	110	45
Suède	154	97	57
France	186	128	58
Suisse	170	106	64
Italie	175	100	75
Danemark	178	92	86
Irlande	218	119	(1) 99
Norvège	189	83	106
Espagne	206	97	109
Japon	215	89	126
Etats-Unis	247	96	151
Pays-Bas	218	77	141
Canada	279	86	193

(1) 1952.

NOTA. — On notera le taux élevé de la mortalité en France.

Source: I. N. S. E. E.

f) **Population active** (d'après les recensements).

(En millions.)

PAYS	FIN XIXe SIÈCLE	AVANT-GUERRE 1914 (environs 1911).
1. U. R. S. S.	»	»
2. Etats-Unis	23,3 (1890)	37,4 (1910)
3. Allemagne	21,9 (1895)	28,1 (1907)
4. Japon	»	»
5. Grande-Bretagne	14,6 (1891)	18,4 (1911)
6. France	19 (1896)	20,9 (1911)
7. Italie	»	16,4 (1911)
8. Pologne	»	»
9. Tchécoslovaquie	»	»
10. Espagne	»	»
11. Canada	1,8 (1901)	2,7 (1911)
12. Pays-Bas	»	2,3 (1909)
13. Belgique	»	3,5 (1910)
14. Australie	»	2 (1911)
15. Suède	»	2,2 (1910)

PAYS	PÉRIODE 1920-1940		APRÈS-GUERRE	
	Environs 1929.	Environs 1938.	1945-50.	1953.
1. U. R. S. S.	84,3 (1926)	»	»	»
2. Etats-Unis	48,9 (1930)	52,2 (1940)	(1) 58,7 (1950)	(2) 63,4
3. Allemagne	32 (1925)	34,6 (1939)	»	25,7
4. Japon	29,2 (1930)	»	33,7 (1947)	37
5. Grande-Bretagne	21,1 (1931)	»	22,7 (1951)	23,3
6. France	21,6 (1931)	»	20,5 (1946)	21,5
7. Italie	17,3 (1931)	18,3 (1936)	»	18,7 (1952)
8. Pologne	15 (1931)	»	»	»
9. Tchécoslovaquie	5,9 (1931)	»	»	»
10. Espagne	8,6 (1930)	9,3 (1940)	»	(2) 27,9
11. Canada	3,9 (1931)	4,5 (1941)	»	»
12. Pays-Bas	3,2 (1930)	»	3,9 (1947)	»
13. Belgique	»	3,7 (1939)	3,4 (1947)	»
14. Australie	2,9 (1933)	»	3,2 (1949)	»
15. Suède	2,9 (1930)	3 (1940)	3 (1945)	3,1 (1950)

(1) Population civile seulement.
(2) Population totale.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

g) Population du monde (1) en 1850 et en 1950. — Recul relatif de l'Europe et de la France depuis un siècle.

(Les groupes et pays sont classés suivant l'importance décroissante de la population en 1950.)

(En millions d'habitants, nombres arrondis.)

GROUPES	PAYS		POPULATION		POURCENTAGES (1850 = 100.)	POURCENTAGES (Monde = 100.)	
	Extra-européens.	Européens.	Vers 1850.	Vers 1950.		Vers 1850.	Vers 1950.
Asie (2)			(720)	1.265	176	62	52
	Chine		»	(5) 463	»	»	»
	Inde et Pakistan		»	453	»	»	»
Europe (3)			220	414	188	19	17
Amérique du Nord et Amérique centrale			39	219	560	3,8	9
U. R. S. S.			(57)	200-205	(360)	4,9	8,5
Afrique			(100)	197	197	8,6	8,0
	Etats-Unis		17,0	152	895	»	»
Amérique du Sud			20	111	555	»	»
	Japon		33	84	255	1,7	4,6
		Allemagne	35,9	69	192	»	»
	Brésil		7,7	50	650	»	»
		Royaume-Uni	22,6	50	222	»	»
		Italie	24,3	46,2	190	»	»
		France (4)	36,5	41,7	114	3,1	1,7
		Espagne	15,6	28,2	»	»	»
	Mexique		7,0	25,6	»	»	»
		Pologne	(4,8)	25	»	»	»
		Turquie	»	20,9	»	»	»
	Egypte		4,5	20,4	»	»	»
	Argentine		0,8	17,1	»	»	»
		Yougoslavie	»	16,2	»	»	»
		Roumanie	(3,3)	16,0	»	»	»
	Canada		1,8	13,8	770	»	»
Océanie			2	13	650	0,1	0,6
		Tchécoslovaquie	(10,5)	12,5	»	»	»
	Union sud-africaine		»	12,3	»	»	»
		Pays-Bas	3,0	10,1	335	»	»
		Hongrie	(13,2)	9,3	»	»	»
		Belgique	4,3	8,6	»	»	»
		Portugal	3,5	8,4	»	»	»
	Pérou		»	8,4	»	»	»
	Australie		0,4	8,1	»	»	»
		Grèce	(1,0)	7,9	»	»	»
		Bulgarie	»	7,2	»	»	»
		Suède	3,5	7,0	»	»	»
		Autriche	(17,5)	7,0	»	»	»
	Chili		1,4	5,8	»	»	»
Monde			(1.160)	2.410	208	100	100

(1) Par groupes continentaux et par principaux pays de plus de 5 millions d'habitants en 1950.
(2) Non compris fraction asiatique de l'U. R. S. S.
(3) Non compris fraction européenne de l'U. R. S. S.
(4) Pourcentage France-Europe: en 1850, 16,6; en 1950, 10,1.
(5) Les dernières évaluations porteraient la population chinoise à 600 millions d'habitants.

NOTA — Entre parenthèses: territoire en 1850 très différent de celui de 1950.

N. B. — *Répartition de la population mondiale.*

GROUPES	POURCENTAGES (Monde = 100). En 1850.	En 1950.	VARIATION relative (1850 = 100). P. 100.
Asie	62	52	— 16
Europe	19	17	— 10
Afrique	8,6	8,0	— 7
U. R. S. S.	4,9	8,5	+ 73
Amérique du Nord et centrale	3,8	9,0	+ 138
Amérique du Sud	1,7	4,6	+ 170
Océanie	< 0,1	0,6	au-dessus de 500

2° PRODUCTION

(En ordre de grandeur.)

a) Résultats agricoles.

1. Indices du volume de la production brute par grandes régions

(1934-1938 = 100.)

Production totale.

RÉGIONS	1948-1949 1950-1951	1952	1953
		(Campagnes 1951-1952 et 1952-1953.)	
Europe (U. R. S. S. exclue)	104	114	113
Amérique du Nord	136	136	143
Amérique latine	122	120	130
Extrême-Orient (Chine exclue)	98	104	1[illegible]2
Proche-Orient	115	125	134
Afrique	124	134	137
Océanie	112	108	119
Total mondial (U. R. S. S. exclue)	109	113	117

Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production alimentaire.

REGIONS	1948-1949 1950-1951	1952-1953	1953-1954
Europe (de l'Ouest)	103	114	121
Amérique du Nord	138	152	150
Amérique latine	128	136	138
Extrême-Orient	99	105	109
Proche-Orient	114	133	140
Afrique	123	134	134
Océanie	111	117	120
Total mondial	109	117	120

REGIONS	PRODUCTION (PAR TETE) 1948-1949 1950-1951	1952-1953	1953-1954
Europe (de l'Ouest)	94	102	107
Amérique du Nord	118	123	119
Amérique latine	98	97	96
Extrême-Orient	84	85	87
Proche-Orient	95	104	108
Afrique	102	106	105
Océanie	96	93	93
Total mondial	97	101	102

Source: O. N. U (F. A. O.).

2. Indices de la production agricole pour quelques pays

Production totale.

(1934-1938 = 100.)

PAYS	1949-1950	1951-1952	1952-1953
Allemagne occidentale	92	111	112
Australie (1)	117	102	120
Autriche	81	92	100
Belgique-Luxembourg	116	119	123
Canada (2)	124	149	170
Espagne	91	109	104
France	99	103	107
Italie	105	118	116
Pays-Bas	122	126	130
Royaume-Uni	123	127	129
Suède	114	110	113
U. S. A.	136	135	138

(1) 1936-1939 = 100.
(2) 1935-1939 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Production alimentaire (1).

N. B. — Ces indices se rapportent à la production d'origine végétale et animale destinée à la consommation humaine.

(1934-1938 = 100.)

PAYS	1949	1952	1953
Allemagne occidentale	76	112	113
Australie	(2) 108	99	116
Autriche	71	92	100
Belgique-Luxembourg	93	119	123
Canada	(3) 126	147	108
Espagne	81	108	102
France	96	102	107
Italie	98	118	116
Pays-Bas	103	125	128
Royaume-Uni	119	128	130
Suède	107	110	112
U. S. A.	(4) 142	137	142

(1) Production par campagnes agricoles (de juillet à juin).
(2) 1936-1939 = 100.
(3) 1931-1935 = 100.
(4) 1935-1939 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

3. Blé

(1.000 tonnes.)

PAYS	1934-38	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	2.505	2.471	3.291	3.180	2.900
Australie	4.200	5.939	5.313	4.722	5.000
Autriche	417	350	401	498	»
Belgique	450	596	579	574	»
Canada	7.170	9.999	18.722	16.170	13.000
Espagne	(1) 4.364	2.580	4.100	3.055	»
France	8.143	8.082	8.420	8.850	10.000
Italie	7.254	7.020	8.870	8.800	7.500
Pays-Bas	430	425	327	245	»
Royaume-Uni	1.743	2.239	2.340	2.700	»
Suède	696	698	782	996	»
U. S. A.	19.476	31.202	35.350	31.200	26.900
U. R. S. S.	38.090	»	»	»	»
Europe	42.300	»	43.100	47.000	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	128.600	139.200	162.500	162.500	»

(1) 1931-1935 = 100.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

4. Maïs

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1952	1953	1954
Argentine	7,9	8,4	3,5	4,8	»
Brésil	5,68	6,16	6,25	»	»
France	0,54	0,19	0,48	0,78	»
Italie	3	2,21	2,40	3,2	»
Roumanie	4,03	»	»	»	»
U. R. S. S.	4,65	»	»	»	»
U. S. A.	53,7	85,8	84	80,7	76,5
Yougoslavie	4,71	3,72	1,47	4,4	»
Europe	17,4	15,4	12	16,7	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	110,4	137,8	139	143	»

5. Riz

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1952	1953
Afrique	2,18	3,3	3,1	»
Chine (22 provinces)	(1) 50,06	44,5	48	»
Indes	34,2	(4) 34,7	35,7	41,3
Indochine	6,5	4,6	6	»
Japon	11,5	(3) 12,22	12,4	10,3
Pakistan	(2) 11,1	12,4	12,4	13
U. S. A.	0,95	1,85	2,2	2,4
Europe	1,14	1,08	1,6	1,7
Monde (U. R. S. S. exclue)	151,2	151,2	161	168

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) Iles Ryu-Kyu exclues.
(4) Pakistan inclus.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

6. Pommes de terre

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1952	1953	1954
Allemagne occidentale	19,6	20,87	24	24,5	27
Australie	0,34	0,48	0,46	0,44	»
Autriche	2,84	2,01	2,57	3,3	
Belgique	3,17	2,05	2,12	2	»
Canada (1)	1,91	2,43	1,6	1,7	»
Espagne	(3) 4,87	2 56	3,7	»	»
France (2)	17,16	10,98	12,3	14,9	»
Italie	2,63	2,61	2,7	3	»
Pays-Bas	2,72	4,60	4,4	3,6	»
Royaume-Uni	5,01	9,18	8	8,2	»
Suède	1,85	1,72	1,85	2	»
U. S. A.	10,02	11,20	9 5	10	»
U. R. S. S.	74	»	»	»	»
Europe	135	116	126	130,5	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	159	145,9	154	159	»

(1) Terre-Neuve exclue.
(2) Production des jardins incluse.
(3) Moyenne 1931-1935.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

7. Arachides

(En millions de tonnes.)

PAYS	1934-38 (moyenne)	1949	1952	1953
A. O. F.	(3) 0,71	0,85	0,84	0,88
Chine (22 provinces)	(1) 2,74	2,98	2,15	2,5
Indes	(2) 3,19	3,43	2,94	3,83
U. S. A.	0,54	0,85	0,62	0,71
Monde (U. R. S. S. exclue)	8,9	10,3	9,5	11

(1) Moyenne 1931-1937.
(2) Moyenne 1936-1938.
(3) 1937.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

8. Produits laitiers

(Moyenne mensuelle.)

Lait (lait de vache) (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1953
Allemagne occidentale	»	0,9	1,4
Australie	0,45	0,46	0,48
Autriche (1)	0,2	0,14	0,2
Canada	0,6	0,62	0,62
France	11,5	11	»
Pays-Bas (2)	»	0,36	0,4
Royaume-Uni	0,49	0,66	0,76
Suède (2)	0,25	0,3	0,3
U. S. A.	4	4,3	4,6

(1) 1934-1938.
(2) Lait livré par les fermiers.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Beurre (laiteries) (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1953
Allemagne occidentale	»	19,7	23
Australie	(2) 14	13,6	13,8
Autriche	(1) 2,2	2,08	1,7
Canada	9,3	10,6	11,4
Danemark	15,3	13	14,4
France (3)	(18,7)	(17,5)	»
Nouvelle-Zélande	(2) 15	14	17
Pays-Bas	8,4	7	6,9
Royaume-Uni	1,6	0,9	1,3
Suède	6,1	8,17	8,2
U. S. A.	61,4	53,4	54

(1) 1934-1938.
(2) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(3) Très approximatif (production fermière incluse).
Source: O. N. U. (F. A. O.).

Fromage (1.000 tonnes).

PAYS	1937	1949	1953
Allemagne occidentale	»	12,5	13,4
Australie	(1) 1,7	3,65	4
Canada	4,9	4,3	2,8
Danemark	(2) 2,6	5,3	7,3
France	(22)	(21,2)	»
Nouvelle-Zélande	(1) 7,7	8,4	9,1
Pays-Bas	10,4	11,7	13
Royaume-Uni	3,2	2,8	7,4
Suède	3	5,5	4,5
Suisse	4,4	4,5	4,6
U. S. A.	24,5	45,3	49

(1) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 juin.
(2) Moyenne pour une période de 12 mois finissant le 30 septembre.
Source: O. N. U. (F. A. O.).

9. Indications sur le cheptel mondial

Effectifs.

(Millions de têtes.)

RÉGIONS	1939 (1)			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.
Allemagne occidentale	12,2	5,7	1,8	2,4
Australie (4)	12,8	1,15	111	1,7
Argentine	33	4	44	8,3
Brésil	40,7	21,7	10,7	6,6
Canada (fermes)	8,2	4,8	2,7	2,8
Chine (22 provinces)	23	60	12,4	4
France	15,6	7,1	9,9	2,7
Inde	138	2,7	»	1,8
Nouvelle-Zélande	4,5	»	32	»
Pakistan	24	»	»	»
Royaume-Uni	8,9	4,7	20,8	1,1
Turquie	9,3	»	25,2	0,96
Uruguay	8,3	»	17,9	0,6
U. R. S. S.	163	30	57	17,5
U. S. A. (fermes)	66	50	52	10,6
Monde (U. R. S. S. exclue)	626	262	660	74
Europe	102	79	126	»
Amérique du Nord et centrale	95	64	60	»
Amérique du Sud	106	30	97	»
Asie	227	85	130	»
Afrique	78	3	107	»
Océanie	18	2	143	»

RÉGIONS	1951-1952			
	Bovins.	Porcs.	Ovins.	Chevaux.
Allemagne occidentale	11,4	(5,7)	1,1	(2,3)
Australie (4)	15	1	116	0,93
Argentine	»	(3) (5)	»	»
Brésil	(52)	(26)	14,3	(6,9)
Canada (fermes)	9	6,5	1,3	1,2
Chine (22 provinces)	(18,2) (5)	»	10,4	»
France	16,2	7,2	7,5	2,4
Inde	150	4,2	»	1,5
Nouvelle-Zélande	(5)	(0,6)	35	»
Pakistan	24 (2)	»	»	»
Royaume-Uni	10,3	4,9	15,3	(0,5)
Turquie	10,4	»	23	1,2
Uruguay	(8,2)	(0,26)	23	0,67
U. R. S. S.	57	27	63	15
U. S. A. (fermes)	88	64	31	4,4
Monde (U. R. S. S. exclue)	708	230	676	61
Europe	103	82	120	16
Amérique du Nord et centrale	124	80	39	10
Amérique du Sud	136	38	123	19
Asie	235	87	136	12
Afrique	93	4	121	3
Océanie	20	2	153	1

(1) Dernières estimations avant le 31 décembre 1939.
(2) Evaluation la plus proche du 1er janvier 1950.
(3) 1945.
(4) Quelques Etats seulement.
(5) 1947-1948, ou 1948-1949.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

Tout bétail (1) (millions d'unités).

RÉGIONS	AVANT-GUERRE	1952	1953 (2)	P. 100 1953. Avant guerre = 100.	P. 100 1953. 1952 = 100.
Asie	333	345	347	104	101
P. 100 (monde = 100)	35,7	34,3	34,1	»	»
Amérique du Sud	128	162	168	131	104
P. 100 (monde = 100)	13,8	16,1	16,5	»	»
Amérique du Nord et centrale	121	136	138	115	101
P. 100 (monde = 100)	13	13,5	13,5	»	»
Europe	138	135	136	98	99
P. 100 (monde = 100)	14,8	13,4	13,3	»	»
Afrique	101	117	118	117	101
U. R. S. S.	81	78	78	96	100
Océanie	30	33	34	113	103
Monde entier	932	1.006	1.019	109	101

RÉGIONS	UNITES-BETAIL			
	Par tête.		Par hectare (3).	
	Avant guerre.	1952	Avant guerre.	1952
Asie	0,29	0,26	0,43	0,44
P. 100 (monde = 100).				
Amérique du Sud	1,52	1,40	0,42	0,43
P. 100 (monde = 100).				
Amérique du Nord et centrale	0,68	0,60	0,21	0,21
P. 100 (monde = 100).				
Europe	0,37	0,34	0,54	0,54
P. 100 (monde = 100).				
Afrique	0,60	0,56	0,13	0,13
U. R. S. S.	0,44	0,39	0,21	0,22
Océanie	2,75	2,44	0,08	0,08
Monde entier	0,44	0,41	0,27	0,28

(1) Coefficients de conversion: bovins et ânes 0,8; porcins 0,2; ovins et caprins 0,1; buffles, chevaux et mulets, 1,0; chameaux 1,1.
(2) Préliminaire.
(3) Unités de bétail par hectare de terre agricole (= terres arables + prairies et pâturages permanents).

Sources: I. N. S. E. E., F. A. O.

10. Matières grasses

Production interne d'huile disponible (à l'exclusion des quantités utilisées non transformées en huiles, telles que semences, consommations humaines et animales, pertes...).

Estimation (millions de tonnes), U. R. S. S. exclue.

PRODUITS	AVANT GUERRE	1950	1951
Beurre	4,2	3,3	3,4
Lard	3,2	3,4	3,7
Huiles comestibles liquides (1)	7,12	8,3	9,2
Huiles à haute teneur d'acide laurique (coprah, palme, palmiste, babassou) (2)	»	1,9	1,9
Huiles concrètes diverses (suif, graisses, huiles de palme, de baleine, de poisson) (3)	2,9	4	3,9
Huiles siccatives (lin, ricin, abrasin, périlla) (4)	1,2	1,1	1,1
	21	22	22,9

(1) Huiles d'arachide et de graines de coton, de soja, de tournesol, de colza, de sésame et équivalent en huile de ces oléagineux; huile d'olive comestible.
(2) Huiles de coco, palme, palmiste et babassou et équivalent en huile de coprah, des palmistes et des noix de babassou.
(3) Et matières grasses d'origine animale et marine non classifiées; huile de cachalot et huile de foie de poissons exclues.
(4) Huiles de graines de lin, ricin, abrasin, périlla et oilicica et équivalent d'huile des graines de lin, de ricin et de périlla.

Source: O. N. U. (F. A. O.).

b) Production industrielle.

1. Indices de la production industrielle (1)
(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	(2) 160	144	231	251	269
Autriche	(3) 108	133	181	184	196
Belgique	82	100	114	114	120,5
Canada	52	102	119	127	123
Espagne	»	95	132	148	»
France	90	110	131	126	139
Italie	101	110	147	161	171
Japon	210	129	213	257	276
Pays-Bas	89	112	130	144	150
Royaume-Uni	86	106	114	121	129
Suède (4)	67	104	110	111	120
U. S. A. (4)	46	92	114	129	119 (6)
U. R. S. S. (5)	65	»	»	»	»
Indice mondial (production minière et manufacturière):					
Europe (Est exclu)	107	113	140	148	»
Monde (U. R. S. S. et Europe de l'Est exclues).	70	101	128	137	»

(1) Bâtiment exclu, sauf pour le Royaume-Uni.
(2) 1936.
(3) 1937.
(4) Electricité et gaz d'usine exclus.
(5) Indice de la valeur brute de la production, exprimée aux prix de 1926-1927.
(6) 9 mois.
Source: O. N. U.

Indices particuliers.
(1950 = 100.)

PAYS	INDUSTRIE MÉCANIQUE			
	1952	1953	1954	
			1er trim.	2e trim.
Allemagne occidentale	150	154	165	174
Belgique	115	109	»	»
France	115	114	110	120
Italie	116	131	136	136
Pays-Bas	109	122	119	110
Suède	104	97	104	105
Royaume-Uni	107	110	120	120

PAYS	INDUSTRIE CHIMIQUE			
	1952	1953	1954	
			1er trim.	2e trim.
Allemagne occidentale	123	145	156	170
Belgique	116	113	129	135
France	107	114	126	135
Italie	119	140	157	167
Pays-Bas	117	126	154	149
Suède	»	»	»	»
Royaume-Uni	100	115	126	»

PAYS	TEXTILES			
	1952	1953	1954	
			1er trim.	2e trim.
Allemagne occidentale	104	121	125	121
Belgique	85	94	100	102
France	94	98	107	112
Italie	96	104	110	108
Pays-Bas	90	107	113	111
Suède	86	96	100	100
Royaume-Uni	81	97	104	102

Source: O. N. U. (Commission économique pour l'Europe, juillet 1953).

2. Production mondiale de certaines matières premières et électricité

PRODUITS	1938		1949	
	Volumes.	Indices.	Volumes.	Indices.
Volumes = millions tonnes métriques. — Indices: 1948 = 100.				
Houille (1)	1.144	87	1.215	92
Pétrole brut	250	57	436	99
Ciment (2)	80	84	108	114
Fonte (2) (3)	67	68	98	100
Acier brut (2) (4)	91	67	136	100
Volumes = milliers tonnes métriques. — Indices: 1948 = 100.				
Cuivre (5)	1.906	90	2.073	98
Zinc (5)	1.492	93	1.728	107
Plomb (5)	1.579	122	1.432	110
Etain (5)	165	103	171	107
Aluminium	537	48	1.148	102
Caoutchouc	924	60	1.514	98
Volumes = milliards de kilowattheures. — Indices: 1948 = 100.				
Electricité (2) (6)	418	58	769	106

PRODUITS	1953		1954 Indices.	
	Volumes.	Indices.	1er trim.	2e trim.
Volumes = millions tonnes métriques. — Indices: 1948 = 100.				
Houille (1)	1.318	101	98	93
Pétrole brut	606	138	139	143
Ciment (2)	160	164	172	176
Fonte (2) (3)	138	140	125	122
Acier brut (2) (4)	195	142	129	130
Volumes = milliers tonnes métriques. — Indices: 1948 = 100.				
Cuivre (5)	2.446	116	110	113
Zinc (5)	2.129	132	129	132
Plomb (5)	1.659	128	124	136
Etain (5)	184	115	119	115
Aluminium	2.173	192	»	»
Caoutchouc	1.748	113	110	106
Volumes = milliards de kilowattheures. — Indices: 1948 = 100.				
Electricité (2) (6)	1.111	153	162	158

(1) Y compris l'équivalent en houille du charbon brun et de lignite.
(2) Chine exclue.
(3) Ferro-alliage inclus.
(4) Lingots et moulages bruts.
(5) Production de fonderie.
(6) Statistique totale.
Source: O. N. U. (pour l'étain, groupe international d'études de l'étain), U. R. S. S. exclue. (Pour le caoutchouc: groupe d'études du caoutchouc.)

3. Charbon (houille).

Moyenne mensuelle (millions de tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale.	11,4	8,6	10,3	10,4	10,4
Belgique	2,46	2,32	2,53	2,50	2,48
Canada	1	1,3	1,17	1,05	0,97
Espagne	0,47	0,89	1	1	1
France	3,87	4,3	4,61	4,4	4,55
Italie	(1) 0,12	0,92	0,09	0,094	0,092
Japon	4,05	3,2	3,6	3,9	3,6
Pays-Bas	1,12	0,97	1,04	1,02	0,99
Royaume-Uni (2)	19,2	18,2	19,2	19	19,7
Suède	0,036	0,026	0,028	0,024	0,012
U. S. A. (3)	29,8	36,3	38,2	36,5	29,4
U. R. S. S.	11,1	»	»	»	»

(1) Vénétie julienne incluse.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) Lignite incluse.
Source: O. N. U.

4. Electricité (1)

Moyenne mensuelle (millions de kilowatts-heure).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	»	»	4.684	5.042	5.038
Autriche	(3) 152	350	522	569	595
Belgique	440	680	789	817	874
Canada	2.180	3.889	5.149	5.457	5.635
Espagne	229	469	748	726	739
France	1.548	2.380	3.205	3.243	3.552
Italie	1.295	1.732	2.570	2.718	2.829
Japon	2.408	3.006	3.670	(4) 3.900	4.980
Pays-Bas	199	300	526	(4) 593	859
Royaume-Uni (2)	2.031	4.050	5.166	5.459	6.146
Suède (4)	680	1.337	1.742	1.809	1.921
U. S. A.	9.184	24.258	33.270	36.850	36.086
U. R. S. S.	3.300	»	»	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	35.000	64.000	81.000	92.000	»

(1) Centrales et auto-production en général.
(2) Irlande du Nord exclue.
(3) 1937.
(4) Importations + production.
Source : O. N. U.

5. Pétrole brut

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	46	70	146	182	210
Arabie Séoudite	6	1.955	3.359	3.431	3.890
Bahrein	95	126	126	126	125
Canada	75	228	656	867	954
Colombie	248	349	454	463	476
France	6	4,8	22,1	31	38
Indonésie	616	494	710	852	846
Irak	358	329	1.468	2.305	2.411
Iran	863	2.270	112	112	170
Koweit	»	1.032	3.436	3.607	3.718
Mexique	457	652	921	863	984
Pérou	175	165	1 1	178	188
Qatar	»	8	275	338	384
U. S. A.	14.253	21.027	26.153	26.941	26.269
U. R. S. S.	(1) 2.686	»	»	»	»
Venezuela	2.344	5.751	7.885	7.851	8.243
Monde (U. R. S. S. exclue)	29.800	36.300	48.000	55.000	»

(1) Gaz naturel inclus.
Source : O. N. U.

6. Acier brut

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	1.492	763	1.317	1.285	1.279
Belgique	430	324	422	366	359
Canada	98	241	281	311	246
France	548	763	906	833	837
Italie	194	171	275	288	333
Japon	539	259	5 3	639	678
Luxembourg	120	189	250	222	216
Royaume-Uni	880	1.347	1.365	1.491	1.642
Suède	81	114	139	147	158
U. S. A.	2.400	5.895	7.043	8.438	6.672
U. R. S. S.	1.500	1.942	2.917	»	»
Monde (U. R. S. S. et Chine exclues)	7.625	11.300	14.600	16.250	»

Source : O. N. U.

Acier.

Production acier.

Moyennes mensuelles (en milliers de tonnes).

ANNÉES	FRANCE (1)	PAYS de la C. E. C. A.	ROYAUME-UNI	U. S. A.
1949	763	2.387	1.317	5.895
1950	721	2.643	1.380	7.321
1951	819	3.135	1.324	7.948
1952	906	3.471	1.390	7.043
1953	833	3.270	1.484	8.437

(1) Sarre exclue : entre 1952 et 1953, la production française d'acier a baissé de 8 p. 100, alors que pour l'ensemble des pays de la C. E. C. A. la diminution n'atteignait que 6 p. 100. Par contre, les productions britanniques et américaines se sont développées notablement.
Source : O. N. U.

7. Aluminium (1)

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	6,72	2,42	8,37	8,91	8,53
Autriche	(2) 0,37	1,23	3,06	4,16	(3) 1,36
Canada	5,4	28	37,8	41,1	»
France	3,78	4,51	8,84	9,42	9,97
Italie	1,15	2,14	4,4	4,62	4,58
Japon	1,20	1,77	3,56	3,79	4,09
Norvège	2,42	2,98	4,37	4,64	4,86
Royaume-Uni	1,95	2,57	2,37	2,62	2,78
Suisse	2,2	1,8	2,3	2,4	2,15
U. S. A.	10,8	45,6	70,9	94,7	108,2
Monde (U. R. S. S. exclue)	45	96	150	181	»

(1) Aluminium (production de fonderie).
(2) 1937.
(3) Récupération incluse.
Source : O. N. U.

8. Cuivre (1)

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occident. (4)	11,48	8,59	11,8	12,9	13,3
Canada (4)	17,2	17,3	14,8	17,8	17,7
Chili	28,1	29,3	31,9	28	24,8
Congo Belge (2)	10,33	11,78	17,03	17,84	18,93
France (3)	0,52	0,41	0,59	0,35	0,93
Japon (4)	»	3,21	4,1	5,3	5,9
Mexique	3,49	4,77	4,87	5	5,09
Rodhésie du Nord (5)	18	21,9	26,4	30,7	31,03
Royaume-Uni (4)	»	»	12,4	8,2	11,7
U. S. A.	43,8	58,4	72,7	72,4	66,6
U. R. S. S.	9,6	»	»	»	»
Monde (U. R. S. S. exclue)	160	173	200	204	»

(1) Cuivre neuf (production de fonderie).
(2) Exportations.
(3) Récupération.
(4) Cuivre raffiné.
(5) Cuivre raffiné inclus.
Source : O. N. U.

9. Caoutchouc

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Canada (1)	»	3,95	6,29	»	»
Ceylan	4	3	8	8	6,8
Indochine	5,10	3,64	5,35	6,31	4,86
Indonésie	27	35,6	63,4	58,6	57,7
Malaisie	30,4	57	49,5	48,6	44,8
Thaïlande (2)	3,52	7,98	8,3	8,1	9,5
U. S. A. (1)	»	33,3	67,6	72	51,9
Monde (caoutchouc naturel)	77	126	151	146	»

(1) Synthétique. — (2) Exportation nette.
Source : O. N. U.

10. Laine (production de filés).

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	(1) 3,94	5,12	7,46	8,8	7,8
Belgique	2,15	2,97	2,35	3,12	3,02
France (2)	9,8	10,2	9,2	10	10,6
Japon (2)	4,48	1,37	5,71	7,1	6,68
Royaume-Uni (2) (3)	21,4	20	17,2	19,9	20,6
U. S. A.	21,8	26	(2) 28,4	(2) 28,5	23,4

(1) 1936. — (2) Purs ou mélangés. — (3) 1937.
Source : O. N. U.

Production mondiale de laine mère (estimations).

(En milliers de tonnes, base suint.)

PAYS	1931-1938	1948-1949	1952-1953	1953-1954 (1)	POURCENTAGE 1953-1954	
					1934-1938	1952-1953
Commonwealth	809	841	1.000	901	122	99
P. 100 (monde = 100)	47	48,5	51	50	»	»
Dont :						
Australie	451	479	590	572	127	97
Nouvelle-Zélande	136	166	190	191	141	100
Union Sud-africaine	118	103	122	125	106	102
Royaume-Uni	50	37	46	48	96	104
U. R. S. S., Europe de l'Est, Chine	(204)	(211)	(259)	(263)	129	102
Reste du monde	711	686	713	726	102	102
Total mondial	1.724	1.741	1.972	1.980	115	100

(1) Provisoire.
Source : Commonwealth Economic Committee.

11. Coton (production de filés).

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	22,18	19	24,37	28,6	30,2
Argentine	2,03	5,83	6,84	6,34	»
Belgique (1)	»	»	7,60	8,32	9,47
Canada	4,51	6,75	5,74	5,96	5,2
Espagne	»	4,96	5,3	4,97	4,4
France (1)	20,8	19	21,4	22,5	25,6
Inde	(2) 49,3	50,3	54,7	56,9	57,9
Italie	11,6	15,2	14,4	13,6	14,6
Japon	46,2	13,1	29,4	34,5	39,7
Pays-Bas (1)	4,3	4,67	4,67	5,38	5,67
Royaume-Uni	39,7	»	25,4	29,9	32,1
U. S. A.	(3) 149	»	»	»	»

(1) Purs ou mélangés.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
(3) 1939.
Source : O. N. U.

12. Ciment

Moyenne mensuelle (1.000 tonnes).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occident. (1)	711	765	1.074	1.282	1.175
Argentine	103	121	129	138	140
Autriche	54	91,5	115,8	116	116,8
Belgique	250	244	343	386	341
Brésil	51,5	107	135	168	193
Canada	73	244	244	299	293
Espagne	»	155	205	231	263
France	313	556	736	769	730
Inde	(2) 119	221	299	320	371
Italie	384	336	554	627	606
Japon	494	273	593	731	852
Royaume-Uni	653	780	943	950	971
U. S. A.	1.197	2.952	3.182	3.700	3.435
U. R. S. S. (1)	487	»	»	»	»
Monde (Chine et U. R. S. S. exclues)	6.675	9.000	11.820	13.330	»

(1) 1935.
(2) Inde britannique et Etats indiens.
Source : O. N. U.

13. Automobile

Production, commerce et véhicules disponibles.

(En milliers.)

PAYS	1951	1952	1953	1954	
				1er trim.	2e trim.
Voitures de tourisme.					
France :					
Production	313,9	369,9	368	103,7	116,3
Importations	11,3	7,8	6	1,3	1,9
Exportations	93,2	82,8	81	24,5	32
Véhicules disponibles	232	294,9	293	80,5	86,2
Allemagne occidentale :					
Production (a)	267,4	304,1	369	116,9	126,3
Importations	5,1	4,7	5	0,7	1,3
Exportations	94,6	100,4	111	47,9	54,6
Véhicules disponibles	180,9	205,4	233	69,7	73
Italie :					
Production	119,3	113,6	143	43,2	44
Importations	0,9	1,5	2	0,4	0,4
Exportations	22,6	18,9	27	7,5	9,1
Véhicules disponibles	97,6	96,2	118	36,1	35,7
Royaume-Uni :					
Production (a)	475,9	448	595	183,2	196,3
Importations	2,4	1,5	1	1,1	1,4
Exportations (a)	368,6	309,8	302	84,3	103,6
Véhicules disponibles	109,7	139,7	294	100	94,1
Véhicules utilitaires.					
France :					
Production	132,6	129,4	129	41,2	41
Importations	1,9	0,7	1	0,1	0,1
Exportations	27,7	21,4	23	8,4	8,5
Véhicules disponibles	106,8	108,7	102	32,9	32,6
Allemagne occidentale :					
Production (a)	92,7	116	121	39	38,4
Importations (b)	5	0,5	1	0,1	0,2
Exportations (b)	33,5	36	38	13,4	13,7
Véhicules disponibles	64,2	74	65	»	»
Italie :					
Production	26,6	24,8	31	8,3	8,1
Importations	3,1	4,8	11	1,8	2,4
Exportations	5,4	4,4	5	0,7	0,9
Véhicules disponibles	14,3	25,2	38	9,4	9,9
Royaume-Uni :					
Production (a)	258	241,7	239	64,6	63,1
Importations	2,4	2	3	1,3	2,4
Exportations (a)	137,1	128,5	111	32,6	37
Véhicules disponibles	123,3	115,2	131	33,3	32,5

(a) Y compris les châssis.
(b) Y compris les châssis, aussi bien pour les voitures de tourisme que pour les véhicules utilitaires.
Source : O. N. U. (commission économique pour l'Europe).

c) **Communauté européenne du charbon et de l'acier.**

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE R. F.	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
Production d'acier brut et de fer au paquet (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes).								
1952	1.317	425	906	235	295	250	57	3.485
1953	1.286	375	831	223	293	221	74	3.303
Juin 1954	1.406	427	880	218	329	232	71	3.563
Juillet 1954 (a)	1.580	398	908	219	360	252	78	3.825
Août 1954 (a)	1.562	414	785	254	308	246	86	3.655
Production marchande de minerais de fer (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes).								
1951	930	7	2.928	»	48	472	»	4.385
1952	1.077	11	3.392	»	69	604	»	5.153
1953	865	8	3.537	»	111	597	»	5.088
Mai 1954	765	4	3.451	»	87	453	»	4.760
Juin 1954 (a)	808	4	3.594	»	93	470	»	4.969
Juillet 1954 (a)	859	8	3.656	»	102	494	»	5.119
Ouvriers occupés dans l'industrie sidérurgique (b) (en fin d'année) :								
1951	124.300	48.228	133.884	25.447	49.571	16.257	5.802	403.489
1952	142.900	49.747	136.668	27.031	51.115	16.481	6.673	430.615
1953	130.000	45.336	126.400	26.909	48.751	16.264	6.737	410.397
Consommation apparente d'acier brut (année = 1.000 tonnes) :								
1951	11.545	(c) 2.153	(d) 8.406		3.614	»	1.872	27.590
1952	15.288	2.242	10.900		4.115	»	1.817	34.362
1953	15.270	1.891	8.815		4.270	»	1.933	32.179
1er trimestre 1954	3.675	536	2.235		1.263	»	513	8.242
2e trimestre 1954 (a)	3.909	»	2.280		»	»	»	»
Production industrielle (1949 = 100) :								
1938	134	(e) 82	82	113	92	76	79	102
1951	151	117	114	128	131	129	115	130
1952	162	114	119	133	133	129	116	136
1953	176	113	115	123	144	119	131	142
Mai 1954	196	(a) 120	130	118	157	120	142	(a) 157
Juin 1954 (a)	195	123	130	118	148	124	141	155
Juillet 1954 (a)	189	111	121	130	164	124	132	151
Production de houille (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1951	9.910	2.471	4.414	1.357	97	»	1.035	19.284
1952	10.273	2.532	4.614	1.353	91	»	1.044	19.907
1953	10.373	2.505	4.382	1.368	94	»	1.025	19.747
Juin 1954	9.871	2.438	4.266	1.284	78	»	975	18.912
Juillet 1954 (a)	11.202	2.069	4.287	1.394	87	»	1.069	20.108
Août 1954 (a)	10.660	2.327	4.273	1.407	82	»	1.010	19.759
Ouvriers inscrits au fond dans les mines de houille (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1951	310,3	114,6	166,3	38,5	8,5	»	27,5	665,7
1952	322,1	119,4	165,9	38,4	7,9	»	29,6	683,3
1953	335,1	117	158,2	38,1	7,6	»	29,9	685,9
Mai 1954	331,1	112,9	153,3	37,6	7,0	»	30,8	672,7
Juin 1954 (a)	328,9	112,6	152,3	37,6	6,9	»	30,6	668,9
Juillet 1954 (a)	328,1	110	150,9	37,5	6,8	»	30,5	663,8
Rendement par ouvrier et par poste dans les mines de houille (par année, en kilogrammes) :								
1951	1.457	1.054	1.298	1.617	»	»	1.729	(g) 1.372
1952	1.475	1.051	1.353	1.623	»	»	1.609	(g) 1.389
1953	1.458	1.068	1.416	1.676	609	»	1.567	1.393 (g) 1.401
Mai 1954	1.497	1.081	1.507	1.704	635	»	1.478	1.435
Juin 1954 (a)	1.496	1.087	1.509	1.714	648	»	1.493	1.434
Juillet 1954 (a)	1.517	1.090	1.495	1.734	627	»	1.496	1.456

DÉSIGNATION	ALLEMAGNE R. F.	BELGIQUE	FRANCE	SARRE	ITALIE	LUXEMBOURG	PAYS-BAS	COMMUNAUTÉ
Stocks totaux de houille aux mines (en fin de période, 1.000 tonnes) :								
1951	402	225	1.353	68	48	»	110	2.266
1952	465	1.613	4.197	460	53	»	237	7.085
1953	841	3.077	5.601	536	37	»	213	10.305
Mai 1954	1.906	3.899	6.741	722	42	»	256	13.566
Juin 1954 (a)	1.780	4.385	6.981	860	24	»	263	13.933
Juillet 1954 (a)	2.108	4.095	7.197	991	25	»	302	14.728
Réception de houille en provenance des pays de la Communauté et importations en provenance des pays tiers (moyenne mensuelle = 1.000 tonnes) :								
1951 (réception)	360	39	617	87	357	»	224	1.026
1951 (importation)	500	153	528	»	544	»	210	1.643
1952 (réception)	329	37	635	91	310	»	202	1.936
1952 (importation)	657	98	447	»	423	»	226	1.6 9
1953 (réception)	368	87	713	78	392	»	287	1.855
1953 (importation) (a)	420	94	434	»	352	»	150	1.978
Mai 1954 (réception) (a)	303	272	714	74	401	»	360	1.150
Mai 1954 (importation) (a)	354	68	482	»	452	»	474	2.148
Juin 1954 (réception) (a)	312	258	723	60	356	»	421	1.231
Juin 1954 (importation) (a)	239	71	481	»	354	»	492	2.153
Juillet 1954 (réception)	316	278	743	73	495	»	377	1.038
Juillet 1954 (importation)	405	62	215	»	490	»	454	2.337

(a) Chiffres provisoires.
(b) Sans les apprentis.
(c) Belgique et Luxembourg.
(d) France et Sarre.
(e) Estimation.
(f) Fin de mois.
(g) Sans l'Italie.

Source : Communauté européenne du charbon et de l'acier.

3° ACTIVITE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

a) Indice de l'emploi (agriculture exclue).

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	»	102	117	122	(4)
Australie	(1) 73	103	109	108	111
Autriche	(2) 73	100	103	102	101
Canada	60	103	115	116	113
France (3)	95	102	105	104	(5)
Japon	»	99	115	121	118
Royaume-Uni	»	101	103	104	111
U. S. A.	65	99	106	108	100

(1) Juillet 1939.
(2) Agriculture incluse.
(3) Quelques services publics exclus.
(4) Mars 124 — Juin 130.
(5) Mars 104 — Juin 105.

b) Durée hebdomadaire du travail (industries manufacturières).

(Heures.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	49,6	46,5	47,5	48	»
Canada	»	42,3	41,5	41,3	»
France	38,8	43,8	44	»	»
Royaume-Uni	46,2	45	45,7	(45,8)	»
Suisse	46,3	47,4	47,6	47,7	»
U. S. A.	35,6	39,2	40,7	40,5	»

c) Chômage.

Nombre de chômeurs enregistrés, secourus ou assurés (1).

(1.000.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale	»	1.230	1.379	1.232	1.173
Belgique	»	174	174	184	195
Espagne	»	100	106,5	107	122
France (chômeurs secourus)	373,6	39,7	39,3	62	71,6
Italie	810	1.673	1.850	1.947	(2) 1.722
Pays-Bas	324 (1937)	42	104	83	72,5
Suède	67	26	22	27	»
Suisse	52,6	8,1	5,3	5	6,1
Royaume-Uni	1.786,5	338	462,5	380	362
U. S. A.	10.390	3.335	1.673	1.523	(3) 3.433

(1) Tableau valable pour suivre l'évolution d'un même pays.
(2) 5 mois.
(3) D'après un échantillon revisé.

Source : B. I. T.

4° COMMERCE EXTERIEUR

a) Indices du quantum en volume.

Ces indices reflètent les variations dans le volume des marchandises importées et exportées après élimination de l'effet des variations des prix (commerce spécial).

(1948 = 100.)

PAYS	1938		1949	
	I	E	I	E
Allemagne occident. (1).	(2) 88	(2) 116	»	»
Australie	101	101	117	113
Autriche	(3) 244	(3) 185	188	124
Belgique-Luxembourg..	»	»	»	»
Canada	55	58	102	94
France (4)	99	85	100	100
Italie	88	112	110	111
Pays-Bas	118	156	111	151
Pologne	(5) 77	(5) 105	»	»
Royaume-Uni (6)	»	»	100	87
Suède	94	111	87	115
Suisse	68	80	81	100
U. S. A.	67	50	93	102
Europe (U. R. S. S. et Europe de l'Est exclues)	»	118	»	119
Monde	»	96	»	108

PAYS	1952		1953		1954 (6 mois)	
	I	E	I	E	I	E
Allemagne occident. (1).	118	151	133	180	152	203
Australie	203	98	107	123	»	114
Autriche	217	202	207	270	240	316
Belgique-Luxembourg..	121	138	126	156	135	161
Canada	138	115	151	113	111	103
France (4)	125	112	126	150	»	»
Italie	159	146	172	154	186	157
Pays-Bas	132	256	157	292	183	323
Pologne	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni (6)	103	95	112	98	113	103
Suède	119	134	117	142	127	113
Suisse	104	135	109	151	117	144
U. S. A.	123	117	128	122	124	120
Europe (U. R. S. S. et Europe de l'Est exclues)	»	165	»	179	»	»
Monde	»	(134)	»	»	»	»

(1) 1950 = 100.
(2) 1936.
(3) 1937.
(4) 1949 = 100.
(5) Territoire d'avant guerre.
(6) 1950 = 100.

Source : O. N. U.

N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.

b) Indices de valeur unitaire.

Ces indices reflètent les variations des prix moyens des marchandises importées et exportées, compte tenu des variations de volume des importations et des exportations.

PAYS	1938		1949	
	I	E	I	E
Allemagne occident. (1).	(2) 28	(2) 35	»	»
Australie	37	35	105	118
Autriche	3) 27	(3) 33	109	127
Belgique-Luxemb. (4)..	27	25	»	»
Canada	46	47	103	105
France	»	»	100	100
Italie	2	2	93	97
Pays-Bas	24	25	96	94
Royaume-Uni (5)	»	»	88	95
Suède	45	42	101	93
Suisse	40	39	90	97
U. S. A.	41	48	95	93
Europe (U. R. S. S., Europe de l'Est exclues)	»	42	»	93
Monde	»	41	»	94

PAYS	1952		1953		1954 (6 mois)	
	I	E	I	E	I	E
Allemagne occident. (1).	121	131	106	123	101	120
Australie	153	168	151	171	»	164
Autriche	250	263	269	239	238	235
Belgique-Luxemb. (4)..	116	120	110	101	106	93
Canada	110	122	109	118	110	116
France	186	157	168	117	167	112
Italie	108	117	99	104	99	103
Pays-Bas	131	117	116	104	140	100
Royaume-Uni (5)	130	124	114	120	»	»
Suède	152	153	140	134	139	133
Suisse	96	102	89	99	89	100
U. S. A.	123	102	117	102	119	102
Europe (U. R. S. S., Europe de l'Est exclues)	»	96	»	89	»	»
Monde	»	(103)	»	»	»	»

(1) 1950 = 100.
(2) 1936.
(3) 1937.
(4) 1951 = 100.
(5) 1950 = 100.
Source : O. N. U.

N. B. — En principe, évaluation C. I. F. des importations et F. O. B. des exportations.

c) Taux d'échange pour quelques pays européens.

(Rapport entre l'indice des prix à l'importation et l'indice des prix à l'exportation. Une augmentation de l'indice indique une détérioration du rapport d'échange.)

(1950 = 100.)

PAYS	TYPE d'indice (a)	1952				1953				1954	
		1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
Royaume-Uni	P3 (a)	109	107	104	100	98	97	95	94	94	97
France	P1	103	99	97	98	97	95	99	98	100	101
Pays-Bas	P1	101	100	104	101	95	97	108	104	100	100
Belgique-Luxembourg	P1	86	88	93	90	97	100	100	100	103	107
Suisse	P2	110	109	105	107	105	104	101	101	100	102
Italie	P2	98	103	102	93	92	94	91	89	»	»
Espagne	P1	123	111	105	132	136	111	99	102	104	»
Turquie	P1	93	110	101	101	108	104	103	102	114	119
Danemark	P1	109	111	105	97	101	102	102	77	97	»
Suède	P3	77	84	93	96	92	91	91	90	92	92
Norvège	P1 (b)	85	92	90	95	99	95	91	95	91	84
Finlande	P1	57	65	78	90	104	88	80	84	98	85
Allemagne occidentale	P1	101	96	88	86	88	87	85	84	84	85
Autriche	P1	96	92	95	107	199	115	115	119	121	114
U. S. A.	P4	107	105	103	102	100	101	101	100	101	105

(a) P1 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles courants.
P2 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération fixes.
P3 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles de la période antérieure.
P4 = Indice des prix dérivés affecté de coefficients de pondération mobiles mixtes.

(b) Non compris le commerce des navires.

Source: O. N. U. (Commission économique pour l'Europe).

d) Opérations de l'Union européenne des paiements en octobre 1954.

(En millions d'unités de compte.)

Position des pays membres à l'égard de l'Union à la fin de la période du 1er juillet 1950 au 31 octobre 1954.

PAYS	POSITION nette cumulative excédent (+) ou déficit (—) (2).	POSITION comptable cumulative (+) ou déficit (—) au 30 septembre 1954.	APRÈS les opérations d'octobre 1954 (5) (3).	QUOTAS	« RALLONGES » facilités de règlement au-delà des quotas débiteurs (D) ou créditeurs (C) (5).
Autriche	+ 9,7	+ 123,5	+ 117,6	84,0	32,6 C, 70,0 C
U. E. B. L.	+ 675,8	+ 278,8	+ 280,1	(4) 432,0	125 C
Danemark	— 178,6	— 193,8	— 201,6	234,0	18,2 D
France	— 996,9	(1) — 507,2	(1) — 496,8	624,0	45,5 D
Allemagne	+ 1.365,0	+ 959,5	+ 968,9	600,0	(5) 313,6 C, 150,0 C
Grèce	— 324,5	— 59,8	— 55,7	(4) 54,0	»
Islande	— 23,2	— 12,0	— 11,9	18	»
Italie	— 305,5	— 190,0	— 199,9	246,0	164,0 D
Pays-Bas	+ 309,0	+ 316,2	+ 317,4	426,0	100,0 C
Norvège	— 211,4	— 171,7	— 177,8	240,0	14,8 D
Portugal	+ 30,8	+ 25,8	+ 21,5	84,0	20,0 C
Suède	+ 123,7	+ 123,8	+ 112,6	312,0	»
Suisse	+ 393,9	+ 332,8	+ 332,1	300,0	125,0 C
Turquie	— 309,0	— 228,2	— 227,1	60,0	»
Royaume-Uni	— 398,2	— 698,4	— 680,2	1.272,0	77,5 D
Total	+ 2.717,9 — 2.717,4	+ 2.160,3 — 2.061,1	+ 2.150,3 — 2.050,9		

(1) Non compris les montants d'or versés par la France à l'Union avant le 30 juin 1954 au delà de son quota. Ces montants ont été exclus de la position comptable cumulative mais peuvent être recouvrés par la France en règlement d'excédents nets pour la période postérieure au 30 juin 1954. Du total de ces montants (369,4 millions d'unités de compte) 0,04 million ont été remboursés au cours des opérations de juillet, laissant un solde de 369,4 millions.

(2) La différence entre la position cumulative nette et la position comptable cumulative correspond à l'effet net des facteurs suivants: utilisation de ressources existantes, de soldes initiaux et de ressources spéciales; règlements spéciaux effectués au 1er juillet 1952 dans le cas de l'U. E. B. L. et du Portugal; ajustements et règlements opérés lors du renouvellement de l'Union le 1er juillet 1954. versements échelonnés au titre de l'amortissement effectués jusqu'à ce jour; les deux premiers versements effectués en remboursement du crédit spécial accordé par l'U. E. B. L. à l'Union.

(3) La position comptable cumulative est égale au double de la dette ou de la créance de chaque pays, sauf dans les cas suivants: Grèce, règlement intégral en or ou en dollars en vertu de l'article 13 (a) au delà de son quota débiteur qui est bloqué et considéré comme égal à zéro: 55,7 millions d'unités de compte; Turquie, quota débiteur utilisé. 60,0; règlement entièrement en or ou en dollars en vertu de l'article 13 (a) au delà de son quota débiteur: 167,1.

(4) Le quota débiteur de la Grèce est bloqué et considéré comme égal à zéro, le quota effectif de l'Union économique belgo-luxembourgeoise en tant que créditeur est de 402,6 millions d'unités de compte.

(5) Ces montants, qui font partie des « rallonges » de l'Autriche et de l'Allemagne, étaient nécessaires pour couvrir les excédents venant en dépassement du quota de ces pays au début de l'exercice 1954-1955.

e) Echanges extérieurs et produit national.

Exportations et importations de marchandises et de services (1) *du produit national brut aux prix du marché* (en pourcentage).

PAYS	EXPORTATIONS, y compris les revenus reçus de l'étranger.				
	1938	1948	1951	1952	1953
Autriche	»	8	18	17	22
Belgique-Luxembourg	»	32	45	42	42
Danemark	28	20	32	31	31
France	»	9	17	14	14
Allemagne (R. F.)	17	6	17	19	20
Grèce	16	7	7	8	»
Islande	50	35	42	39	»
Irlande	27	33	35	36	»
Italie	8	11	15	13	»
Pays-Bas	34	31	52	54	52
Norvège	30	33	45	42	38
Portugal	9	13	18	18	17
Suède	19	18	29	24	21
Royaume-Uni	17	20	28	26	23
Ensemble de la zone O. E. C. E.	5	6	9	8	»
Ensemble de la zone C. E. C. A.	7	7	11	10	»
Canada	25	27	24	24	23
Etats-Unis	5	6	6	5	5

PAYS	IMPORTATIONS, y compris les revenus payés à l'étranger.				
	1938	1948	1951	1952	1953
Autriche	»	16	23	20	19
Belgique-Luxembourg	»	34	42	40	44
Danemark	26	21	33	30	30
France	»	12	17	15	14
Allemagne (R. F.)	17	9	15	16	15
Grèce	19	23	20	16	»
Islande	46	38	51	44	»
Irlande	27	41	53	40	»
Italie	9	14	16	16	»
Pays-Bas	31	38	53	46	47
Norvège	29	39	44	43	44
Portugal	16	27	20	22	20
Suède	19	19	26	23	20
Royaume-Uni	18	20	30	25	23
Ensemble de la zone O. E. C. E.	5	9	10	8	»
Ensemble de la zone C. E. C. A.	7	10	11	10	»
Canada	23	24	27	23	24
Etats-Unis	4	4	4	4	4

(1) Les données ci-dessus concernent, en règle générale, l'ensemble des transactions sur les marchandises et les services; toutefois, en ce qui concerne les zones O. E. C. E. et C. E. C. A., seul le commerce des marchandises a été retenu pour les exportations, les transactions invisibles nettes étant prises en considération aux importations. Pour la Suède, les exportations comprennent les transactions invisibles nettes, alors qu'aux importations est enregistré le mouvement des marchandises seulement. Les importations de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Suède ont été mesurées C. I. F.

PAYS	ENSEMBLE DES TRANSACTIONS sur les marchandises et les services avec l'étranger.				
	1938	1948	1951	1952	1953
Autriche	»	24	41	37	41
Belgique-Luxembourg	»	66	87	82	86
Danemark	54	41	65	61	61
France	»	21	34	29	28
Allemagne (R. F.)	34	15	32	35	35
Grèce	35	30	27	24	»
Islande	96	73	93	83	»
Irlande	54	74	88	76	»
Italie	17	25	31	29	»
Pays-Bas	65	69	105	100	99
Norvège	59	72	89	85	82
Portugal	25	40	38	40	37
Suède	38	37	55	47	41
Royaume-Uni	35	40	58	51	46
Ensemble de la zone O. E. C. E.	10	15	19	16	»
Ensemble de la zone C. E. C. A.	14	17	22	20	»
Canada	48	51	51	47	47
Etats-Unis	9	10	10	9	9

N. B. — Commentaires de l'I. N. S. E. E.: Pour interpréter correctement les résultats de cette comparaison, il ne faut cependant pas oublier que les exportations et les importations sont des flux intermédiaires, mesurés intégralement, alors que le revenu ou le produit national (brut ou net) sont des statistiques, destinées à montrer le résultat net de l'activité nationale, les flux intermédiaires se trouvant finalement éliminés.

On ne peut donc pas affirmer que le commerce extérieur constitue une partie du produit national et il peut arriver que dans certains pays, la valeur totale des biens et services, faisant l'objet de transactions avec l'étranger, dépasse sensiblement le revenu national.

Le lien entre ces diverses grandeurs considérées est défini par l'égalité suivante:

Produit national brut (total des biens et services produits par la Nation) + importations de biens et services (y compris les revenus payés à l'étranger).	Dépense nationale brute (total des biens et services disponibles pour la consommation et la formation du capital à l'intérieur de la Nation + exportations de biens et services (y compris les revenus reçus de l'étranger).

Les données reproduites dans le tableau ci-dessus ont été extraites de « Statistics of National Product and Expenditure 1938, 1947 et 1952 », ouvrage publié en août 1954 par l'O. E. C. E.

5° TRANSPORTS

a) Transports ferroviaires.

INDICES DU TONNAGE-KILOMÉTRIQUE POUR QUELQUES PAYS

(Moyenne mensuelle: 1938 = 100.)

PAYS	1949	1952	1953
Allemagne occidentale	»	120	111
Autriche	162	162	152
Belgique	110	118	111
Canada	209	254	242
Danemark	135	154	150
France	155	166	153
Italie	»	110	112
Pays-Bas	»	150	139
Suède	191	255	236
U. S. A.	176	203	199

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

b) Flotte marchande mondiale et transports maritimes.

1. Principales flottes marchandes a la fin des trois dernières années

(D'après l'American Bureau of Shipping.)

Navires de 1.000 tonneaux de jauge brute et au-dessus.

(En 1.000 tonneaux de jauge brute.)

PAYS	1953		
	Nombre de navires.	Pétroliers.	Flotte totale.
Total mondial	14.370	22.390	85.102
Etats-Unis	3.439	4.414	25.835
Royaume-Uni (1)	3.017	4.847	19.075
Norvège	1.020	3.546	6.093
Panama	540	2.223	3.953
France	600	930	3.523
Italie	556	901	3.342
Pays-Bas	498	639	2.987
Japon	567	615	2.973
Suède	598	715	2.419
Libéria	182	1.265	1.808
Allemagne	469	163	1.549
U. R. S. S.	504	163	1.528
Danemark	319	375	1.385
Grèce	193	117	1.102
Espagne	277	167	1.040

PAYS	1952		
	Nombre de navires.	Pétroliers.	Flotte totale.
Total mondial	14.019	20.269	81.924
Etats-Unis	3.440	4.269	25.669
Royaume-Uni (1)	3.015	4.567	18.972
Norvège	980	3.206	5.700
Panama	545	1.988	3.762
France	582	895	3.402
Italie	537	762	3.184
Pays-Bas	501	628	2.927
Japon	521	453	2.578
Suède	599	574	2.225
Libéria	121	806	1.157
Allemagne	363	134	1.150
U. R. S. S.	483	141	1.478
Danemark	312	351	1.313
Grèce	207	108	1.156
Espagne	272	150	1.000

PAYS	1951		
	Nombre de navires.	Pétroliers.	Flotte totale
Total mondial	13.616	18.530	78.821
Etats-Unis	3.464	4.295	25.726
Royaume-Uni (1)	3.031	4.322	18.844
Norvège	963	3.003	5.470
Panama	545	1.758	3.605
France	543	736	3.109
Italie	488	688	2.862
Pays-Bas	500	616	2.882
Japon	465	351	2.087
Suède	576	445	2.032
Libéria	78	464	726
Allemagne	274	101	841
U. R. S. S.	471	131	1.455
Danemark	309	289	1.227
Grèce	215	104	1.200
Espagne	268	156	971

(1) Commonwealth compris.

Source: The Bulletin, American Bureau of Shipping, mai 1954, 1953, 1952.

2. Navires marchands lancés au cours de l'année 1953

(Navires de plus de 100 tonneaux de jauge brute.)

Royaume-Uni	1.316.000	Italie	260.000
Allemagne	812.000	France	232.000
Japon	556.000	Danemark	141.000
Etats-Unis	528.000	Norvège	120.000
Suède	480.000	Belgique	65.000
Pays-Bas	336.000	Monde	5.076.000

Source: Lloyd'Register of Shipping.

3. Navires marchands en construction

(30 septembre 1954.)

(Milliers de tonnes de jauge brute.)

		1938			1938
Royaume-Uni	2.038	(775)	Japon	190	(310)
Pays-Bas	470	(247)	Allemagne	154	(336)
France	430	(90)	Italie	153	(161)
Suède	429	(147)	Danemark	149	(122)
Norvège	220	(28)	Belgique	128	(24,5)
Etats-Unis	209	(282)	Monde (1)	5.499	(2.602)

Sources: Lloyd'Register of Shipping.

(1) U. R. S. S. et Pologne exclues.

c) Transports aériens.

Trafic de l'aviation civile.

Moyenne mensuelle (en millions).

PAYS	VOYAGEURS-KILOMETRE		FRET-TONNES-KILOMETRES	
	1938	1953	1938	1953
Australie	5,8	124	»	5,5
Belgique	1,5	37	0,07	1,7
Canada	1,5	119	0,18	2
France	6,1	138	0,2 (Air-France)	4,9
Pays-Bas	5	98	0,25	3,8
Suède	1,15	29	0,065	0,8
Suisse	1,13	27	0,022	0,587
Royaume-Uni	7,1	191	1,3	6,5
U. S. A.	72	2.433	»	57

Source: O. N. U.

6° PRIX ET COUT DE LA VIE

a) Indice des prix de gros.

Indice général (1948 = 100).

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (6 mois)
Allemagne occidentale (1)	51	97	114	111	109
Belgique	(2)26	95	114	107	106
Canada	53	103	117	114	113
France	5	100	145	138	137
Espagne	28	107	164	175	176
Grèce (3)	0,3	»	121	141	156
Italie	2	95	97	96	97
Japon	1	163	273	277	284
Pays-Bas	36	104	140	134	136
Royaume-Uni	46	105	149	150	150
Suède	52	101	148	139	138
Suisse	46	95	102	98	99
U. S. A.	49	95	107	105	106

(1) Base: juillet-décembre 1948 = 100. Prix à la production des produits industriels.
(2) 1936-1938.
(3) 1950 = 100.

N. B. — Ces indices ne sont pas exactement comparables: leur évolution doit donc être observée en ordre de grandeur.

Source: O. N. U.

b) **Indices du coût de la vie.**

(Indices des prix de biens et services achetés en général par les familles des travailleurs résidant dans les agglomérations urbaines.)

(1948 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	1953	1954 (six mois)
Allemagne occidentale	64	107	110	108	108
Autriche (Vienne)	(1) 20	123	203	202	205
Belgique (2)	27	97	106	106	108
Canada	66	104	121	120	120
Espagne	(3) 34	105	125	127	129
France (Paris)	(4) 6	100	145	144	143
Grèce	0,4	115	146	160	184
Italie	2	101	114	117	119
Japon	»	»	150	160	170
Pays-Bas	46	100	120	122	128
Royaume-Uni	»	103	126	130	131
Suède	61	102	129	130	»
Suisse	61	99	105	104	104
U. S. A.	59	99	110	111	112

(1) Mars.
(2) Loyer exclus.
(3) Juillet-décembre 1939.
(4) 1949 = 100.
Source: O. N. U.

c) **Rapport prix de détail des aliments coût de la vie en 1952**

(1948 = 100.)

Allemagne occidentale	113	Etats-Unis	109
Royaume-Uni	109 (1951)	Suisse	100
Suède	105	France (1949 = 100)	97
Pays-Bas (1949 = 100)	101	Belgique	96
Canada	100	Italie	95

Sources: O. N. U., F. A. O.

d) **Indices des matières premières.**

1° U. S. A.

Indice « Moody's » des prix de gros à New York

Cet indice, publié quotidiennement par Moody's, société privée spécialisée dans les études financières, est une moyenne pondérée des prix des 15 principales marchandises pour lesquelles il y a un commerce actif et qui présentent un intérêt spéculatif.

Les marchandises prises en considération ont les coefficients de pondération suivants:

Blé	13	Laine	7	Maïs	4
Coton	13	Cuirs	5	Soie	4
Porcs	13	Cuivre	5	Argent	3
Ferraille	10	Café	4	Plomb	3
Sucre	10	Caoutchouc	4	Cacao	2

31 décembre 1931 = 100. (Moyenne mensuelle.)

	I	II	III	IV
1950	355	380,3	455,6	481,1
1951	(1) 526,8	504	463,5	460,2
	488,6			
1952	445,5	434	434	410,4
	431			
1953	411	417	420	400
	412			
1954	423	437	421	

2° Grande-Bretagne

Indice « Reuter » des prix de gros à l'importation en Grande-Bretagne.

Cet indice, publié quotidiennement par l'agence d'information Reuter, est basé sur la moyenne géométrique pondérée des prix de vingt-et-un articles, avec les coefficients de pondération suivants:

Blé	17	Laine	5	Cacao	2
Coton	14	Etain	5	Coprah	2
Sucre	9	Argent	4	Plomb	2
Or	8	Graines de lin	4	Zinc	1
Cuivre	6	Arachides	3	Poivre	1
Riz	6	Jute	2	Chanvre	1
Maïs	5	Graine de soja	2	Shellac	1

La pondération a été établie en fonction de l'importance des diverses marchandises intervenant dans le commerce mondial. La base de l'indice est le 18 septembre 1931 = 100, dernier jour ouvrable avant que le Royaume-Uni ait abandonné l'étalon-or.

(1) Maximum le 2 février 1951 = 535,2.

18 septembre 1931 = 100 (moyenne mensuelle).

	I	II	III	IV
1950	471,2	487,7	530,5	562,6
1951	609,8	(1) 621,2	597,9	593,6
	605,6			
1952	579,2	544,5	541,3	517,9
	545,7			
1953	511	497	489	478
	494			
1954	487	489	428	

(1) Maximum le 26 avril 1951 = 629,9.

7° **SALAIRES ET REVENUS**

a) **Salaires horaires ouvriers dans l'industrie.**

(Indices 1948 = 100.)

PAYS	1949	1952	1953
Allemagne occidentale	114	148	154
Autriche	122	207	209
Belgique	105	127	127
Canada	108	141	148
France	113	184	188
Italie	102	119	122
Pays-Bas	103	121	123
Suisse	101	107	107
Royaume-Uni	103	127	134
U. S. A.	104	124	131

Source: O. N. U.

b) **Rapport prix reçus/prix payés par les agriculteurs en 1952.**

(Avant guerre = 100.)

Norvège (1938-1939 = 100)	119
Canada (1935-1939 = 100)	118
Etats-Unis (1935-1939 = 100)	117
Allemagne occidentale (1938-1939 = 100)	94
Belgique (1936-1938 = 100)	89

Source: O. N. U. (F. A. O.).

8° **CONSOMMATIONS**

a) **Laine (consommation mondiale).**

1° Estimation de la consommation mondiale

(En millions de 1 lbs, base lavée.)

PRINCIPAUX consommateurs.	1934-1938	1949	1953
France	432	»	251
Allemagne occidentale	119	91	156
Australie	35	70	58
Belgique	60	50	75
Canada	20	34	25
Italie	57	119	143
Japon	109	16	126
Pays-Bas	12	40	25
Suède	11	29	13
Royaume-Uni	436	492	488
U. S. A.	344	511	489
Autres pays	572	708	750
Total	2.063	2.431	2.599

Données provisoires. — *N. B.* — Pound 1 b = 453 g.
Source: Secrétariat international de la laine.

2° Pourcentages par pays

PAYS	1934-38	1948	1949	1950	1951	1952
Etats-Unis	16,0	27,7	20,9	24,2	21,8	20,5
Royaume-Uni	21,1	18,9	20,2	19,4	17,5	16,4
France	11,3	10,0	10,7	9,5	13,1	9,3
Italie	2,8	5,3	4,9	4,7	4,3	5,5
Allemagne	8,7	1,8	3,7	4,8	5,2	5,7
Japon	5,2	0,4	0,6	1,9	3,5	5,3
Autres	39,8	36,0	39,0	35,6	34,6	37,3
Total mondial	100	100	100	100	100	100

Source: Secrétariat international de la laine, informations I. W. S. 24 juillet 1953.

b) **Coton.**

Situation mondiale (1) (en millions de balles).

	1951-1952	1952-1953	1953-1954	1954-1955 (2)
1. Stocks de report au 1er août:				
Etats-Unis	2,3	2,8	5,6	9,5
Autres pays	8,4	10,5	9,8	8,0
Total	10,7	13,3	15,4	17,5
2. Production:				
Etats-Unis	15,2	15,2	16,2	12,7
Autres pays	13,4	13,7	13,3	14,0
Total	28,6	28,9	29,5	26,7
3. Approvisionnement (A+B)	39,3	42,2	44,9	44,7
4. Consommation (taux annuel)	25,0	25,9	(26,6)	»

(1) Non compris U. R. S. S., Chine, Europe-Est.
(2) Préliminaire.
Source: Comité consultatif international du coton, bulletin mensuel, août 1954.

c) **Acier (Produits finis).**

Consommation apparente par habitant.

(En kilogrammes.)

	1953		1953
1. Royaume-Uni	256	5. France (1)	113
2. Suède	225	6. Italie	69
3. Allemagne occidentale	216	7. Espagne	22
4. Belgique-Luxembourg	191	Europe (Ouest)	117

(1) Sarre incluse.

Consommation apparente (tonnages réels et consommation par habitant) et production d'acier brut en 1953 comparés à l'année 1929.

(Indices: 1929 = 100.)

PAYS	CONSOMMATION APPARENTE		PRODUCTION
	Comparaison des tonnages réels.	Comparaison de la consommation par habitant.	Comparaison des tonnages réels.
Europe occidentale:			
C. E. C. A.			
Belgique-Luxembourg	103	94	106
France-Sarre	103	99	106
Allemagne occidentale	141	109	104
Italie	165	139	165
Pays-Bas	171	127	»
	129	109	111
Autres pays:			
Autriche	142	138	198
Espagne	86	70	90
Suède	246	209	246
Royaume-Uni	192	173	183
Yougoslavie	265	226	515
Petits consom. (a)	157	119	2.857
	181	150	188
Total	147	124	131
Europe orientale:			
Bulgarie	(b) 342	(b) 284	(c) »
Tchécoslovaquie	238	260	202
Allemagne orientale	136	113	244
Hongrie	388	354	312
Pologne	193	215	188
Roumanie	495	403	466
Total	212	202	222
Total pour l'Europe	156	135	140
U. R. S. S.	718	614	760
Etats-Unis	191	46	178

(a) Ces pays sont les suivants: Danemark, Finlande, Grèce, Islande, Irlande, Norvège, Portugal, Suisse et Turquie.
(b) Estimations pour lesquelles les marges d'erreurs peuvent être considérables.
(c) En Bulgarie, le premier four électrique pouvant produire environ 10.000 tonnes par an aurait été mis en service vers la fin de 1953.

Source: O. N. U.

d) **Consommation d'énergie par habitant.**

Consommation totale, en tonnes d'équivalence, houille.

PAYS	1937	1949	1951	1953
Autriche	1,04	1,47	2,16	»
Belgique-Luxembourg	4,02	3,45	4,16	»
France	2,12	2,11	2,34	2,62
Allemagne	»	2,35	2,78	3,13
Italie	0,66	0,58	0,81	0,84
Pays-Bas	1,79	1,83	2,06	»
Norvège	3,44	3,97	4,59	5,25
Espagne	0,40 (19.5)	0,56	0,61	3
Suède	2,5	2,82	3,52	4,08
Suisse	1,81	1,89	2,51	2,88
Royaume-Uni	4,28	4,30	4,65	4,73
Europe (U.R.S.S. exclue)	1,84	1,89	2,16	»
Afrique	0,15	0,20	0,22	»
Canada	4,91	6,4	6,96	»
U. S. A.	5,89	6,92	8,02	7,79
Amérique Sud	0,25	0,33	0,41	»
Asie	0,18	0,16	0,18	»

Sources: O. N. U., Commissariat général au plan.

e) **Ration alimentaire par habitant** (estimation).

RÉGIONS	CALORIES	
	Avant guerre.	1951-952.
1. Europe:		
Suisse	3.110	3.180
Suède	3.120	3.090
Royaume-Uni	3.120	2.990
Belgique	2.820	2.930
Pays-Bas	2.910	2.890
Allemagne occidentale	3.070	2.760
France	2.830	2.750
2. Amérique du Nord:		
Etats-Unis	3.150	3.160
Canada	2.890	2.900
3. Amérique latine:		
Argentine	2.750	3.160
Venezuela	2.150	2.240
4. Inde	1.970	1.590
5. Egypte	2.450	2.360
6. Japon	2.180	2.130
7. Australie	3.310	3.290

Sources: O. N. U., F. A. O.

f) Volume de la consommation.

(1949 = 100.)

DÉSIGNATION	1953 I	1953 II	1953 III	1953 IV	1954 I	1954 II
Royaume-Uni.						
Denrées alimentaires	102	102	106	111	104	108
Boissons et tabac	95	104	111	114	94	103
Vêtements et chaussures	81	94	86	107	83	101
Meubles et objets ménagers	102	107	109	129	107	111
Voyages et divertissements	87	99	116	92	86	
Consommation totale	96	102	105	111	99	106
Pays-Bas.						
Denrées alimentaires	102	106	106	112	106	111
Boissons et tabac	86	94	95	112	87	98
Biens de consommation durables	77	96	92	102	81	106
Consommation totale	93	102	104	107	96	108
Danemark.						
Denrées alimentaires, boissons et tabac	89	94	94	105	91	»
Vêtements et chaussures	95	104	92	128	91	»
Total des ventes au détail	89	96	95	114	90	»
Norvège.						
Denrées alimentaires	101	103	105	111	97	104
Boissons et tabac	92	100	100	107	82	104
Vêtements et chaussures	87	116	97	136	82	120
Voyages et transports	89	131	116	96	89	138
Consommation totale	98	105	104	116	98	108
Suède.						
Denrées alimentaires	91	93	95	103	92	98
Vêtements	79	101	79	116	76	98
Total des ventes au détail	85	94	91	109	85	97
Finlande.						
Ventes au détail des coopératives	97	125	123	136	101	128
Belgique.						
Denrées alimentaires (coopératives)	140	132	138	149	153	»
Textiles	81	97	85	100	77	99
Suisse.						
Denrées alimentaires, boissons et tabac	102	108	108	121	104	113
Textiles et chaussures	97	104	99	114	99	112
Total des ventes au détail	100	105	105	131	103	111
Allemagne occidentale						
Denrées alimentaires, boissons et tabac	123	134	135	155	132	144
Vêtements et chaussures	134	158	153	238	142	171
Meubles et objets ménagers	148	164	191	255	166	190
Consommation totale	131	140	145	167	142	162
Autriche.						
Denrées alimentaires et tabac	104	120	124	147	112	136
Vêtements	71	96	79	148	75	105
Total des ventes au détail	85	94	97	138	92	106

NOTE. — Il se peut que, dans certains cas, les indices des ventes au détail ne portent que sur certaines catégories de magasins et ne soient pas représentatifs de l'ensemble des ventes au détail.

N. B. — Pour la France les indices n'ont plus été calculés depuis 1952. En 1952 ils étaient les suivants:

	1952 1er semestre	1952 2e semestre
Denrées alimentaires:	106	
Textiles et chaussures:	97	100
Autres biens de consommation:	121	122
Consommation totale:	106	107

Sources: O. N. U., *Bulletin économique pour l'Europe.*

9e DONNEES MONETAIRES ET FINANCIERES

a) Diminution du pouvoir d'achat des principales monnaies, de 1939 à 1951, calculée sur la base des prix des biens de consommation ou du coût de la vie.

PAYS	DIMINUTION en pourcentage en juin 1951.	PAYS	DIMINUTION en pourcentage en juin 1951.
Suisse	39,5	Colombie	71,8
Afrique du Sud	41,6	Argentine	73,4 (fév. 51).
Suède	43,7	Espagne	73,4
Canada	45,4	Belgique	74,8
Etats-Unis	(1) 46,4	Mexique	74,8
Royaume-Uni	48,5	Brésil	76,3
Uruguay	49,0 (mai 51).	Chili	85,3
Australie	50,0 (2e trim. 51).	France	94,6
Hollande	61,5	Italie	98,1
Egypte	62,1	Japon	99,3
Inde	68,5	Grèce	(2)
Turquie	71,1 (mai 51).	Chine	(2)

(1) 47 p. 100 en octobre 1951.
(2) Plus de 99,9 p. 100.

Source: National City Bank of New York, Monthly Letter on Economic Conditions and Government Finance, December 1951.

Ce tableau est tiré de la « Lettre mensuelle » de décembre 1951 de la National City Bank of New York et établi d'après les International Financial Statistics publiées par le Fonds monétaire international. Il fait ressortir l'ampleur de la dépréciation des principales monnaies depuis 1939. Cette dépréciation a été calculée à l'aide des indices des prix des biens de consommation ou du coût de la vie.

Une note de la « Lettre mensuelle », insérée au bas du tableau, précise que les pourcentages indiqués ne font pas toujours ressortir dans toute son ampleur la diminution du pouvoir d'achat des monnaies, étant donné que, dans un certain nombre de pays, les indices du coût de la vie subissent l'effet du contrôle des prix et des loyers, des subventions économiques, etc. Ce tableau, note la « Lettre mensuelle », montre que les pertes de pouvoir d'achat depuis 1939 sont extrêmement variables d'un pays à l'autre, mais que les plus faibles vont de 40 à 50 p. 100.

b) Cours des changes.

Bourse de Zurich.

(Moyenne achats et ventes en fin de mois ou d'année.)

(Valeur en francs suisses pour 100 unités nationales.)

DÉSIGNATION	1950 (Fin d'année.)	1951 (Fin d'année.)	1953 (Fin d'année.)	1954 (octobre).
Allemagne occidentale (deutschmark)	78	85,5	101,5	99,5
Belgique (franc belge)	8,14	8	8,15	8,55
Canada (dollar canadien)	405	428	440	444
Etats-Unis (dollar)	429	436	428	429
France (franc français)	1,12	1	1,13	1,15
Pays-Bas (florin)	103	105,5	112	111,5
Italie (lire)	0,61	0,64	0,69	0,68
Royaume-Uni (livre)	1.070	1.040	1.125	1.150

Sources: *Neue Zürcher Zeitung*, I. N. S. E. E.

c) Pourcentage des dépenses totales couvertes par les recettes fiscales, en 1954.

1. R. U.	90 p. 100.	6. Suède	82 p. 100.
2. (1954-1955).		7. Italie	81 —
3. Norvège	88 —	8. Pays-Bas	79 —
4. Suisse	87 —	9. Belgique	75 —
5. Allemagne	82 —	10. France	70 —

Source: Commission économique pour l'Europe.

10° REVENU NATIONAL

a) Estimations du revenu national.

Les pays sont classés suivant l'ordre de grandeur du revenu national par habitant en 1952, converti en dollars (a).

PAYS			REVENU NATIONAL 1952		REVENU national par habitant 1952 (en $).	POURCENTAGE APPROXIMATIF du revenu national par habitant de chaque pays par rapport à celui :			
						des Etats-Unis.		de la France.	
Amérique du Nord et Australie.	Europe.	Reste du monde.	Unités (en milliards).	Montant.		1938	1952	1938	1952
						De 100 à 50 en 1952 :		Plus de 200 en 1952 :	
Etats-Unis ..	.....	.....	Dollars.	(6) 291,6	1.850	100	100	210	300
Canada	.....	.....	Dollars canadiens.	(7) 18,13	1.280	67	69	135	210
								De 200 à 100 en 1952 :	
	Suède	.....	Couronnes.	39,2	1.075	91	58	185	175
	Suisse	.....	Francs suisses.	20,1	960	92	52	190	155
Australie ...	.....	.....	Livres australiennes	3,52	915	81	50	165	150
Nouvelle-Zélande	.....	.....	Liv. néo-zélandaises	0,646	900	92	49	190	145
						De 50 à 20 en 1952 :			
	Danemark ..	.....	Couronnes.	21,6	730	71	40	145	110
	Belgique	.....	Francs belges.	304,8	700	50	38	105	115
	Norvège	.....	Couronnes.	(8) 16,9	700	74	38	155	115
	Royaume-Uni	.....	Livres.	(9) 13,6	695	95	38	195	115
	Finlande	.....	Markkaa.	608	635	33	34	68	105
	France	.....	Francs.	(10) 10.197	615	48	33	100	100
								De 100 à 50 en 1952 :	
		Israël	Livres.	(1) 0,527	(1) 550	...	30	...	90
	Allemagne de l'Ouest ...	.....	Deutschmarks.	(11) 98	475	78	26	160	77
	Pays-Bas	.....	Florins.	17,7	450	60	20	124	75
	Irlande	.....	Livres.	0,406	390	20	21	104	65
						De 20 à 10 en 1952 :			
		Venezuela ..	Bolivares.	(1) 7,19	(1) 360	(4) 27	19	(4) 56	60
	Autriche	.....	Schillings.	62,6	345	27	18,5	56	55
	U. R. S. S. (1949)	.....	Roubles.	»	(310)				
		Argentine ..	Pesos.	(1) 73	(1) 280 à 350	36	(19)	75	(50)
								De 50 à 20 en 1952 :	
	Italie	.....	Lires.	8.112	280	32	15	66	45
		Union Sud-africaine ..	Livres.	(1) 1,123	(1) 250	37	14	76	40
	Grèce	.....	Drachmes.	29.271	225	...	12		35
	Espagne	.....	Pesetas.	(1) 234	(1) 210	(3) 19,5	11	(3) 40	35
		Chili	Pesos.	(2) 110,8	(2) 210	...	11		35
	Portugal	.....	Escudos.	45,3	185	16,5	10	33	30
		Mexique	Pesos.	(2) 38,1	(2) 175	(3) 12	9,5	(3) 25	28
		Japon	Yen.	5.214	170	15	9	30	28
	Turquie	.....	Livres turques.	10,45	170	15	9	30	28
		Brésil	Cruzeiros.	(1) 231	(1) 145	...	8	...	25
		Egypte	Livres égyptiennes.	(2) 0,86	(2) 125	...	7	...	23
								Moins de 20 en 1952 :	
		Inde	Roupies.	(5) 87,3	75		4		12
		Pakistan	Roupies.	16,7	75		4		12

(1) En 1951.
(2) En 1950.
(3) En 1939.
(4) En 1936.
(5) En 1948.
(6) 307,7 en 1953.
(7) 18,98 en 1953.
(8) 16,9 également en 1952.
(9) 14,7 en 1953.
(10) 10,3 en 1953
(11) 103 environ en 1953.

(a) Le classement est très approximatif pour certains pays ayant une pluralité de cours de change (Espagne, Argentine, etc.).

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

b) **Indices du revenu national à prix constants.**

N. B. — Les comparaisons de pays à pays doivent être très prudentes, en raison de la variation des méthodes employées pour mesurer le revenu national à prix constant.

(1938 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	VARIATIONS 1952/1938	VARIATIONS 1952/1949
				P. 100.	P. 100.
Allemagne occidentale	97	100	135	+ 39	+35
Canada	56	103	122	+118	+18
France (1)	99,3	107	(115)	(+ 16)	(+ 7)
Grèce	140	122	130	(— 7	+ 6,5
Pays-Bas	87	107	114	+ 31	+ 6,5
Pologne	»	118	176	»	+49
Royaume-Uni	5	104	111	»	+ 6,5
Suède	»	100	107	»	+ 7
Suisse	83	100	110 (1951)	»	»
Turquie	83	84	117 (1951)	»	»
U. R. S. S.	70	117	175	(+150)	+49
U. S. A.	58	100	119	(+105)	+19

(1) D'après les évaluations du commissariat général au plan.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

c) **Indices du revenu par habitant à prix constants.**

(1938 = 100.)

PAYS	1938	1949	1952	VARIATIONS 1952/1938	VARIATIONS 1952/1949
				P. 100.	P. 100.
Bulgarie	»	»	»	»	»
Canada	64	101	112	+ 75	+11
France (1)	97,5	106	105 110	(+ 14)	(+ 4,5)
Espagne	»	»	»	»	»
Grèce	153	121	129	»	»
Hongrie	120	»	188	»	»
Pays-Bas	98	106	108	+ 10	+ 2
Pologne	»	115	166	»	+44
Royaume-Uni	»	103	110	»	+ 7
Suède	»	100	105	»	+ 5
Suisse	91	99	106 (1951)	»	»
Tchécoslovaquie	72	»	137	»	»
Turquie	98	82	119 (1951)	»	»
U. R. S. S.	(71)	»	(144)	(+101)	»
U. S. A.	66	99	111	+ 68	+12

(1) D'après les évaluations du commissariat général au plan.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

Ces indices, toutes réserves faites sur leur valeur approximative, révèlent cependant une *progression générale du revenu national* dans la plupart des pays considérés.

Mais le *taux d'accroissement a varié considérablement* selon les pays et les régions.

Aux U. S. A. et au Canada, le revenu national a doublé de 1938 à 1952. Mais, en Europe occidentale, les augmentations sont les suivantes:

France	: + 16 p. 100.	Suisse	: + 32 p. 100.
Royaume-Uni	: + 25 —	Danemark	: + 32 —
Pays-Bas	: + 31 —	Turquie	: + 40 —

Ces progrès ont été acquis depuis la guerre seulement en Europe. Au Portugal et en Grèce, par contre, le revenu réel est encore, en 1952, au-dessous de son niveau d'avant-guerre.

Les données des pays de l'Europe orientale et de l'U. R. S. S. ne sont pas comparables à celles des autres pays, leurs chiffres se rapportant au produit matériel, excluant ainsi, en général, les services.

Par habitant, le niveau réel a augmenté des deux tiers aux U. S. A. et au Canada, de 1938 à 1952 (augmentation de la population), alors que le revenu réel total a doublé. Les résultats sont différents en Pologne et en Tchécoslovaquie, où l'augmentation de la production industrielle s'ajoute à une réduction de la population.

Les disparités, entre le revenu réel par habitant dans les diverses parties du monde, se sont plutôt accentuées qu'atténuées de 1938 à 1952.

1. *Pour près de la moitié de la population mondiale, le revenu annuel moyen par personne s'élève à moins de 100 dollars U. S. A.* (soit 35.000 F an au cours officiel du franc. Ce revenu très faible concerne une petite partie de l'Amérique latine, une bonne part de l'Afrique, et surtout la grande majorité des pays asiatiques.

2. Par contre, *la population des pays ayant un revenu moyen par habitant de plus de 600 dollars-an* (210.000 F) *ne représente qu'un dixième de la population du globe* (U. S. A., Canada, Pays Scandinaves, Suisse, Australie, Nouvelle-Zélande, Belgique, Royaume-Uni, Finlande, France).

3. Pour les autres pays, on note les revenus moyens annuels par habitants ci-après en 1952:

De 100 à 150 dollars (35.000 à 52.500 F):

Amérique	Brésil, Colombie.
Afrique	Egypte, Madagascar et autres territoires (sauf Union Sud-Africaine).

De 150 à 300 dollars (52.500 à 105.000 F):

Amérique	Chili, Mexique.
Afrique	Union Sud-Africaine.
Asie	Japon.
Europe	Italie, Espagne, Portugal, Hongrie, Turquie, Grèce, Yougoslavie.

De 300 à 450 dollars (105.000 à 158.000 F):

Amérique	République Argentine, Uruguay, Vénézuéla.
Asie	U. R. S. S.
Europe	U. R. S. S., Tchécoslovaquie, Autriche, Pologne, Irlande.

De 450 à 600 dollars (158.000 à 210.000 F):

Europe	Allemagne occidentale, Pays-Bas.
Asie	Israël.

4. En résumé, ne figurent au niveau supérieur de l'échelle des revenus, au-delà de 500 dollars environ, que les U. S. A., le Canada, l'Europe occidentale (sauf Espagne-Italie) et l'Océanie.

Avec moins de 10 p. 100 de la population du monde, les U. S. A. et le Canada ont un revenu national représentant environ 43 p. 100 du revenu national du monde en 1950.

L'Europe, avec 25 p. 100 de la population mondiale, a produit 40 p. 100 du revenu total.

Enfin, la part de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine avec 65 p. 100 de la population du monde, est seulement de 17 p. 100.

Source: O. N. U.

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

(Indices à prix constants: 1938 = 100.)

a) *Très forte progression.*

	1952
1. Canada	175
Etats-Unis	168
2. Pays à revenus relativement bas:	
U. R. S. S.	(201)
Tchécoslovaquie	190
Mexique	167
Hongrie	156
Espagne	155
Bulgarie	146

b) *Progression moyenne.*

	1952
Norvège	129
Turquie	121
Suisse	117
Pays-Bas	110

c) *Progression faible* (ou recul) (pays éprouvés par la guerre ou la baisse des matières premières).

Allemagne	109
France	105-110
Japon	100
Grèce	84
Birmanie	62

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

d) **Distribution du revenu national.**

PAYS	SALAIRES totaux (directs, indirects, espèces, nature).	ENTREPRISES individuelles.	LOYERS et intérêts.	DIVIDENDES	ÉPARGNE sociétés.	IMPOTS directs sociétés.	REVENU NET ÉTAT	
							Collectivités.	Localités.
	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Australie :								
1938	60,1	17,3	15,1	3,1	4,9	2,2	5,1	(—8,1) (1)
1949	53,1	31,3	7,8	2,8	4,9	3,8	1	(—4,7)
1952	57,9	27,7	6,1	2,6	3,2	4,7	0,9	(—3,1)
Belgique :								
1938	53	21,6			2	»	20,3 (2)	(—1,9)
1949	54,7	35,8	(Voir revenu Etat et collectivités locales.)		1,2	»	10,3	(—2)
1952	56,7	31,5			1,3	»	12,3	(—1,8)
Canada :								
1938	62,3	20	14,1		3,1	2,3	2	(—4,1)
1949	59,7	22,5	8,9		3,9	5,5	3,1	(—3,6)
1952	60,7	18,9	8,7		3,7	7,6	3	(—2,6)
France :								
1938	50		45,3		3,9	0,5	0,3	
1949	53,3		34,1		5,6	5,5	1,2	
1952	56,8		34,2		3,5	6,1	— 0,6	
Japon :								
1938	»	»	»	»	»	»	»	»
1949	43,5	47,1	1,8	0,5	1,9	2,6	2,3	»
1952	47,8	41,8	2,3	1,3	2	4,5	0,3	»
Pays-Bas :								
1938	51,5		43,9 (3)		3,9	»	3,2	(—2,5)
1949	53,6		39,6		2,7	5,1	1,1	(—2,1)
1952	»		»		»	»	»	»
Suisse :								
1938	48,1	21,5	19,1	3,1	2	2,5	3,1	»
1949	60,5	20,7	9,8	2,1	2,5	2,2	2,2	»
1952	59,7	20,6	»	»	»	»	»	»
Royaume-Uni :								
1938	62,9	12,1	24,3		2,3	1,9	2,1	(—5,9) (4)
1949	61,5	12,1	11,1		7,8	6,8	3	(—5,2)
1952	65,5	10,1	9,6		9,9	6,9	2,8	(—5,1)
Etats-Unis :								
1938	66,3	16	13,1	4,8	0,1	1,5	» (5)	(—1,8) (4)
1949	64,7	15,9	8	3,5	5	5	»	(—2,1
1952	66,2	14,1	7,5	3,1	3,6	7,1	»	(—1,6)

(1) Intérêt de la dette publique et de la dette des consommateurs.
(2) Loyers, intérêts et dividendes inclus.
(3) Intérêt de la dette publique inclus.
(4) Intérêt de la dette publique.
(5) On a exclu les bénéfices des entreprises publiques.

Source : O. N. U.

c) **Origine par branche d'activité du produit intérieur net.**

PAYS	PRODUITS intérieurs nets.	ORIGINE								
		Agr. Sylv. Pêche.	Ind. extr.	Ind. manuf.	Constr.	Transp. camions Services publ.	Com. gros. détail.	Propr. Habit.	Adm. Déf. (1)	Banques, services. (2)
		P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Canada (millions de dollars):										
1938	4.229	13	6,3	24	3,4	10,9	13,2	»	10,2	10,9
1952	18.402	11,2	3,9	29,1	5,5	10,2	13,7	»	8,7	14,7
Allemagne occidentale (millions de deutschmarks):										
1952	98.024	12,1	48,7		6,3	8	8,8	1,5	8,4	6,2
Italie (milliards de lires):										
1938	131	23,2	0,7	25,2	2,2	7,4	10,4	5,9	11,9	8,1
1952	8.076	25,9	0,9	31	4,6	8,1	13,2	1,2	(3) 10,7	4,4
Norvège (millions de kroners):										
1938	4.682	14,7	1,3	23,7	6,5	15,5	14,6	7,1	1,9	14,7
1952	16.651	14,8	1,5	31,2	8,2	15,8	12,5	1,2	3,5	11,3
Royaume-Uni (millions de livres sterling) (4):										
1952	13.575	5,6	3,7	35,9	6,5	10,9	12,3	2,4	6,6	16,2
Etats-Unis (milliards de dollars) (5):										
1938	67	9	2,2	22,4	2,8	10	17,5	»	12,7	23,4
1952	291	6,6	2,1	31,1	5,1	8,4	17,5	»	11,7	17,5

(1) Administration, défense, justice, police (les entreprises publiques et autres services sont classés avec les industries correspondantes).
(2) Banques, assurances, affaires immobilières, services médicaux et domestiques, instruction...
(3) Services Etat et collectivités locales inclus.
(4) Produit intérieur brut au coût du facteur.
(5) Bénéfices des entreprises de l'Etat exclus.

Source: O. N. U.

11° LOGEMENT ET CONSTRUCTION

a) **Evolution de la construction de logements dans quelques pays.**

Rapport population: *Construction* (logements construits pour 10.000 habitants).

1952

Norvège	97 p. 10.000	Nouvelle-Zélande	59 p. 10.000
Australie	91 —	Suisse	57 —
Allemagne occidentale	91 —	Pays-Bas	53 —
Etats-Unis	72 —	Canada	51 —
Suède	60 —	Royaume-Uni	47 —
		France	20 —
		Italie	20 —

1953.

Norvège	105 p. 10.000	Danemark	49 p. 10.000
Allemagne	99 —	Belgique	46 —
Suède	70 —	Irlande	40 —
Finlande	70 —	Pologne	25-30 —
Canada	67 —	Italie	29 —
Royaume-Uni	65 —	France	27 —
Pays-Bas	57 —	Hongrie	17 —
Suisse	54 —	Roumanie	10 —
U. R. S. S.	53 —		

Source: O. N. U. (Commission économique pour l'Europe).

b) **Dépenses affectées au loyer en pourcentage du total des dépenses familiales.**

PAYS	AVANT-GUERRE		1947	1950	1953 (1er trim.)
	Année.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
Allemagne occidentale.	1936	(a) 13,1	»	(b) 9,2	9,8
Autriche	1934	7,7	»	(b) 3,6	»
Belgique	1938	11	5,6	7,0	7,8
Danemark	1931	15,1	(c) 8,8	»	8,1
France	1928	8,1	(c) 1,3	3,0	3,4
Irlande	1938	8,3	4,8	(b) 4,6	»
Italie	1938	10	0,5	1,0 — 1,5	1,8
Norvège	1927-28	12,7	7,2	»	7,8
Pays-Bas	1938	11,5	6,7	5,5	5,6
Royaume-Uni	1938	(d) 11,3	7,6	7,0	7,4
Suède	1938-39	(d) 11,2	8,4	8,1	8,2
Suisse	1936	18,8	»	(b) 13,2	12,2
Tchécoslovaquie	1937	8,4	3,3	»	»

(a) Pour l'ensemble de l'Allemagne.
(b) 1949.
(c) 1948.
(d) Pour la Suède, le pourcentage établi d'après le budget familial des travailleurs manuels était de 14,7 en 1953; pour le Royaume-Uni, il était de 12,6 en 1937-38.

NOTE. — Pour l'Allemagne, l'Autriche, le Danemark, la Norvège et la Suisse, les pourcentages sont tirés de monographies budgétaires familiales et se rapportent aux familles des travailleurs manuels. Pour la Belgique, la France, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Tchécoslovaquie, les pourcentages ont été tirés des statistiques du revenu national; ils se rapportent à l'ensemble de la population et peuvent englober d'autres dépenses de logement telles que contributions foncières et dépenses de consommation d'eau.

Sources: Statistiques du bureau international du travail et statistiques du revenu national.

c) **Indices de la construction.**

(1950 = 100.)

PAYS	1952	1953	1954	
			1er trim.	2e trim.
Allemagne occidentale.	131	160	93	177
Norvège	163	114	108	122
Pays-Bas	100 (1911)	»	»	»
Suisse	110	113	100	124
Danemark	101	111	»	»
France	112	110	93	116
Suède	106	106	101	110
Royaume-Uni	98	104	104	105
Belgique	93	100	89	105

Source: O. N. U. (Commission économique pour l'Europe).

d) **Indices du loyer, du coût de la vie et du coût de la construction en 1952.**

(1938 = 100.)

PAYS	LOYER (A)	COUT de la vie (loyer non compris) (B)	COUT de la construction. (C)	RAPPORT	
				(B/A)	(C/A)
Belgique	250	407	525	1,6	2,1
Danemark	115	221	(*a*) 284	1,9	2,4
Finlande	438	1.200	1.580	2,7	3,6
France	728	2.670	2.750	3,7	3,8
Allemagne occidentale.	109	183	226	1,7	2,1
Italie	900	6.870	6.850	7,6	7,6
Pays-Bas	115	289	350	2,5	3,0
Suède	117	210	218	1,8	1,9
Suisse	118	185	(*b*) 200	1,6	1,7
Royaume-Uni	116	245	301	2,1	2,6

(*a*) Août 1939 = 100.
(*b*) 1er juin 1939 = 100.

N. B. — France: 1914 = 100 (16 p. 100 du budget familial); 1938 = 290-400 (prix 706) (7 p. 100 du budget familial).

Source: O. N. U. (Commission économique pour l'Europe).

12° FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

(Rapport de la commission de financement du 2e plan. — Rapport du groupe de travail « Fonds privé ».)

DÉSIGNATION	INVESTISSEMENTS		FONDS publics ou pourcentage du brut.	AIDE américaine en pourcentage du brut.	MARCHÉ financier en pourcentage du brut.	CAISSES d'épargne et établissements spéciaux en pourcentage du brut.	BANQUES commerciales en pourcentage du brut.	AUTRES RESSOURCES	
	Bruts.	Nets.						Brutes (1) en pourcentage du brut.	Nettes (2) en pourcentage du net.
Allemagne (milliards de deutschmark):									
1949	16.100	9.300	14,9	1,9	1,9	»	72,7	72,7	63,4
1950	18.300	11.800	15,9	9,7	1	»	»	57	34,2
1951	22.950	15.375	19	3,6	1,4	10	(5) 3,7	63	44,7
1952	25.500	16.630	21,5	2,1	2,5	9,1	(5) 3	60,7	39,9
Angleterre (millions de livres sterling):									
1949	1.569	875	»	»	»	(3) 1,4	»	»	»
1950	1.697	881	»	»	»	(3) 2,4	»	»	»
1951	1.862	960	31	»	10	(3) 0,8	»	54	»
1952	2.030	1.178	34	»	15	(3) 1,4	»	51	»
Belgique (milliards de francs belges):									
1949	42.444	»	19,2	»	12,9	23,8	»	45	»
1950	55.911	»	19,2	»	8,7	18,7	»	51	»
1951	54.213	»	21,3	»	8,3	16,2	»	55,3	»
1952	»	»	»	»	»	»	»	»	»
France (milliards de francs):									
1949	1.514	639	(4) 46,9	15,8	3 3	2,1	(6) 4,5	43,5	0
1950	1.606	636	(4) 46,7	10,1	3,7	3,7	(6) 1,4	44	0
1951	2.230	1.090	(4) 30,3	4,1	4	3,7	(6) 3	59,3	16
1952	2.322	1.122	29,7	»	4,1	3,4	(6) 7	56,5	9,9

(1) Autofinancement, amortissements industriels, court terme, etc.
(2) Autofinancement net (moins amortissement industriel), court terme, etc.
(3) Evaluation.
(4) Inclus dans les fonds publics.
(5) L'augmentation des dépôts d'épargne de ces banques a représenté: en 1951, 2,1 p. 100; en 1952, 3,9 p. 100 du montant des investissements.
(6) L'augmentation des dépôts à échéance de ces banques a représenté les pourcentages suivants du montant des investissements bruts: 1949, 1,3 p. 100; 1950, 1,4 p. 100; 1951, 1,1 p. 100; 1952, 0,8 p. 100.

Source: Banque de France.

13° NIVEAUX DE VIE

N. B. — Les données se rapportant à la comparaison des niveaux d'existence n'ont qu'une valeur indicative en raison des différences de conception de vie, de pouvoir d'achat, etc. et pour les rapprochements en valeurs, de certains taux de change.

a) **Disponibilités alimentaires par habitant** (1951-1952 ou 1952-1953).
(En ordres de grandeur.)

PAYS		CALORIES TOTALES PAR HABITANT ET PAR JOUR						PROTIDES (EN GRAMMES)				
Européens.	Extra-européens.	> 3.000	3.000 2.750	2.750 2.500	2.500 2.250	2.250 2.000	< 2.000	> 90	90/80	80/70	70/60	< 60
	Nouvelle-Zélande	x						x				
Danemark	.....	x						x				
Finlande	.....	x						x				
	Australie	x						x				
	Argentine	x						x				
Suisse	.....	x						x				
	Etats-Unis	x						x				
Norvège	.....	x						x				
Suède	.....	x						x				
	Uruguay	x						x				
Royaume-Uni ..	.....	x							x			
Belgique-Luxembourg	.....		x						x			
	Canada		x						x			
Pays-Bas	.....		x						x			
Allemagne-Ouest	.....		x							x		
France	.....		x					x				
Autriche	.....			x					x			
	Union sud-africaine			x						x		
Turquie	.....			x					x			
Grèce	.....				x				x	x		
Italie	.....				x					x		
Portugal	.....				x						x	
	Chili				x					x		
	Colombie				x							x
	Brésil				x						x	
	Egypte.....				x					x		
	Mexique					x					x	
	Pérou					x					x	
	Venezuela.....					x					x	
	Japon					x						x
	Ceylan					x						x
	Pakistan						x					x
	Inde						x					x

Près de la moitié du monde est en dessous d'un niveau normal et une proportion située entre 1/4 et 1/3 de l'humanité souffre aujourd'hui de famine chronique. Les régions les plus défavorisées (Amérique latine et Extrême-Orient) sont précisément celles dont la production alimentaire par tête n'a pas retrouvé le niveau d'avant-guerre.

Sources: O. N. U. (FAO), I. N. S. E. E.

b) Consommation d'énergie et de matières premières par habitant (ordre de grandeur).
(Equivalence en tonnes de houille, en 1952) (1).

1. Energie

GROUPES CONTINENTAUX	PAYS Européens.	PAYS Extra-européens.	TONNES 1934	TONNES 1952
		Etats-Unis	5,89	7,84
Amérique du Nord (2)			(5,60)	7,82
		Canada	4,91	6,92
	Norvège		3,46	4,81
	Royaume-Uni		4,28	4,66
	Suède		2,50	3,81
	Belgique, Luxembourg		4,02	3,78
		Australie	2,27	3,51
	Allemagne de l'Ouest		(3,02)	3,14
Océanie			2,11	2,91
		Nouvelle-Zélande	1,94	2,51
	Suisse		1,81	2,38
	France		2,12	2,32
Europe (totale)			1,84	2,22
		Union Sud-africaine	1,32	2,09
	Pays-Bas		1,79	2,08
	Danemark		1,71	2,03
	Autriche		1,04	1,75
	Finlande		1,03	1,45
Monde (3)			1,15	1,44
		Argentine	0,65	0,91
		Japon	0,93	0,89
		Venezuela	0,30	0,84
	Italie		0,66	0,82
	Espagne		0,40	0,69
Amérique latine			0,25	(0,48)
Afrique			0,15	0,24
Asie			0,18	0,19

(1) Combustibles minéraux solides et liquides seulement, plus énergie hydraulique. Bois et autres combustibles végétaux (et tourbe) ont été éliminés, quoique représentant une partie importante de l'énergie (dans la plupart des pays, au moins 0,25 tonne de houille équivalente). La consommation des soutes est exclue.
(2) Etats-Unis et Canada seulement.
(3) Non compris l'U. R. S. S. et la Chine.
De 1937 à 1952, l'augmentation est de 25 p. 100 pour l'ensemble du monde, 20 p. 100 pour l'Europe, 10 p. 100 pour la France, 35 p. 100 pour les Etats-Unis.
La consommation française par habitant ne représente que 30 p. 100 de celle des Etats-Unis.
Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

2. Consommation de matières premières par habitant (Ordre de grandeur) (1).
(En kilogrammes.)

DESIGNATION	ETATS-UNIS	MOYENNE O. E. C. E.	FRANCE	FRANCE Pourcentage. O.E.C.E. = 100.	BELGIQUE LUXEMBOURG	ALLEMAGNE OUEST	PAYS-BAS	DANEMARK	SUEDE	ITALIE	ROYAUME-UNI
1° Produits agricoles.											
Céréales panifiables...	»	179	196	110	184	179	160	158	140	194	138
Céréales secondaires...	»	147	150	102	174	134	150	788	268	70	156
Sucre	46	26	26	100	28	29	37	42	46	14	38
Viandes	66	38	57	150	44	40	33	56	51	16	53
Matières grasses (au total)	19,5	20	17	85	28	22	34	35	28	14	29
Œufs	(20)	8,2	10,7	131	133	7,7	5,9	9,0	10	6,7	12,2
Laine	1,5	1,4	1,6	137	1,8	1,5	1,5	2,2	1,7	1,1	2,1
Coton	12,2	4,0	5,0	125	4,4	3,9	3,9	4,5	4,8	3,1	6,0
Caoutchouc (2)	8,2	»	2,9	»	»	2	1,4	»	»	»	4,0
Bois d'œuvre (3)	»	0,26	0,32	85	0,23	0,34	0,16	»	2,13	0,07	0,19
2° Produits industriels											
Combustibles solides..	3.000	1.800	1.800	100	3.400	2.800	1.650	1.350	1.200	210	4.150
Produits pétroliers ...	»	210	280	135	319	420	300	420	720	140	325
Electricité (4)	2.900	900	950	105	1.150	1.150	630	535	2.900	650	1.240
Acier	520	205	260	126	290	320	170	140	340	85	320
Métaux non ferreux...	23	»	10,2	»	20,9	8,7	»	»	17,2	»	19,5
Dont:											
Aluminium	5,6	2,0	2,1	105	1,4	2,0	0,6	»	3,1	0,9	4,4
Cuivre	7,6	3,5	3,5	100	6,7	2,7	2,4	»	6,3	2,5	7,0
Zinc	(7)	2,15	2,7	125	6,9	2,8	1,5	1,0	2,7	0,7	3,5

En situation relativement bonne pour les produits alimentaires et les textiles, la France est à un niveau assez faible pour l'énergie, l'acier et les métaux non ferreux.
(1) Vers 1952, moyenne 1950-1952 pour les produits agricoles alimentaires (nos 1 à 6 inclus).
(2) Naturel et synthétique.
(3) En milliers de mètres cubes.
(4) En kWh.
Sources: O. E. C. E. (Statistiques générales), F. A. O. (Niveaux de consommation de fibres par habitant), I. N. S. E. E.

c) Enseignement et équipement médical.

1. Niveau de l'enseignement (très approximatif).

PAYS		PROPORTION DU NOMBRE D'ÉLÈVES (tous enseignements) (1) par rapport au nombre d'enfants de 5 à 19 ans. — Pour cent :					PROPORTION du nombre d'étudiants (enseignement supérieur) par rapport à la population totale d'un pays. — Pour mille :			
Européens.	Extra-européens.	> 80	80-75	70-60	60-25	< 25	> 5	5-2	2-1	< 1
Pays-Bas (1950)		X						X		
	Etats-Unis (1947-1949)	X					X			
France (1950-1951)		X						X		
	Nouvelle-Zélande (1948-1951)	X					X			
Belgique (1948-1950)			X					X		
Allemagne Ouest (1950-1951)			X					X		
	Japon (1950)		X					X		
	Canada (1948-1949)		X				X			
Angleterre et Galles (1948-1950)			X					X		
Autriche (1948-1950)				X				X		
Suède (1949-1951)				X				X		
Danemark (1950-1951)				X				X		
Finlande (1948-1950)				X				X		
Norvège (1947-1949)				X				X		
Suisse (1948-1950)				X				X		
	Ceylan (1949-1950)				X					X
	Israël (1950)				X			X		
Italie (1948-1950)					X			X		
	Chili (1949-1950)				X				X	
	Mexique (1949)				X				X	
Portugal (1948-1949)					X				X	
	Argentine (1949-1950)				X					
Espagne (1948-1949)					X				X	
Turquie (1949-1951)					X				X	
	Brésil (1946-1949)				X					X
	Egypte (1949)					X			X	
	Inde (1949-1950)					X				X
	Birmanie (1948-1950)					X				X

(1) Préscolaire, primaire, secondaire, technique et supérieur.

Sources : O. N. U., I. N. S. E. E.

2. Niveau médical.

PAYS		NOMBRE D'HABITANTS	
Européens.	Extra-européens.	Par médecin.	Par lit d'hôpital
	Etats-Unis (1951)	750	102
Allemagne de l'Ouest (1951)		800	94
	Nouvelle-Zélande (1951)	800	115
Italie (1951)		800	113
	Canada (1950)	900	99
	Argentine (1948)	900	240
Suisse (1950)		1.000	71
	Australie (1952)	1.000	89
Belgique (1950)		1.100	145
	Japon (1951)	1.100	285
France (1950 et 1951)		1.200	70
Angleterre et Galles (1951)		1.200	86
Pays-Bas (1950)		1.200	185
Suède (1951)		1.400	90
Portugal (1951)		1.500	250
	Chili (1951)	1.800	475
Finlande (1951)		1.900	135
	Mexique (1949)	2.100	»
	Union Sud-africaine (1952)	2.100	190
	Brésil (1950)	2.700	320
Turquie (1951)		4.000	1.000
	Egypte (1947 et 1950)	4.300	1.000
	Ceylan (1952)	5.800	360
	Inde (1950)	6.000	2.500
	Irak (1951)	7.000	960
	Malaisie (1949)	7.500	240

Sources : O. N. U., I. N. S. E. E.

d) Confort individuel.

1. Densité approximative d'occupation des logements

(U: logements urbains; R: logements ruraux; E: moyenne d'ensemble).

PAYS Européens.	PAYS Extra-européens.	ANNEES	MOINS DE 1 PERSONNE par pièce. U	R	E	DE 1 A 1,5 PERSONNE par pièce. U	R	E	PLUS DE 1,5 PERSONNE par pièce. U	R	E
			P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.	P. 100.
	Nouvelle-Zélande...	1945	86	84	85	11	12,5	12	3	3,5	3
	Etats-Unis	1950	85	80	83	8	9,5	8,5	7	10,5	8,5
Danemark	.....	1950	83	»	»	12	»	»	5	»	»
	Australie	1947	81	79	80	12	14,5	13	7	6,5	7
Suisse	.....	1941	76	»	»	16,5	»	»	7,5	»	»
Pays-Bas	.....	1947	74	42	70	14,5	25	16	11,5	33	14
Norvège	.....	1946	68	65	66	19,5	(12)	(15)	12,5	(23)	(19)
Suède	.....	1945	65	64	65	19	19	19	16	17	16
France	.....	1946	61	51	56	15,5	15	15	23,5	34	29
Allemagne-Ouest...	.....	1950	»	»	(50)	»	»	(17)	»	»	(33)
Belgique	.....	1947	»	»	42	»	»	20	»	»	38
Grèce	.....	1940	39	21	29	11	11	11	50	68	60
	Ceylan	1946	19	»	»	11	»	»	70	»	»

En France, près de 45 p. 100 des logements sont occupés à raison de plus d'une personne par pièce (50 p. 100 dans les campagnes) contre 35 p. 100 en Suède, 30 p. 100 en Hollande, 20 p. 100 en Australie, 17 p. 100 aux Etats-Unis, 15 p. 100 en Nouvelle-Zélande.

Le pourcentage de l'Allemagne de l'Ouest aurait été supérieur en 1950, mais on sait que le nombre de logements construits par habitant est, dans ce pays, plus de trois fois supérieur à celui de la France.

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

2. Téléphone

Densité téléphonique: nombre de postes pour 100 habitants, au 1er janvier 1953.

GROUPES CONTINENTAUX	PAYS Européens.	PAYS Extra-européens.	VILLES En Europe.	VILLES Hors Europe.	NOMBRE DE POSTES pour 100 habitants.
				Washington	65
				Atlantic City.....	57
				San Francisco...	54,8
			Stockholm	.....	50,6
				Los Angeles.....	47
				Denver	46,9
			Berne	.....	46,8
			Bâle	.....	45
				New York.....	44
				Mineapolis	43,6
			Genève	.....	43
				Seattle	43
				Chicago	43
			Zurich	.....	39,7
		Etats-Unis	.....	.....	30,3 (1)
Amérique du Nord..	.....	.....	.....	.....	29,7
			Londres	.....	28,9
	Suède	.....	.....	.....	26,4
			Paris	.....	24,9
			Bruxelles	.....	23
		Canada	.....	.....	22,9
	Danemark	.....	.....	.....	18,1
			Rome	.....	16,7
		Australie	.....	.....	15,3
	Norvège	.....	.....	.....	15,1
			Lyon	.....	13
	Royaume-Uni	.....	.....	.....	11,7
			Rotterdam	.....	11,6
			Marseille	.....	9,8
				Rio de Janeiro..	9,3
	Pays-Bas	.....	.....	.....	8,6
	Belgique	.....	.....	.....	8,5
	France	.....	.....	.....	6,2
	Allemagne de l'Ouest..	.....	.....	.....	6,1
				Tokio	5,4
		Argentine	.....	.....	5,1
Europe	.....	.....	.....	.....	4
Monde (2).....	.....	.....	.....	.....	3,4
	Italie	.....	.....	.....	3,3
	Espagne	.....	.....	.....	2,9
		Japon	.....	.....	2,6
Océanie	.....	.....	.....	.....	2,2
Amérique du Sud..	.....	.....	.....	.....	1,8
		Mexique	.....	.....	1,2
Amérique centrale..	.....	.....	.....	.....	1,2
Afrique	.....	.....	.....	.....	0,5
Asie	.....	.....	.....	.....	0,2

Plus de 50. — De 50 à 20. — De 20 à 10. — De 10 à 5. — De 5 à 2 — Moins de 2.

(1) Au 31 mars 1953. — (2) Sans l'U. R. S. S.

N. B. — Le nombre moyen de communications par habitant et par an est de près de 400 aux Etats-Unis et au Canada, de 300 en Suède, de 40 à 80 en Europe.

Sources: American Telephon and Telegraph Company, I. N. S. E. E.

3. Radiodiffusion

Nombre déclaré de postes de T. S. F. pour 1.000 habitants (1950-1952).

PAYS EUROPÉENS	PAYS EXTRA-EUROPÉENS	NOMBRE approché.
	Etats-Unis	700
Suède		320
Danemark		300
Royaume-Uni		255
Norvège		250
	Nouvelle-Zélande	215
Suisse		230
Allemagne de l'Ouest		225
Australie		220
Pays-Bas		215
Finlande		210
Belgique		200
France		185
	Canada	160
	Japon	120
	Chili	90
	Argentine	90
Italie		90
	Pérou	70
Portugal		40
	Mexique	30
Grèce		30
Espagne		20
	Brésil	15
	Egypte	12
	Union Sud-africaine	5
	Inde	2

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E.

4. Papier journal (consommation 1951).

(En kilogrammes par habitant.)

PAYS D'EUROPE	PAYS EXTRA-EUROPÉENS	KILOGRAMMES
		P. 100.
	Etats-Unis	35
	Canada	23
	Australie	18
Suède		18
	Nouvelle-Zélande	17
Royaume-Uni		12
Danemark		11
Suisse		10
Belgique		9
Norvège		8,2
France		8
Pays-Bas		7,5
Finlande		7
	Argentine	6,5
Allemagne de l'Ouest		4,1
	Union Sud-africaine	3,2
	Mexique	3,1
Italie		2,2
	Japon	2
	Ceylan	1,8
	Brésil	1,6
Grèce		1,5
	Egypte	0,9
Espagne		0,7
	Inde, Indonésie, Iran	0,1

Sources: O. N. U., I. N. S. E. E., Annuaire statistique 1953 des Nations Unies.

5. Circulation automobile

Nombre d'habitants par voiture (1938 et 1953) (1).

PAYS Européens.	PAYS Extra-européens.	Nombre d'habitants par automobile.			Pourcentage 1953 — Indice 1938 = 100. — Réduction.		
		1938		1953	< 20 %	20 à 50 %	> 50 %
	Etats-Unis	4,5	Moins de 10 habitants	3		67	
	Canada	7,5		4,4		59	
	Nouvelle-Zélande	6		4,6		77	
	Australie	8,7		5,1		59	
Royaume-Uni		18	De 10 à 25 habitants.	12,5		69	
Suède		30		13,2			44
France		18		14,4	80		
Belgique		37		16,5			45
Suisse		44		18,4			42
Danemark		25		19		76	
Norvège		33		20		51	
	Union Sud-africaine	30		21		67	
	Uruguay	69	De 25 à 50 habitants.	27			39
	Venezuela	135		31			23
Allemagne occidentale		40		33	83		
Pays-Bas		57		35		61	
Finlande		75		35			47
	Argentine	50		44	88		
Italie		108	De 50 à 100 habitants	51			47
	Mexique	192		64			33
Portugal		155		66			43
	Chili	104		70		67	
	Maroc	108		75		69	
	Brésil	210		86			36
	Algérie	108		92	85		
	Ceylan	208	De 100 à 200 habitants.	114		55	
	Pérou	360		117			33
	Japon	500		141			28
Espagne		200		160	80		
	Egypte	430	Plus de 200 habitants.	244		51	
Turquie		1.800		453			25
	Indonésie	920		693		75	
	Inde	2.100		1.305		62	

(1) Voitures de tourisme plus véhicules industriels plus autobus et autocars.
Sources: Argus de l'automobile (mai 1953), I. N. S. E. E., revenu national (voir plus haut).

Paris. — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.